

LES MILITANTS SOCIALISTES DU QUÉBEC

Par Henri Gagnon

Le temps est venu de se libérer des façons de voir et des méthodes d'organisation, qui appartiennent à un passé révolu. Il faut maintenant développer des idées et bâtir des formes d'organisation correspondant à l'époque, que nous traversons actuellement.

Du même auteur :

1. Les Travailleurs face au séparatisme, 1963.
2. Négociation sectorielle : Libération ou domestication ?
3. Sauver le peuple, non le régime économique.
4. C'est quoi l'État ?
5. Crise syndicale.
6. Le racket des fonds de pension.
7. Au boutte contre la perversion du syndicalisme.
8. L'enjeu, le contrôle des syndicats.
9. L'Entre 2 révolutions.
10. La Confédération y'a rien là.
11. Fermeture d'usines ou bien libération nationale.
12. Crise de l'État.
13. Les P.M.E. à l'agonie.

Le présent document a été préparé et édité avec la collaboration de François Touchette, dont les connaissances bibliothéconomie et en histoire ont été d'une aide précieuse.

Écrit pour le monde ordinaire, ce document se veut un instrument pour trouver des solutions, aux problèmes des travailleurs et des centaines de milliers de citoyens rejetés d'un régime de production, fondé sur l'entreprise privée.

Le présent écrit est le fruit de discussions, qui se sont échelonnées sur plusieurs mois pour ne pas dire d'années. Il représente un travail de militants(es) des milieux populaire, ouvrier et universitaire. Parce que nous attachons une grande importance au pluralisme politique, nous disons que toutes les opinions exprimées dans le présent ouvrage ne sont pas, nécessairement, celles de chacun de ceux qui ont contribué à sa publication. Parmi ces derniers(ères) il faut dire merci aux militants(es) :

D. Barbeau
J. Dubé
P. Piché

P. Boutet
R. Dion
G. Robert

B. Brais
L. Giroux
N. Robert

P. Cajolais
S. Gagnon
J. Rouleau

C. Clermont
R. Lauzière
A. Richard

B. Comeau
R. Paquette
E. Samuel

P. Delorme
G. Pellerin
P. Thibeault
J. P. De Billy
G. Perreault

A. Vidal

La présente publication n'aurait pas été possible sans la contribution de Jacques Dubé, pour la correction de l'épreuve et de Simonne Gagnon pour la dactylographie. Ces deux militant(e) ont fourni une collaboration dont les résultats, nous l'espérons, dépasseront l'ordinaire.

Index

Chapitre 1 La place des événements majeurs
Chapitre 2 Dix jours qui ébranlèrent le monde
Chapitre 3 Impact de la révolution russe au Canada
Chapitre 4 Au Québec
Chapitre 5 Sécurité sociale zéro
Chapitre 6 Les révolutionnaires québécois
Chapitre 7 Question nationale, une solution ?
Chapitre 8 La Ligue de la Jeunesse communiste
Chapitre 9 L'attaque nazie contre l'URSS
Chapitre 10 La gauche québécoise et les syndicats
Chapitre 11 Une ère nouvelle.
Chapitre 12 Le virage manqué de l'après-guerre.
Chapitre 13 La division '1947'.
Chapitre 14 La lutte idéologique continue
Chapitre 15 (1956) Une crise de catastrophe
Chapitre 16 L'important
Conclusion
Annexe

Préface

Depuis bientôt 20 ans, Henri Gagnon trace dans ses récits une constante directrice de son travail, à savoir que la société est en perpétuel changement et si ce fait est évident pour une minorité, elle ne l'est certainement pas pour la majorité; alors il faut démontrer ces transformations.

Avec le dernier livre, Henri Gagnon se commet plus au sujet de l'idée de briser avec le monolithisme de certaines théories du passé, qui obstruent la marche du la marche du progrès.

Dans cette étude à forte teneur biographique, se dégage le portrait de cet homme et des militants(es) socialistes, qu'il a côtoyés tout au long de sa vie. Gagnon nous convie à une nouvelle lecture du mouvement socialiste au Québec dont il fut une figure, figure de proue. Pour ce faire, il fait une analyse rétrospective de ce que fut d'abord le marxisme et ensuite le léninisme, comme mouvement révolutionnaire en Europe et ici, au Canada et au Québec. Puis plus directement il en vient à situer son engagement, à travers le Parti communiste du Canada et les différentes actions s'y rattachant. Finalement il retrace le vieillissement de ce type de militantisme qui, propre à une époque, se trouve à être dépassé. C'est donc en essayant de comprendre l'Histoire qu'Henri Gagnon nous invite à être plus critique dans nos formes de militantisme. Donc d'être plus original que d'être d'excellents répétiteurs du passé. De plus ce livre est aussi un hommage bien humble, pour souligner la contribution de ces milliers de militants(es) du Québec pour un devenir meilleur. Aux époques où seule existait une loi sociale, ces hommes et ces femmes ont propulsé par leurs efforts constants le Québec, au niveau des pays les plus avancés dans la législation sociale. Cela, malgré une répression constante d'un pouvoir politique rétrograde.

Ce livre, « Les militants socialistes d'une époque à l'autre », est finalement un vibrant témoignage de la vitalité de celui qui l'a écrit, à la cause d'un Québec meilleur.

François Touchette

Introduction

Avec ce nouvel écrit, Henri Gagnon « soulève un coin du voile » qui masque encore des pages inédites de la lutte, que conduisirent les militants(es) socialistes pour un monde meilleur.

Beaucoup d'entre nous avions cette foi dans le but final de la liberté. Il s'agissait bien de construire une société et d'« être plus homme dans un monde plus humain ».

La volonté, l'enthousiasme, les sacrifices personnels, l'abnégation et même la croyance aveugle conduisaient l'action des militants socialistes. Avec ce bagage, c'était la certitude que le monde se transformait continuellement pour le mieux. Les contributions personnelles visaient à orienter l'évolution vers une plus grande libération et à endiguer les forces d'asservissement de l'homme.

Avec les années, la foi aveugle a cédé la place à une foi critique. Il n'y avait pas de modèle à copier. Il y avait seulement des possibles où tout n'était pas tracé d'avance. Ce qui exigeait des efforts pour saisir les facettes du changement et l'essence du nouveau.

Certains d'entre nous en sommes venus à refuser de tenir pour absolue et achevée la forme, qu'a prise la lutte pour le socialisme à une époque donnée de son histoire. L'image que nous en possédions, la vie s'est chargée de la modifier.

Maintenir avec une arrogance stupéfiante les concepts d'une époque révolue, que d'aucuns cherchent à ressusciter, ne peut que raviver les anciens vices, aggravés de leur décrépitude. Une fois que le progrès a évincé une ancienne forme de pensée, il est inutile d'entretenir l'idée d'un retour en arrière. Seule la nostalgie peut entretenir des cerveaux en quête de tranquillisants conceptuels, qui nourrissent dans la mémoire les illusions d'un paradis perdu. Chez certains, les imitations serviles du passé dénotent une atrophie intellectuelle regrettable.

Chaque époque voit le retard conceptuel de la conscience ériger sa propre subjectivité en vérité absolue et ainsi faire la malheureuse expérience, de l'impossible coïncidence avec le mouvement de la réalité.

C'est un paradoxe de l'évolution historique que plus grands sont les mérites d'un concept, plus tenace s'avère son action retardatrice sur la nécessité du développement ultérieur. L'inertie de l'esprit humain conduit les hommes à se cramponner aux idées qui ont fait leurs preuves dans le passé, oubliant le changement qu'apporte le mouvement de la vie.

Les rapports sociaux qui s'établissent entre les hommes ne sauraient être identiques, quand l'on considère deux époques qui se différencient l'une de l'autre, par un fantastique accroissement des forces productives.

Les difficultés qui hantent nos vies de tous les jours ne viennent pas des progrès de la science, qui s'est introduite sous forme d'ordinateur et d'automatisation dans la production des marchandises, comme le pensent beaucoup de personnes. Elles viennent plutôt des rapports sociaux existants, qui ne concordent plus avec le niveau atteint par les forces productives.

La crise de civilisation, qui aujourd'hui secoue tous les pays, prend sa source dans les transformations profondes que la révolution technologique entraîne avec elle. La science, comme moyen de production, repousse sans répit les vieilles habitudes de travail pour les remplacer par des mécanismes autorégulateurs : l'automatisation des processus productifs, l'informatique et l'utilisation d'ordinateurs avec tout leur potentiel non encore décelé.

Tout ceci a fortement contribué à créer un milieu social en pleine mutation, qui s'impose à l'homme comme un artifice sans cesse changeant. Un bouleversement des mentalités, des valeurs et des pratiques sociales en devient le corollaire.

Le dynamisme propre à cette accélération du changement nous oblige à briser avec cet univers de « discours clos », que sont les querelles byzantines autour de vieux concepts ankylosés.

En naissant la vie nouvelle rejette les vieilles affirmations scolastiques, qui nous emprisonnent dans le passé.

L'auteur, Henri Gagnon, fait ressortir les résultats négatifs de l'emploi de concepts, qui furent élaborés dans une époque révolue de la lutte pour le socialisme. Ce serait de la sottise que de maintenir à notre époque des concepts léninistes, nés du pourrissement de l'ancien régime tsariste.

L'on peut dire que les thèses et concepts élaborés par Lénine étaient limités par les entraves de son époque. Ces approches de Lénine répondaient aux conditions historiques objectives de son temps, au caractère de l'époque qui prévalait en Russie.

La seule vraie richesse que possède l'homme en politique est son pouvoir de modifier le présent, pour assurer un meilleur futur humain. D'une époque à l'autre, le mouvement de la vie s'impose et nous invite à regarder de l'avant en tenant compte des chaînes conceptuelles du passé, qui alourdissent notre marche.

Pamphyle Piché

Note de l'auteur

Le présent livre s'ajoute aux documents déjà publiés sur les militants socialistes. Parmi ces derniers se trouvent « Thirty Years » et « Yours in the Struggle » de T. Buck. Pour sa part Progress Book de Toronto publiait : « Party of Socialism, History of the Communist Party of Canada, 1921-1976. »

Dans la série des ouvrages sur la lutte pour le socialisme, se trouve l'étude de Norman Penner « The Canadian Left ». Dans son écrit N. Penner, qui fut membre de l'Exécutif national du PC au cours des années 1950, met en lumière plusieurs aspects de la vie du Parti communiste. Son oeuvre est sans aucun doute un livre à lire.

Ce n'est qu'au cours de la dernière décade que paraîtront, en français, des écrits sur l'histoire des militants socialistes du Québec. Pour la plupart, ils seront l'oeuvre de professeurs d'université. En 1979 Marcel Fournier publiera : « Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950 ». En 1980 Robert Comeau et Bernard Dionne publieront : « Les communistes au Québec 1936-1956 ».

Récemment Merrely Weisbord publiait « The Strangest Dream ». Ce livre, sur les militants socialistes du Québec, s'est avéré une excellente source d'information. Dans le même domaine, se trouve l'oeuvre conjointe de Boyce Richardson et de l'ardent militant socialiste que fut Gérard Fortin. Ce dernier livre, bourré de faits et d'informations, a comme titre : « The Life of the Party ». Il serait souhaitable que ces deux ouvrages soient traduits de l'anglais au français.

Par cet écrit, nous voulons contribuer à donner une image adéquate de ce que fut, dans le passé, le combat des militants socialistes. Nous croyons, que la lecture des deux derniers chapitres du présent ouvrage peut aider les militants des milieux populaires, à se situer dans l'époque que nous traversons. Si notre livre peut aider à connaître le passé, pour mieux comprendre le présent et influencer l'avenir, il y aura lieu d'être fier du travail accompli.

CHAPITRE 1

La place des événements majeurs

Le présent écrit ne vise pas à produire une nouvelle version de l'histoire des militants(es) populaires du Québec. Dans cette voie, la tâche incombera aux historiens mieux entraînés pour le faire. D'ailleurs au cours des dernières années, de nombreux auteurs ont publié d'excellents ouvrages, sur la vie des militants(es) ouvriers et socialistes du Québec. Nos buts sont autres. Il s'agit en l'occurrence de cerner le rôle présent des militants(es), à notre époque de puissance et de développements technologiques rapides. Il s'agit, aussi, d'évaluer le rôle des événements majeurs, qui ont marqué et permis les transformations de la société.

Il importe de signaler que, par le passé, des événements majeurs marquèrent des situations, qui déjà comportaient un certain degré de changement. Ils furent, aussi, des points tournants qui changèrent le contenu des affrontements conflictuels, entre les différentes classes sociales.

La société, loin d'être immuable, se développe continuellement en passant d'un événement à un autre. À l'échelle de l'univers, il n'y a que le changement : le mouvement incessant de chaque chose en toute chose. Ainsi, pour ce qui est des formes de la lutte populaire

il ne saurait y avoir rien d'acquis, rien de définitif. C'est pourquoi, à travers les âges, le rôle des grands événements a été de porter les luttes inachevées du passé, à un niveau plus élevé. Ils ont continuellement apporté aux militants(es) des milieux populaires la nécessité de développer de nouvelles formes de vie et de combat.

La route sinueuse que suit l'humanité est parsemée d'événements majeurs, qui agissent comme les poteaux indicateurs de l'Histoire. Suscités par le développement des forces de production, ces événements s'imposent comme autant de nécessités historiques. C'est dans le cadre de la correspondance nécessaire, entre le niveau des forces de production et les structures sociales, que les militants(es) devront agir pour transformer la société. Il n'y a là rien de nouveau. Depuis toujours, les hommes et les femmes ont bâti leur propre histoire, dans des conditions déterminées par le degré de la technologie. À notre époque, où la science est devenue une force productive, le même scénario s'impose aux militants(es) des milieux populaires. Ceci, parce que l'Histoire n'a pas d'autres moyens de s'écrire.

LA RÉBELLION : 1837-38

Au Canada, par exemple, l'époque de la Rébellion de 1837-38 ne peut s'expliquer, sans le développement des forces productives. L'Angleterre, dont le Canada était encore une colonie, fut la première à faire son entrée dans l'ère de l'industrialisation. Dans le Haut et le Bas-Canada, c'est aussi le développement du capitalisme industriel, qui sonnera le glas de structures

sociales devenues désuètes. Avec l'essor de l'industrie et du commerce les structures féodales, jusque-là maintenues, se désintègreront jusqu'à l'explosion. D'une façon ou d'une autre, sous la poussée de la technologie, de nouvelles structures et institutions sociales verront le jour.

Les forces productives (technologie), elles-mêmes, sont ce qu'il y a de plus révolutionnaires. C'est une force qu'aucune classe dominante n'a pu arrêter. À travers le temps, les forces conjuguées de l'arriérisme et de la réaction ont pu, au plus, freiner temporairement le développement des forces productives. Naturellement les principes du déterminisme économique, auxquels nous nous référons, n'ont rien de mécanique. Ils agissent, en dernier ressort, rien n'étant réglé d'avance. Il n'y a, dans le déroulement de l'Histoire, rien d'automatique, organisé suivant un plan préétabli.

Ces événements majeurs, après avoir été initiés par le développement technologique, jouissent par la suite d'une certaine autonomie. Ainsi, la finalité des mouvements sociaux dépendra de nombreux facteurs. Elle résulte, avant tout, de l'enchaînement dialectique qui relie les forces productives et les structures sociales. Placés en interdépendance, le développement de la technologie et l'émergence de nouvelles structures sociales s'expliquent et se conditionnent, l'un par l'autre. Mais l'établissement d'une nouvelle société ne saurait se matérialiser, sans l'affrontement de groupes et de classes sociales, défendant des intérêts opposés. C'est par le biais de cet enchaînement dialectique où s'affrontent des forces contraires, que le changement s'impose comme une nécessité. C'est dans ce cadre que les masses populaires entrent en action, pour promouvoir les grandes transformations de la société.

L'époque des Patriotes fut celle d'une lutte héroïque, pour assurer le triomphe du progrès et de la liberté. Ce fut aussi une époque d'affrontement, entre les intérêts de la majorité populaire et ceux d'une minorité toute-puissante. La plupart des militants de ce combat, comme autant d'illustres inconnus, sont tombés dans l'anonymat. Plusieurs de ces héros ont payé de leur vie l'audace qu'ils ont montrée, contre le pouvoir établi des puissants et des bien-nantis. Ce pouvoir, en l'occurrence, c'était celui d'un lieutenant-gouverneur, agissant pour le Colonial Office de Londres et d'un groupe de notables anglais, appelé le 'Family Compact'.*

POUR UN GOUVERNEMENT RESPONSABLE

Dans les temps éloignés de cette Rébellion, les meilleurs des Québécois luttèrent pour l'établissement de structures sociales, qui correspondaient aux besoins de l'industrie et du commerce. Ce combat d'avant-garde se fit pour l'obtention « d'un gouvernement responsable ».

Le monument aux Patriotes, de 1837, nous décrit la tragédie de leur combat. Ainsi, à leur mémoire, on peut y lire l'épithète suivante :

« Vaincus dans la lutte, ils ont triomphé dans l'Histoire. »

Ainsi le 'gouvernement responsable' s'imposait, comme une nécessité historique, et le combat des patriotes fut celui de la majorité populaire. Il ne fut pas, uniquement, le projet de la bourgeoisie naissante du Haut et du Bas-Canada. Il vit l'opposition des classes populaires, contre le tout-puissant Empire britannique et ses représentants locaux. Ainsi, la Rébellion de 1837 eut le support des classes montantes et, en premier lieu, celui du mouvement des travailleurs syndiqués d'Angleterre.

Les Patriotes, auteurs des 92 résolutions qui leur servirent de programme d'action, se gagnèrent des alliés dans les classes populaires du Haut-Canada et de l'Angleterre. À ce sujet, l'historien S.-B. Ryerson rapporte :

Dans le *Vindicator* du 14 juillet 1837, on pouvait lire le texte d'une adresse de l'Association des ouvriers de Wotton-on-Ridge (Angleterre) laquelle, après avoir salué le mouvement londonien de solidarité avec les Patriotes canadiens, déclare :

« Les résolutions 89 à 91 proposaient notamment l'établissement de comités de liaison chargés d'entretenir les communications avec le mouvement radical, en Angleterre, et les adversaires de la tyrannie coloniale au Haut-Canada (Canada anglais). »

(S.-B. Ryerson, *Le Capitalisme et la Confédération*, page 67).

« À Québec comme à Montréal, on constate la participation massive des ouvriers aux réunions patriotes, rapporte *La Minerve* du 7 mars 1836. »

« *L'Advocate*, du 29 juin 1837, rapporte que 2000 à 3000 personnes assistèrent à une assemblée, au marché Saint-Paul de Québec, où le principal orateur était le syndicaliste John Teed. »

« Un commentaire du *Vindicator* du 16 mai 1837 déclare que : les ouvriers, les membres des classes laborieuses... sont les hommes sur qui on peut compter à l'heure critique. »

(Ibid, page 71).

« Que les classes laborieuses s'unissent... et qu'elles comptent sur leurs propres efforts, car l'expérience du passé a démontré qu'elles ne doivent attendre, d'aucune autre source, les moyens de leur propre émancipation. »

(Ibid, page 71).

Comme l'indiquent les citations, ci-haut, la correspondance entre les Patriotes du Canada et les ouvriers de Londres dépassait le cadre, d'une simple formule de courtoisie. À plus d'un égard, patriotes et syndicalistes regardaient leur combat particulier, comme faisant partie d'une cause commune. Là-dessus le

message fraternel, des ouvriers de Londres aux Patriotes du Canada, ne laissait aucune équivoque, il disait :

« Frères Canadiens, ne vous laissez pas leurrer par de belles promesses, vous avez l'appui entier de vos frères lointains. Puissiez-vous voir le soleil de l'indépendance luire sur vos cités croissantes, sur vos foyers joyeux, vos épaisses forêts et vos lacs glacés ! C'est le vœu ardent des membres de l'Association des ouvriers de Londres. »

(Ibid, page 83).

Au message des travailleurs londoniens, le Comité central des Patriotes répondit par une lettre émouvante, qui s'inspirait des mêmes principes de solidarité et dans laquelle on pouvait lire:

« Nous désirons proclamer, à travers notre Association, que quel que soit le chemin qu'on nous forcera de suivre, nous n'avons aucune querelle avec le peuple d'Angleterre. Nous faisons la guerre uniquement aux agressions d'opresseurs tyranniques, qui vous oppriment aussi bien que nous. »

(Ibid, page 85).

Le dénouement de la Rébellion, de 1837-38, montre que l'Histoire n'est pas programmée d'avance. Il ne suffit pas, pour la majorité populaire, d'avoir une juste cause pour être assurée de la victoire. En effet, tel ou tel Mouvement plein de promesses peut bien ne jamais se réaliser. Le mouvement des forces populaires, « à l'échelle du monde », est plein de choses souhaitables qui ne se sont jamais réalisées. Dans certains cas, des nécessités jugées pressantes ont été freinées pendant plusieurs décennies. Ceci bien que les mouvements sociaux aient été initiés, par la puissance de la technologie. La réalité c'est que la technologie, à un certain degré de développement, met en branle des classes sociales qui s'opposent et des intérêts conflictuels. Par la suite, tout dépendra de la force et du degré d'organisation des classes et des groupes sociaux, qui s'affrontent en partant de leurs intérêts particuliers. S'il en était autrement, les transformations sociales deviendraient un jeu d'enfant.

UNE NÉCESSITÉ HISTORIQUE

Au Canada, la Révolution inachevée de 1837-38 constitua un événement majeur. Ce dernier, malgré la défaite militaire, marquera le cours de l'histoire à la fois pour les Canadiens français et ceux de langue anglaise. Il préparera, aussi, de nouvelles formes de lutte. Parmi ces dernières, nous retrouvons la lutte armée de Louis Riel et des Métis, l'organisation du syndicalisme ainsi que les luttes électorales. Il va sans dire, que la défaite militaire des Patriotes fut suivie d'une répression, qui laissa de profondes cicatrices.

La nécessité de changer les structures sociales était telle, qu'elle continuera de s'imposer, même après la défaite militaire des Patriotes. C'est dans ces conditions que la démocratie se fera jour au Canada. C'est pourquoi au Québec, les droits démocratiques furent octroyés au compte-gouttes. C'est donc par bribes, que la démocratie fut parfois gagnée par la pression populaire ; parfois octroyée par un pouvoir agissant pour défendre une petite minorité. Depuis longtemps, le peuple québécois vit une démocratie étriquée, taillé à la mesure de la majorité « canadienne » et par une entreprise privée, à majorité anglaise.

D'un point de vue historique, la Rébellion de 1837 n'a été qu'un épisode dans une longue série d'événement, ceci malgré l'importance qu'elle comporte pour le peuple québécois. La mémoire collective rapporte que les luttes populaires se sont poursuivies, d'une époque à une autre. Dans le passé, le combat de ceux qui voulaient changer le monde prit des formes multiples. Il se manifesta, entre autres par le mouvement Spartacus* dans l'Antiquité, et par le mouvement des Frondes**, au temps du féodalisme. De nombreuses luttes populaires précédèrent la révolution démocratique bourgeoise. Tous ces combats ont porté, à la fois, les signes de la continuité et de la discontinuité. Il y a d'une part continuité, en ce qui regarde l'enrichissement du progrès et de la liberté. Il y a d'autre part discontinuité, pour ce qui est des formes de lutte et des moyens utilisés.

En effet les luttes populaires, d'une époque à l'autre, se ressemblent peu à partir de leurs formes et des méthodes d'organisation.

DES LUTTES ET DES TRANSFORMATIONS

Les événements majeurs, qui depuis toujours ont servi de point tournant aux luttes populaires, n'ont pas tous eu la même grandeur et la même densité. Certains d'entre eux ont opéré dans un cadre national limité, tandis que d'autres ont atteint une dimension mondiale (internationale). Ainsi, la Commune de Paris*** laissa une marque indélébile chez le peuple français et, du même coup, influencera la lutte des partis socialistes et ouvriers, à travers le monde. Chose certaine, l'assassinat massif de « communards », perpétré par la classe dominante de France, ne mit pas fin aux hostilités. Loin de là, la 'Commune' a tout simplement reporté le combat à plus tard, tout en le plaçant sur un échelon supérieur.

Comme situation historique, la 'Commune de Paris' eut comme résultat d'amener les

Socialistes du monde, à des formes de luttes révolutionnaires nouvelles. C'est à partir de l'expérience de la 'Commune' que Karl Marx et, par la suite Lénine, développèrent le concept de «l'état, appareil de domination d'une classe contre une autre », et celui de la 'dictature du prolétariat'. Il est à noter que ces deux concepts de la lutte, pour « transformer le monde », éclairèrent le chemin du mouvement socialiste, pendant plusieurs décennies.

L'expérience des grands événements du passé a démontré, que les classes dominantes se sont toujours agrippées à leurs privilèges. Mais ces mêmes événements ont aussi prouvé, qu'aucune classe dominante n'a pu arrêter la marche de l'Histoire des hommes. Ceci, parce que rendu à un certain degré de développement des forces productives, la transformation sociale s'impose avec une force irrésistible.

Placée à la fine pointe du développement, la technologie est ce qu'il y a de plus révolutionnaire au monde. Les classes dominantes, celles qui toujours s'efforcent de marcher à reculons, ne pourront jamais l'arrêter. Ainsi par le passé les maîtres d'esclaves, les seigneurs féodaux et les autres tyrans, après avoir résisté à l'épreuve du temps, ont tour à tour périclité pour ensuite tomber dans les oubliettes de l'Histoire.

Les événements internationaux ont joué un rôle important, dans les luttes ouvrières et socialistes de chaque pays. Cependant ce sont les conditions locales, qui toujours décideront de la transformation d'une société donnée. De façon générale, les courants internationaux deviendront une force matérielle, dans la mesure où ils traverseront et s'intégreront au mouvement local. Autrement, le développement international demeure lettre morte aussi longtemps qu'il n'est pas récupéré, par le mouvement ouvrier et socialiste local. C'est dans ce sens que l'on peut reconnaître, qu'aucune transformation sociale ne peut être exportée d'un pays à un autre.

DES AGITATEURS ÉTRANGERS

Au Québec, les porte-parole de l'entreprise privée ont toujours montré les ouvriers et les socialistes, comme des agitateurs étrangers. Le temps n'est pas loin où la classe dominante utilisait la violence militaire, pour écraser toute velléité d'organisation syndicale. La petite histoire du Québec est pleine de conflits ouvriers comme les travaux du canal de Beauharnois, le conflit textile à Valleyfield, etc., où l'entreprise capitaliste a fait intervenir la troupe militaire, contre le mouvement syndical naissant. Plusieurs de ces interventions militaires conduisirent à l'assassinat de travailleurs, dont le seul crime était de se syndiquer. Mais leur « vrai crime » était de menacer les intérêts et les marges de profit, des gros propriétaires de 'l'entreprise privée'.

Les représentants du 'Capital privé' se sont efforcés de faire croire, que le Socialisme originait de la Russie soviétique. Mais la réalité est tout autre. Longtemps avant le renversement de l'Empire tsariste, il existait dans le monde et au Québec des partis et des groupements socialistes. Comme forces populaires québécoises, le syndicalisme et le socialisme se développeront parallèlement, sur la fin du 19^{ième} siècle et tout au cours du 20^{ième} siècle.

Au début du siècle (1900) les événements, qui se déroulèrent au Québec, eurent tendance à rapprocher le mouvement syndical et les différents groupes socialistes. Ainsi le mouvement québécois d'opposition, à la participation aux

guerres de l'Empire britannique, verra un rapprochement articulé des nationalistes, des socialistes et des syndicalistes. La lutte des Québécois contre la conscription amena, sous une même bannière, les dirigeants nationalistes et ceux des partis ouvriers et socialistes. Dans ce combat contre l'impôt du sang, prélevé au nom de l'Empire britannique, nationalistes et socialistes tiendront des ralliements conjoints. Au plus fort de la lutte contre la conscription se trouvaient des nationalistes, un représentant socialiste, Albert Saint-Martin, et d'autres socialistes connus comme Michael Buhay, sa sœur Beckie Buhay, Annie Buller et autres représentants du même mouvement.

ALBERT SAINT-MARTIN MILITANT

Dans son livre « Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde », l'auteur Claude Larivière rapporte le combat anticonscriptionniste des syndicalistes et des socialistes du Québec, au cours de la première guerre mondiale. Celui-ci déclare entre autres :

« Albert Saint-Martin a 51 ans au moment où éclate la crise de la conscription au Québec. Et pourtant, la plus grande partie de son œuvre reste encore à venir. En 1917, ce sera la lutte anticonscriptionniste, en 1920, la défense de la révolution soviétique : en 1925, la fondation de l'Université ouvrière. »
(Claude Larivière, Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde, page 123).

Dans son écrit sur Albert Saint-Martin, Claude Larivière rapporte :

« Au moment où le gouvernement conservateur s'apprête à présenter une loi lui permettant de conscrire les hommes, dont il a besoin pour les envoyer combattre en Europe, Albert Saint-Martin, le chef socialiste de Montréal, a tenu une assemblée contre la conscription, au marché Saint-Jacques. Il était accompagné d'une couple d'autres orateurs. Dans son discours, Saint-Martin demanda à ses auditeurs de ne pas obéir à la loi de conscription, si jamais elle venait en vigueur. Les guerres, dit-il, sont pour le bénéfice des capitalistes et l'ouvrier canadien ne devrait ressentir aucune haine, contre l'ouvrier allemand ou autrichien qu'il ne connaît pas. L'orateur repoussa également la théorie que quand l'Angleterre est en guerre, le Canada l'est également. »
(Ibid, page 123).

« Lors des luttes contre la conscription, les militants socialistes du Québec décidèrent d'adopter une résolution, pour s'opposer à toute tentative d'imposer de force au peuple canadien le service militaire. »
(Ibid, page 123).

Le mouvement syndical, par la voix de ses dirigeants, fera cause commune avec les socialistes en s'opposant au gouvernement conservateur, de R. Borden.

Dès que le premier ministre canadien, Borden, annonce son intention d'introduire le service militaire obligatoire, l'opposition du mouvement ouvrier ne se fait pas attendre :

« Au nom du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, James Simpson répond que le gouvernement canadien ne s'est pas assuré la confiance du mouvement ouvrier et que, selon les syndicats, la conscription n'est pas nécessaire. Le 25 mai 1917 un défilé de travailleurs, à travers les rues de Montréal, dénonce le projet gouvernemental. »

(Ibid, page 121).

Le combat des militants populaires au Québec n'a pas commencé avec la lutte contre la conscription. Ce combat, contre la participation du Canada aux guerres de l'Empire britannique, était la continuation d'un conflit, déjà existant, où s'opposaient les intérêts de la majorité de la population et ceux d'un régime d'entreprise privée, en pleine croissance. Comme l'indique Claude Larivière, dès 1906, les militants socialistes et ouvriers sont des plus actifs sur la scène politique québécoise. Le parti ouvrier avait décidé d'organiser des clubs locaux, partout où des citoyens se montraient intéressés. Ses organisateurs s'efforceront d'être de toutes les causes populaires. Après avoir endossé la cause de la veuve Curtis, les militants socialistes et syndicalistes participeront, avec les nationalistes québécois, à une immense assemblée publique sur le travail du dimanche :

« L'assemblée de protestation d'hier soir, au Champ-de-Mars, contre la loi du dimanche, actuellement en discussion devant les chambres, à Ottawa, a remporté un énorme succès. Il faut remonter à l'époque de 1885, lors de l'agitation Riel, pour rencontrer semblable manifestation publique... Au moins 10 000 personnes ont pris part à la manifestation d'hier soir et, sans la température qui devint menaçante vers les 8 heures, c'est 20000 et peut-être 40 000 personnes que nous aurions vues au Champ-de-Mars. Sur l'immense estrade, que le comité d'organisation avait fait ériger, se pressaient 5 ou 600 citoyens de toutes les classes de la société. »

(Ibid, page 79).

« Sur l'estrade, se voisaient des personnes aussi différentes que le député ouvrier Alphonse Verville, le réactionnaire Henri Bourassa, le nationaliste Armand Lavergne, le tailleur de pierre Achille Latreille et le socialiste Albert Saint-Martin. On revendique la liberté, pour le Québec, d'observer à sa propre façon le dimanche. La Presse, libérale, est dénoncée par tous.» (Ibid, page 80).

Contrairement aux idées les plus répandues, le combat du mouvement socialiste et ouvrier n'était pas, uniquement, celui d'émigrés. Il n'était pas le fruit 'd'agitateurs étrangers', pas plus qu'il ne se limitait à la région montréalaise :

« Il nous a été donné samedi soir d'assister, à Magog, à l'une des plus belles, des plus nombreuses et des plus enthousiastes assemblées ouvrières, que nous n'ayons encore vues. Ouvriers et ouvrières en grève, de la manufacture de coton de Magog, s'étaient réunis au nombre de 5 à 600 dans la vaste salle des spectacles de cette ville, pour entendre des orateurs ouvriers de Montréal discuter la nature du différend, qui a provoqué la grève, et la question ouvrière en général. Ces orateurs étaient les citoyens Gustave Franca, président de l'Union typographique Jacques-Cartier, Albert Saint-Martin, l'un des dirigeants du Parti ouvrier et J.A. Rodier, organisateur de l'Union typographique internationale. »

(Ibid, page 80).

« Les orateurs n'ont pas de difficultés à trouver sujet à dénonciation : ils passèrent en revue les conditions de travail, qui étaient imposées aux travailleurs des deux sexes et de tous les âges, à la fabrique de Magog, et les qualifièrent énergiquement d'épouvantables, d'inhumaines et de monstrueuses même. Il est impossible de croire, ont-ils dit, qu'il y ait des pères de famille, des femmes et des enfants qui travaillent 12 heures par jour pour des salaires variant de 1 \$ à 7 \$ par semaine... Avec ce système, il faut au père de famille conduire ses enfants à cette fabrique dès leur plus tendre jeunesse, au lieu de les envoyer à l'école. Et par la suite, au lieu d'en faire des êtres forts, robustes, au lieu d'en faire des citoyens instruits, à l'intelligence développée, on en fait des ignorants, condamnés à vivre la vie misérable de leurs parents, à être des esclaves de la fabrique de coton. »

(Ibid, page 80).

HÉROS MÉCONNUS

La petite histoire, celle que s'efforce d'oublier les représentants du grand capital, de la haute finance et du clergé, montre que le peuple a eu ses propres héros. Ces pionniers ont œuvré pour transformer la société, à une époque de grandes noirceurs où rien ne leur était facile. Parmi ces héros méconnus, le nom d'Albert Saint-Martin ressort avec éclat. Ceci, bien que la classe dominante de son temps, dont un puissant clergé, se soit efforcé de le rayer de la mémoire collective. Si crime il y a, celui d'Albert Saint-Martin fut d'avoir vécu un demi-siècle (50 ans) trop tôt. Ce qui facilita la tâche de ceux qui s'efforcèrent de le passer à l'histoire, comme un anticlérical écervelé. Mais il fut tout autre chose dans la réalité :

« Albert Saint-Martin est, sans doute, l'un des personnages les plus controversés de l'histoire du Québec. Militant ouvrier et socialiste, partisan du laïcisme et de la vie communautaire, inspirateur de l'Université ouvrière, il n'a pas cessé d'être un agent de changement social, entre le début du siècle et la fin des années '30, malgré la réaction conjuguée des forces de l'Église et de l'État. » (Albert Saint-

Martin, militant d'avant-garde, page couverture-dos). Jusqu'à la toute fin de sa vie, Albert Saint-Martin sera attaqué avec une violence incroyable. Ainsi au cours des années '30, il continuera d'être la cible d'adversaires, qui ne lui pardonneront pas de décrire les choses comme il les voit :

« Il (Saint-Martin) a adhéré à l'idéologie professée par la Ligue technocratique des États-Unis, qui veut que « les ressources naturelles et les mécanismes de production et de distribution soient étatisées, puis exploitées par le peuple. » Les jeunes fascistes sont décidés à faire taire le vieil homme, maintenant âgé de 68 ans.»

(Ibid, page 157).

« Le soir du 1er octobre Saint-Martin se dirige vers le 193, rue Saint-Zotique, pour donner une conférence, lorsqu'il est sauvagement battu. Comme il arrivait à l'angle des rues Casgrain et Saint-Zotique, une dizaine d'individus se sont jetés sur lui. Le combat s'est engagé, mais il a été de courte durée, Saint-Martin a roulé par terre, roué de coups de bâtons... à l'hôpital Saint-Luc, l'examen révèle quatre blessures à la tête, qui semblent très graves, et on a dû lui faire dix points de sutures pour les fermer. »

(Ibid, page 158).

« En juin 1936 Albert Saint-Martin, âgé de plus de 70 ans, tente d'obtenir un permis en vue d'opérer une salle publique, où il pourrait tenir des activités éducatives et sociales. Le service de police de Montréal et le curé, de la paroisse concernée, s'y opposent. Saint-Martin entreprend des procédures judiciaires, pour obtenir ce permis qu'on lui refuse sans raison valable. »

(Ibid, page 159).

Albert Saint-Martin, né en 1865, mourut en 1947 à l'âge de 83 ans. Sa vie fut dédiée à la défense de ses concitoyens et des intérêts de son peuple. Il fut un ardent militant socialiste et ouvrier à une époque, maintenant révolue. Son combat ne peut être compris et jugé, qu'à travers les problèmes sociaux et les difficultés de son temps. Il en fut de même d'ailleurs, pour tous les militants populaires qui, à travers les âges, se sont dépensés pour transformer la société, dans le sens du progrès et de la liberté.

CHAPITRE 2

Dix jours qui ébranlèrent le monde

Le titre, ci-haut, est celui que l'écrivain américain John Reed donna à son livre, sur la Révolution d'Octobre 1917. Dans son œuvre, il décrivait la prise du pouvoir par les travailleurs et les paysans de la Russie tsariste. Il démontrait le renversement d'une société féodale, croulant sous le poids de ses propres contradictions. Mais il évoquait, aussi, la défaite de l'impérialisme mondiale et celle d'un capitalisme russe, en pleine expansion. Par leur victoire aux multiples aspects, les ouvriers et les paysans russes firent, de leur révolution, un événement de portée internationale.

Comme les révolutions démocratiques bourgeoises, de l'Angleterre de Cromwell et de la France républicaine de 1789, la Révolution russe de 1917 devait constituer un fait majeur pour l'humanité. C'est pourquoi, elle se range parmi les grands événements, qui ont fait époque et changé la face du monde. À partir de cet événement le monde, où le capitalisme régnait en maître absolu, ne fut jamais le même. Ainsi était né un nouveau type de pouvoir, excluant l'impérialisme et la grande entreprise privée.

De par sa nature, l'existence même du nouveau pouvoir soviétique replaçait les luttes capital-travail, à un niveau supérieur. Ainsi, les luttes économiques revêtaient un caractère politique plus marqué. Ceci, non seulement en URSS, mais à l'échelle mondiale. Par voie d'entraînement, la victoire socialiste sur un sixième du globe ouvrait une nouvelle ère de confrontation, entre les tenants du capitalisme et ceux du socialisme de chaque pays. Parmi ses nombreuses caractéristiques, la victoire du socialisme en Union soviétique eut comme résultat d'accentuer, comme jamais, le caractère international de la lutte des classes.

RÉALIGNEMENT

La révolution soviétique eut comme résultat de forcer un réalignement, des forces politiques mondiales. Elle imposera une nouvelle relation entre les principales puissances capitalistes, alors prises dans le tourbillon infernal de la première guerre mondiale (1914-18). Il n'y a aucun doute que la Révolution d'Octobre (1917) contribua à mettre fin à une guerre, où s'entretuaient les peuples de différents pays. Nous assisterons, aussi, à un nouvel affrontement entre les forces capitalistes et celles du mouvement socialiste, de chaque pays concerné; ce qui donnera lieu à d'intenses discussions, entre les différentes écoles du socialisme. Ces dernières se poursuivront pendant des années.

Une autre conséquence, d'Octobre 1917, fut d'ouvrir la perspective d'une révolution socialiste, à l'échelle mondiale. C'était, d'ailleurs, la vision des principaux dirigeants de la révolution russe. Il va sans dire que plusieurs

événements donnèrent du poids, à l'idée d'une révolution mondiale. Ainsi dans la même période, il y aura en Hongrie une prise temporaire de pouvoir par Bela Kun, dirigeant du mouvement ouvrier et socialiste de ce pays. En Allemagne, ce fut le mouvement spartakus avec Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Dans presque tous les pays c'était la révolte, plus ou moins ouverte, contre la famine et une guerre, qui durait depuis trop longtemps. Dans ces conditions, les événements de Russie apparaissaient, pour plusieurs, comme une partie intégrante d'une révolution socialiste mondiale. Pour les dirigeants de la Troisième Internationale, créée en 1919, la révolution mondiale était l'un des enjeux importants. Cependant, tout comme la prévision de K. Marx qui situait la première victoire socialiste en Allemagne, la révolution mondiale s'avéra un souhait non réalisable. À ce sujet, le « Bulletin Communiste, » organe de la Troisième Internationale, déclarait à l'occasion du troisième anniversaire de la République des Soviets :

« Le troisième anniversaire de la République des Soviets est l'anniversaire de la première victoire de la Révolution mondiale : voilà ce que ne comprennent pas les socialistes petits-bourgeois, qui s'obstinent à faire une distinction entre la Révolution « russe » et le mouvement prolétarien révolutionnaire mondial. »
(Bulletin Communiste du 11 novembre 1920, Varine, page 1).

« À l'aube de la quatrième année de la République des Soviets, la reconnaissance et l'admiration des révolutionnaires internationaux vont aux bolcheviks, sans qui la Révolution de mars 1917 eut subi le sort de la Commune de 1871, des insurrections de 1848 et de 1830. Par leur volonté « d'approfondir » la Révolution, par leur indomptable énergie, par leur clairvoyance, ils ont galvanisé les forces révolutionnaires, ouvert la marche et frayé le chemin vers le communisme. Déjà, ils apparaissent comme ce qu'ils sont : les animateurs d'une vie nouvelle, les créateurs d'un monde nouveau. »
(Ibid, page 2).

Pendant un certain laps de temps Lénine, lui-même, parlera de révolution mondiale et du rôle, que devait y remplir la Troisième Internationale. De cette période, nous reproduisons ici quelques extraits d'un discours de Lénine :

« Discours prononcé par Lénine, le 6 mars, à la séance solennelle du Soviet de Moscou, consacré au premier anniversaire de la fondation de la 3ième Internationale. »

(Bulletin Communiste, 11 novembre 1920, page 3).

« Une année s'est écoulée depuis la fondation de l'Internationale Communiste. Au cours de cette année, elle a remporté des victoires auxquelles il était impossible de s'attendre et que, disons-le franchement, personne, lors de sa fondation, n'osait espérer. »

« Au début de la Révolution, nombreux étaient ceux qui espéraient que la révolution sociale se déclencherait en Europe immédiatement après la fin de la guerre car, à ce moment, les masses étaient armées et la Révolution pouvait dès lors s'effectuer, dans certains pays d'Occident avec le plus grand succès. »

« C'est ce qui se fût produit s'il n'y avait pas eu, en Europe occidentale, tant de dissensions profondes au sein du prolétariat, tant de trahison de la part des ex-leaders socialistes. »

(Bulletin Communiste, 11 novembre 1920, page 2).

Les propos de Lénine laissent voir que le « concept de révolution mondiale » plongeait ses racines, dans une situation matérielle temporaire. Rappelons ici que le marxisme, comme méthode de pensée, réclame que l'on prenne position toujours à partir de situations données, qui ne peuvent être que temporaires. Le danger pour ceux qui se réclament du marxisme, c'est de prendre des conclusions temporaires et de les ériger, comme des vérités éternelles. Le danger le plus courant, c'est de demeurer prisonnier de concepts révolutionnaires, longtemps après que ceux-ci ont été vidés de leur contenu vivant.

Que le mot d'ordre de 'révolution mondiale' se soit avéré incorrect n'éliminait pas le caractère international de la Révolution de 1917. Celle-ci demeurait un événement majeur. C'est pourquoi, elle fut un point tournant dans les conditions qui prévalaient, au début du siècle. Ainsi une défaite des Soviets, une victoire du tsarisme en Russie aurait signifié un net recul, pour le mouvement ouvrier et socialiste dans chaque pays. De la même façon chaque gain, obtenu par la classe ouvrière de tous les continents, délivrait la République des Soviets de quelques ennemis.

Il n'est pas possible d'évaluer, avec précision, les implications qu'aurait pu avoir une

victoire tsariste. Cela se serait sûrement traduit par un net recul du mouvement ouvrier et socialiste. Tout comme, il n'y a pas de doute que la victoire du nazisme, en Allemagne, eut de profondes répercussions sur le peuple allemand et l'humanité tout entière. Il en fut de même, en Italie, où la victoire des phalanges fascistes, de Mussolini, s'est soldée par un gros prix à payer pour le peuple italien. De la même façon, les victoires de Franco (Espagne) et de Salazar (Portugal) ont donné lieu, à des dictatures fascistes et une vie sociale arriérée. Ce prix, le mouvement ouvrier et socialiste d'Espagne et du Portugal devait le payer, pendant des décennies.

RIEN DE 'FIGÉ'

Les idées et les concepts de lutte, élaborés par Lénine, se sont pour la plupart avérés justes. Ainsi la sorte de parti, celui de type nouveau proposé, correspondait à la situation qui prévalait à l'époque de la Révolution d'Octobre.

Le parti, comme « détachement organisé et avant-garde du prolétariat, » monolithique et reposant sur une discipline de fer, était celui d'un socialisme de guerre. Il trouvait sa justification dans l'intervention militaire antisoviétique, de la plupart des grands pays capitalistes. Dans tous les pays, y compris le Canada, ce type de parti trouvait sa justification, dans la violence sociale déclenchée par des classes dominantes, s'agrippant à leurs privilèges.

Les concepts de lutte socialistes développés par Lénine, au début du présent siècle, n'ont jamais été présentés comme des vérités éternelles. Mais, il demeure vrai que de nombreux « marxistes » ont transformé les idées de Lénine, au point d'en faire des icônes. En réalité l'héritage de Marx et Lénine, hommes de combat, se présente comme les conclusions de l'analyse d'un moment donné de l'Histoire. Il importe de retenir que le monde matériel, dans son développement, ne s'arrête jamais tandis que sa représentation mentale, le concept, n'est rien d'autre qu'une forme figée et cristallisée de la pensée. Ainsi l'idée qu'il faut renverser et briser l'état, par la violence organisée, provient de l'analyse d'une situation donnée. Le concept de l'État, appareil d'oppression et de domination d'une classe contre une autre, a été développé à partir du rôle exclusif que remplissait l'appareil d'État, à un moment donné de l'Histoire.

Le concept léniniste de l'État n'a jamais été le produit d'une pensée abstraite. Au contraire il a été tiré d'une vie sociale, dont le développement ne s'arrête jamais. Il ne demeure valable que dans la mesure où il reflète et correspond au rôle réel, que l'appareil d'État remplit dans la vie de tous les jours. Mais rien dans le marxisme n'indique que ce rôle ne puisse changer. Loin de là il est à noter que, de nos jours, le rôle de l'État a subi de nombreux changements.

Dans son discours, à l'occasion du 3ième anniversaire de l'Internationale communiste,

Lénine parlera à la fois du parlementarisme et de la question de l'État. Sur les divergences autour de ces points, qui ont longtemps persisté entre les différentes tendances socialistes, Lénine dira :

« Si, de nouveau, des désaccords surgissaient sur l'utilisation du parlementarisme, il serait après l'expérience de la révolution russe et de la guerre civile, après que s'est dressée devant tout l'univers la figure magnifique de Liebknecht et que son rôle et son importance se sont révélés aux représentants du parlementarisme, il serait, dis-je, insensé de répudier encore l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme. »

(bulletin Communiste, 11 novembre 1920. p. 4).

L'ÉTUDE DES NOUVELLES SITUATIONS

De la citation, ci-haut, on peut tirer une importante leçon. Il est évident qu'aucun concept de lutte socialiste, si valable qu'il apparaisse, ne peut être substitué à l'étude des nouvelles situations, qui se présentent d'une époque à une autre. Il en est de même des situations qui, parfois, changent d'une année à l'autre. Les conclusions sur le parlementarisme, sur la question de l'État ou sur

les formes de la lutte, n'ont jamais été tirées une fois pour toutes. Sur le problème de l'État et les désaccords qu'il suscitait chez les socialistes, Lénine disait :

« Il est clair, même pour les représentants de la vieille école, que poser la question de l'État comme par le passé, n'est plus possible; au lieu de l'ancienne manière livresque, le mouvement révolutionnaire a mis à jour une autre façon nouvelle et pratique de la poser. À la force groupée et centralisée de la bourgeoisie, il faut opposer la force groupée et centralisée du prolétariat. Dès lors, la question de l'État apparaît, sous un angle nouveau, et le vieux désaccord perd toute sa raison d'être. »

(Ibid, page 4).

Parlant de son époque et de ce qui l'avait précédé, Lénine montre que derrière les mots d'ordre, héritage du passé, se cache un contenu nouveau que le changement transporte avec lui. Parlant des besoins de son temps, il déclarera :

« L'ancienne scission disparue, voici que de nouvelles se produisent en tête desquelles se trouve l'attitude à observer, vis-à-vis du pouvoir socialiste et la dictature du prolétariat. »

(Ibid, page 4, col. 2).

Pour les tenants du Socialisme, y compris les dogmatiques, il faudra répéter sans cesse qu'il n'y a rien d'acquis, rien de définitif et surtout rien de sacré. Pour ceux qui se réclament du marxisme comme pour le reste de l'humanité, il n'y a rien hors du changement, que le passage d'une qualité à une autre, que le mouvement de tout en toute chose. À ceux qui, parfois, s'accrochent au passé comme si c'était une bouée de sauvetage, nous dédions cette dernière citation du discours de Lénine :

« Cela signifie que même les couches ouvrières les plus retardataires d'un pays, comme l'Angleterre, se sont ébranlées et l'on peut dire, que les vieilles formes du socialisme sont mortes à jamais. »

(Ibid, page 5, col. 2).

Comme les grands événements du passé, la Révolution d'Octobre posera la lutte pour le socialisme sous un jour nouveau. Elle rendra caduque l'ancienne façon de voir les choses et nécessitera de nouvelles formes de luttes. Ainsi, la victoire du mouvement ouvrier et socialiste de Russie commandait la création, de nouveaux concepts de combat. L'apparition d'un premier pays socialiste allait, dans les années à venir, altérer et façonner les fondements de la pensée socialiste.

La défaite du tsarisme agira comme un catalyseur, pour la lutte des socialistes de tous les pays. Avec cet événement, se faisait jour une nouvelle réalité mondiale, devant laquelle personne ne pourra demeurer indifférent. Toutes les

forces politiques, celles de gauche comme celles de droite, devront se réaligner en tenant compte du nouvel État socialiste. Ce nouveau centre de gravité, l'existence d'un modèle socialiste, agira dans toutes les confrontations entre le 'Capital' et le 'Travail'. Comme toujours, les tenants du capitalisme et ceux du socialisme s'affronteront, à partir de leurs intérêts. Ce qu'il y a de nouveau c'est qu'ils le feront, à partir de leur interprétation de la nouvelle situation mondiale.

POUR LA DÉFENSE DU SEUL PAYS SOCIALISTE

Au début du siècle, la lutte pour le socialisme passait par la défense du seul pays socialiste, l'URSS. Cela se trouvera confirmé, par l'attitude des socialistes militants à travers le monde. C'est à partir de cette réalité, que naîtra la Troisième Internationale communiste. Cette nouvelle forme de lutte s'exprimera, par une pensée et un parti politique monolithique. Cette organisation politique mondiale, d'un type nouveau, s'étendra aux quatre coins du globe.

Le Comintern, au cours de son existence, regroupera les socialistes sous le mot d'ordre de «Tout pour la défense de l'URSS. » Ce qui en somme signifiait, tout pour la défense du socialisme dans un seul pays S! Le nouvel organisme, coupant à travers les frontières et les barrières nationales, visait l'unification socialiste sous la bannière de l'internationalisme prolétarien. C'est donc pour répondre aux besoins d'une situation particulière, que les socialistes se regroupèrent sous une direction monolithique, opérant sous les principes du centralisme démocratique.

Il en est des formes de lutte socialistes, comme de toute chose. Elles ne sont pas décidées une fois pour toutes. Il n'y a pas, comme le suggère un certain dogmatisme, de formes de lutte exemplaires qui seraient à l'épreuve du temps. Les formes de la lutte demeurent valables aussi longtemps que dure la situation matérielle, qui leur servait de fondement. Passé ce temps, elles perdent leur valeur. Alors elles agiront comme de vieilles bottines, en créant plus de problèmes qu'elles ne peuvent en solutionner.

Le Comintern n'a jamais été une organisation parfaite. Dès sa formation, il comportait à la fois des avantages et des désavantages. Il est important de reconnaître les aspects contradictoires de la III^{ème} Internationale. Car alors il devient clair que sa création, dans le cadre d'un socialisme de guerre, constituait un pas important dans la lutte pour le socialisme. Ce pas a été accompli depuis longtemps. Après plus de 20 ans d'existence, la Troisième Internationale sera abolie, en 1943, pour favoriser une alliance entre les démocraties capitalistes et la Russie soviétique. Ce dernier changement, tout comme le combat de l'Armée rouge soviétique, jouera un rôle important dans la victoire sur l'hitlérisme et le fascisme mondial.

À l'opposé des dogmatiques qui crient « au révisionnisme, » à chaque annonce de changement, les formes de la lutte socialiste se sont continuellement transformées, au cours des années. C'est pourquoi, si l'on veut comprendre ce qui s'est passé, en 1917, il faut regarder cette période, avec les

lunettes du passé et non celles des années 1980. Il est évident que la création de la III^{ème} Internationale était une forme de combat, dictée par les conflits que traversait l'humanité. Elle correspondait à la violence déclenchée par une poignée de 'trustards' et de monopolistes, afin de défendre leurs privilèges de classe dominante.

Parce qu'elle répondait aux besoins de son temps, la création de la III^{ème} Internationale donnera le signal d'une vigoureuse remontée, des forces ouvrières et socialistes mondiales. Son impact transformera radicalement la scène internationale. Le mouvement socialiste, jusque-là composé de groupes d'éducation et de discussion, se transformera pour donner naissance à de nombreux partis politiques, des plus vigoureux. Plusieurs de ces partis, section de la III^{ème} Internationale, joueront un rôle influent et parfois décisif, dans leur pays respectif. Comme grand événement, la Révolution d'Octobre suscitera le rapprochement et, parfois, l'unification de divers courants socialistes. Cela vaudra pour nombre de pays dont la France, l'Allemagne, l'Italie, etc. À cette époque, le mot d'ordre « Tout pour la défense de L'URSS, » seul pays socialiste, répondait aux besoins de l'heure. C'est pourquoi, il se fusionnait avec les besoins de tous les peuples de la terre. Par la suite, ce même mot d'ordre devait perdre sa verdeur avec le débordement du socialisme, dans de nombreux pays et l'avènement de la Révolution chinoise, en 1949. Après ces événements, l'URSS cessait d'être le seul pays du socialisme.

La Révolution d'Octobre, plus de 65 années après son avènement, a perdu de son pétillant. Elle est passée à l'Histoire, rejoignant la Révolution française, 1789, et la guerre d'Indépendance des États-Unis d'Amérique. Ces révolutions appartiennent maintenant à d'autres époques. La Russie des moujiks, des bateliers de la Volga et du « Dimanche sanglant », est devenue une superpuissance, qui se dispute les sphères d'influence mondiale avec les États-Unis.

Au cours des années la lutte, pour le socialisme en URSS, s'est résumée dans une forme de capitalisme d'État, avec tout ce que cela peut Comporter. Plus de 40 ans après la disparition du Comintern, le monde vit une situation complètement changée.

C'est maintenant, principalement sur le plan local, que les socialistes pourront prouver leur sincérité et développer leur compréhension de l'Histoire. Ceux qui, longtemps après la dissolution du Comintern, se cantonnent encore dans un passé sécurisant, ne servent plus la cause du socialisme. Ceux qui, à notre époque, continuent de copier les modèles usés du passé, ne servent pas la cause du Québec et de sa population. Seule une paresse intellectuelle, peu commune, explique l'engouement de certains socialistes, pour des formes de lutte maintenant dépassées.

À moins de vouloir s'emprisonner dans le carcan du passé, les socialistes devront fouiller les entrailles du présent, pour y découvrir les réalités de notre époque. La transformation socialiste du monde ne s'est pas arrêtée, avec la création ou la dissolution du Comintern. Elle ne s'est pas arrêtée, non plus, avec la condamnation de la bande des 4, en Chine populaire. Par contre la

méthode de penser, qu'est le marxisme, est demeurée une richesse incomparable. Seules les situations ont changé, nécessitant un effort pour se libérer des coutumes et des valeurs du passé. Notre époque, cette grande inconnue, réclame la construction d'idées et de nouveaux concepts de lutte, qui permettront d'enrichir le progrès et la liberté.

MOSCOU ! PÉKIN ! ALBANIE !

Longtemps après la dissolution du Comintern. L'idée d'un centre monolithique, situé à l'étranger, a continué de hanter les socialistes de nombreux pays. De par le monde, nombre de partis et groupes socialistes ont continué à se comporter, comme des sections d'une organisation suprême, dont le centre serait à l'étranger. Bien que le socialisme ait débordé les cadres d'un seul pays, de nombreux marxistes sont demeurés dans le passé. Sans faire d'effort cérébral, ils ont pratiqué un support inconditionnel envers tout ce qui émanait soit Moscou, de Pékin ou d'Albanie. Ils se sont combattus comme des frères ennemis pro-Moscou, pro-Pékin ou pro-Albanie. Se faisant, ils se sont comportés comme des étrangers dans la maison de leur père. Pris dans cette voie, ils tournaient le dos à la nécessité absolue de s'unir, pour la transformation socialiste de leur propre pays, à partir des particularités et des besoins qui lui sont propres.

Les cicatrices, que le passé a laissées sur le mouvement socialiste, montrent qu'il est difficile de se départir des clichés. Pour ce qui est des relations avec l'URSS, ce fut d'autant plus difficile que, durant de nombreuses années, ce pays servit de modèle aux socialistes du monde. Il faut aussi tenir compte qu'après plusieurs années, le Parti communiste de l'URSS transformera le Comintern, en un instrument de ses propres intérêts. Selon l'auteur William Rodney, la métamorphose du Comintern précédera de beaucoup sa dissolution. Dans son livre : *Soldiers of the International*, il écrira :

« Après la mort de Lénine, comme l'espoir d'une nouvelle vague révolutionnaire couvrant l'Europe s'amenuisait, comme la Russie prenait graduellement sa place de grande puissance et comme le prestige et l'autorité des Bolchéviques devenaient pratiquement incontestés, des disputes dans le Parti communiste de l'URSS avaient des répercussions marquées à l'intérieur du Comintern. La discipline plutôt que l'adhésion aux principes devint le fondement des relations, entre les partis en dehors de l'Union soviétique et aussi entre les partis, à l'extérieur de l'Union soviétique et le Comintern qui, comme le temps passait, devenait de plus en plus dominé par le Parti russe ! » (*Soldiers of the International*, page 63).

Personne ne saurait préciser la date exacte, où les idées cessent de correspondre au mouvement, qui leur a donné naissance. Dans le cas qui nous préoccupe, il s'agit d'évaluer le rôle du Comintern dans les relations, entre les différents partis communistes et celui de l'URSS. Dans cette évaluation, il sera difficile d'oublier le combat de l'Armée rouge, contre les hordes nazies. Il serait incorrect de laisser de côté les luttes de maquisards, des partis communistes européens. Ces faits, pour une bonne part, sont intervenus après la dissolution du Comintern, en 1943. Mais, ils sont liés indissolublement à l'existence de la III^{ème} Internationale. Cependant celle-ci, comme forme de lutte, n'a jamais été proposée comme une perfection. C'était tout simplement la forme de lutte qui correspondait, à un moment donné d'une Histoire en mouvement.

L'ADHÉSION À LA III^{ème} INTERNATIONALE

Tirés d'un document qui date d'une autre époque, nous publions le préambule et quatre (4) des vingt et une (21) conditions d'admission à la III^{ème} Internationale. Ce qui suffira à éclairer les problèmes qui nous intéressent. Ces points traitent du centralisme démocratique, du support à la République des Soviets et du type monolithique de parti :

« Préambule »

« Le premier Congrès de l'Internationale Communiste n'avait pas posé de conditions précises pour l'admission à la III^{ème} Internationale. Jusqu'au moment de la convocation du premier Congrès, il n'existait dans la plupart des pays que des tendances et des groupes communistes. »

« Le second Congrès de l'Internationale Communiste s'est réuni dans de toutes autres conditions. Dans la plupart des pays, il y a actuellement non seulement des courants et des tendances communistes, mais des partis et des organisations communistes. »

(Extrait de 'Le Congrès de Tours (1920)', page 123).

« Aucun communiste ne doit oublier les enseignements de la République soviétiste de Hongrie. Le prolétariat hongrois a payé bien cher la fusion des communistes hongrois avec des soi-disant social-démocrates de « gauche ». »

« En conséquence, le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste juge nécessaire de fixer, avec la plus grande précision, les conditions pour l'admission

de nouveaux partis et de rappeler à ceux des partis, qui sont déjà adhérents, les devoirs qui leur sont imposés.»

« Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste pose les conditions suivantes pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. »

(Ibid, page 124).

12) « Les partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être construits sur les bases du centralisme démocratique. À notre époque de guerre civile aiguë, le parti communiste ne pourra être à même de satisfaire à ses obligations que s'il est organisé le plus possible sur les bases centralistes, que si une discipline de fer règne, que si la direction centrale, soutenue par la confiance des sections du parti, sont (sic) dotées d'un pouvoir complet d'autorité et des plus larges compétences. »

14) « Chaque parti désirant appartenir à l'Internationale Communiste doit apporter aide et secours à toute République des Soviets en lutte contre les forces contre-révolutionnaires. Ils doivent poursuivre inlassablement une propagande sans équivoque pour empêcher de transporter des munitions et armements aux ennemis de la République des Soviets. En outre, une active propagande doit être faite légalement ou illégalement au sein des troupes envoyées pour étrangler les républiques ouvrières. »

17) « En conséquence de tout ce qui précède, tous les partis qui veulent adhérer à l'Internationale Communiste doivent changer leur titre. Chaque parti voulant appartenir à l'Internationale Communiste doit porter le nom de Parti communiste de tel ou tel pays, section de la IIIème Internationale communiste. Cette question du titre n'est pas purement formelle mais est, à un haut degré, déclaré la guerre à tout le monde bourgeois et à tous les partis social-démocrates jaunes. Il est nécessaire que la différence entre les partis communistes et les anciens partis officiels « social-démocrates » ou « socialistes », qui ont trahi le drapeau de la classe ouvrière, apparaisse aux yeux des simples ouvriers. »

21) « Les membres du parti qui repoussent en principe les conditions et les thèses arrêtées par l'Internationale Communiste doivent être exclus du parti. Cela

s'applique spécialement aux délégués au Congrès extraordinaire du parti. »
(Congrès de Tours, pp. 126/127).

CHAPITRE 3

Impact de la Révolution russe au Canada

Dans « Le Canada et la Révolution soviétique » Tim Buck* rapporte sur la première tentative d'établir un parti communiste canadien. Celle-ci, tenue au printemps 1919, se solda par un échec. Cette conférence subit un raid policier, au moment de la discussion sur les buts et le programme du parti à construire. Les personnes présentes Tom Bell, John Boychuck, Florence Custance, M. et Mme Everhardt furent arrêtées sur le champ et jetées en prison.

John Boychuck et Tom Bell furent condamnés à des peines d'emprisonnement. Pour leur part, M. et Mme Everhardt furent déportés en Allemagne, leur pays d'origine, où ils devinrent des cadres dans le Parti communiste. Le sort de Florence Custance fut réglé autrement, elle fut relâchée après un « sévère avertissement ». Elle dut temporairement mettre fin à ses activités publiques. Durant cette même période, des militants socialistes américains procédaient à l'établissement de deux partis, dont le Parti socialiste du travail et le Parti communiste uni d'Amérique (UPCA). De nombreux Canadiens adhérèrent à l'une ou l'autre de ces deux formations. Mais pour l'établissement d'un parti communiste canadien, c'était 'partie remise'. Les thèses du second Congrès mondial de l'Internationale communiste réclamaient, pour chaque pays, l'unité des forces révolutionnaires dans un seul parti communiste. Ici, au Canada, la majorité des militants socialistes reconnurent la nécessité de se joindre, dans une seule organisation. Répondant à l'appel du 'Comintern', les membres canadiens des deux partis communistes américains s'unirent (SLP), pour fonder ce qui allait devenir le Parti communiste du Canada, section de la III^{ème} Internationale communiste. À ces derniers, se joignirent les membres du Parti social-démocrate du Canada.

Le congrès de fondation du Parti communiste canadien se tint, la deuxième semaine de juin 1921. À cause du climat de répression, le congrès fut tenu dans la grange d'une ferme, située près de la ville de Guelph, en Ontario. Les délégués présents endossèrent les thèses de l'Internationale communiste et acceptèrent les 21 conditions d'admission à ce parti, d'un type nouveau. Ils décidèrent de faire application pour devenir membre de la Troisième Internationale communiste. Afin d'assurer le suivi, ils formèrent un comité central de 12 membres. De cette fondation, l'auteur Avakumovic dira :

«Comme c'était la coutume de l'époque, un représentant du Comintern supervisait les procédures. Caleb Harrison, alias Atwood, avait été actif dans les

partis socialistes de De Léon et d'Eugene Debs*, avant de se convertir au communisme de Lénine. Les vingt-deux délégués représentaient des groupes communistes et pro-communistes au Manitoba, à Montréal et en Ontario. »

(The communist Party in Canada, a History, page 21).

« Le congrès de fondation adoptait, aussi, un programme fondé sur celui du Parti communiste américain, mais sans les références aux conditions des États-Unis et les problèmes particuliers des communistes, du côté sud de la frontière. Le programme reflétait les points de vue fondamentaux du Comintern, tels que « l'inévitabilité et la nécessité de la révolution » et « l'établissement d'une dictature prolétarienne, » fondée sur le pouvoir soviétique. » (Ibid, page 21).

'MADE IN CANADA'

La Révolution d'Octobre (1917) ne donnera pas naissance au socialisme canadien. Ce dernier, comme l'ont rapporté plusieurs historiens, existait déjà depuis 1890. Cependant la victoire des socialistes russes, la première de ce type, devait servir de modèle pour les travailleurs du monde. Au Canada, le « modèle » façonna le mouvement socialiste dans une large mesure. Là où existait un mouvement socialiste morcelé, la Révolution d'Octobre sonna le ralliement des militants de toutes tendances. Sous cette impulsion, le Parti communiste du Canada se constituera en une fédération des différents clubs socialistes, appartenant aux minorités linguistiques du Canada. Dans les années, qui suivirent, les directives du Comintern viseront à unir les différents groupes socialistes, en un parti politique homogène. Ce qui renforcera, comme jamais, l'efficacité révolutionnaire des militants socialistes, dans leur lutte pour transformer la société.

La façon dont s'est formé le Parti communiste, tant au Canada qu'aux États-Unis, s'explique par la place que ces pays occupent dans le monde. L'Amérique du Nord, appelée aussi le nouveau monde, s'ouvrit aux idées du socialisme après que celles-ci se soient développées, en Europe. La classe ouvrière des États-Unis et du Canada se constituera, à partir de vagues successives de travailleurs immigrants. C'est l'Angleterre et les pays européens qui, les premiers, s'ouvriront à l'industrialisation capitaliste. Au Canada, l'immigration des travailleurs sera déterminée par les besoins en main d'œuvre d'une industrialisation, conduite par une classe dominante anglo-saxonne. Par la suite, jusqu'à nos jours, l'immigration se continuera pour satisfaire les besoins des monopolistes anglo-américains.

Pour des raisons historiques, dès la Conquête de 1760, le pouvoir anglo-saxon comptait sur l'immigration de travailleurs anglais, écossais et irlandais, pour peupler le Canada. Ces immigrés étaient considérés comme de loyaux sujets, de l'Empire britannique. Déracinés de leurs milieux naturels, fuyant les mauvaises conditions d'existence prévalant dans leur pays. Ces immigrants furent leurrés par les promesses de « l'avenir en or du nouveau monde. » Comme les vagues d'immigration l'ont prouvé, les travailleurs n'ont pas trouvé ce qu'ils cherchaient, au bout de leur voyage. Mais quoi qu'il en soit ils transportèrent, dans leur nouveau pays, des connaissances vécues de toutes sortes.

En traversant les mers et les océans, les immigrés, apportaient avec eux leur savoir de la construction de barrages, de ponts, de routes et autres projets industriels. Mais ils apportaient, aussi, la connaissance des luttes ouvrières et patronales, qui déjà battaient leur plein en Europe et, surtout, en Angleterre. Ce dernier pays fut, à la fois, le berceau du capitalisme industriel et celui du syndicalisme. Le Canada était encore une colonie, au moment où les travailleurs anglais jetaient les bases d'un syndicalisme, qui allait se répercuter à l'échelle mondiale.

Le commerce et par la suite l'industrialisation du Canada se sont développés, sous la conduite d'une classe dominante majoritairement anglaise. Tout ce qui comptait pour cette nouvelle classe dominante était la marge de profits réalisables. C'est pourquoi, dès leur arrivée dans leur pays d'adoption, les travailleurs immigrants devront avoir recours à leurs connaissances, des luttes syndicales et ouvrières. Ces connaissances trouvèrent, en sol canadien, un terrain des plus fertile.

Le mouvement ouvrier et socialiste européen eut une influence énorme, sur le nouveau monde. Mais, cela ne fait pas du socialisme canadien un simple produit d'exportation. Cela signifie, simplement, que le syndicalisme canadien et ensuite le socialisme se sont développés, au Canada, en partant de conditions particulières. Le socialisme, au Canada, s'alimentera des connaissances des 'nouveaux Canadiens', de la lutte des classes et des conditions d'existence, prévalant au pays. Naturellement, cela n'empêchera pas les tenants du capitalisme d'utiliser l'argument, « des agitateurs étrangers. » Longtemps après la mort des premiers travailleurs immigrés, les ténors du capitalisme crieront encore aux « agitateurs communistes, » pour défendre leurs profits et leurs privilèges.

Dans la partie du nouveau monde, appelée Canada, l'immigration s'avéra un commerce des plus florissant. Pour de nombreux capitalistes, il fut aussi

profitable que le commerce des esclaves noirs, au moment où il fut introduit aux États-Unis. Entre ces deux commerces, seuls les méthodes et les moyens différaient. Dans la majorité des cas les travailleurs immigrés, ces « nouveaux Canadiens, » payèrent cher un développement industriel dont ils profitèrent peu.

L'INDUSTRIALISATION AU CANADA

Entre 1896 et 1914, le Canada traversa une expansion économique sans précédent. La longueur en millage de rail, du chemin de fer, doubla; la production minière tripla; la production de blé et de bois se multiplia par dix. Cette progression économique fut accompagnée d'une augmentation de population, de l'ordre de 34%. Le gros de cette croissance économique et sociale était attribuable, à l'immigration. Il est estimé, qu'entre 1896 et 1914, trois millions de nouveaux venus entrèrent au pays, pour y devenir de nouveaux Canadiens. La plupart de ces derniers tirèrent leur revenu annuel, d'un salaire qu'offraient une agriculture et un secteur industriel, en pleine expansion.

Durant cette période de croissance industrielle, la demande pour une main-d'œuvre spécialisée et semi-spécialisée semblait insatiable. Il faut dire que la recherche de nouveaux immigrants était laissée, aux mains des compagnies privées de transports ferroviaire et maritime. Pour ces entreprises, chaque nouveau venu représentait un tonus et une source de profits appréciables. Des centaines de milliers d'immigrants, invités au Canada comme fermiers, se retrouvèrent rapidement dans des camps de bûcherons, les projets de construction, les mines et les manufactures :

« Pris dans des projets tels que la construction de deux nouveaux chemins de fer transcontinentaux, les « capitaines d'industrie » du Canada avaient besoin d'une force de travail, à bon marché et prête à satisfaire tous leurs appels. Pour eux l'idéal agricole, fondement de la politique d'immigration canadienne, apparaissait de plus en plus démodé. L'offre et la demande devait être le nouveau principe de la politique d'immigration. Les meilleurs immigrants étaient ceux qui acceptaient de parcourir le pays et de prendre n'importe quel travail disponible : construction du chemin de fer dans le Bouclier canadien en été; récoltes de la Saskatchewan en automne; les mines de charbon de l'Alberta en hiver et les camps de bûcherons de la Colombie britannique au printemps. » (Dangerous Foreigners, Donald Avery, page 17).

« Au Canada comme aux États-Unis, le gros du progrès économique rapide, dans la construction des chemins de fer, les mines, l'industrie forestière et

l'industrie manufacturière de cette période, peut être attribué à la main-d'œuvre immigrante. Pourtant les immigrants, eux-mêmes, ont payé à gros prix pour le progrès économique de l'Amérique du Nord.» (Ibid. page 39).

« Dans son livre « Men in Sheepskin Coats »* (Toronto 1947), Vera Lysenko dépeint la situation critique de ces travailleurs étrangers : ils étaient sous-payés, ... torturés par le travail physique, déchirés par la nostalgie de leur mère patrie, écrasés par la solitude d'un pays étranger et par la peur de la mort qu'ils regardaient souvent en pleine face... Ce thème de l'exploitation et de l'aliénation a fasciné plusieurs historiens.» (Dangerous Foreigners, page 39).

UNE ORGANISATION POLITIQUE EN CONSTRUCTION

Avec la Révolution d'Octobre (1917), le monde basculait dans une nouvelle époque. Jusque-là, le mouvement socialiste canadien s'était résumé, dans une profusion d'organisations vivant isolées et, parfois, en opposition les unes aux autres. Cette division reflétait la division dans le mouvement socialiste européen. De nombreux immigrants étaient pris dans cette controverse, avant même leur arrivée au Canada. Le seul point commun de cette multitude d'organismes, c'est que chacun se réclamait du socialisme et du marxisme. L'unification de toutes ces forces, éparpillées dans des minorités linguistiques et des tendances diverses, constituera l'une des grandes tâches du Parti communiste du Canada. Il devra s'attaquer à ce problème, dès sa fondation en 1921 :

« À la veille de la première guerre mondiale, les socialistes et les radicaux du Canada avaient le choix entre plusieurs groupes de gauche. Des succursales du Parti socialiste travailliste, de New York, s'y étaient établies au début des années 1890.

« Les quelques membres, qui survécurent, jouèrent un rôle mineur dans le mouvement travailliste de la Colombie britannique, de Montréal et de l'Ontario. Ils ne purent rivaliser avec le Parti socialiste du Canada (SPC), la première organisation socialiste majeure dans le Dominion. Fondé en 1905, sa force principale résidait en Colombie britannique et en Alberta, quoiqu'il eut des succursales aussi loin que la Nouvelle-Écosse. Le Parti socialiste de l'Amérique du Nord était surtout confiné à Toronto... Il était dirigé par ceux qui quittèrent le SPC, en 1910.»

« Tous ces partis marxistes étaient sensiblement plus faibles que le Parti social-démocrate du Canada (SDPC), qui comptait plus de 3 500 membres et 133

locaux en 1913. Dans plusieurs provinces, des partis travaillistes et ouvriers indépendants complétaient la galaxie des organisations radicales. À Montréal, Toronto et Winnipeg, il existait aussi de petits groupes d'anarchistes, qui dénonçaient à la fois les socialistes et les employeurs, dans leur combat pour une société sans état, sans classe et sans argent. » (The Communist Party in Canada, a History, Ivan Avakumovic. pp. 2/3).

Comme on peut le voir, ci-dessus, le mouvement ,socialiste canadien existait avant la Révolution russe. Cependant cette dernière amènera les socialistes du Canada, à développer de nouvelles formes de luttes et de nouvelles méthodes d'organisation. Dans la nouvelle situation, les luttes locales et la défense du nouveau pays socialiste se fusionneront, dans un même combat. Pour atteindre cet objectif, la fondation d'un parti communiste illégal sera suivie de

l'établissement d'un organisme légal, sous le nom de « Parti ouvrier du Canada ». Cette dernière décision prise par le Comintern sera reçue, sans trop d'enthousiasme au Canada

« Pour le Parti canadien, la décision du Comintern d'établir un front uni fut une surprise et, initialement, plusieurs des principaux membres furent contre l'idée de former un parti de masse. Des mesures pour lancer un tel parti furent prises rapidement, premièrement en publiant le journal 'La Garde des Travailleurs' et deuxièmement, en adressant un appel à travers cet organe à tous les groupes socialistes, radicaux et travaillistes pour une conférence préliminaire, où tous les détails pour l'établissement d'un tel parti public seraient élaborés.» (Soldiers of the International, pp. 45/46).

« Des délégués à la conférence s'assemblèrent au Temple du Travail de Toronto. Le 11 décembre 1921. Deux jours auparavant, un cocus des membres influents du Parti communiste clandestin, supervisé par Scott, fut tenu à la maison de William Moriarty. Dans cette réunion fermée, les lignes directrices de la conférence furent adoptées et les principaux membres du comité, tous de loyaux membres du Parti, furent choisis. » (Ibid. page 46).

« Le manifeste du Parti des travailleurs clamait : classe contre classe, tel est l'ordre du jour et nous, qui sommes la classe assujettie, devons apprendre à mener nos justes batailles aussi vicieusement que nos oppresseurs. L'arme industrielle n'est pas suffisante, nous devons organiser nos forces de façon à prendre avantage de chaque point faible de nos oppresseurs, si nous voulons prospérer. » (Ibid, page 47).

« Le centralisme démocratique sera le guide principal, du Parti des travailleurs, et tous les membres devront se soumettre à la direction du Parti, dans tous les combats qui affectent les travailleurs : comme la lutte contre le chômage, contre la réduction des salaires et pour la syndicalisation dans les usines (open shops). » (Ibid. page 47).

« Mathew Popovitch, au nom des délégués ukrainiens, déclara à la réunion que le ULTA, fort de 3 000 membres, répondrait favorablement à l'appel pour former un parti de masse national. A.T. Hill, de l'organisation des Finlandais, déclarait que ses deux mille (2 000) membres, disséminés dans 60 locaux, attendaient la naissance d'un parti militant ouvert et public. Il était certain que l'ensemble des membres de son groupe se joindrait au Parti des travailleurs. » (Ibid. page 46).

La plupart des historiens ont rapporté qu'en 1921 des immigrants, d'origine européenne, formèrent la base du Parti communiste du Canada. Nous omettons, trop souvent, de dire que la plupart de ces immigrés étaient, depuis longtemps, installés au pays. Ce qui fait toute la différence ! Ainsi, parlant des membres des différentes minorités linguistiques (nationales), il serait avisé de s'en référer comme à de nouveaux Canadiens. En fait, ces « immigrants » constituaient un secteur important d'une nation canadienne anglaise, en pleine gestation. Plus encore, ces minorités linguistiques prises ensemble formaient la majorité, dans l'Ouest canadien. Ce qui prête à confusion c'est qu'au Canada anglais, la direction de l'économie et l'administration des affaires publiques étaient aux mains d'une élite, anglo-canadienne :

« Il est certain que les politiciens et les industriels anglo-canadiens se sentirent menacés, par l'affirmation grandissante des travailleurs immigrés. Cela se traduisit par de nombreuses déclarations publiques de la part de citoyens éminents. Ces derniers déclaraient, que l'apport continuuel d'immigrants européens menacerait la stabilité de la société canadienne. Cette vue alarmiste s'exprima en 1908, lorsque les autorités civiles de Winnipeg prirent tous les moyens, pour empêcher la fameuse anarchiste Emma Goldman de visiter la ville. Le maire J.H. Ashdown, un éminent homme d'affaires, représentait bien les vues de l'élite anglo-canadienne de Winnipeg, quand il critiquait le département de l'immigration de ne pas exclure de tels agitateurs professionnels. » (Dangerous Forrigners, pp. 63/64).

« Nous avons une très grosse population étrangère dans notre cité (Winnipeg), elle est formée approximativement de 15 000 Galiciens,* de 11 000 Allemands,

10 000 Juifs, 2000 Hongrois, 5 000 Russes, en plus d'autres immigrants slaves et bohémiens. Plusieurs de ces gens ont eu des difficultés, dans leur propre pays et sont venus au Canada pour y échapper. Mais ils ont encore dans leur caractère des éléments indésirables, qui les ont mis dans le trouble en premier lieu. Ces gens sont justement la foule qui convient à Emma Goldman ou d'autres de son genre, pour semer les graines qui deviendront sûrement des tumeurs indésirables dans l'avenir.» (Ibid. page 64).

CHAPITRE 4

Au Québec

AU QUÉBEC

Dans la province de Québec, comme ailleurs au Canada, les minorités nationales formeront les premiers effectifs socialistes. Les groupes ethniques, principalement les Juifs et les Ukrainiens, serviront de fondement au Parti communiste du Canada. Cependant, il existe au Québec une situation différente de celle qui existe dans le reste du Canada. Cette différence vient de l'existence d'un groupe de militants(es) de langue française, dirigé par le chef ouvrier et socialiste, Albert Saint-Martin. Comme le rapporte Marcel Fournier l'Université ouvrière, sous la direction de Saint-Martin, formera plusieurs militants socialistes. Ce sont ces derniers qui, dans les années qui suivront, construiront le Parti communiste chez les Canadiens français :

« Tout comme le Labor College, l'Université ouvrière apparaît comme une organisation progressiste. Aussi, n'est-ce pas par hasard qu'au moment où le Parti communiste tente de s'implanter à Montréal, il entreprenne auprès des membres de l'Université un travail de recrutement. » « En 1927, des membres de l'Université ouvrière, dont Évariste Dubé qui en était alors le président, présentent au comité exécutif une résolution demandant la dissolution de l'Université ouvrière et l'adhésion de ses membres au Parti communiste du Canada. Devant l'opposition de Saint-Martin, l'on convient que les membres qui le désirent pourront adhérer au PC et que l'Université poursuivra son travail d'éducation populaire. Évariste Dubé et quelques membres de l'Université quittent alors le mouvement de Saint-Martin et constituent, sous la direction de M. Paquette, une première section canadienne-française au PC en 1927. » (M. Fournier, Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950). Page 21).

DU PROBLÈME NATIONAL

Dans son livre Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde, Claude Larivière se fait très critique des positions du Comintern, vis-à-vis du groupe Saint-Martin. Il dira entre autres : « aucun Canadien français n'a été invité à participer au congrès de fondation du Parti communiste du Canada. » Mais Claude Larivière

rapporte aussi sur le travail conjoint, qui réunit Saint-Martin et des membres en vue du Parti communiste, dont Michael Buhay, sa soeur Beckie et Annie Butler:

« En 1923, un an après la fondation du Workers' Party of Canada, les marxistes francophones, sous la direction d'Albert Saint-Martin, font une demande d'affiliation directe à l'Internationale communiste. » « L'exécutif de l'Internationale refusa, en affirmant qu'elle ne pouvait reconnaître qu'un parti par Etat » (pays). (Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde, page 135).

Ce refus n'empêchera pas le groupe Saint-Martin de travailler conjointement avec le PCC. La manifestation du 1er mai laissera voir cette collaboration :

« Cette année-là, encore, Saint-Martin organise la manifestation annuelle du 1er mai. Environ trois mille personnes, y compris des femmes et des enfants y prirent part. Les divers groupes du parti socialiste et les unions de l'industrie du vêtement y prirent part avec leurs bannières déployées. Au Champ-de-Mars, une foule de curieux attendait les manifestants. Des orateurs adressèrent la parole. Parmi les orateurs, on remarqua Mlle A. Buller et Mlle Buhay, qui parlèrent en anglais, MM. Saint-Martin, Binette et Pilon, qui parlèrent en français et M. Schubert qui parla en hébreu. » (Ibid, page 135).

Dans son écrit sur Albert Saint-Martin, C. Larivière déclare : « Les Canadiens français ont toujours constitué un 'problème', pour les communistes canadiens. » Il dira : « Buck se trompe, lorsqu'il fait porter blâme de l'incompréhension de la question nationale, sur le seul Parti communiste du Canada. » En réalité, le rôle du PCC a été de transposer, au Canada, le point de vue du Comintern. Ce dernier était, lui-même, une généralisation du problème national tel qu'il s'était posé, en Russie.

Il serait erroné de croire que le point de vue de Lénine confirmait, tout à fait, la vision canadienne du PCC. Ceci, pour la simple raison que Lénine n'a jamais exprimé de point de vue, sur le problème de l'État binational canadien. Lénine et Staline ont surtout étudié le problème national, comme il se posait dans leur pays. Sur cette question, ils ont bâti leurs concepts de combat, à partir de la multiplicité des nationalités en Russie. En ce sens, le problème national était celui que les Soviétiques héritèrent de l'empire tsariste. C'était celui de 14 nations et plus de 60 minorités nationales, vivant dans un seul État (territoire). Il reste que le Comintern et sa section canadienne acceptèrent la solution soviétique, comme si elle représentait le seul modèle valable.

Claude Larivière nous dira : « Pour le Comintern, les Québécois n'existent pas plus que les Écossais. » C'est un jugement des plus sommaire. En fait, le

Comintern : a toujours reconnu la multitude des nations du monde. Mais partout, il favorisait le principe du fédéralisme centralisateur, tel que pratiqué en URSS. En ce sens, le Comintern oubliait qu'il peut y avoir autant de solutions qu'il y a de problèmes nationaux. Ainsi, le modèle soviétique a coexisté avec celui du 'melting pot' américain. Aux États-Unis, tous les groupes ethniques se sont fondus en une seule nation. La nation américaine s'est constituée d'Allemands, de Juifs, d'Italiens, d'Anglais, d'Irlandais et d'Écossais. Les Américains ont réalisé, à leur façon, le principe d'un État - une nation. Il est à noter que, par le monde, beaucoup de problèmes nationaux n'ont pas encore eu leur solution définitive.

LE MODÈLE SOVIÉTIQUE

Dès sa fondation, le Comintern se retrouvera prisonnier du « modèle soviétique », qui lui avait donné naissance. Le Parti communiste du Canada, répondant aux mêmes impératifs, suivra la même voie. Du même coup, il s'emprisonnait dans des formes de lutte, qui marqueront la grandeur et la limite d'une époque. Celle qui vit la victoire des forces ouvrières et socialistes, dans un seul pays. En pratique c'était, aussi, une victoire des travailleurs du monde, contre les forces réunies de l'impérialisme mondial.

La faiblesse principale du PCC fut de demeurer accroché à des formes de lutte, après que l'histoire les eut dépassées. Nous sommes, à plus d'un égard, demeurés « dépendants » de concepts socialistes, qui avaient perdu leur raison d'être. En théorie, tout le monde est prêt à admettre le changement en toute chose. Mais en pratique, un retour en arrière montre qu'il est difficile de se libérer, des coutumes du passé. C'est d'autant plus difficile que certains 'concepts', qui ont fait époque, ont été développés par des dirigeants socialistes, vénérés de tous. Mais à mesure que les années passent, il devient évident que plusieurs concepts, dont certains ont été énoncés par Lénine, ont fait leur temps. Nous sommes maintenant dans une nouvelle ère. C'est pourquoi, il importe de se libérer des concepts, que le temps a vidés de leur contenu vivant.

Sur la nécessité de changer avec son temps, l'auteur William Rodney a apporté la remarque qui suit :

« Quoique le Comintern fut officiellement dissous, en 1943, le Parti communiste canadien n'a jamais rétracté les 21 points pour l'admission, ni désavoué sa loyauté première envers l'URSS. » (Soldiers of the International, page 39).

Si nous suivons la démarche du Parti communiste du Canada, depuis 1943, nous constaterons que ses relations avec l'URSS et son parti communiste sont, à peu de chose près, demeurées les mêmes. La phraséologie a changé, mais l'esprit est demeuré le même. Au lieu de se référer au Comintern comme le dépositaire de la vérité marxiste, l'on parlera de l'URSS, comme du chef de file du socialisme mondial.

Comme l'Histoire a disposé des anciennes situations, il devient facile de reconnaître les faiblesses inhérentes au Comintern. Mais, il en était autrement durant les années qui ont suivi la Révolution d'Octobre. Pour comprendre cette époque, maintenant dépassée, il faut juger des actes posés dans leur contexte politique. Ainsi, il faut reconnaître à la décharge du Comintern et du PC local, qu'ici au Québec, fleurissait un nationalisme clérical des plus étroit. Ce qui ne favorisait pas, chez les marxistes, une compréhension de la force sociale progressiste que recélait le mouvement national québécois. De toute façon, la composition ethnique du parti, fondé sur les minorités nationales, ne se prêtait pas à une étude du fait français et du caractère binational, du Canada. Il est évident que les immigrants, membres du PC du Canada, conservaient un grand respect pour leur mère patrie et ses institutions.

Pour plusieurs, la faiblesse du mouvement communiste au Québec a son origine dans le refus du Comintern, d'accéder à la demande de Saint-Martin de former un parti séparé. Claude Larivière, dans son livre sur Saint-Martin, parlera de cette faiblesse de la façon suivante :

« En avril 1924, le Workers' Party change son nom en celui de Parti communiste du Canada. Il regroupe alors 71 sections locales en Ontario et seulement 8 (pour une centaine de membres) au Québec, essentiellement des Juifs montréalais. The Worker, l'organe du parti, reconnaît la faiblesse des communistes chez les Québécois francophones, en raison de la barrière linguistique et du manque de formation et de pratique du marxisme, chez ceux-ci. Mais en pratique, la déficience ne fut jamais corrigée, malgré de nombreux demi-efforts. La conséquence en fut que le groupe communiste, organisé à Montréal par les Buhay et le Canadien français Saint-Martin, demeura isolé dans une mer de capitalistes anglophones et de prêtres réactionnaires francophones. » (Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde, page 136).

DEMI-EFFORTS !

Il est difficile, pour quiconque, de décrire dans ses détails une situation, qu'il n'a pas vécue. Ainsi, la déficience rapportée par Claude Larivière est surtout attribuable à la venue tardive du Québec, sur la scène de l'industrialisation. Il est évident, que les idées du socialisme dans notre province ne sont pas nées, dans les fermes ou dans le rang double de la paroisse St-Lin. Il faut se rappeler, qu'au début du présent siècle, la majorité des Québécois francophones vivaient en milieu rural.

Pour moi, qui les ai connus, il n'est pas possible de croire aux « demi-efforts », des militants de langue anglaise. Ces derniers, qu'ils aient été Juifs, Ukrainiens ou Polonais, n'ont jamais ménagé leurs efforts, pour bâtir une forte section de langue française. Les Michael Buhay, Beckie Buhay, Fred Rose, Alex Gauld, Bella Gauld et Sydney Zarkin ont toujours redoublé d'efforts, pour établir le PC chez les francophones. Il en fut de même de la majorité écrasante des militants de langue anglaise, qui ont œuvré au Québec. Ils ont rempli cette tâche au meilleur de leur connaissance, bien que la plupart ne parlaient pas français. Naturellement, ils accomplissaient leur travail à partir de leur interprétation, du développement historique. Ils ont agi en partant du 'concept internationaliste', en vogue au sein de la IIIième Internationale.

L'UNIVERSITÉ OUVRIÈRE

Fondée à l'été 1925, par Albert Saint-Martin, « l'Université ouvrière » occupera une place de choix, dans le mouvement ouvrier et socialiste du Québec. Elle servira « d'incubateur » pour plusieurs militants, qui par la suite deviendront les bâtisseurs du PCC, chez les francophones. C'est donc à l'Université ouvrière, que le PCC fera son plein de membres de langue française. Parmi ces derniers l'on retrouve Évariste Dubé, Émery Samuel, Willie Fortin, Gérard Pellerin, Louise Giroux, M et Mme Hamel, Marcellin et bien d'autres. Ces militants furent trop nombreux, pour qu'on puisse les énumérer tous dans les présentes pages. Selon Claude Larivière, l'Université ouvrière se scindera en deux :

« On convient que les membres, qui le désirent, pourront adhérer au PCC et que l'Université ouvrière poursuivra son travail, d'éducation populaire. »

« Quant à ceux qui se regroupent au sein du PCC, ils y formeront la première section francophone. Le Parti publiera alors pour la première fois un journal, en français, soit 'l'Ouvrier Canadien'. » (Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde, page 140).

Albert Saint-Martin, dirigeant ouvrier et socialiste, a toujours été un champion des intérêts du peuple québécois. Bien qu'il n'ait jamais été membre du Parti communiste du Canada, il a toujours affiché sa sympathie pour la Révolution d'Octobre. En 1920, dans un pamphlet intitulé 'T'as menti', Saint-Martin dénonçait la fausseté de la presse capitaliste sur l'Union soviétique. Par la même occasion, il dénonçait l'invasion militaire de l'URSS par les pays où dominait la bourgeoisie capitaliste. Sur les progrès accomplis dans la nouvelle république soviétique, il déclarait :

« Comme question de fait, les progrès étaient si rapides, frappants et si extraordinaires, que la bourgeoisie mondiale a vite compris qu'elle était en face d'un danger imminent pour sa domination; elle s'est de suite rendu compte que si les peuples de l'univers apprenaient jamais quels bienfaits énormes résultent de la dictature du prolétariat, ils suivraient l'exemple du peuple russe et délogeraient la classe bourgeoise du pouvoir. »

« L'exemple est entraînant, chaque peuples se serait dit : puisque le prolétariat 'russe' s'est débarrassé du règne de la bourgeoisie et s'en trouve bien, pourquoi ne pas faire comme lui ? »

« Si la bourgeoisie mondiale voulait constituer sa domination, il fallait donc de toute nécessité que la Révolution russe fût écrasée. »

« Pour atteindre ce résultat, la bourgeoisie ne pouvait pas compter sur le peuple russe; ce dernier savait trop à quoi s'en tenir, il ne consentirait jamais à retourner à l'ancien régime. Il ne restait plus qu'un seul moyen; « l'invasion, » pour forcer la nation russe à se soumettre à la domination bourgeoise. » (T'as menti par A. St-Martin.)

DIX ANS APRÈS

Après dix ans les « Dix Jours qui ébranlèrent le monde, » de John Reed, avaient atteint leur pleine dimension. En effet, les choses n'allaient plus jamais être les mêmes. Pour la plupart les concepts léninistes, bâtis lors de cette période de luttes révolutionnaires, se sont avérés justes. La Troisième Internationale communiste a, dans une large mesure, façonné l'avenir de l'humanité. Par leur lutte, les peuples russes et les socialistes du monde ont laissé, loin derrière eux, l'empire tsariste et son cortège de misères.

Partant d'un arriérisme féodal, l'Union soviétique a fait un bond énorme, pour se hisser aux premiers rangs des pays industrialisés. En moins de 40 années, le pays des Soviets fera le chemin, que les grandes puissances capitalistes ont pris deux siècles, à parcourir. Cet achèvement s'est fait, malgré les interventions répétées des pays de la grande entreprise capitaliste. Il est devenu évident que, sans la Troisième Internationale et l'aide des socialistes du monde, l'URSS n'aurait pu résister aux attaques de l'impérialisme mondial. Il est clair, aujourd'hui, que la politique économique dite du « cordon sanitaire »* pas plus que les interventions militaires n'ont pu empêcher l'URSS d'émerger, comme une grande puissance.

Les pays, considérés comme socialistes, ne sont pas devenus autant de paradis. Mais les difficultés qu'éprouvent les populations de l'URSS, de la Chine populaire, de Yougoslavie ou de Cuba n'enlèvent aucune valeur aux grands événements du passé. Dans chacun de ces pays, sans exception, l'action populaire demeurera, encore pour longtemps, l'ingrédient essentiel pour élargir le champ de la liberté. Même après la révolution, le socialisme ne saurait être construit sans l'apport et la participation active, des masses populaires.

Depuis toujours, c'est la tâche des militants ouvriers et socialistes d'œuvrer, à partir de la spécificité de leur pays. Mais, ce n'est pas en pratiquant l'oubli des grandes victoires du passé que nous préparerons celles de demain. Les grandes luttes du passé, pour la liberté, font partie de l'Histoire. À cet égard la politique belliqueuse de Ronald Reagan, actuel président des États-Unis, n'enlève rien à la valeur du combat pour l'« Indépendance » américaine, qui se déroula au cours des années 1775-1783. Il en est de même de toutes les grandes luttes, qui ont été conduites par des hommes et des femmes, en quête de progrès. La Révolution d'Octobre fut de ce nombre.

SUR LA SCÈNE LOCALE

Avec les années 1930, on peut entrevoir la fin de l'éparpillement des forces socialistes, au pays. Naturellement, l'unification ne se fera pas sans déchirement, mais le Parti communiste du Canada émergera comme une organisation homogène, capable de résister à toutes les attaques. Par un travail incessant, les membres du Parti communiste joueront un rôle important, pour la construction du mouvement syndical au Canada. La grande dépression, 1929-30, trouvera les communistes du Canada au premier rang de la lutte, pour défendre les intérêts ouvrier et populaire. Pour la première fois, dans l'histoire des

crises économiques, les sans-emploi organiseront un mouvement, qui leur sera propre.

«En plus du travail parmi les travailleurs industriels McEwen• rapporta que, depuis le 1^{er} Janvier 1931, 20 000 cartes de membres avaient été émises par l'Association nationale des travailleurs en chômage. Cette organisation avait maintenant une liste de 16 000 membres actifs. Des démonstrations de chômeurs, d'un bout à l'autre du pays, faisaient la preuve de l'audacieuse affirmation des forces communistes.» (Dangers Foreigners, page 132).

Au Québec, l'organisation de plusieurs clubs de chômeurs se fera sous la direction de Jean Bourget, de Lucien Dufour et d'autres membres du Parti communiste. Le mouvement de chômeurs s'étendra à la région montréalaise et durera plusieurs années. À travers ces organisations, toutes sortes de moyens seront mis à la disposition des Montréalais, affligés par le manque d'emploi. Ces clubs initieront des luttes contre la radiation des chômeurs, des listes de secours direct, des manifestations pour la gratuité de l'électricité et d'autres services publics. Les chômeurs concernés pourront aussi compter sur des « conseils », quant au rebranchement sur les réseaux d'électricité. Naturellement, plusieurs aspects de ces opérations ne seront pas sans provoquer des confrontations, avec une police au service du pouvoir public. La Montreal Light Heat and Power avait entre autres à son service, des escouades privées spéciales, pour détecter ceux qui s'éclairaient « illégalement ».

L'opposition populaire grandissante, au sort qui est réservé à la fois aux travailleurs et aux chômeurs, provoquera des confrontations répétées avec les pouvoirs publics. Les différents paliers de gouvernement, sous la direction de 'Iron Heel Bennett' (premier ministre au fédéral), s'embarqueront dans une croisade anticommuniste sans précédent :

« Les gouvernements provinciaux joignirent bientôt cette croisade. En juin 1931, le premier ministre de la Colombie britannique, S.F. Tolmie, informait le gouvernement du Dominion que les troubles ouvriers étaient presque hors de contrôle, la province ayant été poussée au bord du gouffre par les « agitateurs étrangers. »

« Le gouvernement Taschereau du Québec émit une demande similaire. Celui-ci plaçait les activités communistes au compte des Juifs radicaux. »

« L'apogée de cette croisade vint en août 1931 quand dix des dirigeants du politburo, du Parti communiste du Canada, furent accusés de conspiration séditeuse et le parti, déclaré illégal, par l'autorité fédérale. » (Dangerous Foreigners. pages 133, 135).

Après cette mise hors la loi, la Canadian Labour Defence League (CLDL)* servit d'appareil légal, aux membres du Parti communiste. Selon l'auteur Donald Avery, la CLDL joua un rôle important, pour répondre aux attaques de l'appareil d'État capitaliste. La répression anticommuniste, conduite par l'appareil policier eut comme résultat de transformer la CLDL, en une organisation de masse :

« Cet organisme augmenta ses succursales de 70 à 350 et sa liste de membres de 7 000 à au-delà de 20 000, entre le printemps 1930 et l'été 1933. Cette expansion fut accompagnée de l'affiliation de certains syndicats du Congrès du Travail et des Métiers. Deux événements favoriseront le développement de ce front commun : l'attentat sur la vie de Tim Buck au pénitencier de Kingston, en octobre 1932, et le procès sensationnel suivi de l'acquittement de A.E. Smith, en mars 1934. La liste des membres du Parti communiste du Canada passait de 4,000 en 1931 à 16,000 en 1939. » (Donald Avery, Dangerous foreigners, page 139).

Devant le peu de résultat obtenu, la croisade anticommuniste prendra fin graduellement. Tim Buck et les autres dirigeants du Parti communiste furent libérés de la prison, en 1934. La même année, le premier ministre fraîchement élu d'Ontario, Mitchell Hepburn, mettait fin aux mesures anticommunistes de son prédécesseur. Même s'il demeurait illégal, selon la loi fédérale, le Parti communiste présentera plusieurs candidats, à l'élection fédérale du 14 octobre 1935. Aucun candidat du Parti ne fut élu. Mais, les résultats électoraux devaient quand même bénéficier au Parti communiste. Par la suite, le gouvernement libéral de Mackenzie King retirera, rapidement. L'article 98 du Code criminel et la section 41, de l'Acte de l'immigration.

La mise hors la loi, par l'article 98, devait prouver une fois de plus que l'on ne peut se débarrasser, des idées porteuses de progrès en les mettant en prison. Surtout lorsque ces idées correspondent, aux besoins de l'époque en cours et à ceux de la population. Cependant ce serait une erreur de croire, que le fait de se réclamer du marxisme puisse débarrer automatiquement les portes du succès. Mais il n'y a aucun doute que le marxisme, pris comme méthode de penser, nous permet de trouver les solutions et les formes de lutte, qui vont de pair avec le développement de la société. Ce qui ne saurait se réaliser, sans une claire compréhension de l'époque en cours.

AVANT-GARDE

À plus d'un égard, le Parti communiste du Canada a joué un rôle d'avant-garde, pour la transformation de la société. Aucun groupe de penseurs et de militants(es) n'a laissé une marque aussi profonde, dans l'histoire du pays. Aucun parti politique ne s'est dépensé autant pour bâtir le mouvement syndical, que ne l'a fait le Parti des communistes canadiens.

Au Québec, dans des conditions particulièrement difficiles, aucune formation politique n'a fourni autant de militants et dirigeants syndicaux, que la section québécoise du PCC. Ceci a d'autant de valeur que, au cours des années '30, c'était la période héroïque du mouvement syndical. Dans le mouvement ouvrier, il n'était pas question de hauts postes à gros salaires ou encore, de garantie d'emploi. C'était, à tout point de vue, la période de construction du mouvement syndical, chez les Québécois de langue française, avec toute la répression que cela pouvait comporter. C'est à partir de cette période, maintenant dépassée, qu'il faut analyser la contribution phénoménale des révolutionnaires québécois, à la syndicalisation du Québec.

La classe dominante n'a jamais cessé de fabriquer ses propres héros, qu'elle s'efforcera d'imposer au peuple. Dans certains cas, ce furent ceux-là même qui étaient devenus célèbres, en s'enrichissant de l'exploitation et des misères du peuple. Mais, les représentants de la grande entreprise capitaliste ne pourront jamais effacer, de l'Histoire, les accomplissements des militants communistes, des années trente '30. Ces derniers étaient là durant la grande dépression. Ils étaient là pour défendre les intérêts des travailleurs et des gagne-petit. Ils surent résister victorieusement à l'article 98, les emprisonnements, la Loi du cadenas et à la répression la plus féroce. Leur feuille de route s'est établie dans la lutte quotidienne et l'action directe, pour les besoins immédiats de la classe ouvrière et du peuple québécois. Ces révolutionnaires ont à leur crédit des exploits inégalés, comme « la grande marche sur Ottawa » en juillet 1935, leur contribution au bataillon MacKenzie Papineau* et la lutte, contre le fascisme et le danger de guerre.

« CANADIANISATION »

Au début des années '30, le Parti communiste du Canada venait de traverser une période de 'canadianisation', des plus active. Au Québec, les

révolutionnaires de langue française marquaient, de leur présence, le développement de l'Histoire. Les membres du parti étaient différents de ce qu'ils étaient, en 1921. Le mouvement communiste, au Québec, pouvait compter alors sur des socialistes de langue française, éprouvés au feu de l'action révolutionnaire. Pendant des années, la liste des militants n'arrêtera pas de s'allonger, si bien que maintenant il est difficile de se les rappeler tous.

La grande dépression, la 'turlutte' des années '30, verra nombre de militants de langue française prendre la relève, d'Albert Saint-Martin. Ils se retrouveront dans le secteur québécois du Parti communiste du Canada. Parmi ceux-là nous retrouvons : Paul Delisle, Ouimet, Simard d'Hochelaga-Maisonneuve, Jeanne Corbin, le vieux Paquette, Philippe Richer, Évariste Dubé, Jean Bourget, Léo Lebrun, Albert Lebrun, Bernadette Lebrun, Berthe Caron, Willie Fortin, Emery Samuel et combien d'autres. Bien que les gardiens de l'histoire officielle ne les reconnaissent pas, ce sont ces révolutionnaires québécois qui, par leur dévouement, poussèrent le Québec dans la voie du progrès et d'une plus grande liberté.

Jusqu'à récemment, je ne connaissais pas grand-chose sur la naissance et les premières années d'existence, du Parti communiste du Canada. Cette étude est devenue nécessaire afin d'écrire la première partie présent volume. Aussi longtemps que j'ai été pris dans la poursuite d'activité socialiste ou syndicaliste, je n'ai pas éprouvé la nécessité d'étudier le passé, en profondeur. C'est là une faiblesse que j'ai dû partager, avec de nombreux militants(es). C'est lorsque l'on est pressé par les événements, que l'on cherche dans le passé une solution aux problèmes du présent. En ce sens, la plupart des chercheurs sont d'habiles copieurs.

Ce serait une erreur de lire les écrits de Marx, Engels, Lénine ou Mao dans le seul but de trouver une justification des points de vue, qui sont déjà les nôtres. À ce jeu-là les militants risquent d'être déçus, lorsqu'ils utilisent le marxisme comme ils le feraient d'une poignée de porte. L'étude du passé, bien que nécessaire, ne peut nous relever de la nécessité d'être de notre temps. Car le marxisme, comme méthode de penser, repose principalement sur notre connaissance des situations nouvelles et des matériaux, que le développement historique nous apporte.

CHAPITRE 5

Sécurité sociale zéro

Mes premiers contacts, avec les militants du Parti communiste canadien, datent des années 1930 et particulièrement 1935. Pour comprendre ces années « de grande dépression, » il faut regarder la façon dont les chômeurs étaient condamnés à vivre. Le temps des camps de travail était révolu. Les chômeurs pouvaient maintenant compter sur le secours direct, à Montréal et dans la plupart des grandes villes.

Le secours direct c'était maigre comme seul revenu, mais c'était encore mieux que la Saint-Vincent-de-Paul et la 'Salvation Army'. Dans ces dernières organisations la maigre assistance était payée en nature, sous la forme de légumes, de pain, de beurre et parfois de chaussures, de vêtements, etc. Sous le secours direct les allocations, payées en argent, sont déterminées par le nombre de membres d'une famille. Ainsi, une famille de 9 personnes recevra environ 18,00 \$ par semaine. Ce chiffre ira en décroissant pour se situer à 2,80 \$, pour un célibataire. À partir de 1933, de nombreux chômeurs avaient déjà brûlé les persiennes, les portes et les armoires, pour réchauffer leur taudis. Le gros de la population attendait la fin d'une crise, déjà vieille de plusieurs années. Il est impossible de comprendre les années 1929-30, si l'on ne tient pas compte que la sécurité sociale était pratiquement inexistante. Il n'y avait pas de sécurité sociale, sous la responsabilité de l'État. Il n'y avait pas d'assurance-chômage et d'assistance sociale, telles que nous les vivons aujourd'hui. Ce n'est qu'en 1941, que la loi de l'assurance-chômage sera créée, par un acte du gouvernement fédéral.

C'est la deuxième guerre mondiale (1939-45), qui viendra mettre un terme au chômage endémique de la crise des années, 1929-30. L'enrôlement militaire de centaine de milliers de jeunes Canadiens et 'l'effort de guerre total', pour la production d'armement, créera pour la seule et dernière fois une situation, de plein emploi.

Il est impossible de comprendre une époque, sans réaliser la façon dont vivent les couches sociales, qui composent la population. De la même façon, il n'est pas possible de cerner la réalité sur le mouvement révolutionnaire, sans tenir compte de l'époque en cours et des problèmes socio-politiques, qu'elle comporte. Cela est d'autant plus vrai, que la réalité sur le mouvement révolutionnaire est constamment déformée, par le pouvoir en place. Car ce dernier est appelé à défendre son existence et le non-changement, par tous les

moyens à sa disposition. C'est en tenant compte de cette opposition constante devant le changement, qu'il faut chercher une réalité fondée sur un minimum d'objectivité.

À l'époque de la grande dépression, comme celle que nous traversons présentement, il n'a jamais été facile de changer les choses, dans le sens des intérêts populaires. C'est au-dessus d'un barrage de publicité et d'affirmations contradictoires, que réside la connaissance de nouvelles situations. Il faut se rappeler que, depuis toujours, ce sont les couches populaires en besoin de transformation sociale, qui font rendu possible. De même à notre époque, ce sont les fils du peuple, dont la masse des chômeurs et d'assistés sociaux, qui sont les plus aptes à transformer la société. Ceci parce qu'ils ont besoin de nouveaux modèles de vie, comme un noyé a besoin d'air.

UNE ENTRÉE LABORIEUSE

Dans tous les pays du monde, la réalité sur le mouvement révolutionnaire n'est pas facile à cerner. Les activités et les démarches du Parti communiste du Canada, se révèlent différentes, selon que vous les regardiez de l'intérieur ou de l'extérieur de ses rangs. Ainsi, mon premier contact avec le mouvement socialiste ne sera pas des plus fructueux. Au contraire, mon arrivée dans le mouvement révolutionnaire sera des plus laborieux.

J'étais un apprenti électricien, au début de la crise (1930), lorsque je rencontrai Willie Berger, qui se considérait comme un militant socialiste. En fait Willie était un « hobo », un sauteur de « freight car » assez coloré qui, sans être membre, se réclamait du socialisme et de la Troisième Internationale. Je trouvais ses idées un peu loufoques. Il faut reconnaître qu'il avait sa façon, à lui, de simplifier les problèmes sociaux. Le socialisme pour Willie Berger était une nouvelle société, où tous les citoyens recevraient selon leurs besoins.

Ainsi si tu avais faim, il suffisait d'entrer dans une épicerie pour y prendre les boîtes de 'beans' ou de sardines, dont tu avais besoin. Tout ceci se passait, sans qu'il soit question de payer. En dehors de ses points de vue fantaisistes, j'avais beaucoup d'admiration pour Willie Berger, le sauteur de 'freight car', et ses côtés de voyageur aventurier.

Après avoir complété mes années d'apprentissage, je devins électricien durant les années de crise. J'avais une licence C, mais pas de travail. Comme j'avais beaucoup de temps libre, je devins un assidu du parc Lafontaine. Avec

d'autres chômeurs, j'ai contribué à former un club de balle molle et, par la suite, une ligue composée de six équipes. La particularité de cette ligue était d'être entièrement composée de chômeurs. Dans le groupe, il y avait un conférencier de l'Association humanitaire de la salle Montcalm, des frères Godin. Il nous invitait à joindre son organisation, pour y compléter des discussions souvent commencées, mais jamais finies. Ce militant, Omer Perreault, n'eut pas beaucoup de succès dans notre milieu. Personne ne le prenait au sérieux. Parfois, il parvenait à se faire entendre entre deux parties de balle molle ou, lorsqu'il pleuvait.

Mes activités au parc Lafontaine durèrent plusieurs années. Elles commençaient tôt au printemps, pour finir très tard à l'automne. Je me rappelle même, avoir joué à la balle molle avec des mitaines. C'est au cours de ces années que je connus Jos Duchêne. Mais ce n'est que plusieurs années après, que j'appris que Duchêne était un membre du Parti communiste, des plus militant. Il devint l'un de mes meilleurs camarades. À ma connaissance, il était un militant sur lequel le parti pouvait compter en tout temps. Au cours de la deuxième Guerre mondiale (1939-45). Jos Duchêne fut arrêté sous la loi des mesures de guerre. Il fut interné plusieurs années, pour le crime d'être membre d'un parti politique, mis hors la loi par le fédéral.

En 1935, la crise économique sévissait toujours. Comme j'étais soutien de famille de huit personnes, c'est moi qui retirait le secours direct, chaque semaine. Je travaillais comme électricien pour le propriétaire, payant le loyer de cette façon. Comme solution à la crise, le gouvernement libéral du temps poursuivait une politique de retour à la terre. Avec d'autres membres de ma famille, je me laisserai embarquer dans le plan Vautrin*, du ministère de la colonisation. C'est comme colon à `cul creux', que j'aboutirai dans le canton de Bearn, non loin de Senneterre. Je passerai six mois à cet endroit, pour être de retour à Montréal avant la fin de l'année. Au cours des années, toutes les familles de colon abandonnèrent les unes après les autres, ce qui devait être le départ d'une vie nouvelle. Après plusieurs années, le travail des nombreux colons du plan Vautrin se résumait en une route moderne, conduisant aux mines d'or de Chibougamau. J'étais donc riche d'une nouvelle expérience qui démontrait, une fois de plus, que la vie d'un chômeur ne valait pas grand-chose.

Les années 35-36 verront une intense campagne politique, destinée à renverser le gouvernement libéral provincial, qui exerçait le pouvoir depuis plus de 20 ans. Le gouvernement d'Alexandre Taschereau était assailli de tous les côtés, à la fois. Pendant plus d'une année, l'Action libérale nationale de Paul Gouin fera campagne, contre le gouvernement. Nous assisterons à la coalition

de l'Action libérale nationale avec le chef conservateur, Maurice Duplessis. De cette dernière coalition naîtra l'Union Nationale, qui accédera à la direction de la province. Pendant des mois les journaux : le Canard et l'Illustration vont préparer la défaite de M. A. Taschereau. Duplessis et Camilien Houde, qui présidaient aux destinées de l'Union Nationale, conduisaient une vigoureuse campagne de dénonciation, contre les exploiters du peuple et les supporteurs de la rue Saint-Jacques. Ils promettaient de les passer en jugement avant de les emprisonner. Dans cette campagne politique, tout y passera, de l'emploi du langage révolutionnaire à la démagogie la plus osée.

Les discours des organisations de gauche de cette période apparaissaient bien calmes, comparés aux envolées violentes de la part de la nouvelle formation politique, qu'était l'Union Nationale. Je me souviens d'avoir assisté à une réunion d'ouvriers progressistes, où j'étais en accord avec la pseudo-lutte de l'Union Nationale contre les trusts. Mon opposant, lors de cette dispute, était un conducteur de tramway, du nom de Napoléon, Brizard. Je défendais le point de vue qu'il fallait supporter l'Union Nationale, à partir de ses positions contre les trusts et les requins de la finance. Pour Brizard, l'Union-Nationale et Maurice Duplessis étaient les vrais représentants du grand capital. Pas besoin de dire que l'histoire a donné raison, à Napoléon Brizard. J'appris, longtemps après, que celui-ci était membre du Parti communiste et un militant syndical, chez les employés de la Montréal Tramway.

LE FRONT POPULAIRE

C'est au cours d'une promenade, dans le centre-Sud de Montréal, que je prendrai connaissance d'une organisation, opérant sous le nom de Front populaire.* Ce groupement tenait des réunions d'informations hebdomadaires au Temple du Travail, de la rue Sainte-Élisabeth. L'un des conférenciers était Jean Perron**, on y permettait aussi des questions et des commentaires. Pour défrayer les dépenses, on y passait le chapeau. Il m'a semblé que, pour la première fois, j'entendais des discours de dirigeants socialistes, bien articulés, et reliés à la vie quotidienne. Je devais, rapidement, devenir un habitué du Front populaire. C'est au cours d'une de ces réunions, que j'achèterai le journal du PC « Clarté » de Boutin, l'un des meilleurs vendeurs : littérature du parti. De celui-ci, j'achèterai aussi plusieurs petites brochures, sur le mouvement ouvrier et socialiste.

C'est en lisant Clarté que j'apprendrai l'existence d'une librairie, qui se spécialisait dans la vente de la littérature marxiste et socialiste. Pour moi, qui aime la lecture, le 'Book Shop' constituait un filon des plus intéressants. Je lirai, les uns après les autres, les livres de la série : « Les éléments du Communisme, » Le Manifeste de K. Marx, L'Agonie du Capitalisme, Salaire, Prix et Profits, etc. J'ai dû lire pendant des semaines et des mois, plusieurs heures par jour et souvent des nuits. C'est à la suite de cette lecture intensive, que je décidai de me rapprocher du Parti communiste canadien.

À Montréal, en 1936, il existait un climat de répression à l'égard du Parti communiste. Il y avait aussi une escouade policière anticomuniste, chargée de la surveillance du parti et des organisations de la classe ouvrière. Cela explique, sans doute, pourquoi il ne fut pas facile de me rapprocher du Parti communiste. Les habitués du Front populaire s'éloignaient, rapidement, dès que j'abordais le sujet du parti. Il en fut de même de Boutin, qui me vendait le journal « Clarté. » J'en tirai la conclusion que l'on avait, soit peur de moi ou, que l'on n'osait pas prononcer le nom du parti. C'est un fait que beaucoup de gens ne sont pas effrayés par le communisme; ce qu'ils craignent c'est la répression anticomuniste, qui s'ingénie à bousculer le moindre signe de renouveau progressiste.

Pour me rapprocher du PCC, je dus faire appel à un vieux militant gauchiste qui, sans appartenir à aucune organisation, suivait chacune d'elle. M. Leboeuf voulut bien me piloter dans mes recherches. Il m'invita à le suivre à la salle Montcalm, à l'Association humanitaire des frères Godin. Il me fut donné d'entendre une conférence anticléricale, où le clergé était dénoncé comme porteur des sept péchés capitaux et de tous les crimes, du capitalisme. Faisant part de ma déception à M. Leboeuf, je lui dis que ce genre d'organisation ne conduisait nulle part. De mon point de vue l'anticléricisme n'est pas une solution, pour des problèmes d'ordre économique. Dans ce cas me dit mon ami, c'est la 'Trois' que tu cherches, ce qui voulait dire la Troisième Internationale.

MEMBRE DU PC

Je n'ai jamais su comment M. Leboeuf s'était pris, pour faciliter mon entrée au Parti communiste. Je crois qu'il est devenu, lui-même, membre dans le but de faciliter mon adhésion. Il n'assista qu'à une seule réunion, dite de « sympathisant. » De fait, mon ami était un anarchiste et, en conséquence, réfractaire à toute discipline de parti. J'ai dû continuer seul mon adhésion au parti. Celle-ci ne

devait pas tarder, car les réunions des cellules, base du parti, se tenaient une fois par semaine. La cotisation du membre était de .02 cents par semaine.

Dans la semaine, qui suivit, je fus convoqué à ma première réunion, comme membre du parti. À Montréal, le climat de répression était tel que, tout au long de la soirée, je m'attendais à un raid policier. À cette assemblée de la petite rue Collin (Centre-Sud), il y avait dix (10) membres. Outre moi-même, étaient présents Harpin l'imprimeur, un de ses camarades syndicalistes, le petit Philips, Gaboury, le père Giguère et quatre autres membres, dont j'ai oublié le nom. Ce soir-là, la cellule recevait la visite d'Évariste Dubé, l'organisateur de la section 5 et l'un des principaux dirigeants, au Québec. Dans son rapport au comité de section Dubé nous apprend, pour bientôt, le retour de 4 camarades, qui suivaient des études politiques au collège Lénine, de Moscou. Ces personnes étaient Emery Samuel, Willie Fortin, Philippe Richer et Berthe Caron. J'apprends que ces derniers dès leur retour donneront des cours, à l'intention des membres du parti. Ce même soir, nous discutons du travail syndical, de la campagne d'abonnement pour Clarté et des tâches individuelles de chacun des membres.

Dès ma première réunion, je réalisai que j'étais dans une organisation, des plus combative. À la fin de cette première soirée, j'appris que la cellule avait comme tâche une distribution de tracts, de porte à porte, dans le territoire qui était le sien. J'avais la frousse et, seul, l'orgueil m'empêcha de me retirer. Dans le parti, c'était la règle de passer des tracts, par équipe de deux, chaque personne couvrant un côté de rue. Je passai donc mes tracts avec le syndicaliste Harpin, qui m'initia à ce travail. Cette opération me sembla terriblement longue, d'autant plus qu'à chaque escalier, à chaque porte je me sentais épié et repéré par toutes les polices du monde. C'est drôle, ce qu'un climat de répression peut changer la notion du temps ! Cette première réunion me sembla très longue. C'est sans doute pourquoi, j'y ai perdu la plus grande partie de ma peur et de mon appréhension.

La section 5, à laquelle mon groupe était relié, comptait une centaine de membres. C'est la première fois que je rencontrais un tel groupe. Ils étaient là ces travailleurs et ces chômeurs, pleins de courage, qui se tenaient debout dans cette mer de désolation, que fut la grande dépression. Ils étaient là ces camarades, qui refusaient de ramper à la hauteur des petites herbes. Ces hommes et ces femmes, bourrés de qualités autant que de défauts, étaient des géants parmi les autres travailleurs.

LA SECTION 5

À la première réunion de la section 5, où j'assistai, étaient présentes quelque 70 personnes de divers milieux : du mouvement syndical, des chômeurs, la Voix des Femmes du Québec, etc. Dans cette assemblée disparate, il y avait des débardeurs syndiqués Jos. Moreau, Jean-Baptiste Méthot, Joachim Béliveau et les frères Jones; des employés de tramways, Napoléon Brizard, Jean Collon, Brenne, Moreau et d'autres. Venant d'autres milieux il y avait Jean Bourget, Angela Dubé, Hervé Richard et son fils Henri, Tremblay, Jos et Arthur Duchêne, Fortier le presseur, Jos Ledoux, Mme Ledoux, Laurent Dufresne, Horace Forget 2x6, pour le différencier du petit Forget 2x4, Mme Charbonneau, Gaboury, Gamble, Gérard Pellerin, Louise Thibault et plusieurs autres. Ce groupe de militants fut, pour moi, une source d'inspiration.

Lors de cette assemblée de section, je me portai volontaire pour distribuer le journal « Clarté », dans les kiosques à journaux du centre-ville de Montréal. Il s'agissait de distribuer le journal de la semaine et de reprendre les copies non vendues. Les propriétaires de kiosques acceptaient de garder quelques copies de « Clarté », pour répondre à la demande. Mais ils n'affichaient pas le journal, par crainte d'actes de vandalisme. Ainsi à cause du climat de répression, dont étaient victimes les organisations ouvrières, « Clarté » était semi-clandestin longtemps avant la Loi du cadenas. Cette dernière loi fut promulguée, en mars 1937.

Comme membre du parti, je m'inscrivai aux cours que donneront les camarades, de retour de leur stage de formation politique, en Russie soviétique. J'assisterai au cours de Philippe Richer, dans le local du 62 est, rue Rachel. C'était un cours intensif de 4 heures par jour, durant 2 semaines. Nous étions une vingtaine de participants, venant des différentes sections de la ville. J'y rencontrai Roger Da Sylva, Hervé Petit, Irène Petit, Roger Foucault, Gérard Pellerin et nombre d'autres camarades. Ces cours couvriront de nombreux sujets dont, entre autres, les points de vue nationalistes de Lionel Groulx, la syndicalisation des ouvriers, le socialisme en URSS, la structure de l'impérialisme mondial, les pays coloniaux et semi-coloniaux, etc.

Par la suite, je m'inscrivis au cours dispensé par Emery Samuel, le dernier des étudiants du collège Lénine à rentrer au pays. Emery Samuel s'est avéré un communicateur exceptionnel et un professeur, estimé de tous. Les élèves de ce dernier cours étaient plus jeunes. Il y avait là les demoiselles Tremblay, Roland Dinelle, Camille Provost, Jean Robitaille et de nombreux autres camarades. À ces cours des plus instructifs, il nous fut donné d'avoir la visite des dirigeants du

Comité central de Toronto, dont particulièrement Tim Buck et Stanley Ryerson. Ce dernier, avec son style de conférencier calme et scientifique, me plaisait beaucoup.

DÉVELOPPEMENTS RAPIDES

Au cours des années 36 et 37, le parti se développa rapidement chez les francophones, qui déjà pouvaient compter sur des militants à peu près dans toutes les sphères d'activité. Le parti me releva de mon travail de distributeur du journal *Clarté*, pour me confier la tâche d'organisateur de la section 5. Si je me souviens bien, je dus me faire élire par une majorité de membres, de cette section. À ce poste, je remplaçais Évariste Dubé qui devenait organisateur provincial. Le parti, se développant rapidement, cela nécessita l'organisation de nouvelles sections et la formation de nouveaux organisateurs.

Dès son retour d'URSS, Emery Samuel deviendra l'organisateur de la section 4. Cette dernière comprenait le quartier Hochelaga-Maisonneuve et l'Est de Montréal. Cette section se construisit rapidement autour des familles Lauzier, dont Napoléon et Zéphyr, Dupont le vitrier, Henri Lussier, les frères Richer, Charles Brunet dit 'la Pat à Brunet', Boulanger, Cyr de chez McDonald, Brouillette des Shop Angus, Roland Dinelle, Camille Provost, Latendresse et bien d'autres. Dans le quartier Rosemont, Roméo Duval devenait l'organisateur de cette section. Il était secondé par une équipe de militants(es) dévoués(es) dont Marc Leclerc, Marcel Lapalme, les membres de la famille Hébert, ceux de la famille du plombier-syndicaliste Rodrigue et d'autres. À l'Ouest, dans Pointe Saint-Charles et ville Émard, une section du parti se construisait autour de Lucien Dufour et de l'un des meilleurs syndicalistes du Québec, dans la personne de Wilbrod Couturier, des métiers de la fourrure et du cuir. Le parti pouvait compter sur de nombreux militants(es) de la Dominion Glass et des cols bleus, à l'emploi de la ville de Montréal.

Durant la même période, la direction provinciale du parti communiste demandait, à Gérard Pellerin, de diriger la section 3, au Nord-Est de Montréal. Comme Gérard était l'un de nos meilleurs organisateurs, la section 3 du parti devint rapidement une réalité. En peu de temps avec l'aide des camarades Da Sylva, Petit, Gélinas, Jean Robitaille, des frères Thibault et de Louise Giroux, la nouvelle section comptait plusieurs cellules, dont deux groupes d'entreprises. Par la suite, la section 3 devint l'une des plus productives. Aux premiers militants vinrent s'ajouter les Marcel Gélinas, Blanche Gélinas, Gilles Héneaut, Saint-André,

Raoul Roy, Tony Villeneuve, Hervé Landry et Marc Carbonneau. Ces deux derniers étaient des militants dans l'industrie du cuir, plus particulièrement celle de la sacoche.

DE TOUS LES COINS

La section québécoise du PCC a toujours été décrite, comme un phénomène essentiellement montréalais. Cette affirmation requiert certaines explications. Ce qui renforce ce point de vue, c'est que les militants de l'extérieur immigraient à Montréal. Il faut reconnaître qu'il fallait un certain culot, pour s'afficher ouvertement comme communiste dans les milieux, où le clergé demeurait une force politique toute-puissante. Jacques Rouleau, de retour dans son coin de pays, après quelques années à Montréal, apprit cette réalité à ses dépens. Il réalisa vite, qu'à Senneterre, ce n'était pas un péché, de briser les carreaux des communistes et de mettre le feu, à leur maison.

En réalité, les révolutionnaires de Montréal venaient de tous les coins de la province. Ainsi les Québécois, originaires de la Gaspésie, ont largement contribué à construire le parti. La péninsule gaspésienne a fourni plusieurs dirigeants dont Évariste Dubé, Emery Samuel, Bernadette Lebrun, Joachim Béliveau et plusieurs autres. Il en fut de même de la ville de Québec, qui fournit de nombreux militants et non des moindres. Parmi ces derniers, qui ont joué un rôle clef, on retrouve les Paul Moisan, Louis Baillargeon, Pit Jolin, Borko, le menuisier F.X. Lessard et Gérard Fortin.

F.X. Lessard fut le premier et le seul Québécois à défier personnellement la 'Loi du cadenas', de Maurice Duplessis. Dans le but de récupérer son bien, il brisa le cadenas que l'on avait apposé, à la porte de son domicile. Cela se passait à Québec, mais résonna dans l'ensemble de la province. Comme il fallait s'y attendre, le pouvoir public eut gain de cause contre la famille du menuisier Lessard. Ce dernier fut condamné à un an de prison. Mais le 'cadenassage' d'un domicile privé fut le seulcas dans son genre. Ce geste fut loin d'être rentable, pour l'Union Nationale.

La région montréalaise, s'alimentant de l'ensemble provincial, est demeurée le centre de l'activité révolutionnaire. Il faut se rappeler qu'au cours des années '30, c'était la mode de se réfugier à Montréal. Contrairement au milieu rural, la grande ville était l'endroit où aboutissaient les chômeurs, en quête d'un emploi. C'était aussi la région, où le syndicalisme était relativement plus fort et les services sociaux plus développés. D'ailleurs qu'il soit question de révolutionnaires

ou non, la région de Montréal a toujours été un pôle d'attraction, pour l'ensemble de la population québécoise.

CHAPITRE 6

Les révolutionnaires québécois

Les historiens ont presque tous montré les membres du PC, au Québec, comme une simple extension du Canada anglais. Ce n'est que récemment, que des historiens et des sociologues ont écrit, sur l'histoire des membres du Parti communiste et du travail révolutionnaire au Québec. Les écrits des Marcel Fournier, Robert Comeau, Claude Larivière, Bernard Dionne, Gauvin et d'autres ont montré que l'histoire des communistes québécois, était riche de toutes sortes d'expériences et, récemment, Merrily Weisbord nous livrait le fruit d'un travail de plusieurs années. Dans son livre « The Strangest Dream » Merrily nous montre, à sa façon, que la lutte des militants socialistes, du Québec, n'a pas été une simple copie, de ce qui se produisait au Canada anglais.

Durant les années 1930-40, ce sont les membres québécois du Parti communiste, qui occuperont presque tout l'espace révolutionnaire de la province. Ils incarneront la volonté de lutte contre la haute finance de la rue Saint-Jacques. Ils mettront en pratique leur volonté de transformer radicalement une société, dominée par les trusts et les monopolistes anglo-américains. Malgré sa faiblesse numérique, la section québécoise du PC était la seule force structurée, à conduire une lutte systématique pour le socialisme.

Contrairement à ce qui s'est produit dans le reste du Canada, la CCF* n'a jamais percé au Québec. Au cours de la grande dépression, les représentants de la CCF, dont Mme Casgrain et Jacques Victor Morin, pouvaient se compter sur les doigts d'une paire de mains. Ceci, pendant que le Parti communiste comptait sur des centaines et, même, des milliers de militants(es). Fondé sur l'électoratisme, le groupe dirigé par Mme Casgrain ne s'est jamais illustré, par des luttes révolutionnaires quotidiennes. Il en fut de même du Crédit Social, dont l'action se limitait à des cours d'éducation « sur le rôle de la monnaie ». Comme groupe politique le Crédit Social, au temps de la grande dépression, se limitait à réclamer une solution monétariste, comme remède à tous les problèmes sociaux.

Au cours de cette période, il existait à Montréal plusieurs groupes, appartenant à différentes écoles de pensée socialistes. Il y avait des anarchistes, des libres penseurs et des anticléricaux, mais aucun de ces groupements n'avaient de structure, qui leur aurait permis de conduire un combat quelconque. Leurs activités se résumeront en des palabres au restaurant North Eastern, au Carré Viger, au parc Lafontaine et d'autres endroits

publics. L'histoire nous a laissé peu de ces groupes, qui s'efforçaient de transformer le monde par la parole et l'éducation, ce qu'ils croyaient être la clef du progrès.

Ce qui différencie la section québécoise du PC, des autres formations politiques, c'est sa lutte concrète et constante contre toutes les injustices sociales. De ces batailles, relevons leur lutte contre les évictions, devenues une menace constante pour les familles des chômeurs. C'est aussi des demandes répétées pour un moratoire sur les dettes, la lutte contre la saisie et les ventes par huissiers des biens, des victimes du chômage. À plus d'une occasion, il fut possible de racheter des mobiliers pour quelques sous, pour ensuite les remettre aux mains de leurs propriétaires légitimes. Ce sont aussi des manifestations répétées, en vue de l'électricité gratuite pour les familles, victimes du chômage. Ces dernières manifestations sont souvent suivies d'opérations de rebranchement, qui consistaient à 'jumper' les compteurs de La Montreal Light Heat and Power. Ce qui, avec les installations électriques du temps, s'avérait très facile.

La lutte directe pour les besoins immédiats se soldera par des peines d'emprisonnement, pour certains cadres du parti. Emery Samuel et Philippe Richer seront condamnés à la prison, pour avoir troublé l'ordre public. À la suite d'une démonstration au parc Morgan. Charles-Émile Brunet portera sur son crâne la sollicitude de l'escouade anticommuniste. Le crime de Brunet, c'était d'avoir manifesté contre les coupures d'électricité et de réclamer la gratuité de ce service, pour les chômeurs.

Par leur combat pour les besoins immédiats, les membres québécois du PC ont été les véritables précurseurs de la sécurité sociale actuelle. Comme tous les pionniers ils ont payé cher, en sacrifices, pour une sécurité sociale dont jouissent tous les Québécois, aujourd'hui. Naturellement, tout ne s'est pas réalisé de la façon désirée. Contrairement à ce qui existe de nos jours, les sécurités sociales réclamées étaient non contributives. Mais de toute façon, tout s'est amélioré depuis que le peuple québécois a laissé, derrière lui, les années de la 'grande dépression'.

CONCENTRATION INDUSTRIELLE

Les militants socialistes du Québec ont rempli un rôle d'avant-garde, dans la construction du mouvement syndical. Durant la grande dépression, le syndicalisme naissant dépendait du bénévolat et des sacrifices des travailleurs

les plus dévoués. C'était la période héroïque où le syndicalisme n'était pas l'institution, qu'il est devenu à notre époque. C'était aussi le temps où les syndiqués constituaient la petite minorité d'une classe ouvrière québécoise en formation. Ce fut le temps de dures batailles, pour une reconnaissance syndicale toujours contestée par le patronat. Au sein du mouvement syndical, en ce temps-là, il y avait plus de mauvais coups que de médailles à recevoir.

C'est par une concentration industrielle incessante, que les militants(es) du PC ont contribué à la montée du syndicalisme. C'était, pour les sections et les groupes du PC, une tâche sacrée que d'aider les travailleurs à se regrouper en syndicat. C'est ainsi que des groupes de chômeurs, fondés sur le territoire, distribuaient des tracts syndicaux, à l'intention des travailleurs d'usines et groupes industriels de leur quartier. La section 5 avait des équipes, pour couvrir les travailleurs non syndiqués de la laiterie Poupart de Montréal Dairy et des livreurs de pain à l'emploi des grosses boulangeries. Cela, pour le militant(e), voulait dire se lever à 5 heures du matin afin de rejoindre les livreurs de lait et de pain, avant leur départ. Cela se faisait à travers un bénévolat, qu'il serait difficile de retrouver aujourd'hui.

Au Québec, le travail d'organisation industrielle était sous la responsabilité d'une « Commission syndicale », créée à cet effet. Celle-ci se composait des meilleurs stratèges du parti, sur les problèmes syndicaux. Ces stratèges étaient des membres éprouvés, influents dans leurs propres syndicats. C'est sous la conduite éclairée de leur Commission syndicale, que les militants du PC contribueront à la syndicalisation des, travailleurs, au Québec et au Canada. C'est ainsi que la plupart des unions furent construites, à partir du bénévolat des militants socialistes. Ce fut le cas entre autres des travailleurs du textile, de l'industrie de l'aiguille, des plombiers de la construction, des syndiqués des salaisons, des travailleurs de l'American Can et de bien d'autres.

Le climat de répression, des années '30, explique pourquoi et comment l'apport du Parti communiste, au mouvement syndical, est peu connu. Mais ce climat ne mettra pas fin à l'ardeur des militants socialistes, pour construire le mouvement syndical. C'est ainsi que, à la McDonald Tobacco, le syndicat deviendra une réalité grâce au travail des militants socialistes, qu'étaient D. Cyr, Céline Lachapelle et d'autres militants(es). Il en fut de même des employés manuels de la ville de Montréal, sous la direction de leur président socialiste, Léo Lebrun. Ce dernier, lors de sa retraite, fut nommé président honoraire à vie, par les membres du local 301 de la FTQ.

De nombreux dirigeants syndicaux du Québec ont fait leurs premières armes, dans les rangs du Parti communiste. Celui-ci, comme organisation, n'a pas toujours eu le crédit de ses succès, sur le plan syndical. Cependant, de nombreux militants socialistes sont devenu, des figures populaires. Ce fut le cas des Kent Rowley, Lucien Dufour, Léo Lebrun, Alex Gauld, Wilbrod Couturier, Ferdinand Boger et bien d'autres. Ce fut aussi le cas de nombreux socialistes qui ont milité dans les unions du cuir, de la fourrure, dans l'Union des marins canadiens et de nombreux autres syndicats.

POUR L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

Par ailleurs les militants du PC, au Québec, conduisirent une énergique campagne de support à l'Espagne républicaine, en 1936. Ils dénoncèrent l'intervention militaire de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, qui visaient au renversement d'un gouvernement espagnol, démocratiquement élu. Des réunions publiques furent organisées afin de permettre aux Québécois, d'entendre les points de vue du Dr Norman Bethune et du Père Sarasola. Ce dernier, un prêtre catholique d'Espagne, se vit refuser le droit de s'adresser aux citoyens du Québec. Les autorités empêchèrent la tenue d'une réunion projetée, à l'aréna Mont- Royal. Le prétexte utilisé fut qu'une telle réunion risquait de « troubler la paix et l'ordre public ». Avec le recul du temps, il est devenu évident que « l'intervention des pays fascistes, en Espagne, fut le banc d'essai de la deuxième guerre mondiale ».

Au Québec, les membres du PC ne ménagèrent aucun effort dans leur lutte contre le danger de guerre et le fascisme. Plusieurs militants dont le Dr Norman Bethune, le camarade Gamble, les frères Marcellin, seront parmi les premiers à joindre les rangs de l'armée républicaine. À Montréal, chez les francophones, le militant Roméo Duval eut la tâche d'aider à la formation du bataillon de volontaires Mackenzie-Papineau. Ce groupe de volontaires canadiens s'illustra durant la guerre d'Espagne, qui se terminera par la victoire du général Francisco Franco. Ce dernier est passé à l'histoire en maintenant le peuple espagnol dans une dictature fasciste, pendant plus de 40 années.

La campagne de militants québécois, contre le danger de guerre, devait revêtir de multiples aspects. Une organisation féminine, « La Voix des Femmes », organisera plusieurs manifestations contre la vente de ferraille (scrap iron), aux pays de l'axe Rome-Berlin-Tokyo. Sous la direction de membres du parti dont Angela Dubé, Bernadette Lebrun, Mmes Giguère et Jacques, « La Voix des

Femmes » organisa des démonstrations, jusque dans le port de Montréal. Le but était d'informer la population que la ferraille 'qui partait à pleins bateaux' du port de Montréal, se transformerait en bombes contre les pays démocratiques. Ce qui malheureusement devint une réalité, au cours de la deuxième guerre mondiale (1939-45).

CLIMAT D'ILLÉGALITÉ CONTINUELLE

Contrairement au reste du Canada, les militants socialistes québécois devront vivre, presque continuellement, un climat d'illégalité et de semi-légalité. Ce qui n'empêchera pas la section québécoise du Parti communiste de doubler, tripler et, même, quadrupler le nombre de ses adhérents. Dans l'ensemble du Canada, le PC sera frappé d'illégalité de 1931 à 1936 à cause de l'article 98, du code criminel. C'est à la suite de l'élection fédérale de 1935, avec la victoire des libéraux de MacKenzie King, que celui-ci fut rappelé. Ce qui permettra au PC du Canada de redevenir légal. Mais moins d'un an plus tard le gouvernement provincial, dirigé par Maurice Duplessis, placera la section québécoise du PC dans une semi-légalité. La loi provinciale, dite « du cadenas », sera sanctionnée le 24 mars 1937.

La 'Loi du cadenas' se décrivait comme une mesure pour défendre la province contre la propagande communiste. En réalité, elle était destinée à intimider les forces populaires et le mouvement syndical. Dans les conditions du Québec, elle était une arme des puissants employeurs anglo-américains, contre la montée du mouvement syndical. Elle, la nouvelle loi, n'empêchait personne d'être membre du parti. Ce qui était défendu, c'était la « propagande militante », quelle qu'en soit la forme. Par exemple, la loi n'empêchait pas certains militants d'organiser un club de 'balle molle', portant l'écusson de « Clarté », l'organe officiel du Parti communiste. Je me rappelle que, lorsque l'équipe de « Clarté » jouait dans le trou des rues Berri et Ontario, les spectateurs ne se privaient pas d'applaudir et de crier « donnez-y les communistes ». Il faut reconnaître que, si la propagande était interdite, les communistes et le jeu de balle molle ne l'étaient pas.

La 'Loi du cadenas' eut des effets d'intimidation et de nuisance contre le mouvement ouvrier en général. Elle freinera, sans aucun doute, le développement du mouvement socialiste québécois. Mais cette loi n'amena pas la fin des activités, ni une diminution dans le nombre de membres francophones du parti. Elle ne réussit pas, ce qui était espéré en haut lieu, à

semer la frayeur chez les révolutionnaires québécois. C'est, sans doute, pourquoi la 'Loi du cadenas' sera mise, en application, plusieurs mois après avoir été sanctionnée. Près d'un demi-siècle plus tard, Merrily Weisbord décrira le résultat de la « Loi du cadenas », de la façon qui suit :

« Le 5 novembre 1938, sous la nouvelle loi pour protéger la province contre la propagande communiste, Clarté le journal communiste du Québec fut cadennassé. L'ordonnance, fermant le 254 est de la rue Sainte-Catherine, fut signée par le procureur général, Maurice Duplessis. Le même jour, trois policiers visitèrent l'éditeur du journal, Jean Perron. Ils saisirent ses filières, ses papiers personnels et cadennassèrent sa maison pour un an. Le jour suivant la « Modern Book Shop », « l'Artistic Printing Shop » et l' « Old Rose Printing » furent cadennassées. Les maisons de Leo Roeback, Louis Kohn, Stanley Ryerson, Fred Rose et d'autres communistes connus subirent un raid policier. Le Centre culturel juif, une organisation pour les jeunes immigrants juifs, situé rue Saint-Laurent près de Mont-Royal, eut droit aussi à son raid policier. À ce dernier endroit, la bibliothèque fut saisie et emportée. » (The Strangest Dream, page 79).

UNE LOI CONTRE LE PEUPLE

La 'Loi du cadenas' fut utilisée, contre les organisations du peuple et tout ce qui pouvait porter ombrage, aux représentants du grand capital. Elle servit à toutes les sauces, contre ce qui n'était pas conforme aux critères établis par l'Union Nationale et son chef, le procureur général Maurice Duplessis. La 'Loi du cadenas' fut même utilisée, pour brimer les droits de la secte religieuse, les Témoins de Jéhovah. Un restaurateur québécois Roncarelli, vit sa place d'affaires cadennassée, sue l'ordre du procureur général. Durant le procès, il devint évident que le crime de Roncarelli fut d'avoir fait libérer, sous caution, des Témoins de Jéhovah arrêtés par la police. Il ne fut jamais dit que, l'utilisation de la 'Loi du cadenas' avait été faite, pour plaire à un haut clergé catholique tout-puissant, à cette époque.

C'est à l'ombre de la 'Loi du cadenas' que, le chef fasciste notoire, Adrien Arcand, fut laissé libre d'organiser les partisans de la croix gammée (Svastika). Plusieurs seront surpris d'apprendre que, les représentants attirés du nazisme hitlérien et du fascisme italien pouvaient s'organiser, en toute liberté, sur le sol québécois. Les grandes salles de réunions publiques, dont le marché Saint-Jacques, furent souvent décorées aux couleurs du nazisme hitlérien. Il en fut de

même de certaines activités, originant de la casa d'Italia et des chemises brune, des phalanges fascistes. Les organisations fascistes purent opérer librement et, souvent, avec la bénédiction des pouvoirs publics. Cette bienveillance, vis-à-vis des dictatures fascistes, durera jusqu'à ce que le Canada se retrouve en guerre, contre les pays du bloc fasciste. Cette sollicitude, à l'égard des organisations fascistes, avait comme pendant le harcèlement des organisations, populaires et syndicales :

« En 1938, les descentes dans le mouvement ouvrier et de gauche augmentèrent. La présumée menace du numériquement faible Parti communiste servait d'excuse, pour les activités antiouvrières. Duplessis, comme procureur général déclara le Congrès des Organisations industrielles (CIO) une organisation antidémocratique. »

« Les dépliants en vue d'organiser les syndicats de chômeurs ne purent être distribués. De la littérature antifasciste fut saisie comme « propagande communiste », comme le furent aussi des copies des magazines « Coronet, Pick et Look ». « En 1937, le film « La vie d'Emile Zola », mettant en vedette Paul Muni, fut interdit. Les propriétaires de salles de rencontres furent visités par la police, qui menaça de cadenasser leurs locaux s'ils étaient loués à des unions ou des groupes de gauche. »

« L'escouade rouge assistait à toutes les réunions de gauche, en premier avec un carnet de notes, puis avec un sténographe. »

« C'était la loi, un vrai règne de terreur. »

« Un temps, remémore Raymond Boyer, dans lequel aucune librairie n'avait de livre de Marx. » (The Strangest Dream, page 79-80).

DE NOUVEAU DANS L'ILLÉGALITÉ

À partir de 1937, c'est dans des conditions difficiles, que les militants(es) du PC québécois construiront leur organisation politique. Les révolutionnaires du Québec ne connurent qu'une seule année de légalité. Cette liberté relative eut cours entre 1936-37. Quelques années, plus tard, lors de la deuxième guerre mondiale (1939-45), le Parti communiste était à nouveau déclaré illégal, en vertu de la Loi des mesures de guerre. Malgré toutes ces restrictions, le PC comptait près de 2 000 membres québécois. Parmi ces derniers, l'on pouvait dénombrer

plus de cinq cents francophones (500). À cette force, déjà imposante, s'ajoutaient une organisation de la jeunesse bien structurée et des milliers de sympathisant.

La longue période d'illégalité eut comme effet de favoriser un fort degré d'autonomie. Pour ma part, l'organisation du parti m'est toujours apparue très démocratique et comme jouissant, d'un fort degré d'autonomie. Chose certaine en période d'illégalité, on ne se pose pas beaucoup de questions, sur le degré d'autonomie et de liberté organisationnelle. Comme devait le faire remarquer Raymond Boyer, plusieurs années plus tard, 'quand tu es continuellement dans l'illégalité, tu te trouves enveloppé dans l'action de tous les jours'. En d'autres termes, 'lorsque tu es en guerre tu luttas pour ta peau', tu ne discutes pas du montant de boutons de ton uniforme.

Quoi qu'il en soit, lorsque je devins membre du parti en 1936, il n'était plus ce qu'il était 10 ans plus tôt, en 1924-26. Pendant les années '30, les relations entre les sections du parti et le Comintern ont évolué, dans le sens d'une plus grande autonomie. Ceux qui, comme moi, joignirent le Parti communiste après 1930, c'était la majorité, ne connurent jamais la nature antérieure des relations internes, entre les différents partis nationaux et le Comintern :

« Au tour, des années 1924-26, beaucoup d'attention fut portée aux relations entre le Comintern et ses partis constituants... Le Parti russe dut prendre la tête dans les questions d'organisation, comme dans toutes les questions. Il ne doit pas seulement occuper la place centrale dans le Comintern, sa forme d'organisation doit servir de modèle pour les autres partis. Ceci fut la clé de voûte implicite au départ, mais par la suite exprimée ouvertement et emphatiquement, dans toutes les discussions du Comintern. L'organisation faisait partie d'une campagne plus généralisée, pour la « bolchévisation » des sections de l'Internationale communiste, proclamée au cinquième Congrès. » (Soldiers of the International, page 75).

En 1922-26, le 'Comintern' s'efforce de resserrer son emprise sur l'ensemble des Partis communistes. C'est par le moyen d'une campagne de bolchévisation, que l'on s'efforcera de resserrer la discipline. « Sur ce point, le Parti communiste canadien fut avisé de maintenir des liens plus réguliers avec Moscou, » À la suite de cette critique, le Parti communiste du Canada se rallia au Comintern, sur toutes les questions d'organisation et d'orientation politique.

UNE PLUS GRANDE AUTONOMIE

Ce n'est que dix ans plus tard que les relations entre le Comintern et les partis, des différents pays, évoluèrent vers une plus grande autonomie. Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure, ces nouvelles relations contribuèrent aux succès du parti, chez les francophones :

« En 1936, l'Internationale communiste facilita la 'canadianisation' du Parti communiste au Canada, en donnant une plus grande autonomie à toutes ses sections. De là, les Partis communistes n'eurent plus à se soumettre aux contrôles détaillés, qui les avaient toujours forcés à se référer au quartier général du Comintern. Libérés de la masse de papiers dans les rapports détaillés à Moscou et des longs délais, jusqu'à ce que les officiers du Comintern prennent une décision, les communistes du Canada furent capables d'avancer dans un monde, déjà favorablement disposé à plusieurs des demandes qu'ils formulaient ou auxquelles ils étaient associés. » (Le Parti communiste du Canada, Avakumovic, page 98, para.2).

L'autonomie, ci-haut annoncée en 1937, était relative au type d'organisation monolithique, qu'était la troisième Internationale. Cette autonomie organisationnelle, accordée d'en haut, ne libérait pas les sections du Comintern du support, aux grandes orientations du Parti communiste soviétique. Bien que fort d'une grande autonomie, le Parti communiste du Canada demeurait prisonnier d'un modèle, librement accepté. Il est à noter, qu'à cette époque, la Russie et son Parti communiste étaient considérés, « comme le seul modèle valable, » un modèle qu'il fallait suivre et défendre.

CHAPITRE 7

Question nationale, une solution ?

Dans la recherche d'une solution au problème national canadien, le poids du modèle soviétique s'est avéré très lourd. Une analyse des propositions, du Parti communiste canadien, montre qu'elles ont été calquées sur celles de l'URSS. Il y a là transposition d'un problème, concernant des dizaines de nationalités soviétiques, à celui d'un état bi-national canadien. Cependant, ces deux problèmes nationaux réclament des solutions différentes.

Dans le présent écrit, nous nous référerons aux positions officielles présentées par le PCC, lors de la Commission royale sur les relations fédérale-provinciale. Cette commission (1937) porta le nom de Commission Rowell-Sirois. Les points de vue, présentés dans ce document, n'ont jamais été reniés. Le document n'a jamais été l'objet d'une étude, de la part de, membres québécois du parti, vivant déjà l'expérience de la 'Loi du cadenas'. Comme c'était la coutume, dans les partis communistes monolithiques, le document fut conçu et présenté par les hauts dirigeants du parti. Il fut préparé sous la direction de l'échevin Stewart Smith, de Toronto. Celui-ci était alors l'un des dirigeants en vue, dans le Parti communiste.

Le document ci-haut, bien que non discuté au préalable par l'ensemble des membres, fut présenté par une direction élue, lors d'un congrès. Ce qui était compatible, avec les critères démocratiques de cette période historique. Selon toute probabilité, une discussion dans tous les secteurs du parti n'aurait apporté aucun changement. À cet égard il faut se rappeler que, dans les provinces anglaises, la majorité écrasante des membres du PC était constituée de minorités nationales (linguistiques). Pour les membres du parti, d'origine slave ou européenne, la solution soviétique apparaissait comme l'unique et seule solution valable. Pour eux il suffisait de défendre, avec acharnement, le droit de chacune des minorités linguistiques à l'égalité la plus complète. Cette vision des choses correspondait pleinement, avec la solution soviétique du problème national.

CHAUVINISME NATIONAL ET NATIONALISME PETIT-BOURGEOIS

Jusqu'à maintenant, la façon de décrire comment s'est posé le problème national, à l'intérieur du PC, ne reflète pas la réalité. Sur ce problème, la plupart des historiens ont visualisé la confrontation, comme émanant du chauvinisme de

grande nation des militants du Canada anglais, en opposition au nationalisme étroit des militants(es) du Québec. À cet égard, les historiens Robert Comeau et Bernard Dionne ont écrit :

« L'analyse, des communistes d'En Lutte, rejette tout autant le chauvinisme anglo-Saxon de la direction centrale, que le nationalisme étroit de Gagnon. Dans leur brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un Parti prolétarien, les rédacteurs « d'Unité Prolétarienne » affirment : Au 5e Congrès du POP (1947), une scission éclata au sein du Parti sur sa ligne chauvine, concernant la question nationale. (...) Le chauvinisme de grande nation, des militants du Canada anglais, avait aiguisé le nationalisme étroit, chez les militants du Québec. » (Les communistes au Québec, 1936-56, page 61).

Les historiens Comeau et Dionne frapperont une note plus juste, en rapportant les points de vue d'Emery Samuel, qui avait dirigé le travail des communistes du Québec, de 1939 à 1943 :

« Emery Samuel reprochera, à la direction du Parti, de n'avoir jamais mené au Canada anglais une lutte conséquente, contre le chauvinisme anglo-saxon. »

« L'entente à l'intérieur du POP était fondée, sur la proposition que (...) les membres de langue anglaise acceptaient l'existence bi-nationale du Canada, comme une vérité fondamentale. »

« La vérité était tout autre, car la reconnaissance du fait national canadien-français était limitée au Québec. Les Canadiens anglais du POP n'ont jamais accepté que le Canada soit un État bi-national, pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais débattu le sujet. » (Les communistes au Québec, 1936-56, pages 61-62).

La recherche d'une solution au problème 'nationalitaire', à l'intérieur du Parti communiste canadien, avait une dimension particulière. Les difficultés éprouvées ne s'expliquent pas, uniquement, par le chauvinisme anglo-saxon des membres de langue anglaise. Ceci, pour la raison bien simple qu'il n'y a jamais eu de majorité anglo-saxonne, au sein du parti. Dans ce milieu, les éléments d'ascendance britannique étaient fortement minoritaires. Au cours des années 1930 à 1937 et même en 1947, la majorité des membres étaient d'ascendance slave ou européenne. C'est pourquoi, les positions du parti ont été déterminées plus par sa composition ethnique et par le modèle, en vogue, en Union soviétique.

PRISONNIER DU MODÈLE SOVIÉTIQUE

C'est avec le recul des années, qu'il faut revoir le mémoire du Parti communiste à la Commission Rowell-Sirois, de 1937. Traitant des relations fédérale-provinciale, le document élude complètement le problème national. Il considère les Québécois francophones, comme une minorité et non une nation. Les Québécois sont traités sur un pied d'égalité, avec les minorités ukrainienne, finlandaise, juive et les autres. Partant de ces prémisses, les dirigeants du PC ont rapidement fait l'économie du problème national. Ce dernier phénomène est ramené à ses seuls aspects économiques. C'est de cette façon, que la solution soviétique a été transposée au Canada. C'est pourquoi, ce modèle perce tout au long du mémoire.

Lors de leur mémoire de 1937, les dirigeants du Parti communiste ont été incapables de présenter une solution originale, au problème national du Canada. Leur façon de poser le problème démontre qu'ils étaient prisonniers, à la fois, du modèle soviétique et des concepts léninistes, qui en étaient le fondement. C'est d'ailleurs ce qui transperce, dans chacune des citations qui suivent :

« L'unification nationale complète est requise pour établir les droits minoritaires du peuple canadien-français. Ceci en vue de garantir, pour la première fois, au peuple du Québec des droits sociaux, économiques et culturels égaux, en plaçant le gouvernement central dans l'obligation d'assurer la réalisation de ces droits. Ceux qui s'opposent à l'unification nationale complète sont les ennemis des droits de minorité, du peuple canadien-français. Par contre ceux qui s'efforcent d'enrichir le progrès, par l'unification nationale plus complète, cherchent vraiment à établir les droits minoritaires du peuple canadien-français. » (Mémoire du Parti communiste à la Commission sur les relations fédérale-provinciale, page 12).

« LA RÉFORME FISCALE ET L'UNIFICATION NATIONALE »

« 1. Que l'impôt personnel devienne la taxe fondamentale dans le système de taxation du Dominion.

2. a) Que nul corps gouvernemental n'ait le droit d'imposer une taxe de vente.

b) Que les droits d'accise sur les articles de consommation générale soient abolis.

c) Que les droits de douane soient abolis, excepté là où ils sont absolument nécessaires, pour maintenir une industrie en existence au Canada.

3. Que l'intérêt sur la dette publique soit ramené à 3%.

4. L'abolition de toute subvention ou bourse du Dominion.

5. La taxe sur les héritages devrait être donnée exclusivement au Dominion.

6. Que l'imposition des profits nets des corporations soit donnée exclusivement au gouvernement du Dominion. » (Mémoires du PC sur les relations féd.-prov., page 61).

« L'ÉDUCATION EST UN PROBLÈME NATIONAL (FÉDÉRAL) »

« Nous proposons que les fonctions gouvernementales soient redistribuées, de façon à ce que les normes d'éducation publique soient plus élevées et qu'un plus grand nombre de citoyens canadiens reçoivent le bénéfice d'une haute éducation. Nous proposons que le gouvernement fédéral assume le coût entier de l'éducation au Canada. Comme il y a peu de chance que cela se fasse, nous recommandons une réduction substantielle des responsabilités des gouvernements municipaux et provinciaux, afin qu'ils puissent augmenter leurs dépenses en éducation. » (Ibid, page 53).

« Pour corriger toute discrimination en éducation, il est nécessaire que le gouvernement fédéral mette sur pied un programme, pour fournir l'éducation à toute la population. » (Ibid, page 54).

'DES COPIES ET DES COPIEURS'

Ceux qui ont écrit le mémoire du PCC (1937) n'ont pas été les seuls, à transposer la solution soviétique au Canada. Au cours des années 1970 « En Lutte » répétera la même erreur, près d'un demi-siècle plus tard. Cependant, cette formation politique s'est toujours montrée très critique, à l'égard de l'URSS et de son Parti communiste. Dans le cas d'En Lutte, l'erreur ne saurait être attribuée à sa composition ethnique. Les membres d'En Lutte étaient presque, exclusivement, des Québécois francophones.

Les seuls points d'affinité, entre le PC (1937) et En Lutte (1977), étaient les concepts léninistes, tirés du mouvement national tel qu'il s'était posé, en Russie (1917). Dans les deux formations politiques, les concepts développés par Lénine

et Staline ont été élevés et défendus comme des dogmes. Les solutions proposées étaient propres aux nombreuses nations (14) et minorités nationales (70), de Russie. C'était une erreur d'accepter cette solution comme valable, pour tous les problèmes `nationalitaires'. Il était doublement erroné d'accepter cette solution et de vouloir, en chapeauter l'État bi-national canadien :

« L'organisation politique En Lutte, l'un des groupes importants de la gauche québécoise, n'échappe pas au dogmatisme dont le marxisme est frappé. Récemment le journal En Lutte, en date du 18 juin 1977, publiait un supplément intitulé « Combattons pour l'égalité absolue des langues et des nations ». Le texte d'En Lutte montre que, dans le présent cas, les conclusions marxistes du passé ont servi de camisole de force, à ce qui se voudrait une analyse du problème national québécois. » (La Confédération, Y'a rien là. page 195).

Selon En Lutte :

« Dans le domaine scolaire, le prolétariat doit combattre à ce niveau comme aux autres, pour une structure multinationale ayant explicitement pour objectif, d'empêcher qu'une communauté linguistique reçoive un traitement de faveur et de favoriser l'élimination des barrières nationales artificielles. Le programme du prolétariat doit donc prôner l'établissement, d'un réseau scolaire unique et laïc à l'échelle du Canada, ce qui n'empêche pas une large autonomie provinciale ou régionale, donnant l'enseignement selon un programme de base unique. » (Supplément En Lutte, Combattons pour l'égalité absolue des langues et des nations. page 4, col. 2 et Ibid, page 108).

Il est difficile de cerner toutes les raisons, qui amenèrent le groupe En Lutte à se fourvoyer sur le problème de l'éducation. Il en est de même du PCC et de ses propositions centralisatrices, en matière de taxation. Chose certaine, il est facile d'emprunter les solutions des autres pays. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à regarder le flot d'hommes politiques parcourant le monde, à la recherche de modèles « prêts à porter. » Il faut se rappeler les engouements successifs de la gauche québécoise pour les modèles algérien, albanais, de la Chine de Mao, du Che Guevara et de Cuba. Pour les plus modérés, les modèles à suivre étaient ceux de la Scandinavie, de la Suède, de la Norvège et j'en passe. Si l'on remonte dans le passé, les modèles recherchés par le nationalisme clérical furent l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar et le fascisme corporatiste de Benito Mussolini.

BÂTIR LE NOUVEAU

Il sera toujours plus facile de copier les autres que de créer son propre modèle. Cependant aux problèmes uniques du Canada, il faudra des solutions originales, répondant aux besoins de l'heure. Il faudra tirer ces solutions de la vie canadienne et d'une connaissance de l'époque, que nous traversons. Ceci parce que se place devant nous, la nécessité d'œuvrer à la transformation sociale d'un pays industrialisé, le nôtre. Il n'y a de par le monde aucun modèle, qui corresponde à celui du Québec industrialisé. C'est pourquoi, les militants populaires et socialistes québécois occupent une place bien particulière. Ici comme ailleurs, il n'existe pas de raccourci dans la recherche d'une juste solution.

Dans le mouvement révolutionnaire, les difficultés occasionnées par le problème national s'expliquent dans une large mesure, par la faiblesse théorique de ses membres. Seuls certains militants dont Paul Delisle en son temps et plus tard Emery Samuel, Gérard Pellerin, Marcel Lapalme et quelques autres s'efforceront de trouver une solution, propre au problème 'nationalitaire' du Québec. Ils posèrent ce geste à leurs dépens, devant la féroce résistance de la direction centrale de leur parti. À ce portrait fort brouillé, s'ajoute le fait que le nationalisme québécois, encore clérical, sortait à peine de son passé réactionnaire teinté de fascisme. À ces multiples difficultés s'ajoutait l'illégalité presque continuelle, dans laquelle les révolutionnaires québécois se sont trouvés plongés, de 1931 à 1941.

« SERVILITÉ »

Plusieurs personnes, qui se réclament de la gauche, ont placé toutes les faiblesses du Parti communiste du Canada, sur le compte de ses relations avec celui de l'URSS. Ils essaient d'expliquer les difficultés du passé en invoquant la 'servilité' (subservience) du PC canadien, à l'égard du Parti communiste de l'URSS. Mais ce qualificatif, souvent employé mal à propos, est loin d'expliquer toute la réalité des années 1930-40, y compris l'absence d'une position claire sur le problème des relations, entre les deux nations du Canada.

Ce qui domine l'arène politique québécoise, durant la grande dépression, ce n'est pas le problème national. Au contraire, durant cette période le mouvement national, comme force politique organisée, ne remplit qu'un rôle effacé (secondaire). Les groupes nationalistes dont l'Ordre des Chevaliers de Jacques Cartier, les Jeunes Patriotes, la Jeunesse Laurentienne et d'autres, ne peuvent compter, que sur un nombre très limité d'adhérents. Comme force

latente le mouvement national est partout, mais ne s'exprime pas en une force organique active. La scène politique officielle est accaparée, par le parti de l'Union Nationale de Maurice Duplessis et celui du Parti libéral.

Au cours de la crise 1929-30, les militants ouvriers et socialistes du Québec ne considèrent pas le problème national, comme très important. Ce qui primait, en milieu populaire, c'était la lutte pour les besoins immédiats. C'était la lutte pour survivre, pour demeurer en vie en attendant la fin de la crise. Ce qui était considéré prioritaire, c'était la syndicalisation des travailleurs salariés du Québec et la lutte, contre le danger de guerre et le fascisme. Or sur ces derniers points, les intérêts du peuple québécois coïncidaient pleinement, avec ceux du Parti communiste de l'URSS. La défense des intérêts des travailleurs québécois allait de pair, avec la défense du socialisme dans un seul pays. C'est cette coïncidence d'intérêts, qui liait les travailleurs du monde et le jeune État soviétique, que plusieurs historiens sous-estiment continuellement (à chaque occasion).

Toutes les explications ne sauraient excuser les faiblesses passées. Mais elles peuvent nous aider à comprendre le lien entre le passé, le présent et le futur. Dans cette voie, la première leçon à tirer c'est que : les solutions d'antan rejoignent tôt ou tard les feuilles mortes, dont le rôle est d'indiquer les pages du grand 'livre' de l'Histoire humaine. Comme les feuilles mortes d'une saison, les concepts les plus riches d'une époque meurent, généralement, avec celle-ci. C'est pourquoi, l'une des tâches des hommes et des femmes de progrès sera toujours, de se libérer du passé. Il leur appartient de bâtir les leçons de penser et les concepts correspondant aux besoins populaires de l'époque en cours.

CHAPITRE 8

La Ligue de la Jeunesse communiste

En 1938, la décision du Parti communiste du Canada de créer une section de la Ligue des Jeunesses communistes, de langue française, représentait un nouveau défi. Jusque-là ce travail avait été laissé dans l'ombre. Cependant quelques succès avaient été obtenus, grâce au travail bénévole de Marcel Giguère et de quelques amis. Il est à noter que le travail chez les jeunes marquait un grand pas, pour le mouvement révolutionnaire. Cette percée, chez les jeunes, correspondait à un certain degré de développement, de la section canadienne-française du parti.

J'étais le plus jeune des membres du Comité provincial. C'est sans doute pourquoi je fus chargé d'organiser le travail du parti, chez les jeunes. À ce nouveau poste, je demeurais membre de la direction provinciale. Ce qui me fut d'une grande assistance. Par la même occasion, j'étais rattaché au comité dirigeant de la `Young Communist League`* (YCL), de langue anglaise. À cet égard, l'expérience acquise dans ce domaine allait m'être d'une grande utilité. En moins d'un an, la section jeunesse de langue française conduisait ses propres activités, malgré les difficultés créées par la 'loi du Cadenas' et le harcèlement de l'escouade antisubversive.

La coopération, entre le secteur jeunesse de langue française et celui de langue anglaise, fut des plus fructueuse. `Ce qu'à Montréal, on appelait la section de langue anglaise, était la jeunesse juive.' Celle-ci a toujours eu une longueur d'avance, sur celle de langue française. Ainsi, il y avait dans presque toutes les universités anglophones un club de la `YCL'. Ces clubs bien structurés travaillaient sur un pied d'égalité, avec les clubs de la jeunesse libérale, conservatrice et CCF. C'était la mode universitaire, à cette époque, de tenir de mini-parlements (mock parliament). Dans ces « parlements », les clubs de jeunesse occupaient le pouvoir ou l'opposition à tour de rôle. Je crois même que tout se décidait suivant le mode électoral. C'est sous l'égide du club de la Jeunesse communiste que, chaque année, Tim Buck le leader du Parti communiste du Canada était invité, comme conférencier.

Il est impossible d'évaluer correctement le rôle du Parti communiste du Canada, au Québec, en passant sous silence son secteur-jeunesse. En 1938, la Ligue de la Jeunesse communiste représente une partie importante, du mouvement révolutionnaire québécois. Cette organisation, malgré la 'Loi du cadenas', pouvait à l'occasion organiser des réunions de milliers de jeunes

personnes. Au Canada, la ligue était la seule organisation de jeunesse ayant un pied à-terre, dans presque toutes les provinces. Elle devint la cheville ouvrière du Congrès de la Jeunesse canadienne, qui comprenait les organisations les plus importantes au Canada. Ce congrès des plus représentatif ralliait des catholiques, des protestants, des CCF, le YMCA, le YMHA *, la Ligue des Jeunes communistes, des représentants d'unions ouvrières et bien d'autres.

Sur le plan politique, le Congrès défendait les principales revendications et les intérêts de la jeunesse, canadienne. Il s'opposait à la guerre et à la montée du fascisme. L'une des caractéristiques de ce Congrès, maintenant passé à l'histoire, a été d'amener les différentes organisations à travailler ensemble, dans le respect de l'autonomie de chacun.

L'APPEL DE L'HISTOIRE

La 'YCL', des années 1937-38, se composait d'universitaires d'origine juive. Ces derniers, dans certains cas, avaient des parents dans le commerce et l'industrie. J'ai vu des membres de la 'YCL' supporter des grèves ouvrières, dirigées contre leur père employeur. La 'YCL' comptait aussi de nombreux membres dont les parents travaillaient, dans l'industrie de l'aiguille et du vêtement. De ce milieu ont émergé des syndicalistes, qui ont laissé leur marque dans le mouvement ouvrier québécois.

Les membres de la 'YCL' ont joué un rôle clef dans la lutte, contre le danger de guerre et le fascisme. Parmi ceux avec lesquels j'ai travaillé étroitement se trouvait Bill Kashtan, alors dirigeant de la 'YCL' pour le Canada. Ceux du Québec s'appelaient Dave Kashtan, Oscar Kane, Sam Mitchell, Edith Blum, Jackie Rosenthal, Norman Nerenberg, Saul Pomeroy, Johnny Switzman, Victor Bychovsky, Frank Arnold, Betty Kobayashi, Lou Tarlo, Ida Tarlo, Sam Walsh, Charles Lipton et d'autres. Je m'excuse auprès de ceux dont les noms n'apparaissent pas, dans le présent écrit. Mais l'important, c'est qu'ils étaient là, lors des années difficiles de la lutte contre le fascisme. En regardant le passé, avec un certain recul, je crois que les succès obtenus chez les jeunes de langue française auraient été impossibles, sans le support de la jeunesse juive.

Au Québec, le pouvoir d'État s'efforçait de montrer le mouvement révolutionnaire, comme un corps étranger. Il portait cette attention jusque dans sa répression. Ainsi, lors des manifestations, ceux qui avaient un nom à consonance étrangère étaient arrêtés, plus souvent qu'à leur tour. Il était rentable pour le pouvoir d'État, de faire du bruit autour d'arrestations de

personnes, dont les noms finissaient en ski, skoff ou berg. Ces derniers étaient aussi assurés de payer le gros prix, pour leur opposition à la répression. Ce qui, entre autres, amènera plusieurs personnes d'origine étrangère, à 'canadianiser' leur nom.

De façon générale, ceux qui lèvent le drapeau de la liberté sont ceux-là, dont la liberté personnelle est la plus brimée. Pour les mêmes raisons, ceux qui forcent les transformations sociales sont ceux, qui en ont le plus besoin. Il en est de même au niveau des secteurs d'une population. C'est en partant de cette réalité que la jeunesse juive, de Montréal, sera projetée à l'avant-plan de la scène révolutionnaire contre la guerre, le fascisme et l'antisémitisme.

Les années, où la jeunesse juive militait dans le mouvement révolutionnaire, sont celles où se préparait l'holocauste de millions de Juifs, dans les ghettos et les fours de crémation du nazisme hitlérien. Les membres de la 'YCL', d'origine juive, défendaient leurs droits fondamentaux, à la fois comme individus et comme membres de la communauté juive. Partout en Europe, c'était pour le peuple juif un long calvaire, qui n'allait finir qu'avec la défaite de l'Allemagne hitlérienne. Il n'est pas étonnant que la population juive, de Montréal, se soit sentie « en guerre » longtemps avant que n'éclate le conflit, de 1939-45.

Durant les années 1930-40, la menace pour les jeunes d'origine juive ne se limitait pas aux « ghettos » de l'Allemagne, de Varsovie, etc.. Ici même à Montréal, se faisait sentir la présence du mouvement fasciste d'Adrien Arcand. En fait, le Québec était la scène d'un antisémitisme latent. L'école Sociale populaire et le nationalisme clérical de cette période s'alignaient sur une réforme sociale que proposait alors l'encyclique papale Quadragesimo Anno. En pratique, ce mouvement s'apparentait souvent avec les théories fascistes de Franco d'Espagne, de Salazar du Portugal et de Benito Mussolini d'Italie.

Selon Gilles Robert, un jeune nationaliste de cette période, la plupart des grandes réunions publiques (nationalistes) finissaient, par le cassage de vitrines des petits commerces juifs, de la rue Saint-Laurent. Un soir, alors qu'en automobile je croisais l'une de ces parades marquant la fin d'une réunion, l'on me demanda qui j'étais avant de me laisser passer. Je suis sûr que si j'avais eu un accent étranger, moi-même et l'auto auraient pu subir quelques dommages.

Le bris des vitrines, à la suite de réunions publiques, n'était pas toujours directement imputable aux organisateurs du mouvement nationaliste. Mais cette nuance ne faisait pas grande différence, pour la population juive de Montréal. Il est à noter qu'à travers le monde comme à Montréal, la troisième

Internationale communiste était à peu près la seule force politique, à combattre toutes les formes de l'antisémitisme. Au Québec, le Parti communiste fut le seul à conduire une lutte active, à la fois contre le fascisme et son frère jumeau, l'antisémitisme.

L'organisation chez les jeunes de langue française, forte de l'expérience acquise par la 'YCL', se développera rapidement. Dès le départ, elle rallia les plus jeunes membres du parti, qui se firent un devoir de participer dans le secteur-jeunesse. C'est ainsi que, dès sa création, la Ligue des Jeunesses communistes a pu compter sur un noyau de militants éprouvés dont Roland Dinel, Camille Provost, Jean Robitaille, Marcel Lapalme, Roger Dasyva, Hervé Petit et d'autres. De plus, les fils et les filles des membres et sympathisants des sections du parti s'avérèrent une importante réserve de nouveaux membres.

LA DEUXIÈME GÉNÉRATION

En quelques semaines, la Ligue des Jeunesses communistes se trouvera en plein essor. C'était l'arrivée d'Henri, de Paul Richard et de leur soeur Yvonne dont le père était membre du parti ; c'était les demoiselles Tremblay, Pauline, Réjeanne, Rita et leur frère Gérard. C'était les fils et la fille du syndicaliste-plombier Rodrigue, membre du parti. C'était les frères Lucien, Gérard et Aline Hébert dont les parents étaient membres du parti. C'était aussi les nièces de Roméo Duval, Rita et Noëla Duval, les soeurs Dinel, Donat Boulanger, Jeannine Ledoux et les nièces de Jos Duchesne, qui formèrent le premier noyau de la Ligue des Jeunesses communistes. Ce premier groupe allait se multiplier rapidement, dans les mois qui suivirent.

La Ligue des Jeunesses communistes, c'était un peu comme la « deuxième génération » de révolutionnaires québécois. Le degré d'instruction y était plus élevé que chez la plupart des membres du parti. Aussi, les discussions d'ordre théorique étaient beaucoup plus intenses que dans les cellules du parti. C'est pourquoi les difficultés, inhérentes à la création d'un secteur jeunesse de langue française, trouveront une solution rapide.

La formation, d'un secteur-jeunesse de langue française, ne se fit pas sans quelques erreurs. Il nous fallut briser avec cette tendance de suivre et de nombrer dans les réunions de langue anglaise. Pendant un certain temps, ce fut une `réunite aiguë' où les militants de langue française figuraient dans les différentes activités de la section anglaise. Après quelques tâtonnements, il fut décidé que les jeunes de langue française conduiraient leurs propres activités.

L'organisation (autonome) proposée serait reliée au secteur anglophone, par ses principaux dirigeants. Une telle mesure permettait, aux jeunes de langue française, d'oeuvrer dans leur milieu naturel, la population de langue française. Cela ne pouvait se réaliser, sans une large mesure d'autonomie organisationnelle.

Ce geste politique permit aux jeunes de langue française de voler de leurs propres ailes. Il ne créa aucune difficulté. Il est à noter qu'au cours de ces années la coopération, entre les secteurs francophone et anglophone, ne fit jamais défaut. C'est avec une largeur d'esprit surprenante, que les dirigeants de langue anglaise Dave Kashtan, Oscar Kane et Bill Mitchell continueront d'appuyer tous les efforts de la section de langue française. C'est par des relations d'égal à égal, que se poursuivra la construction d'un mouvement de la jeunesse révolutionnaire, au Québec. C'est sans doute cette unité de pensée et d'action, qui permettra à la Ligue des Jeunesses communistes de remplir un rôle important, dans les années difficiles qui suivront.

Dès que les jeunes de langue française se sentirent responsables de leur travail, le succès ne se fit pas attendre. Malgré la `Loi du cadenas' et la crise du chômage qui perduraient, le secteur-jeunesse conduira ses activités avec plus de vigueur. Ainsi des soirées dansantes auront lieu, au moins une fois par mois. À cette fin, sera louée la plus grande salle que l'on puisse trouver. Celle du 62 est, rue Rachel, où se tenaient plusieurs activités de la gauche montréalaise. Organisées avec le concours d'un orchestre, ces soirées de danse faisaient salle comble. Elles permirent de réunir de nombreux jeunes gens, tout heureux de joindre un mouvement en pleine expansion.

Pour satisfaire aux besoins du mouvement de la jeunesse, il devint nécessaire de chercher un local dans le milieu ouvrier de Montréal. Avec le support financier des camarades de langue anglaise, il fut possible d'ouvrir un « Centre de la Jeunesse » dans le comté ouvrier de Sainte- Marie. Ce local, mis à la disposition des jeunes, était situé rue Sainte-Catherine dans l'Est, entre les rues Delorimier et Dorion, au-dessous du Vienna Grill.

LE RÔLE DE LA FJT

Ouvert à tous les jeunes, le Centre de la Jeunesse affilié à la Fédération des Jeunes Travailleurs* offrira diverses activités. L'une des tâches premières fut d'équiper le Centre d'une table de ping-pong et surtout, pour les militants(es), d'apprendre ce jeu. Parallèlement à cette activité, le Centre devint rapidement

une école de lutte, c'est-à-dire de 'catch and catch', genre les étoiles de la lutte. Au temps de la grande dépression, le sport de la lutte était très populaire. Il fonctionnait comme une véritable industrie ; chaque quartier avait son stade ouvert où les citoyens payaient, pour assister aux séances de lutte. Les endroits les plus connus furent les stades Delorimier, Poupart, Samson, Stade Exchange, etc. Au Centre de la Jeunesse, ce genre d'activité gratuite était organisée par des bénévoles et quelques lutteurs professionnels. Ce sport fut très apprécié par la jeunesse du quartier. À la demande de certains jeunes, une équipe de balle molle fut organisée, ouvrant du même coup de nouvelles possibilités, pour le Centre de jeunesse et ses organisateurs.

Certains seront surpris d'apprendre le genre d'activités, que conduisait la jeunesse révolutionnaire des années '30. Il faut réaliser que la tâche première de ceux qui veulent transformer le monde, c'est de vivre avec et comme le monde ordinaire. C'est aussi, dans un premier temps, d'accepter et d'aimer le monde tel qu'il est. Pour un révolutionnaire il importe de vivre, de rire et de chanter comme tout le monde. C'est à la recherche de solutions aux problèmes quotidiens, qu'il faut d'abord s'occuper. Beaucoup de marxistes, 'autoproclamés', trouveraient intérêt à s'intéresser aux petits problèmes humains, qui souvent leur semblent futiles.

En réalité il n'y a pas de petits problèmes humains, ils sont tous très importants. Cela signifie que c'est souvent en gagnant de petites victoires, que l'on pourra gagner la grande guerre. Naturellement, cela n'exclut pas, la nécessité d'oeuvrer dans le domaine idéologique comme dans celui des relations politiques, entre les classes de la société. De même, il était important pour la FJT d'éduquer et de rallier les jeunes du Québec, dans la lutte contre le danger de guerre et le fascisme. Mais cela ne pouvait se faire en vase clos ; de là, la nécessité de tout faire pour se rapprocher de la population.

Toutes les semaines, la FJT tenait une réunion de formation et d'éducation au Centre de la rue Sainte-Catherine. Ces réunions donneront lieu à des discussions des plus intéressantes. Certaines soirées étaient axées sur un sujet que développait un conférencier invité. Parfois, celui-ci était un représentant de langue anglaise de la FJT soit Dave Kashtan, Oscar Kane ou Bill Mitchell. Mais sauf à l'occasion d'un travail commun, comme le Congrès de la Jeunesse canadienne, les militants de langue française oeuvraient dans leur propre milieu. Ce qui, loin de nous éloigner des véritables problèmes, nous en rapprochait davantage. Les militants(es) de la FJT, entourés de jeunes de toutes conditions, avaient dépassé l'étape de se faire de la propagande, entre eux-mêmes.

Pendant des mois, le Centre de la rue Sainte-Catherine servit de logement, pour quelques-uns des militants. Ces derniers, victimes du chômage, n'avaient même pas un toit pour s'abriter. Ils trouvèrent un refuge temporaire dans la cave du local, pour la circonstance, chauffé au moyen d'une fournaise à charbon. Il est difficile de décrire les conditions d'insalubrité dans lesquelles ces militants vivaient. Parmi ces derniers se trouvaient les Philippe Richer, Jean Robitaille, R. Diné, C. Provost et d'autres. Il va sans dire que cette présence, au local, s'accompagnait de longues heures de discussion se poursuivant, après l'heure de fermeture. Il est à noter que ces mêmes militants se trouvaient toujours parmi ceux, qui supportaient les campagnes financières, pour payer le loyer du Centre de la Jeunesse.

Les activités du Centre de la Jeunesse, liées aux luttes politiques de la FJT, apportèrent des dividendes. Ils se présenteront sous la forme d'une moisson de nouveaux membres. Plusieurs de ces derniers rempliront un rôle important dans la FJT. Parmi ces nouveaux militants(es) se retrouvaient : Gabrielle Desjardins, Gilberte et Jean P. Vallière, Irène Jetté, Jacques Villeneuve, Fernand Breton, Donat Boulanger, P. Aucoin, les frères Thibault, les frères Latraverse, les frères Maurice, Jean Trudel et bien d'autres. Quoi qu'il en soit, le Centre de la Jeunesse devenait trop petit, pour nous permettre d'oeuvrer avec efficacité. C'est pourquoi, il fallut se mettre à la recherche d'un local, plus spacieux.

Un nouveau local fut ainsi loué rue Sainte-Catherine, près de la rue Beaudry. Ce nouvel endroit était le lieu rêvé pour des réunions et des activités de jeunesse. Mais voilà que dès la première danse organisée, nous recevons des plaintes de notre voisin d'en dessous, « les magasins Greenberg ». Ces derniers se plaignent du bruit et de la poussière venant du plafond. Presque en même temps, les événements internationaux viendront tout bousculer. Nous sommes alors en 1939, c'est le début de la deuxième guerre mondiale. Le Canada se trouve en guerre contre les pays de l'axe : Rome-Berlin-Tokyo. Dès la déclaration de guerre du Canada, le Parti communiste du Canada tombe sous l'Acte des mesures de guerre. Il se trouve plongé dans l'illégalité. Il en est de même des associations qui le touchent de près, dont la Ligue des Jeunesses communistes et la FJT.

L'illégalité pour les militants(es) socialistes du Québec se fera plus féroce, avec la signature du pacte de non-agression germano-soviétique. Au moment où il entre dans l'illégalité, le secteur-jeunesse compte plus de 150 militants(es) de langue française et un nombre à peu près égal de sympathisants. Il y a, à peu de chose près, autant de filles membres que de garçons. De plus, nous sommes riches d'une expérience qui n'a pas de prix.

LA GUERRE ET L'ILLÉGALITÉ

Encore une fois, des événements majeurs imposent de nouvelles formes de lutte, aux révolutionnaires du Québec. C'est l'illégalité pour toutes les personnes ou organisations, qui se trouvent en opposition à la politique de guerre du Canada. Cette fois, le mouvement de répression ne se limite pas aux membres du Parti communiste du Canada. Il s'étendra aux dirigeants du mouvement fasciste, dont Adrien Arcand. Dans la même veine un millionnaire italien, Francishini, sera lui aussi interné. De nombreux ressortissants allemands, italiens et japonais subiront l'internement, du simple fait que leur pays d'origine se trouve en guerre, avec le Canada.

Le maire de Montréal, Camilien Houde, sera l'un des premiers à être interné, sous la Loi des mesures de guerre*. Il s'était, publiquement, opposé à toute forme de conscription. Pour ce crime, il passera plusieurs années dans des camps d'internement. Il en ressortira, pour se faire réélire maire de Montréal, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite de la vie politique. Par son opposition contre la conscription, Camilien Houde était devenu une figure légendaire et un maire à vie, dans la tête des Montréalais.

Les dirigeants du Parti communiste du Canada, lorsque est promulgué l'Acte des mesures de guerre, seront confinés dans l'illégalité. Ils ont déjà l'expérience d'une telle situation. Comme c'est la règle de la troisième Internationale, le Parti communiste du Canada, dès sa fondation, compte sur deux appareils, dont l'un lui permettra d'opérer dans l'illégalité. Ainsi, les dirigeants du parti et ceux de l'organisation de la jeunesse se retireront immédiatement de la circulation, pour s'évanouir dans la nature. Les relations entre les membres du parti seront du même coup complètement transformées. Les cellules, base de l'organisation, ne compteront pas plus de 4 ou 5 membres, alors qu'auparavant c'était le double. Les cellules ne seront plus reliées, directement, l'une à l'autre. Les dirigeants ne seront plus liés aux organisations que par une seule personne.

Contrairement à ce que certains ont pu croire, le pacte germano-soviétique n'a créé aucun problème chez les membres québécois du PC. Le secteur-jeunesse ne s'est pas trouvé perturbé. Il fut facile d'expliquer que le pacte de non-agression ne constituait pas un mariage, entre les tenants du fascisme et ceux du socialisme. Il était, au contraire, l'aboutissement logique de la politique d'apaisement au fascisme, poursuivie par les pays de la démocratie bourgeoise. Il devenait alors facile d'expliquer que la politique de Chamberlain*, appuyée

par les pays capitalistes, visait à précipiter le nazisme hitlérien dans une guerre contre l'URSS. Dans ces conditions, le pacte germano-soviétique était la seule logique, qui correspondait à la défense du socialisme. Par un pacte de non-agression, l'URSS évitait d'avoir contre elle et, en même temps, tous les pays capitalistes. Ce qui aurait comblé d'aise tous les ennemis du socialisme.

UNE GUERRE IMPÉRIALISTE !

En 1939, le Parti communiste du Canada caractérisait le deuxième conflit mondial, comme une guerre entre des pays impérialistes. C'était d'un côté, les grandes puissances capitalistes : l'Angleterre, la France et les États-Unis qui défendaient leur marché, leur sphère d'influence et leurs colonies. De l'autre côté, c'était les pays de l'axe Rome-Berlin-Tokyo, anxieux de se tailler une meilleure place sur les marchés mondiaux et de se créer un empire colonial. De ce point de vue, la population du Canada n'avait rien à gagner en participant à cette guerre. Pour les militants des milieux populaires, il s'agissait donc de transformer cette guerre injuste en un combat, contre les faiseurs de guerre et les 'marchands de canons'. Ainsi pour les révolutionnaires québécois, se posait la tâche de travailler à l'unité de tous ceux, qui s'opposaient à la participation aux guerres de l'Empire britannique.

Durant cette période d'illégalité, les membres du Parti communiste et son secteur-jeunesse travailleront en étroite coopération. Pour une multitude de raisons, les jeunes joueront un rôle d'avant-garde. Ceci, parce qu'il était plus facile pour les jeunes de disparaître, dans ce qu'on pourrait appeler le maquis, en déménageant aussi souvent que nécessaire. Ce qui s'avérait plus difficile pour les membres plus âgés, qui eux ont charge de famille et doivent vaquer à leurs occupations. Par ailleurs, ici au Canada, ce sont les jeunes qui seront visés par la formule d'enregistrement de l'État fédéral, en attendant d'être frappés par la conscription.

Au Québec, le Parti communiste se trouve des alliés potentiels, dans le mouvement national québécois. Les communistes québécois, alors sous la direction d'Emery Samuel, se gagneront de nombreux amis chez les nationalistes de la ville de Québec. Parmi ces derniers se trouvaient J.M. Bédard et P. Vaillancourt qui, par la suite, rempliront un rôle important dans le CIO* et la syndicalisation des travailleurs. Il en fut de même de l'organisation de la jeunesse, qui se gagna de solides appuis chez les jeunes nationalistes de la région montréalaise.

Le mouvement québécois de la jeunesse s'est toujours identifié, à la non-participation aux guerres de l'Empire. L'opposition à toute participation que ce soit, à la guerre des Boers (1902) ou celle de 1914-18, est entrée dans la tradition. Ainsi en 1939, les Canadiens français refusaient de s'impliquer dans un conflit, qui ne concernait pas directement le Canada. Pour ce qui était de l'opposition à la guerre, les communistes et les nationalistes étaient sur une même longueur d'onde. Il en était de même des forces politiques, qui gravitaient autour du maire de Montréal.

Camilien Houde, alors maire de Montréal et député de Sainte-Marie, au provincial, voit en août 1940 la nécessité de lancer un appel, à la désobéissance civile. À cet effet, il émettra un communiqué à tous les médias d'information :

« Je me déclare péremptoirement opposé à l'enregistrement national qui est, sans aucune équivoque, une mesure de conscription. Et le gouvernement, fraîchement élu en mars dernier, a déclaré par la bouche de ses chefs M. King et M. Godbout, en passant par M M. Lapointe et Cardin, qu'il n'y aurait pas de conscription sous quelque forme que ce soit. »

« Le Parlement, selon moi, n'ayant pas de mandat pour voter la conscription, je ne me crois pas tenu de me conformer à la dite loi et je n'ai pas l'intention de m'y conformer. Je demande à la population de ne pas s'y conformer, sachant ce que je fais et ce à quoi je m'expose. Si le gouvernement veut un mandat pour la conscription, qu'il revienne devant le peuple et sans le tromper cette fois. » (Déclaration publique, C. Houde, août 1940, Communisme et anticommunisme, p. 86).

À la surprise générale, Camilien Houde est aussitôt arrêté et interné, au camp de Petawawa. L'effet de choc paralysera les forces populaires, non préparées à un tel événement. Dans ces conditions, la première riposte vint des éléments nationalistes et surtout des organisations de la gauche, dont la Ligue des Jeunesses communistes.

Les membres de la ligue se donnèrent la tâche, de placarder la ville de mots d'ordre antiguerre. Ce placardage dépassa, en intensité, tout ce qui avait été fait auparavant. Les autorités municipales eurent recours à des équipes spéciales, pour effacer les traces de peinture sur la voie publique. Ces équipes avaient pour tâche de brûler la peinture, en chauffant l'asphalte avec les moyens appropriés. Alors Jean Robitaille, un dirigeant de la ligue, trouva le moyen de rendre les mots d'ordre plus visibles et, surtout, plus durables. Ce moyen était l'utilisation de la peinture appelée « White traffic », employée pour

tracer les lignes blanches de la route. Ainsi Jean Robitaille, Hervé Petit, Roger Dasyva, les frères Thibault et d'autres initièrent de nouvelles campagnes de « décoration ».

L'utilisation de la peinture « White traffic » se continuera durant toute la période d'illégalité. Par la suite, ce travail sera fait en série, au moyen de « stencils* ». Les membres de la ligue pousseront l'ingéniosité, jusqu'à utiliser les fonds de valises pour imprimer des slogans sur les trottoirs. Ils en étaient arrivés à utiliser une vieille bagnole, afin de laisser leur message sur la voie publique. Dans ce dernier cas, l'opération se faisait du siège arrière de l'auto, à travers le plancher troué pour la circonstance. Chose certaine, la Loi des mesures de guerre n'a jamais empêché la Ligue de la Jeunesse communiste de fonctionner. Par contre, les militants(es) ont dû, pour la circonstance, initier de nouvelles formes de combat.

L'auteur, Marcel Fournier, se trompe lorsqu'il affirme que pour le Parti communiste du Canada et ses militants québécois, « les premières années de la seconde Guerre sont particulièrement difficiles »:

« La signature d'un pacte entre l'Allemagne et l'URSS (29 août 1939), même si elle ne provoque pas de vives protestations et de nombreuses défections chez les militants communistes, n'en limite pas moins leur action auprès des diverses couches de la population. Le parti perd en effet l'appui de plusieurs « sympathisants », surtout chez les intellectuels qui, au cours de la guerre d'Espagne et pendant la lutte contre le fascisme, se sont rapprochés du mouvement communiste. (Communisme et anticommunisme au Québec, page 87).

« Les activités de propagande et de distribution de tracts se poursuivent, mais deviennent sporadiques et plus prudentes. Elles conduisent d'ailleurs à l'arrestation de militants. » (Ibid, page 87).

En réalité, loin de mettre un frein à la propagande et à la distribution de tracts, l'application de l'Acte des mesures de guerre vit la Ligue des jeunes communistes accentuer ce travail. Par contre, la seule militante arrêtée au cours d'une distribution de tracts fut Mme Angela Dubé, épouse d'Évariste Dubé*. Elle fut condamnée à une peine de trois mois, à la prison des femmes de la rue Fullum, à Montréal. À cette époque, la seule autre femme à être emprisonnée fut Yvonne Richard, arrêtée dans un restaurant de la rue Ontario, alors qu'elle tenait une réunion de la Ligue des Jeunesses communistes. Mais

l'appareil d'État, même au plus fort de la répression, ne put mettre fin au travail des militants socialistes.

Je ne sais pas pourquoi, ni comment le Parti communiste aurait perdu ses appuis, « surtout chez les intellectuels ». Le contraire serait plus proche de la vérité. Dans les conditions qui prévalaient au Québec, le mouvement communiste s'est gagné le respect de larges sections, du mouvement nationaliste et de plusieurs intellectuels de langue française. Ainsi s'il y a eu quelques reculs, que je ne vois toujours pas, ils ont été largement compensés par le gain de nouveaux alliés.

PLUS FORTS QUE JAMAIS !

La Ligue de la Jeunesse communiste deviendra la cheville ouvrière, du Congrès des Canadiens français* et du journal antiguerre « La Voix du Peuple ». Pendant ce temps, les membres du parti reprennent le chemin des manufactures et des usines, pour répondre aux besoins de la production de guerre. De là, ces militants(es) œuvreront surtout à la syndicalisation des travailleurs québécois. Ce travail syndical s'amplifiera, à mesure, que se déroulera le deuxième conflit mondial. C'est cette nouvelle division des tâches que Marcel Fournier reconnaît implicitement, lorsqu'il déclare :

« Quant à la forme plus traditionnelle de propagande, elle est considérablement réduite : on ne publie que quelques numéros de la « Nouvelle Clarté ». En fait, il n'y a que les membres des Jeunesses communistes qui, plus téméraires, demeurent ouvertement actifs, distribuant des tracts et inscrivant des slogan, contre la guerre. La position des Jeunesses n'est pas différente de celle du parti : elle consiste à réaffirmer l'indépendance du Canada vis-à-vis de l'Empire britannique et à s'opposer à toute participation à la guerre impérialiste. La Ligue des Jeunesses communistes diffuse une lettre circulaire, en octobre 1940, où elle propose : »

«1. L'Établissement d'un nouvel État, avec remise des journaux et de la radio aux mains du peuple et avec un corps de défense organisé, des ouvriers et des cultivateurs. »

«2. L'étatisation des banques, des chemins de fer et des grosses entreprises, sous le contrôle du nouvel État. »

«3. Le relèvement immédiat des conditions de vie des ouvriers et des cultivateurs. Introduction volontaire de l'agriculture collective. »

«4. Les relations étrangères déterminées selon les intérêts du peuple canadien. »

« Le nouvel État devra immédiatement donner à la nation canadienne-française le droit de déterminer sa position elle-même, jusqu'à et y compris la séparation, et essayer de convaincre les Canadiens français des avantages de l'union canadienne volontaire, fondée sur l'autonomie sociale, économique et culturelle et sur l'égalité nationale. » (Communisme et anticommunisme au Québec, pages 88-89).

FRONT UNI ANTIGUERRE

« Le Parti (communiste) proposait, dans l'immédiat, la formation d'un 'vaste front populaire de lutte contre la guerre, la conscription et le régime impérialiste'. Son mot d'ordre est : « Unité d'action », forgée par en bas, des masses nationales, libérales et ouvrières. » (Communisme et anticommunisme au Québec, page 89).

Au Québec la politique de front uni, proposée par le PC, portera fruit rapidement. En juillet 1940, se tiendra à Montréal le Congrès des Canadiens français. Ce dernier s'oppose à la conscription et combat pour l'égalité de droits, pour le peuple canadien-français. Cet événement résulte du travail des militants du PC et, surtout, de ceux de la FJT. Ce rôle d'initiateur explique que parmi ceux qui s'opposent à la conscription, les communistes constituaient le groupe le mieux organisé. Ils pouvaient compter à la fois, sur une organisation légale et un appareil de combat illégal. De plus, ils étaient les seuls à posséder l'expérience requise, pour contrer la loi des mesures de guerre. C'est pourquoi, il

leur appartenait d'initier la formation du Congrès des Canadiens français et la publication de 'La Voix du Peuple'.

La section québécoise du PC jouait un rôle clef dans les luttes conduites, sous les auspices du Congrès des Canadiens français et de « La Voix du Peuple ». Je crois que ce rôle fut sous-estimé par Marcel Fournier, dans son analyse de cette période. Disons plus exactement qu'il reconnaît le rôle des militants(es), dans la lutte contre la guerre et la conscription, mais il ne les rattache pas à celui du parti. Parlant des Jeunesses communistes, opérant sous le nom de « La Fédération des Jeunes Travailleurs », il omet de rapporter leurs activités politiques autres que clandestines. Il dira :

« L'activité politique clandestine de la fédération est particulièrement intense au début de la guerre, entre 1939 et 1941, c'est-à-dire entre le pacte germano-soviétique et l'attaque de l'URSS par Hitler. » (Ibid, page 74).

LE CONGRÈS DES CANADIENS FRANÇAIS ET LA VOIX DU PEUPLE

Le Congrès des Canadiens français se tiendra, en novembre 1940. Il réunira une cinquantaine d'associations ouvrières et nationalistes. Dans ce front uni se retrouvaient les Jeunesses laurentiennes, l'Association des surintendants et contremaîtres de la construction du Québec, les Jeunes Patriotes, des clubs ouvriers (Ville-Marie, Saint-Eusèbe, Crémazie, Hochelaga, Préfontaine, Villerav, Saint-Denis, Saint-Louis, Saint-Jean et Saint-Jacques), le 3ième bataillon des Zouaves pontificaux, la Société Saint-Jean-Baptiste de Rouyn, l'Union des employés de bureau, les Jeunesses nationalistes, la Société du bon parler français et bien d'autres.

Les organismes qui participent au Congrès le font, à partir d'un programme minimal des plus large. Ceci est démontré, par les diverses propositions adoptées par les délégués :

- «-- Le relèvement des salaires dans toutes les industries ;
- La reconnaissance du droit des ouvriers à s'organiser ;
- La construction de logements salubres, de cliniques, d'hôpitaux, de bibliothèques, qui donneraient du travail à taux syndical à nos chômeurs ;
- La détermination des prix des produits agricoles ;

-
- L'instruction gratuite et obligatoire ;
 - Le rétablissement de nos libertés nationales de presse et de parole
 - Un minimum de 2 \$ par jour pour ceux qui sont en service actif ;
 - Révision du budget pour faire porter le coût de la guerre aux riches. »
(Communisme et anticommunisme au Québec, page 90).

Parlant de l'orientation politique, poursuivie par le journal du Congrès « La Voix du Peuple », Marcel Fournier la caractérisera comme nettement nationaliste. Il dira entre autres :

« Le Congrès des Canadiens français publie en mars 1941 un journal : « La Voix du Peuple ». Le local de la rédaction est situé au 254 est, rue Sainte-Catherine, c'est-à-dire celui qu'occupait auparavant la rédaction de Clarté. Toutefois, même si les militants du PC sont associés étroitement à la publication de « La Voix du Peuple », ce journal n'exprime pas, comme telle, la position du parti à l'égard des problèmes québécois, canadiens et internationaux. Son orientation est nettement plus nationaliste, les problèmes de l'indépendance du Canada et de la conscription étant présentés non pas, comme une question de classe, mais comme une question nationale. » (Id, page 91).

Marcel Fournier n'exprime qu'une demi-vérité, lorsqu'il affirme que « La Voix du Peuple » n'exprime pas la position du parti, à l'égard des problèmes québécois, canadiens et internationaux. Ce journal, même sous le contrôle officieux du parti, n'a pas à mettre de l'avant tout le programme à long terme du PC. En ce sens, il ne se présente pas comme une copie conforme du Manifeste de Karl Marx et Frédéric Engels. D'ailleurs, l'illégalité dont était frappé le parti ne l'aurait pas permis. Cependant une chose est certaine, les points de vue exprimés dans « La Voix du Peuple » étaient conformes aux politiques du parti, pour ce qui est de la guerre et de la conscription. Là-dessus, il n'y avait pas deux approches séparées dont l'une serait nettement nationaliste et l'autre, une pure question de classe.

Pour les militants(es) de la gauche québécoise, la lutte contre la guerre et la défense des intérêts du peuple canadien-français ne faisait qu'un seul combat. La réponse à ce problème était déterminée par l'interprétation, que l'on pouvait avoir sur le caractère de la guerre. Dans cette perspective « La Voix du Peuple », durant sa courte existence, exprima clairement la position du parti sur les problèmes de l'heure. Il est à noter que le choix de Gui Caron, comme rédacteur, fut celui de la direction provinciale du PC. Plus encore parce qu'il

était un nouveau venu, il fut décidé que Gui Caron travaillerait sous la supervision d'Henri Gagnon, alors membre du Comité Provincial du PC. À cet égard il faut se rappeler que tout cela se passait, sous la Loi des mesures de guerre et la menace d'internement.

Chacun des numéros de « La Voix du Peuple » fut écrit, suivant les politiques du parti. Pour ce faire, chacun des articles étaient étudiés conjointement par moi-même et Gui Caron. Parce qu'il comportait certains dangers, ce travail se faisait de nuit chez Frank Arnold, un dirigeant de la 'YCL'. Aussi, ce qui ressortait de ce travail nocturne était bien la ligne politique du parti, appliquée aux conditions du Québec. Il doit être dit que Gui Caron, comme rédacteur du journal, se montra à la hauteur de la confiance qu'on lui avait accordée.

Il importe, dans le présent écrit, d'expliquer correctement et simplement le rôle du Parti communiste, dans la période où il combattait la guerre et la conscription. Ceci, parce que ce rôle a été largement sous-estimé. Plus encore, à certaines occasions Marcel Fournier en viendra à renverser les rôles, dans les relations entre les différents participants du front uni. Souvent, l'image projetée est placée à l'envers. À cet égard, on peut lire :

« Par le biais de son opposition à la conscription, « La Voix du Peuple » rejoint ainsi les divers groupes nationalistes canadiens-français, dont il adopte d'ailleurs la position politique et la plate-forme de revendications. » (Ibid, page 91).

« La collaboration de militants du Parti communiste et du mouvement ouvrier amène « La Voix du Peuple », à prendre aussi en considération la situation de la classe ouvrière. » (Ibid, page 92).

Il faut comprendre que, dans l'immédiat, les participants du front uni n'avaient pas à se faire de concessions idéologiques. Ceci, parce qu'ils avaient des buts communs : la lutte contre la guerre et la conscription. Le mouvement nationaliste de cette période combattait, pour améliorer la situation des Canadiens français dans la Confédération canadienne. Cela rejoignait en grande partie la position du PC, qui réclamait l'égalité nationale du Canada français, avec le reste du Canada. Ainsi le PC, initiateur du front uni, n'a jamais eu à adopter une position politique ou une plate-forme de revendications, autres que celles qui lui étaient propres. Il en fut de même des dirigeants nationalistes tels Liguori Lacombe, Maxime Raymond, André Laurendeau et plusieurs autres participants, au front uni antiguerre et anticonscriptionniste.

DES SUCCÈS SURPRENANTS

Malgré la 'Loi du cadenas', la 'Loi des mesures de guerre' et l'internement de plusieurs militants, les années 1939-1941 virent grandir l'influence de la gauche québécoise. Ainsi, la publication du premier numéro de « La Voix du Peuple » donna lieu à un succès inespéré. Ce numéro, dont la première page s'ornait d'une grande photo de Camilien Houde, devait s'arracher littéralement. Il fut publié à 20 000 copies. Nous aurions établi le tirage à 100 000 copies, qu'il en aurait été de même.

Pour le PC et surtout pour la Ligue des Jeunesses communistes, les années de lutte contre la conscription ont été des plus actives. Ainsi à la demande d'Emery Samuel, secrétaire provincial du PC, la ligue se chargea de maintenir la tradition du 1er mai, pour l'année 1940. Malgré l'illégalité, la ville fut pavoisée à l'aide de 40 immenses drapeaux rouges, « œuvre de Mme Durand ». Ces drapeaux ornés d'une feuille d'érable, de l'emblème du marteau et de la faucille, furent posés sur des édifices publics dont des banques, par des équipes de deux personnes. Parmi les places de choix, se trouvait le mât du stade de baseball des Royaux de Montréal. À ce dernier endroit les militants, Roger Dasyva et Hervé Petit, se chargèrent de ce travail délicat. Je ne sais pas comment ils s'y prirent, mais chose certaine ils livrèrent la marchandise à temps pour l'ouverture de la saison de baseball.

En pratique, à cette époque, les membres de la ligue étaient devenus des experts de l'agitation et de la propagande, en période d'illégalité. Ainsi, à l'occasion de la parade de la Saint-Jean-Baptiste de juin 1940, eut lieu une distribution éclair de plusieurs milliers de tracts volants. Le parcours de la « procession » fut couvert par seize (16) équipes de commandos de deux personnes : huit équipes disséminées de chaque côté de la rue Sherbrooke, entre Papineau et Atwater. À trois heures précises, des milliers de tracts volaient en l'air pour retomber sur la foule assemblée.

La pièce de propagande, de la Saint-Jean-Baptiste, était une feuille volante dénonçant la guerre, la conscription et l'enregistrement national. Suite à une erreur deux membres, Gilberte Vallières et Réjeanne Tremblay, furent arrêtées. Pour remplacer deux autres personnes, elles lancèrent des tracts après trois heures, ce qui était une erreur. Il fut décidé que lors de leur procès, on ne ferait pas appel à un avocat du Parti communiste et identifié comme étant de la gauche.

À la cour de justice, les deux jeunes filles se défendirent seules, sans l'aide d'un avocat. Au procès, Gilberte Vallières accusa le constable qui l'avait arrêtée, d'avoir refusé de prendre le témoignage d'un jeune homme, qui affirmait qu'elle n'avait pas lancé de feuilles volantes. Cette accusation surprise permit au juge de saisir la balle au bond et de renvoyer la cause, avec une admonestation au constable. Après tout, au Québec, il aurait été mal vu de condamner deux jolies jeunes filles de langue française, dénonçant tout haut la conscription que tous condamnaient tout bas.

UNITÉ D'ACTION AVEC LES NATIONALISTES

Au cours des mois de mai, juin et juillet 1940 en incluant la Saint-Jean-Baptiste, les membres de la ligue distribuèrent plus d'un quart de millions de pièces de propagande. Ce genre d'activités devait assurer à la ligue un support, jamais vu auparavant. Cela contribuera à établir des pourparlers entre les dirigeants de la ligue et ceux du mouvement nationaliste. Afin de mieux coordonner l'opposition à la guerre et à la conscription, des rencontres eurent lieu entre moi, H. Gagnon, de la Ligue des Jeunesses communistes et André Laurendeau, ainsi que deux autres dirigeants, dont un médecin et un professeur bien connu du mouvement nationaliste. Ces réunions ultra-secrètes prenaient place, rue Waverley, au domicile de Charlotte Gauthier alors dirigeante de l'Union de la fourrure et du cuir.

Ces réunions au sommet en 1941 avec des dirigeants nationalistes, s'échelonnèrent sur plusieurs mois. Elles étaient restreintes pour répondre aux dangers que comportait l'Acte des mesures de guerre. Leur but était de coordonner les activités antiguerre et anticonscriptionniste, au Québec. Ces discussions, des plus intéressantes, se faisaient d'égal à égal, dans le respect de l'autonomie de chacun des participants.

Les rencontres, entre la Ligue des Jeunesses communistes et les dirigeants nationalistes, se limitèrent à la coordination d'activités organisationnelles. Pour des raisons évidentes, il n'y eut jamais de discussions philosophiques ni de confrontations idéologiques. C'était une forme d'unité d'action entre deux mouvements, se situant aux antipodes l'un de l'autre. Ils agissaient dans une même direction, mais pour des motifs différents. C'était deux mouvements que l'Histoire réunissait dans un même combat, se déroulant dans des conditions particulières.

Lors des rencontres avec les dirigeants nationalistes, le projet en évidence fut celui d'un plébiscite, où participeraient toutes les régions du Québec. Un tel plébiscite devait permettre au peuple québécois, de prononcer clairement et librement son opposition, à la participation aux guerres de l'Empire et son refus, à toute forme de conscription. Tous étaient d'accord sur le principe d'organiser une telle campagne.

Les nationalistes par la voix de leurs dirigeants avalent un plan d'opération, pour tenir un plébiscite à la grandeur du Québec. Les militants communistes, déjà frappés d'illégalité, étaient prêts à supporter une telle opération. Le principal dirigeant des nationalistes, André Laurendeau, ce grand intellectuel catholique, désirait consulter Mgr Chaumont avant de finaliser le projet. Je ne sus jamais quel fut le résultat d'une telle consultation, car le tout se passait à la toute veille de l'attaque nazie contre l'URSS, en juin 1941.

L'attaque contre l'URSS mit fin aux discussions avec les dirigeants nationalistes. L'invasion nazie de l'URSS devait changer radicalement la position politique du Parti communiste du Canada, section de la troisième Internationale communiste. Pour le PC et ses organisations affiliées, il fallait défendre le seul pays socialiste. Ainsi, la dernière réunion avec les nationalistes en sera une, de pure formalité et d'échanges d'informations. Pour les dirigeants nationalistes, les derniers événements n'avaient rien changé. Ils demeuraient plus que jamais opposés à la guerre et à la conscription. De fait, ils continuèrent la même politique et au bout de quelque temps ils créèrent le Bloc populaire, qui fera élire 4 de ses candidats dont Laurendeau lui-même.

Je répondis aux questions des nationalistes, avant même que le PC n'ait pris de position précise. Je leur dis que, dans les nouvelles conditions, les militants communistes supporteraient une guerre, orientée vers la défaite du nazisme hitlérien. Je leur dis, aussi, que personnellement je demeurais opposé à la conscription et qu'il en serait probablement de même, pour les militants du Québec. Je leur expliquais que, partout dans le monde, la conscription (mobilisation) était une mesure, pour gagner la guerre. Cependant, au Québec, la lutte contre la conscription était devenue une tradition et son imposition aurait comme résultat, de diviser le Canada et d'amoindrir son effort de guerre.

Le plébiscite québécois préparé avec les nationalistes n'eut jamais lieu. Par contre au plébiscite du Canada, sur le même sujet, le Québec devait répondre majoritairement non (72%), à tout mode de conscription. Ceci, pendant que dans les autres provinces, la population répondait oui, aux demandes du premier ministre MacKenzie King dans une proportion de 80%.

Cet événement d'envergure, l'attaque nazie contre l'URSS, amènera le Parti communiste du Canada à modifier ses positions de fond en comble. En peu de temps, il passera d'une politique d'opposition à la guerre à celle d'un support, à l'effort de guerre du Canada. Dans les années à venir, le PC sera au premier rang des forces politiques, qui réclameront l'ouverture d'un second front, afin de hâter la défaite des armées hitlériennes. Quoi qu'il en soit, devant les révolutionnaires du Québec s'ouvraient un nouveau champ d'action et la nécessité de changer leurs formes de combat.

CHAPITRE 9

L'attaque nazie contre l'URSS

L'attaque nazie, du 22 juin 1941, constitua un événement majeur pour le monde entier. Du jour au lendemain, les forces politiques en présence seront forcées de revoir leur stratégie, devant une situation complètement changée. Ce revirement soudain et les alliances nouvelles, qu'il imposait, furent le point tournant de la deuxième guerre mondiale. Pour la première fois, s'ouvrait la perspective d'une défaite militaire et politique, des pays fascistes de l'axe Rome-Berlin-Tokyo. Bien qu'ils aient été dans l'illégalité, les dirigeants du Parti communiste canadien ne tardèrent pas à prendre position :

« La nature de la guerre et ses résultats possibles sont drastiquement changés. L'ancienne perspective de paix fondée sur l'action antiguerre, dans les pays belligérants et neutres... ou bien la guerre, se finissant à l'avantage de l'un ou de l'autre des deux groupes de pays impérialistes, se trouvera changée... Le peuple est maintenant devant une nouvelle alternative... Ce sera soit l'unité de tous ceux qui s'opposent aux plans hitlériens de conquête mondiale ou, soit la victoire complète du nazisme et un recul à des années de noirceur et d'arriérisme. Telle est l'alternative fondamentale qui se dresse devant l'humanité. » (A National Front for Victory, page 3).

La rapidité avec laquelle le PC canadien prit position donna lieu à diverses interprétations. Ces opinions continuent à s'exprimer de nos jours. Certaines personnes regardent encore le changement d'attitude des militants socialistes, comme un acte de servilité à l'égard de l'Union soviétique.

D'autres ont exprimé l'opinion, que les militants socialistes du Canada auraient dû se tenir à l'écart de toute participation à la guerre. Ici au Québec, plusieurs sont d'avis que le parti serait devenu très fort, s'il avait tourné le dos à la guerre contre le fascisme. La plupart de ces opinions partent du point de vue que la lutte, contre les faiseurs de guerre fascistes, aurait été gagnée de toute façon. D'autres ont invoqué les traditions anticonscriptionnistes québécoises, comme une sorte d'"exceptionnaliste" valable, dans un conflit où se décidait le sort de toute l'humanité.

La réalité est, qu'en 1941, la victoire contre le fascisme était loin d'être gagnée. Elle réclamait l'unité de tous les peuples, encore capables de défendre leurs intérêts nationaux. Naturellement il sera toujours facile, lorsque la victoire est acquise, de proposer ce qui aurait dû être fait et la façon de faire les choses.

Cela prouve une fois de plus que dans toutes les grandes « games », il y a des gérants d'estrades pour accumuler des victoires, sans coup férir.

Le trouble avec les gérants d'estrades, de toute sorte, c'est qu'ils se placent eux-mêmes au-dessus et hors des combats. En politique, ils se placent carrément hors de toute réalité. Ils agissent comme s'il était possible de choisir les événements, qui règlent la marche de l'humanité. Nous reconnaissons que les hommes font leur propre histoire, mais il ne s'ensuit pas qu'ils puissent le faire au gré de leurs fantaisies. Depuis toujours, les hommes et les femmes ont écrit leur histoire, en partant des conditions d'existence de l'époque qu'ils traversaient. Donner un sens à l'Histoire, y défendre les intérêts populaires, ce n'est pas comme faire son 'shopping'. Dans un supermarché vous pouvez choisir, au gré de vos moyens et de votre fantaisie, mais il en est autrement dans la lutte pour transformer la société. C'est pourquoi dans tous les pays, défendre les intérêts populaires c'est accepter de conduire les batailles dans les conditions, que l'Histoire nous les impose.

En juin 1941 l'attaque nazie, contre l'Union soviétique, ramenait tous les pays à la situation qui existait, avant 1939. C'était le retour au temps, où les partis communistes de tous les pays réclamaient une politique de sécurité collective, fondée sur une alliance antifasciste des démocraties bourgeoises et de l'URSS. Sur ce sujet, les historiens Robert Comeau et Bernard Dionne écrivent :

« Dès que l'URSS fut envahie par l'Allemagne, la position des communistes changea partout dans le monde : la guerre devint subitement une juste guerre antifasciste, les communistes appelèrent à collaborer avec les bourgeoisies des pays alliés, pour un effort de guerre total afin d'écraser l'axe (Allemagne - Italie - Japon). En fait, la contradiction principale des années trente redevenait valide, après une éclipse de deux ans au cours desquelles le fascisme allemand, loin de faiblir, avait pu au contraire se renforcer considérablement, au point de menacer mortellement le seul État socialiste au monde. » (Les Communistes au Québec, 1936-1956, page 8).

Pour les militants socialistes, c'était un retour aux années 1936-1939, où les démocraties bourgeoises suivaient une politique de neutralité. Ceci, tandis que les machines de guerre de l'Italie, de l'Allemagne et du général Francisco Franco s'unissaient, pour écraser les républicains espagnols. C'était le retour aux années où les révolutionnaires québécois réclamaient un front uni, comme le seul moyen d'endiguer la montée fasciste dans le monde.

Pendant des années, toutes les propositions d'alliances antifascistes furent battues en brèche par les diplomatie d'Angleterre, de France, des États-Unis et de leurs alliés. Les partisans de la sécurité collective furent traités comme des ennemis et, parfois, jetés en prison. Les classes dominantes dans les démocraties capitalistes suivirent une politique d'apaisement et de soutien déguisé, à l'égard des militaristes nazis et fascistes. La politique dite d'apaisement, permit ce qui fut appelée la 'drôle de guerre'. Elle fournit à la machine de guerre nazie le temps et la possibilité, d'écraser une série de pays européens et de s'y établir en maître.

Tous les historiens sérieux reconnaissent que l'Angleterre, la France et les États-Unis ne se sont pas opposés aux hordes nazies, aussi longtemps que celles-ci se déployèrent en direction de la frontière soviétique. Cette politique trouvait sa justification dans les intérêts des représentants des gros monopoles, qui rêvaient d'utiliser la machine de guerre nazie pour annihiler l'Union soviétique. Cette politique à courte vue, des partisans du pacte de Munich, devait coûter cher en vies humaines et en sacrifices de tout genre.

POUR UN EFFORT DE GUERRE TOTAL

Les militants socialistes n'attendirent pas la levée de l'illégalité, pour réagir. Ils s'adaptèrent rapidement à la nouvelle situation. Pour eux, l'attaque de juin 1941 signifiait le retour aux pratiques fondamentales, qui étaient les leurs. En fait dès que le régime hitlérien, au milieu des années 1930, commença son plan de conquête il était devenu l'ennemi principal des populations du monde entier. Seul le refus des bourgeoisies au pouvoir, dans les pays capitalistes, avait empêché la réalisation de la tactique de front uni antifasciste, que proposaient l'URSS et les partis communistes du monde. C'est pourquoi dès le mois de juillet 1941, les militants socialistes du Québec avaient pris leur place dans un effort de guerre total, qui ne prendra fin qu'avec la défaite militaire des pays de 'l'axe' :

« Dès juillet 1941, le parti collabora à la tenue de grandes assemblées à travers le pays, dont l'une à Montréal réunissait 6000 personnes venues entendre Jean-Charles Harvey, directeur du journal « Le Jour ». A.A. MacLeod, du PC (ontarien) et Gui Caron du PC (québécois) pour soutenir l'effort de guerre. » (Les Communistes au Québec, 1936-56, page 9).

« En novembre 1941, le parti réclama en outre la tenue de conférences dans les usines qui produisaient du matériel de guerre, afin que les ouvriers puissent débattre des enjeux de la guerre, dresser la liste de leurs revendications et aussi faire des suggestions pour augmenter la production. »

« Sous le thème « Démocratie au pays pour gagner la guerre à l'étranger », le parti formula toute une série de propositions, susceptible, de démocratiser l'effort de guerre et d'y faire participer la classe ouvrière davantage. » (Idem, page 9).

Selon mon opinion, l'effort de guerre total des communistes québécois ne s'est pas fait à l'encontre des intérêts de la population francophone, ni dans l'oubli de ses traditions. Sur ce sujet, les historiens R. Comeau et B. Dionne se trompent lourdement lorsqu'ils rapportent :

« Mais la campagne acharnée qu'il (le PC) mena en faveur de la conscription, pour le service outre-mer, contribua certainement à isoler le parti et le journal « La Victoire » au Québec. En effet, « La Victoire » se prononça sans nuances pour la conscription immédiate, alors que pour les Canadiens français elle représentait un nouveau symbole, terriblement concret celui-là, de l'oppression nationale. » (Idem, page 10).

La vérité c'est que les militants au Canada anglais se sont prononcés pour la mobilisation, comme partie d'un effort de guerre total. Il n'y a là rien de surprenant, pour eux la mobilisation était simplement une mesure pour gagner la guerre. Il en fut tout autrement au Canada français. Au Québec, pour ce qui est de la conscription, les militants résistèrent avec succès aux pressions venant du Canada anglais et de la direction centrale du parti. Personnellement, je me suis opposé à toute forme de mobilisation obligatoire. Pour moi le recours à une telle mesure, loin de renforcer l'effort de guerre ne pouvait qu'affaiblir celle-ci. J'ai maintenu cette même position avant comme après mon enrôlement volontaire, en 1942.

Madeleine Parent, l'une des voix les plus respectées de la gauche québécoise, s'opposa fortement à toute forme de mobilisation obligatoire. Elle fut invitée à donner des conférences, à de nombreuses organisations dirigées par le Parti communiste. Je ne vois personne, parmi les collaborateurs du journal « La Victoire » dont Évariste Dubé, Jean Bourget, Roméo Duval et Henri Richard, qui aurait pu épauler « une campagne acharnée pour la conscription ». Je vois difficilement Emery Samuel, alors secrétaire général du parti au Québec, supporter l'idée de la conscription à laquelle il s'était formellement opposé. Je doute aussi que Stanley Ryerson* ait défendu, au Québec, les points de vue du Canada anglais sur la mobilisation obligatoire.

Pour la grande majorité des militants du Québec, le support militaire devait prendre la forme d'une campagne d'enrôlement volontaire. Dans cette direction, La jeunesse communiste organisa de nombreuses soirées, où les

membres s'engageaient à rejoindre l'armée et invitaient les jeunes à suivre leur exemple. À ma connaissance, cette position ne fut jamais changée. Ce qui, plusieurs années plus tard, amènera Tim Buck à déclarer :

« Plusieurs personnes, qui supportaient fortement l'effort de guerre, total, croyaient qu'il ne fallait pas supporter le service militaire obligatoire, quel qu'en soit les conditions. Mais la grande majorité des membres du parti étaient en accord et furent enthousiasmé, par le résultat du plébiscite canadien (sur ce sujet). » (Reminiscences of Tim Buck, page 300).

Il serait surprenant que l'opposition dont parle le secrétaire général du PC, Tim Buck, se soit exprimée ailleurs qu'au Québec. Quoi qu'il en soit la division chez les membres du PC, au sujet de la conscription, n'éclata jamais au grand jour. Par contre, elle n'empêcha pas le parti de mettre sur pied un énergique effort de guerre. Quoi qu'il en soit, les militants du parti au Québec restèrent fermement opposés à la conscription. Marcel Fournier décrit bien la division entre les militants francophones et ceux des provinces anglophone, lorsqu'il rapporte une entrevue avec des militants québécois :

« Lorsque la Russie est entrée en guerre, nous, on a accepté, précise un militant francophone, l'effort de guerre total. Mais on a refusé la conscription au Québec. C'était pas, selon nous, un moyen d'aider l'effort de guerre. Un a eu des discussions dures au parti. Mais pour les communistes québécois, ceux qui étaient français, c'était « non ». En 1941, au plébiscite, on a voté contre la conscription. » (Communisme et anticommunisme au Québec. page 96).

DES MILITANTS SYNDICAUX

Après juin 1941, bien qu'il soit devenu un rouage important de l'effort de guerre canadien, le Parti communiste demeure sous le coup de l'illégalité. Cependant les militants sont libres de vaquer à leurs activités, sans le harcèlement des années antérieures. Au plan provincial la défaite électorale (1939) de Maurice Duplessis, le père de la 'Loi du cadenas', favorisait d'autant l'action ouvrière militante. C'était une liberté d'action, que la plupart des militants socialistes n'avaient jamais connue. Toutes les organisations du parti profitèrent largement des possibilités, que leur conférait la nouvelle situation locale et internationale.

Dès l'été 1941, s'ouvrait un centre d'opération sous la direction de la FJT. Situé au 2017 de la rue Papineau, ce local fut le plus beau et le plus spacieux, que les

jeunes communistes ait eu à leur disposition. Loué par les soins du militant Oliva Bousquet, le nouveau centre deviendra un lieu d'activités pour les jeunes. C'était l'une des plus belles salles de danse de Montréal, avec ses artistes invités, ses 'shows' bien organisés, son orchestre de danse et ses multiples activités. Voué à l'amélioration de la production de guerre, le local de la rue Papineau deviendra rapidement un centre syndical, bourdonnant d'activités. Des syndicats y établiront leur siège social et utiliseront les possibilités offertes par le local, pour réaliser le recrutement de nouveaux membres. Ces différentes activités conduisirent à la formation d'une nouvelle génération de membres. Plusieurs de ces derniers feront carrière comme dirigeants syndicaux, tandis que d'autres deviendront des syndicalistes réputés, dans leur milieu de travail. Parmi ces derniers nous retrouvons les B. Boulanger, J. Rouleau, J.P. Vallières, M. Lapointe, F. Boger pour n'en mentionner que quelques-uns. Ils furent nombreux les syndicalistes à faire leurs premières armes dans les organisations du Parti communiste, pour ensuite s'illustrer dans le syndicalisme québécois.

Dès 1941-42, ce qui aurait semblé impossible quelques années plus tôt se réalisait. Le secteur francophone du parti, composé de chômeurs, s'était transformé en une organisation de militants syndicaux. En effet la campagne d'organisation ouvrière, bien orchestrée par la Commission syndicale*, n'aurait pu être réalisée sans la participation active des militants(es) de la base. Les victoires sur le front syndical furent celles des membres et des sympathisants du parti, qui avaient repris leurs places dans les usines et les secteurs industriels. Ces derniers, par centaines, unirent leurs forces pour assurer « l'effort de guerre total » et la défaite du fascisme

L'ENGAGEMENT CONTRE LES GRÈVES

Les militants du PC et les sympathisants jouèrent un rôle clef, dans l'ascension du syndicalisme québécois. Ceci parce qu'ils possédaient les compétences, le savoir-faire et, disons-le, la volonté de se lancer dans le syndicalisme comme ils l'ont fait. Placée sous le signe du « No strike pledge* », la syndicalisation favorisait les salariés québécois. Ce mouvement résultera en une amélioration des conditions de travail, alors en existence.

Les militants socialistes, tout en supportant « l'effort de guerre total », exigeaient la levée du gel des salaires imposé par le gouvernement King**. Ils se lancèrent dans une croisade pour élever les salaires québécois, au niveau de ceux payés en Ontario. Ce qui apporta des augmentations de salaire

substantielles, à des milliers de travailleurs du Québec. Après les années d'illégalité et de répression antisyndicale, sous la 'Loi du cadenas', le 'No strike pledge' agira comme une masse d'air frais, après le passage dans un désert torride.

Les adversaires du Parti communiste ont toujours dénoncé le 'No strike pledge', comme une entente sans principe faite sur le dos des travailleurs. En pratique, ce fut une rapide période de rattrapage salarial. Mais cette vérité fut souvent massacrée ou pour le moins déformée. À cet égard, R. Comeau et B. Dionne écrivent :

« Dans la pratique, ceci est bien souvent ignoré par les analystes « critiques » du PCC, les militants communistes dans les syndicats eurent diverses attitudes face aux grèves, dépendant de la conjoncture économique, du contexte dans l'entreprise, du militantisme des ouvriers ou de l'agressivité des patrons. Parfois, ils soutenaient et organisaient eux-mêmes les grèves contre les patrons, qui cherchaient à profiter du gel des salaires. Dans d'autres occasions ils étaient contre telle ou telle grève : ce fut le cas de la grève des mineurs dirigée par John Lewis aux États-Unis. À plus d'une occasion, ils firent adopter des pactes de non-grève, ou nom des intérêts supérieurs de la lutte contre le fascisme. » (Les Communistes au Québec. 1936-1956, page 10).

Le 'No strike pledge' s'est appliqué, en tenant compte de la faiblesse du mouvement syndical québécois et de l'intérêt des différents groupes de salariés. Dès sa participation à l'effort de guerre, le Parti communiste réclamait la tenue de conférences dans les usines de guerre, afin que les ouvriers puissent débattre les enjeux du conflit. Il invitait les salariés à dresser la liste de leurs revendications et, aussi, à faire des suggestions pour augmenter la production. Comme le rapportera l'auteur Marcel Fournier, c'est sous le thème : 4 Démocratie au pays pour gagner la guerre à l'étranger «, que les militants socialistes conduisirent leur campagne de syndicalisation québécoise :

« Au moment où le mouvement syndical connaît une croissance importante et rapide, l'action des militants communistes, devenus d'excellents organisateurs syndicaux, a un impact considérable lors de certaines luttes ouvrières : grève de 2 500 travailleurs de l'industrie du cuir en 1942 ; grève de 5 000 travailleurs de la MacDonald Tobacco ; grève de 7 000 employés municipaux en 1943 ; important arrêt de travail de 25 000 travailleurs de l'avionnerie, dont 7 000 à Canadair, etc.,. Il en est de même pour l'organisation de syndicats : chez les 10 000 ouvriers du « plan » militaire de St-Paul-l'Ermitte ; chez les bûcherons de la région de la Tuque ; auprès des employés de la RCA Victor et de la General Electric à Montréal :

chez les ouvriers du textile, etc. » (Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950, page 96).

Ce que ne rapporte pas Marcel Fournier c'est que, pour la plupart, les syndicats mentionnés, ci-haut, étaient dirigés par des membres ou des alliés du Parti communiste au Québec. Ce qui était à l'honneur des militants et des 'bénévoles', si l'on considère que le mouvement syndical, du temps, était loin d'être l'institution qu'il est devenu de nos jours. En 1941, c'était encore la période héroïque où des bénévoles militants se dépensaient, sans retirer aucun privilège.

Les statistiques de l'histoire indiquent que le 'No strike pledge', initié par le Parti communiste, fut le coup de pouce qui enclencha une montée phénoménale du syndicalisme. Par la suite, le syndicalisme québécois continuera de grandir et d'être un facteur politique important. C'est donc à partir de 1941 que le « travail organisé » atteignit une stature, qui en faisait la plus grande force numérique au pays.

Les militants(es) socialistes du Québec se sont toujours fait un devoir, d'œuvrer au renforcement du mouvement ouvrier. Pour eux, le 'No strike pledge' fut tout simplement la continuation de leur 'tâche syndicale, dans des conditions plus favorables que jamais. C'est pourquoi le succès se fit sentir rapidement et ce, à tous les points de vue.

ESSOR DU SYNDICALISME

« Au début de 1941, le nombre des syndiqués était moindre qu'en 1919, vingt-deux années plus tôt. À la fin de l'année 1941, le nombre des travailleurs syndiqués surpassait celui de 1919. Il devait croître rapidement, si bien qu'en 1945, il était le double de celui de 1940 »:

Année	Nombre de syndiqués	% de l'ensemble des travailleurs
1940	362 223	7,8%
1945	711 117	15,3%

(The Trade Union .Movement in Canada. 1827-1959, Charles Lipton).

C'est au Québec que le nombre de syndiqués augmentera le plus rapidement. Ceci, parce que le syndicalisme partait de plus loin. Après cet élan, le syndicalisme québécois continuera son ascension dans l'après guerre, pour rejoindre et dépasser la plupart des pays industrialisés :

Année	% de syndiqués	Année	% de syndiqués
1961	25,0%	1965	31,2%
1962	24,9%	1966	32,4%
1963	27,5%	1967	32,1%
1964	29,0%	1968	39,1%

(Crise syndicale, page 30, Henri Gagnon),

Les années 1939-45 virent le Québec compléter son industrialisation et la formation de sa classe ouvrière. Des milliers de travailleurs des champs quittèrent les milieux ruraux, pour s'établir en ville. Pour la première fois, les femmes québécoises eurent le choix entre le travail à la cuisine ou le marché du travail. Un très grand nombre d'entre elles choisirent le travail à l'usine. Pour la première et dernière fois, la population expérimenta le plein emploi. Les campagnes continuèrent de se vider au profit des grandes villes. Mais cela se faisait dans des conditions de salaire et de travail, comme il n'y en avait jamais eu auparavant. Parce que les conditions y étaient favorables, l'appartenance aux syndicats était devenue obligatoire, dans l'industrie lourde et celle de la production de guerre.

Avec la seconde guerre mondiale, l'agriculture a décliné de façon rapide. Au Canada, en 1941, les occupations agricoles représentaient un quart (25%) de la force ouvrière. En 1961, les mêmes occupations ne fournissaient plus qu'un dixième (10%), de la force de travail. Les statistiques, par groupes d'occupations agricole et non agricole, illustrent bien cette transformation :

année	Occupation agricole	Occupation non agricole
1901	40,2%	59,8%
1911	34,3%	65,7%
1921	32,7%	67,3%
1931	28,8%	71,2%

1941	24,0%	76,0%
1951	16,0%	84,0%
1961	10,2%	89,8%

(Source : The Growth of manpower in Canada, tableau 16, page 26).

Le 'No strike pledge' est né du besoin d'une production de guerre continue. Mais il eut un profond impact dans tous les milieux de travail. L'application de cette politique donna souvent lieu à des interprétations contradictoires. Chez les militants syndicaux, certains croyaient qu'il fallait empêcher toute grève, quel que soit le milieu concerné. D'autres, au contraire, croyaient que la politique de non-grève ne s'appliquait pas, à tout le domaine manufacturier et à celui des services. Pour ces derniers il fallait s'attaquer, par tous les moyens aux employeurs qui s'efforçaient, dans l'ombre de la guerre, de maintenir les bas salaires des années de la crise économique. Parmi ces derniers, se retrouvaient les employeurs; de l'industrie du textile.

Dans la gauche québécoise, les désaccords d'interprétation sur le 'No strike pledge' n'ont jamais éclaté au grand jour. Cette division n'empêcha pas cette politique de remplir un rôle positif, pour l'effort de guerre total. Par contre, les désaccords n'ont jamais empêché l'équipe Rowley-Parent, de réaliser la syndicalisation dans l'industrie du textile. C'est ce besoin de Madeleine Parent et de Kent Rowley de syndiquer les travailleurs(es), qui guida toute leurs vie de militant(e).

CHAPITRE 10

La gauche québécoise et les syndicats

Les victoires prodigieuses du travail organisé, au cours du conflit 1939-45, furent le résultat des efforts de militants(es) connus et d'autres, inconnus du grand public. Parmi ces derniers, se retrouvent les nombreux militants de l'Union des marins canadiens ; les organisateurs de Canadair : Robert Haddow, Marcel Gélinas, Roméo Duval, les Wilbrod Couturier, Charlotte Gauthier ; Jack Brierley de l'Union de la fourrure et du cuir ; de Lea et Leo Roeback, de Donat et Rodrigue des plombiers ; de Ferdinand Boger, de Jean Paré, de Danielle Cuisinier, de Léo Lebrun des employés municipaux, de Jacques Rouleau de Marconi, d'Irving Burman, de Lucien Dufour et combien d'autres. Il serait trop long d'énumérer chacun des syndicalistes de gauche, dont l'action devait changer la face du syndicalisme québécois.

Les années 1940-1950 furent celles où parfois, l'entrée d'un seul militant socialiste dans une usine eut, comme résultat, la syndicalisation d'un secteur industriel. Ce fut le cas entre autres de Henri Richard, militant des années 30-40. Son entrée, comme salarié à l'American Can, y rendra possible l'organisation syndicale. Il construira ce syndicat de l'intérieur, sans jamais en devenir le dirigeant officiel. C'est par un incessant travail de base, qu'il contribuera à faire d'« American Can » un endroit, où les salariés étaient les mieux payés dans tous l'Est de Montréal. Avec Henri Richard, les travailleurs réussirent ce tour de force, sans avoir recours à la grève.

Le travail de syndicalisation des militants socialistes se poursuivra avec succès, durant toutes les années de guerre. Par la suite, il cédera le pas devant la guerre froide, déclenchée par les soins des représentants du grand Capital. Dès 1946, toutes les forces du conservatisme social unissaient leurs efforts, pour neutraliser le mouvement syndical et, surtout, d'y briser l'influence de l'idéologie socialiste. Cela prit la forme d'une véritable chasse aux sorcières, contre les militants communistes et leurs sympathisants. Tout fut mis en oeuvre, pour exclure les militants de gauche de chaque poste de dirigeant et, parfois, de l'industrie elle-même. Dans certaines industries, l'on est allé aussi loin que d'établir des listes noires, à l'égard des militants. Sur cette répression, R. Comeau et B. Dionne écriront :

« Toute la campagne de presse, qui se déchaîna au cours de l'année 1946, ouvrit la voie aux purges anticomuniste, dans les syndicats canadiens et québécois, de 1947 à 1953 particulièrement. Il faut signaler, à ce propos, que le

POP* s'était résolument impliqué dans un grand nombre de grèves en 1946, après la grande grève de Ford en 1945, qui permit l'obtention de la formule Rand ; grève des bûcherons de Colombie britannique, des marins des Grands-Lacs à l'été de 1946 dont l'un des objectifs, à part la journée de huit heures, était la création d'une marine marchande canadienne : sans oublier la célèbre grève des travailleurs et travailleuses du textile à Valleyfield et à Montréal, au cours de laquelle Kent Rowley, du POP, fut accusé de sédition et de conspiration et emprisonné pendant six mois. » (Les Communistes au Québec, page 41).

« C'est donc dans le but de stopper le mouvement gréviste et sa fraction la plus militante au Canada, en 1946, que la classe dirigeante canadienne et québécoise déclencha la chasse aux communistes et la lutte, contre les syndicats combattifs. » (Les Communistes au Québec, 1936-56, page 41).

Les militants socialistes, dans le monde syndical, durent affronter l'alliance du Capital, des gros employeurs et toutes les forces de la droite réactionnaire. Ils eurent à subir le choc de la trahison de certains dirigeants ouvriers, des emprisonnements et, en plus, des interventions systématiques de l'État dans le mouvement syndical. À l'avant-plan de cette répression, le Financial Post, organe officiel de la finance et des employeurs, demandait au gouvernement de faire le nettoyage dans les 14 syndicats suivants :

« Les Ouvriers unis de l'électricité,

Les Ouvriers unis de l'automobile,

Les Ouvriers unis de la fourrure et du cuir,

Les Ouvriers des Mines et des Fonderies,

La Fédération de la Colombie canadienne des ouvriers des Chantiers maritimes,

Les Ouvriers unis du Bois d'Amérique,

Les Ouvriers unis des Bureaux,

L'Union des Marins canadiens (CSU),

Les Ouvriers unis du Textile d'Amérique,

Les Ouvriers des Chantiers et des Scieries,

L'Union des Pêcheurs canadiens,

Les Pêcheurs unis et Unions affiliées. »

(Les Communistes au Québec, page 42).

Cette liste de syndicats, bien que très imposante, ne représentait que la pointe de l'iceberg, pour ce qui est du rôle des militants de gauche. Devant cette force montante qu'il ne pouvait briser le Capital, par le biais de l'État qu'il dominait, s'efforcera de l'intégrer à l'appareil d'État. En effet le mouvement syndical, après le deuxième conflit mondial, ne sera plus jamais le même. Il n'était plus possible pour l'État de le bousculer, presque à volonté. De là, la nécessité pour les représentants des gros employeurs d'oeuvrer à l'étatisation du syndicalisme.

Dès 1946 les adversaires les plus acharnés, du mouvement syndical, ne reculèrent devant rien pour affaiblir une force ouvrière, jugée trop puissante. Le Capital favorisait la formation directe de syndicats de boutique, que la Commission des relations de travail s'empressait d'accréditer. Ceci, pendant que les moyens étaient pris pour révoquer ou refuser l'accréditation, à des syndicats militants. À son retour au pouvoir, le gouvernement provincial de Maurice Duplessis fut particulièrement alerte, dans cette croisade antisyndicale :

« Outre qu'il dirigeait une répression impitoyable contre les gréviste, en qui il voyait autant de communistes réels ou potentiels, le gouvernement Duplessis encadrait le mouvement syndical dans un tissu de lois, qui avaient pour but de l'intégrer davantage à l'appareil d'État et d'éliminer tout militantisme syndical. »
(Les Communistes au Québec, 1936-56, page 42).

Les militants(es) et sympathisants(es) socialistes poursuivirent leur campagne de syndicalisation, avec succès, jusqu'à la fin de la guerre et dans les années qui suivirent. Cependant suite à la guerre froide, destinée à contrer les forces socialistes, l'influence de la gauche déclina rapidement. Une question se pose. Que sont devenus ces militants ouvriers, dont l'unité d'action avait accéléré la syndicalisation au Québec? Devant les attaques du Capital et les interventions répétées du pouvoir d'État, les éléments syndicaux les plus combattifs durent battre en retraite. Dans le contexte d'alors, la guerre froide marquera une ère nouvelle dans les relations ouvrières-patronales. Le mouvement ouvrier étant devenu une force à respecter, il n'était plus question de le briser. Pour la classe dominante, il s'agissait maintenant d'intégrer le syndicalisme à l'appareil d'État.

Dès les premiers coups, portés sous le couvert de la guerre l'roide, de nombreux syndicalistes prirent leur distance vis-à-vis du Parti communiste et de sa section québécoise. Plusieurs continueront un combat individuel, évitant de mettre en jeu leur carrière de syndicaliste. D'autres, comme J. Major, œuvreront dans de nombreux syndicats pour ensuite atteindre de hauts postes, au sein de la hiérarchie syndicale canadienne. Un nombre restreint d'individus imiteront Pat Sullivan, ce dirigeant de l'Union des marins canadiens (CSU) passé du bord de ceux qui rêvaient d'enterrer le mouvement syndical.

Les mots d'ordre justes de 'l'effort de guerre total' et du 'No strike pledge' avait porté la lutte syndicale, à un niveau qu'elle n'avait jamais atteint. C'est pourquoi, le terrain gagné par le syndicalisme québécois demeurera acquis, malgré la répression. Par leur participation à la lutte contre le fascisme, les militants syndicaux écrivirent une page d'histoire d'une richesse inouïe. Fort de cet élan prodigieux le mouvement syndical ne pouvait que grandir et s'affirmer dans les années qui suivirent.

TOUJOURS ILLÉGAL

Au cours des années de la guerre antifasciste, le Parti communiste fut le principal artisan du 'No strike pledge' et de la syndicalisation, qui s'ensuivit. Ceci, bien qu'il soit demeuré sous le coup de l'illégalité jusqu'en 1943. Le Québec atteignit le comble du ridicule, dans une situation où les meilleurs supporteurs de l'effort de guerre furent victimes, des 'mesures de guerre' et de la 'Loi du cadenas'. C'est donc avec une main attachée derrière le dos, que le Parti communiste apportent sa contribution au mouvement ouvrier canadien et québécois.

Bien qu'elle soit peu connue, rien ne pourra effacer l'œuvre des militants(es) et sympathisants(es) socialistes, au cours du deuxième conflit mondial. Les succès syndicaux de ces militants(es) font déjà partie de l'Histoire. Parce que leur lutte correspondait aux besoins de l'époque, les militants communistes remplirent un rôle de première importance, dans la syndicalisation québécoise. C'est grâce à ces milliers de militants(es) et de bénévoles, que le mouvement syndical est sorti de la guerre plus fort qu'il n'y était entré.

Pour le moment, les faits relatifs à la syndicalisation québécoise sont peu connus du grand public. Il appartiendra aux historiens, d'évaluer le rôle des militants(es) socialistes et de le porter à la postérité. Il leur appartient de faire ce

bilan, sans rien ajouter ni enlever de cette lutte de titans, pour façonner le mouvement syndical et le futur du Québec.

MÉMOIRES

« Au nom de la vérité, de la justice et de la liberté. . ! »

JACQUES ROULEAU

Issu d'une famille à l'aise pour l'époque, c'est avec le `crash' que je devais prendre conscience des injustices sociales. L'événement déclencheur en fut la perte du moulin à scie de mon père en Abitibi près de Clova, dès le début de la grande dépression des années trente. Au printemps de 1940, j'arriverai à Montréal pour me faire embaucher à la Marconi dans la production de guerre. J'étais, à l'époque et encore de nos jours, un mordu de la radio amateur et c'est ce qui explique mon engagement dans cette compagnie.

Après quelques semaines de travail, je rencontre un matin Madeleine Parent et une autre jeune fille, qui distribuaient des pamphlets appelant à la syndicalisation de notre usine. Il faut dire qu'à cette époque, un large secteur des usines d'armements n'était pas syndiqué. Je me rendis en soirée au local de l'union, intrigué que j'étais de savoir ce que nous donnerait de plus un syndicat, surtout qu'en matinée un incident avec un des patrons m'y avait fortement poussé. Madeleine Parent me persuada, rapidement, du bien-fondé de la syndicalisation et c'est avec une pile de cartes, que je sortis du local. C'est à ce moment-là que je me mis sérieusement à recruter. Chez Marconi, comme chez d'autres entreprises, l'on utilisait l'anglais comme langue de travail créant ainsi un fossé insurmontable, entre les ouvriers de langue française et une direction anglophone. Cette même compagnie se faisait aussi remarquer par ses bas salaires ; ce qui, en période de guerre et de plein emploi, en faisait un lieu idéal pour organiser un syndicat. La compagnie eut vent de ce qui se tramait et eut tôt fait, de s'organiser un syndicat de boutique. L'événement, qui allait décider du sort du syndicat que j'étais en train de bâtir, fut une réunion à la cafétéria de l'usine où un vice-président de la Marconi, un certain Findlayson, allait prendre la parole en faveur du syndicat de boutique. Un vote allait normalement suivre cette réunion, pour décider de l'appartenance des ouvriers de la Marconi.

L'instant était décisif et, comme l'on m'avait confiné à l'heure du dîner dans un endroit sous surveillance, il fallait que je réussisse à me faufiler, pour aller entendre ce fameux discours de M. Findlayson.

Il fut possible de me faire remplacer à mon travail. Je pus ainsi entrer dans la cafétéria, où près de 2 000 personnes étaient présentes. Je me glissai près de l'estrade à l'avant, où Findlayson attaquait avec virulence l'union que je défendais. Le ton en était un des plus anticommuniste qu'il m'ait été donné d'entendre. Patiemment, j'attendis la fin du discours et au moment où il se préparait à quitter l'estrade, je le remplaçai au micro et d'une voix tremblottante d'émotion je dis : « Au nom de la vérité, de la justice et de la liberté »... L'appel, qui suivit, marqua les débuts du syndicat à la Marconi.

CHAPITRE 11

Une ère nouvelle

Au cours de la deuxième partie de la guerre, le rapprochement entre le pays soviétique et les démocraties capitalistes ouvrit une nouvelle ère dans la lutte pour le Socialisme. Au Canada, le Parti communiste canadien passant de ses positions antiguerre à celles d'un effort de guerre total basculait dans une nouvelle époque, pour laquelle il était loin d'être préparé. L'effort de guerre et, par la suite, la victoire contre le nazisme hitlérien résultèrent en des situations complètement nouvelles. Les Partis communistes, dont celui du Canada, habitués à opérer sous la gouverne de la troisième Internationale ne se montrèrent pas toujours, à la hauteur des nouveaux problèmes, qui réclamaient une plus grande autonomie de leur part.

Certains détracteurs se sont efforcés de faire croire, que le support du PC à l'effort de guerre canadien était le prix payé, pour échapper à l'illégalité dont il était victime. D'autres ont montré la démarche du PC comme un compromis sans principe. En réalité, les dirigeants du Parti communiste ne reçurent pas de cadeau du gouvernement canadien, pas plus qu'ils n'en firent. Même, lorsque les militant(es) socialistes se révéleront d'ardents supporteurs de l'effort de guerre canadien, leur parti demeurera illégal. De juin 1941 au mois d'août 1943, les militants(es) du PC demeurent sous le coup de la Loi des mesures de guerre. De cette période, R. Comeau et B. Dionne diront :

« Mais malgré sa politique de soutien au gouvernement King, ce dernier maintint le PCC dans l'illégalité jusqu'à ce qu'en 1943, suite à la dissolution de l'Internationale communiste par Staline, le PCC se transforme en Parti ouvrier progressiste (POP). » (Les Communistes au Québec, 1936-56, page 11).

Pendant près de trois ans, le Parti communiste canadien n'eut pas la possibilité d'exercer son action politique ouvertement. Naturellement à partir de juin 1941, les militants(es) purent se dépenser pour renforcer l'effort de guerre du Canada. Il n'y avait rien, non plus, pour les empêcher de joindre les forces armées canadiennes. Ils avaient même le droit de risquer leur vie, sur les champs de bataille de la guerre antifasciste. Les militants(es) ne risquaient plus l'internement. Ils pouvaient vaquer à leurs occupations dans la vie civile, les usines de guerre ou les forces armées. Mais le PCC comme tel demeurait illégal. C'est sans doute cette situation ambiguë de semi-légalité, qui amènera l'auteur, Marcel Fournier, à oublier certains aspects de la réalité et à déclarer :

« La signature du Pacte entre l'Angleterre et l'URSS et la participation du Canada à la guerre modifient, en effet, l'attitude du gouvernement fédéral à l'égard du PC, celui-ci n'est plus considéré comme « traître » et acquiert la possibilité d'exercer ouvertement son action politique. » (Communisme et anticommunisme au Québec, page 95).

Contrairement à ce qu'affirmait M. Fournier, c'est dans un climat de semi-légalité que le PCC dut conduire « l'effort de guerre total » et le « No strike pledge » qu'il préconisait. À mesure que les mois passaient, cette situation devenait aussi ridicule qu'intolérable. Ce qui amènera les dirigeants du PCC à initier des pressions, pour forcer le gouvernement à mettre fin à l'illégalité, qui nuisait à l'effort de guerre lui-même. Plus tard, ces mêmes dirigeants déclaraient :

« Malgré le support du parti à l'effort de guerre, le gouvernement fédéral continuait à traiter le Parti communiste, comme son pire ennemi de l'intérieur. Le gouvernement refusait de rescinder ses mesures anticommunistes. En 1942, il était dans la situation incongrue de persécuter des antifascistes canadiens, en même temps qu'il tolérait les activités de certains éléments fascistes et pronazis. Le gouvernement canadien trouvait difficile de justifier la suppression du Parti communiste, à partir des idées politiques de ce dernier. » (Canada's Party of Socialism, page 143).

REDDITION

La pression du PCC, pour forcer le gouvernement à reconnaître sa liberté d'action, atteignit son point culminant avec la reddition de ses dirigeants*. Les dirigeants du PC invitèrent la RCMP à procéder à leur arrestation. Contrairement à leur attente, ils durent aller eux-mêmes se constituer prisonniers aux quartiers généraux, de la police fédérale à Toronto. Cette stratégie n'eut qu'un demi-succès. En effet, le Parti communiste du Canada demeura illégal jusqu'à la dissolution de la troisième Internationale, en 1943. De l'emprisonnement temporaire des dirigeants et de leur libération rapide, l'auteur Marcel Fournier rapportera :

«Peu après la signature du Pacte, des militants dont plusieurs Québécois (parmi eux se trouvent Évariste Dubé, Emery Samuel, Willie Fortin, Henri Gagnon, Stanley Ryerson et d'autres) se rendirent à Toronto, après avoir été recherchés pendant deux ans, pour se constituer « prisonniers » auprès de la RCMP. Ils subissent un court procès ('pour la forme' disent certains, 'un grand pique-nique joyeux'

ajoutent d'autres) et sont tous libérés. » (Communisme et anticommunisme au Québec, pages 95-96.)

La reddition des 17 dirigeants socialistes l'ut précédée par des pourparlers, entre l'avocat J. Cohen et les autorités fédérales. En imposant leur propre emprisonnement au gouvernement, les dirigeants du PCC prenaient un risque calculé. Par ce geste, ils forçaient l'institution d'une commission d'enquête et leur remise en liberté. Comme les 17 prisonniers politiques avaient été emprisonnés à la prison du Don, c'est dans cette institution provinciale que se déroula la commission d'enquête. Pour le gouvernement fédéral, cela permettait d'éviter la publicité et de procéder avec célérité. Par contre cette commission d'enquête, nécessaire pour la libération des 17 prisonniers, créa un précédent dans les annales judiciaires du Canada.

Les autorités fédérales et la direction du PC se sont toujours montrées discrètes, sur la dite « commission d'enquête » tout autant que ses résultats. Tout indique que le procès lui-même se déroula, à la suite d'ententes au sommet entre les parties concernées. Seule, une telle procédure peut expliquer la vitesse d'exécution de l'enquête royale et la libération conditionnelle, des 17 dirigeants socialistes concernés.

Si les parties concernées dans cet étrange procès s'étaient engagées à tenir le secret, la consigne l'ut bien observée. Aujourd'hui, avec le recul des années, je me sens tout à fait libre de parler d'événements datant d'une autre époque. Ceci, d'autant plus que les participants aux faits relatés n'existent plus ou ne peuvent plus souffrir, d'aucun préjudice. Je reste personnellement convaincu qu'il était mathématiquement impossible de tenir une telle commission d'enquête, sans un minimum d'accords préalables. Là-dessus, les faits parlent d'eux-mêmes.

La liste des dirigeants qui se constituèrent prisonniers, le 10 septembre 1942, avait été rédigée par les autorités gouvernementales. Elle ne correspondait pas en tout point, à la hiérarchie, telle qu'établie dans la structure du PCC. Elle comprenait les dirigeants les plus recherchés, au cours des années précédentes. Ceux qui étaient considérés comme les plus « dangereux » par la RCMP. Parmi ceux réclamés par la police fédérale au moins quatre (4) dirigeants notoires, dont Leslie Morris, étaient absents lors de la photo de groupe, dans le bureau de l'avocat Cohen. Ils se joignirent au groupe, plus tard, afin de comparaître à la commission d'enquête.

Les dirigeants du PC passeront 11 jours en prison. La commission d'enquête y sera tenue durant ce laps de temps. Elle sera dirigée par trois juges, dont l'un de langue française. Chacun des prisonniers passera à tour de rôle devant la commission, pour répondre aux questions des juges. Le tout sera expédié hors de la présence de tout avocat.

En plus des questions d'usage, d'identification, etc., la commission procéda en produisant les évidences de matériels, jugés séditions. Dans mon cas les évidences se résumaient en une copie des tracts, dépliants et chacun des journaux publiés par la Ligue des Jeunesses communistes ou la FJT, avant juin 1941. La commission d'enquête siégea, au plus, durant sept jours. Ce qui nécessitait la comparution de deux et, souvent; trois accusés par jour. Il est évident qu'une telle célérité n'est pas coutumière, dans l'administration de la justice.

La rapidité d'exécution fut la marque de commerce de cette commission d'enquête, quasi secrète. En l'occurrence, le gouvernement avait pris les moyens afin de prévenir toute publicité. Il ne faut pas oublier qu'au Canada anglais le PCC, par ses politiques et ses nombreux comités d'effort de guerre total, s'était gagné une large audience populaire. Ce qui expliquera le traitement de faveur, dont jouirent les 17 prisonniers du 'Don Jail'. Tout au long de leur courte incarcération, ils purent compter sur la bienveillance des fonctionnaires de l'État et celle des surveillants, de l'institution pénale de la province d'Ontario. Les dirigeants communistes furent considérés comme des prisonniers politiques de marque.

Le respect qui entourait les dirigeants du PC sera rehaussé par la visite, que leur fit le premier ministre de l'Ontario. En effet Mitchel Hepburn, premier ministre libéral d'Ontario, viendra personnellement s'enquérir de l'état de santé et de la façon, dont les prisonniers étaient traités. Il est à noter que le 'Don Jail' était, pour l'Ontario, l'équivalent de la prison provinciale de Bordeaux, pour le Québec. De la part de leur visiteur les prisonniers reçurent des cigarettes, des tablettes de chocolats et l'assurance que l'on reconnaissait la valeur de leur contribution, dans le combat contre le fascisme.

La stratégie développée devait porter fruit. Les dirigeants du PC, par leur reddition, voulaient s'assurer une plus grande liberté d'action. Après 11 jours d'emprisonnement ils furent relâchés. Ils pouvaient librement accentuer leur contribution à la guerre, contre le nazisme. Ils pouvaient, après de longues années d'illégalité, se promener ouvertement et défendre les points de vue, qui étaient les leurs.

Le seul point noir, dans la victoire des dirigeants du PCC, c'est que leur parti demeurait illégal. Le gouvernement libéral de M. King maintint ses positions, sur l'utilisation de la « Loi des mesures de guerre ». Plus encore il profita de la circonstance, pour placer les dirigeants socialistes dans une situation de libération conditionnelle. Les dirigeants du PCC se virent dans l'obligation de signer un document, où ils s'engageaient à se rapporter périodiquement à la RCMP. Jusqu'à un certain point ils étaient considérés, comme des ressortissants étrangers.

Les dirigeants du PC étaient placés devant l'alternative de refuser de signer un papier, ce qui leur permettait de se libérer immédiatement ou bien d'engager une confrontation, avec le gouvernement libéral. Ce dernier choix loin d'aider aurait pu nuire à l'effort de guerre total, fondement des politiques du PC . C'est dans ces conditions que chacun des 17 prisonniers en vinrent à signer un document, qui revêtit une certaine importance pour les années à venir. Il eut sans doute une influence énorme, sur la décision de changer le nom du parti en celui de Parti ouvrier progressiste, quelques années plus tard. Quoi qu'il en soit, considérant l'urgente nécessité d'une victoire antinazie, le demi-succès atteint par la reddition des 17 dirigeants fut considéré, comme une victoire importante.

Après un court séjour à la prison du « Don », les dirigeants communistes furent remis en liberté. Dans les jours, qui suivirent, l'on apprit les décisions de la commission d'enquête. Elles peuvent s'énumérer de la façon qui suit :

1. Les dirigeants et les membres du Parti communiste canadien ne sont plus sujets à l'internement.
2. Le Parti communiste du Canada demeure illégal.
3. Les dirigeants libérés jouissent d'une liberté conditionnelle. Ils doivent signer un engagement, qui les obligera à se rapporter périodiquement à un officier de probation de la police fédérale (RCMP).

Avec les autres dirigeants du PC, le 6 octobre 1942, je signai la promesse de me rapporter à la RCMP. Cependant, je n'eus jamais à me rapporter. Comme la plupart des membres du PC, d'âge militaire, je m'enrôlai volontairement dans l'armée canadienne. Le 23 novembre 1942, je devenais membre des Ingénieurs Royaux du Canada (RCE), corps d'armée où je resterai attaché jusqu'au 4 mai 1946. Durant mon service militaire, mes relations avec les dirigeants du PC furent purement accidentelles. C'est donc de façon

sporadique que je suivrai les efforts du PC, pour se transformer en un parti de masse non clandestin.

DISSOLUTION DE L'INTERNATIONALE

Aussi loin que je puisse me souvenir, les dirigeants du PC eurent comme but d'ériger un parti de masse. Dès 1941, ce désir se trouva renforcé par la grande alliance populaire, contre l'hitlérisme et ses alliés : Italiens et Japonais. Mais c'est en mai 1943, que la dissolution de l'Internationale communiste mettra la création d'un parti de masse non clandestin, à l'ordre du jour. La résolution du comité exécutif, annonçant la dissolution de l'Internationale, précisait les nouvelles tâches des PC, dans les pays comme le Canada :

« ...dans les pays de la coalition antihitlérienne, le devoir sacré des larges masses populaires et, avant tout, des ouvriers avancés est de soutenir par tous les moyens les efforts militaires des gouvernements de ces pays, en vue de l'écrasement le plus rapide du bloc hitlérien et pour garantir l'amitié réciproque des nations, sur la base de leur égalité en droit. » (Les Communistes au Québec 1936-56, p. 11)

Dans le texte de la résolution de l'Internationale, il n'était plus question de transformation socialiste. Il n'était pas question, non plus, de luttes de classes et encore moins de révolution. La directive du « Comintern » prescrivait pour les Partis communistes « l'union la plus large, sans distinction de parti, de religion, pour vaincre le fascisme ». C'était pour le PC du Canada, comme pour ceux des autres pays, un revirement complet des politiques jusque-là poursuivies. Cette décision fut prise unilatéralement par les hauts dirigeants du « Comintern », sans discussion préalable avec les partis concernés. Au Canada, la dissolution de l'Internationale ne suscita aucune discussion. Une telle procédure était considérée comme normale au sein de l'Internationale, organisation monolithique fortement centralisée.

Pour les dirigeants, la dissolution de l'Internationale se présentait comme un moyen de faciliter l'ouverture, d'un deuxième front en Europe. Ceci, afin d'alléger le fardeau de l'URSS, envahie par le gros des troupes allemandes. En pratique, la dissolution ouvrit de nouvelles possibilités, pour les Partis communistes du monde entier. Mais elle apportait, aussi, de nouvelles difficultés pour la plupart des Partis communistes, dont ceux des États-Unis et du Canada.

Dans un écrit conjoint, R. Comeau et B. Dionne ont résumé l'impact de la dissolution de l'Internationale, de la façon qui suit :

« Immédiatement, les Partis communistes du monde entier préconisèrent une politique d'union nationale avec leur bourgeoisie. Les exemples les plus frappants furent la France et l'Italie où, pourtant, les communistes dirigeaient des mouvements massifs de résistance antinazie, qui auraient fort bien pu provoquer une issue révolutionnaire à la crise de 1944-45, n'eût été des directives contraires émanant en droite ligne de Moscou. En Chine et en Yougoslavie, Mao Tsé-Toung et Josip Broz Tito refusèrent de subordonner la révolution sociale, à l'unité nationale à tout prix. Pendant ce temps aux États-Unis, les dirigeants du Parti communiste (CPUSA), sous la direction de Earl Browder*, en vinrent à la conclusion que l'existence même du parti était nuisible à l'unité nationale et décidèrent, par conséquent, de le saborder. » (Les Communistes au Québec 1936-56, page 14)

COALITION LIBÉRALE-OUVRIÈRE

Au Canada, le PCC adopta la position prescrite dans la résolution de dissolution, de l'Internationale. Pour le Parti canadien, opérant sous le nom de POP, il ne pouvait être question de se saborder, comme ce fut le cas aux États-Unis. Sur ce sujet, certains diront :

« Si les dirigeants du POP ne sont pas allés aussi loin que Earl Browder; qui liquida le PC américain, c'est probablement parce que le contexte politique canadien ne le permettait pas. » (Les Communistes au Québec 1936-56, page 21)

Les dirigeants du POP ont toujours nié avoir été en accord, avec les points de vue du 'Browderisme'. Mais dans la pratique les dirigeants communistes des États-Unis et ceux du Canada se retrouvèrent souvent, sur une même longueur d'onde. S'il y avait des différences, elles n'étaient pas fondamentales. D'ailleurs à l'échelle du monde, le temps était venu pour les sections de la troisième Internationale de faire les transformations, que réclamaient de nouvelles situations. La difficulté c'est que l'on ne sut pas comment et, dans quelle direction, faire les changements appropriés.

La guerre 'froide', qui suivit la victoire sur le nazisme, précipitera certains redressements de la part des Partis communistes. Earl Browder, dirigeant du PC américain, servira de bouc émissaire pour les erreurs perpétrées sous la IIIème Internationale. Ceci parce que dans une organisation monolithique, la haute

direction ne peut jamais avoir tort. Dans le cas qui nous préoccupe, Jacques Duclos sera chargé de dénoncer le 'browderisme' que tous s'empresseront de laisser tomber. En fait le grand crime de Earl Browder, c'est d'avoir accepté la prescription pour la dissolution de l'Internationale. En fait, il n'a fait que pousser les directives reçues à leur conclusion logique. Renié de tous Earl Browder, sombra vite dans l'oubli.

Ici au Québec, c'est à Stanley Ryerson que revint la tâche d'exécuter les décisions, accompagnant la dissolution de la III^{ème} Internationale. Ce dernier était, en 1943, membre de l'exécutif national et principal responsable de la section québécoise. Alors que j'étais en congé militaire, Stanley me convoqua sur la rue Sherbrooke, à l'appartement où il logeait lorsqu'il était de passage à Montréal. Dans cette rencontre à deux, il me fit part de la nécessité de construire un parti de masse, avec toutes les transformations que cela comportait. Pour lui, il était nécessaire de renouveler la direction du parti en y apportant du sang nouveau. Afin de refaire l'image du parti, il fallait amener à sa direction des personnes de professions libérales, comme le Dr Longpré entre autres. Effectivement, dans les années qui suivirent, le Dr Longpré deviendra président de la section québécoise du POP et Danièle Cuisinier occupera le poste, beaucoup plus important, de secrétaire.

Les points de vue exprimés par S. Ryerson étaient ceux de la direction, du parti. D'ailleurs, à cet égard, Ryerson fut toujours un homme de parti. Quoi qu'il en soit, pour lui, le temps était venu de remplacer les groupes de base du parti, par des clubs plus larges. Ces derniers étaient considérés comme la forme d'organisation nécessaire, qui correspondait aux luttes électorales à venir. Selon cette vision, les dirigeants locaux Évariste Dubé Jean Bourget et les autres, ne correspondaient pas aux critères d'un parti de masse.

Comme j'étais d'accord avec l'idée d'un parti large, la discussion fut loin d'être orageuse. D'ailleurs, je ne connaissais pas le Dr Longpré ni aucune des personnes pressenties, pour diriger le parti. Je demandai à S. Ryerson : quelle serait la place des vieux militants du parti tels : Rodigue le plombier et Dumas l'électricien, etc... Quel serait le rôle dans le parti proposé pour ceux qui, pendant des années, avaient milité dans les groupes de base du parti ? La réponse fut aussi brève que simple, « nous allons les garder dans des groupes d'éducation, qui deviendront moins importants à mesure que le temps passera »... Il est à noter que la dissolution du Parti communiste américain, sous Earl Browder, s'était accompagnée de la mise sur pied d'un organisme d'éducation.

La seule opposition que j'offris, sur la nécessité de transformer le parti, porta sur la forme et non le contenu. Mais je dois reconnaître, que la vie militaire ne m'avait nullement préparé à une discussion, sur la sorte de parti à construire. Quoi qu'il en soit, je déclarai que pour moi il était nécessaire de discuter des changements proposés, avec les militants et en premier lieu avec Évariste Dubé et les autres dirigeants locaux. Dès le lendemain, j'étais de retour au camp militaire de Petawawa, Ontario. Je n'ai jamais par la suite discuté de cette rencontre, avec qui que ce soit. Mais je crois, qu'il n'y eut jamais de discussion avec les personnes concernées, comme je l'avait proposé.

TÉHÉРАН

Pour Tim Buck, « Téhéran avait ouvert une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité ». Cette rencontre historique entre Churchill, Staline et Roosevelt « était un gage de paix, pour plusieurs générations à venir ». Il prévoyait « une longue période de progrès social et de réformes progressistes, dans un monde de paix, œuvre d'un large camp réunissant toutes les forces démocratiques ». Ce dernier devait se composer « des masses populaires, de toutes les classes et partis : libéraux, conservateurs, CCF et nationalistes, tant au Canada anglais que dans celui de langue française. »

C'est un fait que l'alliance des démocraties capitaliste et l'Union soviétique ouvrit une nouvelle époque. Mais personne ne pouvait prévoir que la victoire, contre le nazisme, contribuerait à libérer des forces productives, capables d'initier la plus grande 'mutation' de l'Histoire. Mutation méconnue par ceux-là même qui la vivent : mutation que les peuples de la terre traversent, encore, en ce moment. Personne, dans les années 1940-50, ne pouvait mesurer la profondeur des changements à venir. C'est pourquoi, il y a un grand écart entre la vision de T. Buck et la réalité, que l'humanité a vécu depuis le milieu du siècle.

Dès juin 1944 T. Buck, au nom du POP, annonçait ses positions politiques adoptées, par suite de la dissolution de l'Internationale communiste. Il proposait la mise sur pied d'une coalition libérale-ouvrière, pour battre les conservateurs et amener le gouvernement King, à consentir les réformes les plus urgentes. Selon cette approche, la victoire du socialisme au Canada passait par celle de la coalition libérale-ouvrière proposée.

LE POP (1943)

La politique de 'coalition libérale-ouvrière' présidera aux destinées du POP, de sa fondation (1943) jusqu'au début des années 1950. Au Québec, l'application de cette politique donnera lieu à certains flottements. Ainsi, ce qui ressortira du congrès provincial québécois, de 1946, sera le mot d'ordre de libération nationale et populaire. Il est à noter que ce dernier mot d'ordre ne fit pas l'unanimité, une petite minorité y voyait une déviation nationaliste.

Le congrès provincial de 1946 marquait le retour au sein du parti, de ceux qui avaient été libérés de l'armée canadienne. Parmi ces derniers, Gui Canon et Henri Gagnon furent élus respectivement secrétaire général et organisateur provincial, pour la section québécoise du POP. Sortant à peine de l'euphorie des grandes victoires de l'Armée Rouge, le POP portait déjà les marques de la guerre froide. Déjà cette dernière s'était manifestée par le procès et l'emprisonnement de Fred Rose, député fédéral de Cartier. Avec la guerre froide, ce fut la faillite et l'abandon des clubs larges. Ce fut le retour aux formes d'organisation plus traditionnelles, de cellules de quartier et d'entreprise.

La guerre froide., qui conduisit à l'emprisonnement des dirigeants socialistes, Sam Carr et Fred Rose, n'apporta aucun changement dans l'orientation du POP. La politique de coalition libérale-ouvrière fut maintenue. Tim Buck déclara que les dirigeants, Rose et Carr, n'étaient plus membres du parti, parce qu'il n'avaient pas acquitté leur cotisation. Il n'y eut donc pas de défense politique militante, pour les accusés Fred Rose, Sam Carr et Raymond Boyer. Tout indique que ces derniers furent laissés à eux-mêmes afin de satisfaire aux besoins d'un rapprochement avec les forces libérales, de MacKenzie King.

Dans les années d'après-guerre, les activités du POP favoriseront un rapprochement avec les forces libérales. Ceci quoique le gouvernement libéral d'Ottawa ait été, au Canada, le principal agent d'une guerre froide destinée à réduire l'influence socialiste. Le maintien, à tout prix, d'une coalition libérale-ouvrière ne pouvait qu'isoler les dirigeants du POP, des problèmes réels du Canada. Alors qu'il aurait fallu accorder la primauté aux problèmes canadiens et québécois, le contraire se produisit. De cette incompréhension de la nouvelle situation, des historiens écriront après plusieurs années :

« Mais, petit à petit, les exigences de la tactique prescrite par Staline et l'Internationale communiste aidant, le PC en vint à reléguer aux oubliettes les aspects révolutionnaire de son programme et à soutenir, carrément, le gouvernement King. Sa nouvelle ligne réformiste, codifiée au congrès de fondation du POP, en 1943, était conforme à la ligne générale du mouvement communiste à ce moment-là. » (Les Communistes au Québec 1936-56, page 22)

Il ne saurait y avoir de doute, la coalition proposée correspondait bien aux directives de l'Internationale communiste. Mais elle ne cadrait pas pour autant à la réalité canadienne. Tournant le dos aux problèmes spécifiques du Canada, les dirigeants du POP s'enliseront dans l'illusion d'une alliance progressiste, autour du Parti libéral de M. King. Naturellement, la faiblesse de cette orientation n'était pas aussi évidente, au milieu des années 1940, qu'elle devait le devenir par la suite.

La réalité était qu'avec l'alliance entre l'URSS et les démocraties capitalistes, l'humanité était entrée dans une nouvelle époque. Dans un monde devenu différent il n'était plus suffisant, pour les Partis communistes, de se comporter comme des supporters inconditionnels de l'URSS et de l'Armée Rouge. Ici au Canada, les directives de l'Internationale et surtout la façon, dont elles furent interprétées, ne correspondaient plus aux nécessités de la lutte des classes.

CHAPITRE 12

Le virage manqué de l'après-guerre

Lorsque nous parlons du passé, nous oublions souvent que le Parti communiste du Canada, comme celui des autres pays, était né des besoins d'une époque : celle de la révolution russe (1917) et de l'obligation, pour tous les socialistes du monde, de défendre le premier et seul État socialiste, contre l'encerclement capitaliste. Sur ce dernier point, l'alliance URSS- Angleterre-États-Unis marquera une étape historique. La défaite militaire des pays de l'axe Rome-Berlin-Tokyo, à la fin de la deuxième guerre mondiale, brisera définitivement l'encerclement capitaliste du seul État socialiste. Mieux encore, la défaite du nazisme s'accompagnera du débordement du socialisme dans plusieurs pays, alors que jusque-là il avait été confiné à l'URSS. En effet, l'après-guerre verra l'apparition de ce qu'on appela alors, les nouvelles démocraties populaires.

Après la deuxième guerre ce qui importait était la capacité des partis communistes, de chaque pays, de défendre les intérêts populaires en tenant compte de la nouvelle situation. Le temps était venu de changer les vieux clichés, valables à une époque maintenant révolue. Mais au lieu de faire l'inventaire de la nouvelle situation, nous sommes demeurés figés dans le passé. Je dis nous, car j'ai partagé avec les militants du POP de nombreuses opinions et concepts, qui depuis ont sombré dans la caducité.

Comme ce fut le cas dans d'autres pays, le virage manqué de l'après-guerre amènera le dépérissement du Parti des communistes. Au Canada, l'affaiblissement se manifestera par les événements de 1947 et, plus tard, la division catastrophique de 1956. Mais ces deux dates ne peuvent tout expliquer, elles ne sont que des points de repère. Dans les conditions d'après-guerre, les divisions auraient pu se produire plus tôt ou plus tard, avec les mêmes résultats. Alors seuls les dates et le nom des acteurs auraient été différents. C'est pourquoi, le présent document se veut un instrument de recherche et non un chef d'accusation, contre qui que ce soit.

Au Québec, la politique de coalition libérale-ouvrière fit plus de ravages et de victimes, que partout au Canada. Son application, aux conditions particulières du Québec, conduira à l'éclatement du parti lors de son congrès provincial de 1947. La section québécoise du parti ne put jamais se remettre de ce qui fut appelé les événements de '47'. La division arrêtera, temporairement du moins, la recherche d'une solution aux problèmes des relations, entre les deux nations du Canada. Au Québec particulièrement, le POP se placera dans l'impossibilité

de se rapprocher des larges masses populaires et de défendre les aspirations nationales du peuple québécois. Car au Canada français, comme ailleurs, l'exécutif national insistait pour que tout soit fait, en vue de favoriser une coalition avec un gouvernement libéral, qui rêvait de tout centraliser à Ottawa.

LE POP ET LA QUESTION NATIONALE

Par sa politique de rapprochement avec les forces libérales, le POP tournait le dos aux problèmes d'un État canadien bi-national. Ce faisant, il s'efforçait de réduire le problème national au niveau d'une simple opération mathématique. Au Québec, l'oubli du fait français s'accompagnait de toutes sortes de pressions idéologiques et autres. C'était devenu la mode, dans les milieux dirigeants, de parler de la nécessité de sacrifier la partie ou tout. D'autres théoriciens fouillèrent avec ardeur les écrits de Lénine et Staline, sur la question nationale. Ils essayaient d'y déceler une solution au problème des deux nations du Canada. Lénine a dit qu'il fallait subordonner le problème national à celui de l'unité et des intérêts de la classe ouvrière. Mais subordonner ne signifie nullement qu'il faut à tout prix, faire disparaître le problème national lui-même.

Au Québec, des théoriciens de gauche ont étiré des citations de Lénine, pour faire dire à ce dernier ce qu'il n'avait jamais énoncé, ni pensé. L'on a voulu faire croire qu'il fallait taire la lutte, pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination nationale, afin de favoriser une coalition libérale-ouvrière. De fait, la position du POP sur la question nationale a été des plus vacillantes. Ainsi, en 1946, les dirigeants du parti proposaient de placer le droit à l'autodétermination nationale sur la tablette, en attendant la victoire du socialisme. Ceci contrastait avec les enseignements de Lénine, qui considérait la reconnaissance de ce droit comme inconditionnelle. Pour lui, le droit à l'autodétermination nationale était une demande démocratique, que les communistes se devaient de soutenir en tout temps.

En langage populaire, la coalition proposée par T. Buck, au nom de l'exécutif national du POP, coïncidait avec les efforts du Parti libéral, pour centraliser plus de pouvoir à Ottawa. Le but visé, par les dirigeants du POP des années 1946-47, était de placer toutes les mesures de sécurité sociale, sous la juridiction du gouvernement d'Ottawa. Ce qui, automatiquement, aurait amené la centralisation de tous les pouvoirs de taxation, aux mains du gouvernement fédéral.

Depuis le milieu du siècle (1950), les publications du Parti communiste se sont efforcées de camoufler les faiblesses du passé. L'on a écrit une histoire du parti, tout en rose, où les dirigeants avaient presque atteint l'infaillibilité. C'est comme s'il s'agissait de cacher ses faiblesses pour devenir plus fort. Or, ce jeu de cache-cache est le meilleur moyen de s'enliser dans ses faiblesses et de crouler, sous le poids des erreurs passées.

DES DROITS ÉGAUX

Dans la réalité, la poursuite d'une illusoire coalition avec les forces libérales amena les dirigeants du POP, à troquer le droit à l'autodétermination nationale contre celui de droits égaux, pour le peuple canadien-français. Dans ce dernier mot d'ordre, l'égalité signifie les mêmes droits économiques et les mêmes services sociaux, pour tous les individus appartenant aux deux nations du Canada. En pratique, le mot d'ordre des 'droits égaux' atteint son point culminant dans le combat du POP et de la gauche militante, pour l'obtention de salaires égaux à ceux payés en Ontario. Ce qui était très bien, mais tout à fait insuffisant pour apporter une solution adéquate, au problème des deux nations du Canada.

De nombreux penseurs socialistes ont refusé de comprendre, que le droit à l'autodétermination ne saurait être réduit à l'égalité économique. Au Canada, ce droit ne saurait être remplacé par une même échelle de salaire, à l'intention de tous les Canadiens. Pour tous les peuples de la terre, la libre détermination nationale c'est, surtout le droit d'être différent. N'ayant pas compris ce trait caractéristique des nations, ils en sort venus à opposer l'un à l'autre le droit à l'égalité économique et le droit, à l'existence nationale.

L'étude du passé montre que, dans la gauche québécoise, le problème national s'est souvent retrouvé dans la poussière des tablettes. Certains dirigeants ont manipulé le droit à l'autodétermination, comme l'on joue avec un yo-yo. D'autres se sont efforcés de le faire disparaître. Mais le fait national québécois n'est pas le moins têtus des faits, c'est pourquoi il refait toujours surface. C'est pourquoi, il n'y a rien à gagner à farder les vérités d'un passé, dans lequel les militants de gauche d'aujourd'hui risquent de demeurer enlisés. À cet égard, même les écrits apologétiques du Parti communiste peuvent nous aider, à ne pas répéter les erreurs passées. En les scrutant, on pourra y trouver de précieuses informations comme celles qui suivent :

« Même si des membres du parti, incluant certains dirigeants, demandaient la reconnaissance du droit à l'autodétermination nationale, le Parti communiste, comme tel, n'avait pas rejoint la conclusion théorique que c'était une demande valable. Le troisième élément, autodétermination, devint un centre de discussion dans le parti, à travers les années 1940. » (Canada's Party of Socialism, 1921-1976, page 256).

Plus loin, ce même livre officiel publié par le POP indiquera ce qui, pour les dirigeants, était la seule ligne politique juste. Pour ce faire, le terme d'emphase principale sera utilisé pour indiquer ce que l'on considérait, comme important :

« Bien que le droit à l'autodétermination nationale l'ut reconnu, le POP sans aucun doute mettait l'emphase principale sur l'abolition de l'inégalité économique et sociale existant, entre le Canada anglais et le Canada français. » (Canada's Party of Socialism, 1921-1976, page 257).

La position du POP sera beaucoup plus tranchée, ailleurs dans le livre que l'on vient de citer. Parlant de la nécessité de moderniser la constitution, sans affaiblir les droits constitutionnels du Canada français, ce livre, publié par le Parti communiste, dira textuellement :

« Cependant, il n'y avait rien sur la nécessité de réclamer une nouvelle constitution canadienne, avec une emphase sur le droit à l'autodétermination nationale. L'emphase continuelle sur l'égalité des deux nations du Canada était politiquement valable parce que dans l'après-guerre, Duplessis continuait à poursuivre une guerre ouverte contre l'établissement de réformes sociales couvrant l'ensemble du Canada, tel que proposé par le gouvernement King. Ce dernier était sous de fortes pressions de la classe ouvrière et des forces démocratiques, pour réaliser des réformes sociales. Encore une fois, Duplessis se posait comme le champion du nationalisme canadien-français combattant pour les droits provinciaux du Québec, contre le centralisme du gouvernement fédéral. Comme il n'y avait pas encore de mouvement démocratique national de masse, capable de voir à travers l'hypocrisie de Duplessis, ce n'était sûrement pas le temps pour le POP de lever le droit à l'autodétermination nationale. (Canada's Party of Socialism, 1921-1976, page 258).

La dernière phrase de cette citation a été traduite du texte anglais qui disait textuellement :

« It was thus hardly the time for the LPP to stress the right to national self determination. » (Idem, page 258).

En fait, plusieurs dirigeants socialistes ont eu de la difficulté à comprendre que l'opposition à Duplessis allait de pair, avec la nécessité de défendre le droit à l'autodétermination nationale. Il en est, ainsi, de la liaison entre les droits nationaux et les droits économiques de toute population, qui constitue une entité nationale. Une mauvaise évaluation dans ce domaine devrait conduire des dirigeants socialistes, à la déformation et parfois à une falsification de la vérité. Ainsi après les événements de '47, certains dirigeants du POP, pressés par la nécessité de descendre Henri Gagnon, en viendront à la conclusion :

« Non seulement il (Gagnon) s'opposait à l'emphase première du parti, sur l'égalité plutôt que sur l'autodétermination, nationale, mais il s'opposait aussi au transfert de points de taxation, du Québec au gouvernement fédéral, pour lui permettre de réaliser la législation sociale proposée. Cela le plaça définitivement dans le camp de Duplessis. » (Canada's Party of Socialism, 1921-1976, page 258).

LA BASE ÉCONOMIQUE DE LA NATION

Contrairement à ce qui avait été dit, il n'y eut aucune opposition au transfert de points de taxation. Plus encore, ce problème ne fut jamais discuté. Cependant, il est vrai que dans le débat qui suivit les événements de '47, j'ai affirmé que le droit de percevoir des taxes constituait la base économique d'une nation. C'était là une constatation qui depuis a gardé toute sa valeur. Aujourd'hui, il faudrait ajouter que la Caisse de dépôt du Québec constitue une grande arme économique dans la lutte du peuple québécois, pour renforcer son degré d'indépendance et de souveraineté nationale. Mais, ces constatations de la réalité ne vous placent pas dans l'un ou l'autre des deux camps qui s'opposent, sur le problème des relations entre les deux nations du Canada.

Seuls ceux, qui souffrent d'un retard mental prononcé peuvent croire que les nations pourront maintenir leur existence, par l'opération du Saint-Esprit. Pour demeurer vivant, un peuple doit s'affirmer sur tous les plans et, surtout, sur celui de l'économie. Il ne doit jamais cesser de s'affirmer et de se comporter comme un peuple libre. Il ne suffira pas de quémander aux adversaires une plus grande liberté nationale, en invoquant la justice immanente. Dans notre fin de siècle, il s'agira pour le peuple de renforcer le rôle économique de l'État québécois et de se donner les moyens économiques, qui lui permettront de décider librement de son avenir.

Les adversaires potentiels du peuple québécois, comme nation, ont vite compris ce que représentait la Caisse de dépôt, pour un Québec en quête d'une plus grande souveraineté nationale. C'est pourquoi ils tentèrent et continueront leurs efforts, pour en réduire le rôle par tous les moyens. Car à notre époque, comme par le passé, le droit de percevoir des taxes, de posséder collectivement son économie et ses grands moyens de production, constitue la base économique de la nation québécoise. Le jour où ce fondement économique s'effritera, la nation sera en danger de sombrer dans le folklore.

RECTIFICATION

Ce n'est qu'après un dur et long débat, avec ce qu'ils appelaient le « groupe Gagnon », que les dirigeants du POP en vinrent à changer leur position, sur le problème national québécois. Au début des années 1950, ils opéraient une rectification, sans pour autant reconnaître qu'ils aient pu être dans l'erreur un seul instant. Ce qui aurait été impensable, car après tout aucun parti monolithique ne saurait admettre sa faillibilité. Quoi qu'il en soit, la rectification fut expliquée de la façon qui suit :

« Ce n'est que durant la grève d'Asbestos, en 1949, qu'une section importante de l'opinion démocratique catholique commencera à se détacher de Duplessis, en injectant un contenu démocratique au mouvement national québécois. C'est seulement à ce moment, que le mouvement pour l'auto-détermination nationale prendra un certain caractère de masse. Ceci aura un rôle significatif dans l'inclusion au programme, adopté par le comité national en 1951, de la formulation qui suit : » (Canada's Party of Socialisme, page 259).

"C'est pourquoi, la reconnaissance de l'existence de la nation canadienne-française par les Canadiens de langue anglaise, de ses droits souverains, y compris le droit de se séparer, est le chemin qui conduira à une amitié ferme et durable des deux peuples. Il ne doit pas y avoir de changements institutionnel, social ou politique imposés contre la volonté du peuple québécois. Ce sont les canadiens français, qui déciderons eux-mêmes de leur futur comme nation." (canadian independance and people's Demmocracy, page 12).

Cette rectification tardive, sur le principe de l'auto-détermination nationale, ne réussira pas à ramener l'unité des militants socialiste au sein du POP. Déjà la division, résultant des "événements de 1947", avait fait son oeuvre. Le dogmatisme de l'exécutif national empêchera toute réunification des militants, du moins dans l'immédiat. Il était déjà trop tard. L'impuissance du parti, devant

la nécessité de s'adapter aux situations d'après-guerre, et son attachement aux valeurs du passé le conduiront à la crise de catastrophe des années 1956-57.

Après que la poussière des combats est retombée, les événements de 1947 et ceux de 1956 apparaissent, comme intimement liés. Jusqu'à un certain point, l'un fut le prélude de l'autre. En effet, les deux avaient leur origine dans la façon incorrecte de résoudre les désaccords, à l'intérieur du parti. À cet égard, les militants du Québec furent parmi les premiers à combattre cette déformation, qui fut appelée le "stalinisme". Au Canada, ils furent les premiers à s'opposer à des méthodes incorrectes, initiées à la fin de régime stalinien. Mais ça, ils ne le savaient pas.

En 1985, nombre de personnes s'expliquent mal la faiblesse de la gauche québécoise. La plupart des militants progressiste ne savent rien, de ce qui est survenu en 1947 et plus tard en 1956-57. Cette ignorance a desservi le développement d'une gauche québécoise, que notre époque réclame à grand cri. C'est dans le but de remédier à la situation, que le présent écrit s'efforcera de faire la lumière, sur ces événements passés l'histoire. Ceci, en espérant que la connaissance du passé puisse aider ceux qui, aujourd'hui, veulent changer le monde.

LE "COMIFORM"

les événements de 1947 ne sont pas imputables à une simple erreur d'aiguillage, d'une ou plusieurs personnes. En pratique, le POP se trouva coincé dans une contradiction, qu'il ne pourra solutionner. Cette contradiction avait ses racines, dans le contexte international du temps et la situation d'après guerre, au Canada. Elle se manifestera d'un côté, par le rêve d'une coalition libéral-ouvrière et de l'autre côté, par la formation du Cominform au cours des années

1946-47. Embourbés dans cette contradiction, les dirigeants du développement harmonieux, de la lutte des classes. Ce n'est qu'à la fin de 1949, qu'ils purent se libérer du nuage opaque d'harmonie libéral-ouvrière, dans lequel ils voguaient.

Sous la pression de la guerre froide et du danger d'un troisième conflit mondial, l'Internationale communiste dissoute en 1943 refaisait surface en 1947, sous le nom de Cominform. Ainsi, les partis communistes se trouvaient à nouveau dans un organisme international monolithique, dont le chef de file reconnu était le parti communiste de l'URSS. En pratique, le Cominform venait remplir la place

laissée vacante, par la dissolution de la III^{ème} Internationale. Malheureusement, ce transfert opéré par le haut se fera sans que l'on tienne compte, de la situation d'après-guerre. Ce qui à brève échéance précipitera une première division, entre les parti communiste.

Les changements d'orientation que constituait la formation du Cominform sera accepté, par la majorité écrasante des anciennes sections de l'Internationale communiste. Un seul parti, celui des communistes yougoslaves de Josip Broz Tito, revendiquera le droit de décider de ses propres politiques. Il sera, immédiatement, mis au ban du camp socialiste et dénoncé par tous les partis frères, celui de l'URSS en tête.

Le maréchal Tito et ses camarades furent, durant des années, dénoncés comme des traîtres et des agents de l'impérialisme mondial. Ces violentes dénonciations marquèrent un retour aux méthodes, employées dans un passé révolu. Dans les années qui suivirent, le Parti communiste chinois précipitera une autre brisure de taille, en se retirant du Cominform monolithique. En décidant de choisir sa propre voix vers le socialisme, la Chine populaire ouvrit une nouvelle ère dans les relations, entre les Partis communistes. Pendant des années, les Partis communistes de l'URSS et de la Chine populaire se feront une lutte sans merci, dont l'un des enjeux était l'hégémonie du camp socialiste.

Comme on a pu le constater, les anciennes, relations entre les Partis communistes, appliquée, aux conditions d'après-guerre, conduiront à toutes sortes de déformations. Il en sera de même de l'application des anciennes formules, dans la vie interne de chacun des Partis communiste. Cependant, parce qu'ils étaient aux prises avec des problèmes nouveaux, les Partis communistes crurent les résoudre, en revenant aux formules du temps de la III^{ème} Internationale.

Vers cette même période, le Parti communiste d'Italie, sous la direction de Palmiro Togliati, exprima des réserves envers la ligne de conduite de l'ensemble des partis communistes. De fait le PC d'Italie s'est toujours prévalu d'une plus grande autonomie et de son droit de critique. Cependant, malgré leurs divergences, les dirigeants communistes italiens continuèrent d'œuvrer au sein de l'ensemble des partis, dont le chef de file était le Parti communiste de l'URSS.

Le retour en arrière sera d'autant mieux accepté que la dissolution de la III^{ème} Internationale, décrétée par le haut, n'avait jamais été l'objet de grandes discussions, dans les partis concernés. Pour les uns, la dissolution n'avait été qu'un trompe l'oeil, à l'intention des gouvernements capitalistes. Pour d'autres,

cette même dissolution avait été une erreur, qu'il fallait réparer au plus tôt. Quoi qu'il en soit, le retour aux anciennes formules de combat remplacera la nécessité d'entreprendre une étude sérieuse, de l'époque d'après-guerre. Dans ces conditions les comportements qui autrefois faisaient la force des Partis communistes, deviendront autant de points de faiblesse. Ceci, parce qu'ils ne correspondaient plus aux nouvelles situation.

DE LA BOLCHÉVISATION DU PARTI

Le retour à une organisation monolithique conduira, à de nombreuses distorsions. Ainsi, la juste conclusion du temps de Lénine « tout pour la défense du seul état socialiste » se transformera, rapidement, en situation d'hégémonie pour le Parti communiste de l'URSS. Du même coup les Partis communistes, dont le POP, entrèrent dans de nouveaux combats la tête pleine des idées, d'une époque déjà dépassée. À l'intérieur des partis, la recherche et l'étude du nouveau cédèrent le pas, au resserrement d'une discipline de fer et d'intenses campagnes de 'bolchévisation'.

Avec le Cominform, ce sera un retour à ce que certains historiens ont appelé, un communisme de guerre. Au nom d'une plus grande efficacité, le moindre semblant d'opposition était immédiatement écrasé d'une main de fer. En réalité ce qui était écrasé, c'était la possibilité pour les Partis communistes de rectifier leur tir. Ce qui souvent se trouva brisé, au nom de la lutte contre le révisionnisme, c'était la possibilité d'opérer des transformations devenues nécessaires. Il devint vite à la mode dans le POP d'évacuer les contradictions, au lieu de les solutionner. De cette façon on pouvait disposer rapidement, à la fois des contradiction, et des contradicteurs. Dans bien des cas, l'évacuation de la contradiction se fera par le moyen de purges et d'expulsions.

Dans cette lutte interne, souvent fratricide, certains dirigeants se considéraient comme les dépositaires de la vérité marxiste. Comme d'habitude, ceux qui se croyaient les seuls propriétaires de la vérité s'adjudgèrent tous, les droit,, tandis que les autres n'en eurent aucun.

Après le deuxième conflit mondial, ce sera avec la guerre froide le retour d'un centralisme, poussé à l'extrême. Cela donnera lieu à une structure pyramidale où le pouvoir émanait d'un 'politburo'* international, pour ensuite rejoindre les échelons de la hiérarchie. En fait ce fut un retour aux pratiques du temps de Lénine, avec la différence que déjà l'humanité était engagée dans une nouvelle époque. En effet plusieurs des conclusions, apportées par Lénine,

correspondaient à un temps donné de la lutte pour le socialisme. Ainsi, plusieurs formules de combat ont été développées, à partir d'une époque de guerres civiles aiguës, de confrontations armées et, de façon générale, de l'encerclement capitaliste du premier État socialiste. À cet égard, l'époque vécue par Lénine est bien décrite dans certaines des conditions d'admission, à la III^{ème} Internationale.

DES PIÈCES DE MUSÉE

Les documents relatifs, à la III^{ème} Internationale sont devenus de véritables pièces de musée. Ils ne sont pas une recette pour débarrasser le porteur du futur. Mais leur connaissance peut nous aider à comprendre le passé, afin de mieux préparer l'avenir. Les formes, d'organisation, de la III^{ème} Internationale n'ont jamais eu de Politburo : bureau politique, la plus haute instance du pouvoir centralisé, valeur absolue. Elles avaient leur raison d'être, dans une période de guerres civiles aiguës et d'opérations militaires. Elles étaient au cœur de ce qui fut appelé le 'communisme de guerre'. Leur maintien hors du contexte, qui les avait vu naître, représentait un danger pour ceux qui les utilisaient. Depuis le milieu du siècle, le maintien de formules périmées a présidé au dépérissement de plus d'un Parti communiste. C'est donc à la lumière de notre époque, qu'il faut relire certaines des conditions d'admission, à ce que fut la III^{ème} Internationale:

Ces conditions, décrites au Congrès de Tours (1920) disaient :

Art. 3. « Dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique, la lutte de classe entre dans la phase de guerre civile. »

Art. 12. « Les partis appartenant à l'Internationale communiste doivent être construits sur la base du centralisme démocratique. À notre époque de guerre civile aiguë, le Parti communiste ne pourra être à même de satisfaire à ses obligations que s'il est organisé le plus possible sur les bases centralistes, que si une discipline de fer règne, que si la direction centrale, soutenue par la confiance des sections du parti, est (sic) dotée d'un pouvoir complet d'autorité et des plus larges compétences. »

Art. 13. « Les Partis communistes des pays dans lesquels les communistes peuvent poursuivre légalement leur activité doivent, de temps en temps, entreprendre une séparation de l'effectif de l'organisation du parti et purger celui-ci des éléments petits-bourgeois, qui s'y sont glissés. »

Art. 16. « Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale communiste, de même que celles du Comité exécutif sont obligatoires, pour tous les partis 'appartenant à l'Internationale communiste'. Celle-ci agissant dans une période de guerre civile intense doit être construite, sur une base beaucoup plus centralisée que ne le fut la III^{ème} Internationale. » (Congrès de Tours, 1920).

La résurgence d'une organisation monolithique internationale, sous le nom de Cominform, devait décider de l'orientation des Partis communistes du monde. Elle apporta aussi des vacillations importantes, dans l'approche politique du POP. Plus tard elle contribuera, dans une large mesure, aux événements de 1947 et à la crise de catastrophe de 1956.

L'APRÈS-GUERRE (1945)

Un survol rapide des faits, précédant 'les événements de 1947', nous aidera à identifier les vacillations du POP. À cet égard rappelons que sur le problème national, la Convention nationale de 1945 avait proposé :

« La création d'une organisation de langue française, une entité organique, composée et conduite par des Canadien, français, la section française du Parti ouvrier-progressiste. » (Source : Convention Nationale, POP, 1945).

Moins de deux ans plus tard, au congrès provincial québécois de 1947, des militants seront accusés de propager le séparatisme organisationnel. Or, jamais les militants accusés n'avaient proposé une organisation séparée. L'organisme visé, le comité des organisateurs de langue française, fut toujours assujéti au comité provincial. À ce dernier comité, organe suprême au Québec, siégeaient des représentants de langue française et de langue anglaise. Ce qui n'empêchera pas la condamnation de plusieurs militants, accusés d'avoir formé une faction nationaliste et de propager la séparation organisationnelle. Ce qui signifiait vouloir créer une 'entité organique'.

Au Québec, l'organisation du POP fut profondément touchée par la guerre froide. Elle subit l'impact de l'arrestation de Fred Rose et, plus tard, son

emprisonnement. Rappelons que Fred Rose était l'une des figures les plus respectée et populaire, au Canada français. Peu armés pour résister à ce genre de situation, les clubs larges se désintégrèrent au point de disparaître complètement.

RECONSTRUCTION

Les années 1946-47 donnèrent lieu à une période de reconstruction du parti. Cela s'opéra par un retour aux formes traditionnelles d'avant-guerre. Dès 1946, de légers succès étaient déjà atteints. En pratique cela signifiait une structure d'organisation moins fragile, des groupes fondés sur le territoire et partout, où c'était possible, le lieu de travail (groupe d'entreprise). Une première réunion à la salle Bovet rallia plus de 125 militants, parmi les plus aguerris. Ce groupe n'était pas composé uniquement de signataires de carte de membre. Au contraire chacune des personnes, qui avaient répondu à l'appel du parti, était un organisateur dans son domaine.

Pour donner une idée des succès obtenus, signalons quelques réalisations. Un secteur jeunesse fut créé, sous la direction de Gabrielle Desjardins et Marcel Lapalme. Les sections du parti pouvaient, dans leur territoire respectif, tenir des assemblées publique de 2 à 300 personnes. Certaines assemblées électorales (Michael Buhay, Saint-Louis), sous l'égide du comité des organisateurs, réunissaient des audiences de milliers de citoyens. Un pique-nique, sous l'initiative de la section Saint-Louis dirigé par Gérard Pellerin, fut le plus grand jamais tenu dans la région de Montréal. Plus de 1000 personnes, ouvriers et vétérans se joignirent à ce pique-nique tenu dans l'île Sainte-Thérèse, face au bout de l'île (est de Montréal). C'était là de petit succès qui à leur façon, démontraient qu'il était possible d'avancer, malgré le climat de guerre froide.

Les années d'après-guerre virent les efforts des impérialistes américains, pour s'assurer une suprématie mondiale. Ce qui accentua d'autant le danger d'un troisième conflit mondial. Au Québec, certains groupes de nationalistes anticonscriptionnistes s'agitaient. Ce sont eux qui prirent l'initiative d'établir des contacts, avec le POP. Ils se déclaraient prêts à unir leur force a cel les du POP, dans une lutte pour le maintien de la paix dans le monde. Comme j'étais le plus visible des organisateurs du POP c'est à moi Henri Gagnon, qu'ils s'adressèrent. Une ou deux réunions préliminaires eurent lieu dans les 'bureaux du POP', au 254 est, rue Sainte-Catherine. Comme première base de discussion, les militants nationalistes se déclaraient prêts à :

-
- « 1. Supporter la lutte pour le droit à l'organisation du mouvement ouvrier.
 2. À tenir des assemblées conjointes avec nos camarades travaillant dans les unions ouvrières.
 3. À tenir avec notre aide des assemblées contre la conscription.
 4. À parcourir les campagnes, au cours des fins de semaine et d'y tenir des réunions contre la conscription.
 5. À demander la révision du procès de Fred Rose, victime des préparatifs de guerre. » (Extrait de l'Estimation de la période 1947-50. page 6).

Ces discussions avec des nationalistes furent portées, à la connaissance des membres de l'exécutif provincial et de l'exécutif national. Elles n'eurent pas grand écho. Harry Binder, le dirigeant de langue anglaise au Québec, répondra que « cela sera jugé suivant son mérite. » J'en parlai brièvement à Stanley Ryerson de l'exécutif national, qui répondra que « cela mérite considération ». Plus tard, à une réunion du Comité provincial où T. Buck était présent, je proposai l'établissement d'un fonds pour commencer le travail antiguerre, avec les nationalistes.

Il fut immédiatement proposé de transférer la question au comité exécutif, où elle finit par se perdre complètement. Tout laisse croire, que le travail proposé ne cadrerait pas avec la vision d'une coalition libérale-ouvrière, qui probablement était déjà en discussion au sommet du parti. Chose certaine, le POP ne donna jamais suite aux propositions avancées par les militants nationalistes.

Les faits que je relate ici se sont déroulés rapidement. Après tout, je ne fus libéré de l'armée que le 4 mai 1946. Après une brève période de reconstruction de l'organisation du parti, j'eus comme tâche d'aider les grévistes de la Dominion Textile. Cette grève, passée à l'histoire comme l'une des plus combatives, était sous la direction de Kent Rowley et Madeleine Parent. Avec la collaboration des militants Réal Métivier et Bernard Boulanger, une collecte de fonds fut organisée pour venir en aide, aux familles des grévistes. Les centaines de dollars recueillis furent remis au comité de grève. Ce travail, ainsi que l'aide sur le piquet de grève, se poursuivit pendant plusieurs semaines.

LE MOUVEMENT DES SQUATTERS

Toujours en 1946, le comité provincial m'assigna la tâche d'organiser 'La Ligue des vétérans sans-logis' du Québec. Ce travail se fera avec la collaboration entre autres de John Switzman, Ben Lubell, Reg Louthood, Eddy Zakon. R. Métivier, Pamphyle Piché, R. Diné, C. Provost, et d'autres. Ce mouvement de revendication des vétérans se transformera rapidement, en mouvement de squatters. Ce dernier s'occupera de trouver des locaux et d'y abriter des familles de vétérans. Limité à l'occupation de maisons vides et de maisons de jeux, le mouvement des squatters dut étendre son champ d'action. Comme sa clientèle augmentait, le mouvement des squatters en vint à occuper les baraques militaires de l'île Sainte-Hélène, ceux de la Rive-Sud et, plus tard, un hôpital militaire désaffecté.

La première occupation de squatters prit place, le 24 octobre 1946. Les familles de 5 vétérans sans-logis occuperont une ancienne maison de jeux, qui se préparait à ré ouvrir ses portes au numéro 2054, de la rue McGill Collège. Ces familles étaient celles d'Henri Gagnon, David Durocher, Napoléon Auger et celles de deux vétérans de langue anglaise, Fuchs et Bellerner. Dans les mois, qui suivirent, le mouvement des squatters prit l'allure d'une véritable croisade. Ce furent tour à tour les opérations des rues Saint-Denis et Mont-Royal, du boul. Décarie et de la Côte-des-Neiges, avant d'en venir à l'occupation des anciennes baraques militaires.

Plus de 80 familles, comprenant des centaines d'enfants, furent logées à travers les opérations des squatters. Toutes ces familles eurent accès, par la suite, à des maisons construites à l'intention des vétérans. La dernière opération des squatters prendra place en 1947, quelques semaines avant le Congrès provincial du POP, qui s'acheva par une division majeure.

Il est à noter qu'au cours de son existence, le mouvement des squatters ne se limita pas à l'occupation de logements :

« Cependant une manifestation de vétérans-étudiants, organisée par Henri Gagnon, réclamant une allocation plus élevée et des logements convenables pour les vétérans, bien qu'interdite, va réunir 150 personnes à la Place d'Armes le 3 mars 1947. » (Choko, Marc, Les Cahiers d'Histoire de l'Université de Montréal, vol. II, no 2, Printemps 1982, p. 34).

Le mouvement des squatters fut l'un des beaux épisodes de lutte révolutionnaire, conduite sous l'égide de la gauche québécoise. Cependant le POP, sans doute à cause de sa division interne, n'en réclamera pas la paternité. Il joua cette carte à la baisse. Cela explique, partiellement, pourquoi ce

mouvement victorieux sur presque tous les fronts soit peu connu de nos jours. À cet égard, l'auteur-écrivain Marc Choko fera des remarques pertinentes, dans son livre sur la crise du logement. Après les recherches qu'il fit, il déclara avoir retracé dans les journaux de 1940-47, près de 300 photos et articles sur l'opération des squatters. Il écrira en outre :

« À notre avis, le mouvement des squatters à Montréal de 1946-47 est le plus important mouvement de revendication des travailleurs, portant spécifiquement sur la question du logement, dans toute l'histoire de Montréal. Malgré cela, il reste presque totalement inconnu. » (Crise du logement à Montréal, pp. 165 à 181, Marc Choko).

DIFFÉRENTES ATTITUDES

Les hauts dirigeants du POP et ses journaux, *Combat* et *Canadian Tribune*, accordèrent peu d'importance à l'occupation des logements, par les vétérans. Ce qui contrastait avec l'énorme publicité des grands journaux et de la radio. Encore aujourd'hui, un tel manque d'intérêt demeure difficile à expliquer. Mais, il est à noter que le mouvement des squatters pouvait difficilement se poursuivre, sans heurter de front le parti libéral d'Ottawa, Après tout, c'est le gouvernement fédéral qui avait la responsabilité de réintégrer les vétérans, à la vie civile. C'était aussi le parti libéral-fédéral, qui avait la responsabilité des programmes de logement. à travers la Société centrale d'hypothèque et de logement.

Comme le fera remarquer Marc Choko dans son écrit par la prise de logements par les vétérans, « L'attitude la plus intéressante sera celle des gouvernements, de la justice et de la police. » Chacun traitera ce mouvement comme une patate trop chaude. Les autorités municipales, sans supporter les squatters, éviteront de les attaquer. Mieux encore M. Asselin, un représentant des autorités municipales, se laissera photographier avec les familles des squatters de l'île Sainte-Hélène. Du côté du gouvernement provincial, Duplessis dénoncera un complot communiste international, mais il se gardera de prendre aucune action contre les familles de vétérans. Plus encore, Paul Benoît de la Sûreté provinciale s'arrangera pour me laisser savoir, qu'il avait ordre de laisser les familles des squatters tranquilles.

Commentant un événement de portée internationale, le *Times* de New York en faussant les faits rapportera:

« Squat on the Squatters »

«Les squatters ont envahi Montréal la semaine passée. Et les communistes ont envahi les squatters. Le dirigeant des squatters montréalais, qui a pris deux maisons de jeu vacantes, était Henri Gagnon, 36 ans, le communiste No 1 et organisateur pour le Parti ouvrier-progressiste. Le mouvement des squatters, à Montréal et ailleurs, est né d'une tentative de vétérans non communistes, pour se trouver des logements. Gagnon fit son apparition à la première réunion, pour se faire élire président de la nouvelle Ligue des vétérans sans-logis et conduire l'opération des squatters. »

«Le premier ministre provincial, qui hait et craint les communistes, a dénoncé cette opération comme un complot communiste, pour détruire les institutions démocratiques. Mais le premier ministre, qui a le pouvoir de fermer tout établissement où se fait des activités subversives, a déclaré ne pouvoir agir contre les squatters, tant qu'une cour n'aura pas décidé juridiquement, que le « squatting » de Gagnon constitue une entrée par la force. » (Times Magazine, section Canada, du 9 novembre 1946).

La réalité est que la Ligue des vétérans sans-logis fut conçue et organisée, sous la direction du Parti ouvrier-progressiste. Le mouvement des squatters lui-même inclut quelque 80 vétérans, chefs de famille, comprenant au total environ 300 personnes avec les femmes et les enfants. De ce nombre, seulement 3 vétérans avaient été des membres du POP ou de son secteur de jeunesse.

L'article du Times s'accompagnait d'une photo d'Henri Gagnon à côté de Fred Rose, qui venait d'être condamné pour espionnage dans une grande campagne anticomuniste. Le but visé était de dresser les vétérans contre Henri Gagnon, ce qui ne fut pas réussi. Les vétérans en lutte pour un logement refusèrent de se laisser diviser.

Comme le montre la caricature p. 218, le mouvement des squatters n'avait pas l'appui officiel des journaux. Ainsi les journalistes avaient ordre de se référer au chef des squatters, comme d'un individu payé par le POP (communiste). Comme malgré ça Gagnon devenait trop populaire, il fut ordonné aux journalistes de ne mentionner à aucun prix le nom du «chef des squatters». À la demande d'H. Gagnon, les journalistes se firent un devoir d'aider les familles de vétérans sans-logis, par le contenu de leurs reportages. Comme ils connaissaient bien leur métier, ils aidèrent par le moyen de photos montrant les enfants des squatters. C'est pour une bonne part grâce au support intelligent des journalistes, que les vétérans gagnèrent leur point. Chacune des familles eut accès à un logement convenable.

DUPLESSIS ET LES SQUATTERS

Comme premier ministre de la province, Duplessis n'a jamais manqué d'astuce. C'est ainsi que malgré de grandes déclarations, pour la frime, il n'a pas agi contre les squatters. Premièrement, ce n'aurait pas été populaire. Deuxièmement, le grand nombre de familles des squatters occupait des baraques et un hôpital militaire. Dans les deux cas, c'était des propriétés du gouvernement fédéral. Cela faisait, sans doute, l'affaire de M. Duplessis de placer dans l'eau bouillante un gouvernement fédéral, pour lequel il n'avait aucune sympathie. La suite devait lui donner raison.

Durant l'été 1947, c'est le gouvernement fédéral qui fut forcé de prendre l'odieux de l'affaire. C'est une escouade de la RCMP, qui interviendra au pas militaire et armé de mitraillettes. Dans leurs costumes habituels, les hommes de la RCMP viendront déloger les femmes et les enfants des squatters à 3:00 pm, au moment où les maris étaient au travail. Par contre, les autorités municipales fourniront d'immenses tentes où les familles pourront s'abriter, en attendant qu'on leur procure un logement. Ce qui ne tarda pas, en l'espace de quelques semaines; c'était une victoire pour ces familles qui purent légalement occuper de vrais logements.

De son étude sur le logement, Marc Choko conclura en écrivant:

« Le mouvement des squatters, bien que limité dans le temps, va donc avoir une audience très étendue et, semble-t-il, plutôt favorable auprès de la majeure partie de la population, qui vit les mêmes problèmes. » «M. Gordon, président de la Commission des prix, va se prononcer pour le maintien du contrôle des prix. De plus, ceux qui souhaitent une intervention directe de l'État dans le domaine du logement ne manquèrent pas d'utiliser ces événements, pour alimenter leur cause. La Ligue des Vétérans sans-logis faisait ainsi la preuve qu'un petit noyau de militants, décidés (au point de «déborder » parfois la stricte légalité du moment) et bien organisés, pouvait profiter d'une conjoncture favorable pour faire valoir avantageusement ses revendications et amener une prise de conscience des travailleurs, à partir d'éléments très concrets de leur vécu quotidien. »

(Les Cahiers d'Histoire de l'Université de Montréal, Printemps 1982, Vol. II, no 2, page 37).

LES ÉVÉNEMENTS DE 1947, PREMIÈRE ÉTINCELLE

Malgré des frictions mineures, rien ne laissait prévoir un affrontement majeur jusqu'au Comité national, vers la fin de l'hiver 1946. Lors de cette conférence tenue à Toronto, l'exécutif national proposait les orientations politiques à suivre, pour les années à venir. Le discours de T. Buck porta, essentiellement, sur la nécessité de refaire la constitution canadienne, (to recast the constitution). Il porta, aussi, sur le besoin d'œuvrer à une coalition libérale-ouvrière. Ce qui était jugé comme un besoin pressant, pour établir des programmes de sécurité sociale uniformes, d'un bout à l'autre du Canada. Selon l'exécutif national, le POP se devait de supporter les propositions du gouvernement King.

Lors de cette conférence nationale (1946), au cours d'une brève intervention, je déclarai: « Si nous avançons le mot d'ordre de refaire la constitution canadienne, nous soulèverons par la même occasion le problème des relations entre les deux nations du Canada. » Je m'efforçai d'expliquer, qu'au Québec, nous assistions à une recrudescence du nationalisme québécois. J'expliquai que le mouvement national québécois recelait une puissance, avec laquelle il fallait compter.

Dans ma courte intervention, je rapportais les manœuvres du gouvernement central pour centraliser tous les pouvoirs à Ottawa. Je déclarai que, moi pour un, «je n'étais pas prêt à signer un chèque en blanc à l'intention du gouvernement libéral de M. King». Dans la salle, ce fut un silence où Ton aurait entendu voler une mouche. Pour les délégués des autres provinces, l'idée même qu'il pouvait y avoir deux nations au Canada ressemblait à une hérésie. Pour les délégués de langue anglaise, la simple allusion au droit à l'autodétermination nationale était interprétée, comme une tendance pernicieuse de balkaniser le Canada. Quoi qu'il en soit, mon intervention devant la conférence reposait simplement sur des constatations. Jamais, elle ne fut présentée comme une prise de position ferme.

L'ÉCOLE NATIONALE

J'appris que l'école nationale du POP devait, entre autres, étudier le problème national. J'insistai pour assister à cette école marxiste, dirigée par Stanley Ryerson, dont les qualités d'enseignant n'étaient pas à faire. Au cours de cette année 1947, il y eut 4 élèves de langue française: Gui Caron, Henri Gagnon, Marc Leclerc et Gabrielle Desjardins. Cette session de formation, tenue à Sudbury, fut des plus intéressante. Cependant, il n'y eut pas d'étude de la question nationale ou sur les relations, entre les deux nations du Canada.

La discussion sur le problème national se limita à une lecture de T. Buck. Ce n'était qu'une répétition de ce qu'il avait déjà dit, à la conférence nationale. Pour une seconde fois, je fis remarquer qu'un remodelage de la constitution devait s'accompagner de la lutte, pour le droit à l'autodétermination nationale du Canada français. Tim Buck déclara que ce serait faire le jeu du chef nationaliste, Maurice Duplessis. Je suis donc revenu à la charge, pour affirmer que Duplessis n'était pas un chef nationaliste. On pouvait le taxer d'autonomiste, mais pas de nationaliste. À mon avis, Maurice Duplessis a toujours été un conservateur. Ce qui le rendait différent des autres politiciens, c'est qu'il avait compris la force immense, que recelait le mouvement national, et l'utilisait à ses propres fins. Au gouvernement provincial, du temps, il n'y avait qu'un seul député nationaliste, dans la personne de René Chaloult.

Plus tard, après sa résignation comme chef provincial, Gui Caron dira que c'est à l'école nationale qu'il adopta les positions de T. Buck et Stanley Ryerson. Il avouera que pour lui, presque un nouveau venu, il apparaîtra impossible que ces deux grands dirigeants puissent se tromper. C'est pourquoi, à la veille du congrès de 1947, il se rangera du bord de l'exécutif national et se lancera dans une attaque, contre certains militants du Québec.

Dans les années qui suivirent, Harry Binder, le dirigeant de langue anglaise au Québec, dénoncera le rôle qu'il avait lui-même rempli, lors des événements de 1947. Il le fit lors de la crise de catastrophe, qui frappa le Parti communiste du Canada en 1956. S'adressant à T. Buck, il parlera de « la nécessité de réhabiliter Michael Buhay et Henri Gagnon ». Comme T. Buck semblait ne pas se souvenir, Harry Binder enchaîna : « Le camarade Buhay fut, pour un temps, exclu de tout poste, en partant d'une simple remarque du représentant de l'Internationale. Pour ce qui est d'Henri Gagnon, c'est moi-même qui fut chargé de faire le sale travail. Nous étions très forts dans ce genre d'opération ». Je n'ai jamais douté de la véracité des avancés de H. Binder, d'autant plus qu'il les fit en présence de T. Buck et de moi-même.

CHAPITRE 13

La division'1947'

La division s'installera définitivement dans le parti, dans les semaines entre la fin de l'école nationale et le Congrès provincial. Elle s'exprimera par un flot de rumeurs et de commérages, qu'il serait oiseux et long à décrire. Tout y passa, du simple salissage aux accusations les plus fantaisistes. Dans ces conditions, il n'était pas facile d'identifier les divergences politiques réelles. Il était difficile de réaliser que les accusations, pour la plupart non fondées, avaient leurs racines dans des divergences politiques. Le seul remède contre ce genre de division aurait été la recherche d'une ligne politique juste, en partant de la discussion des différents points de vue. Le Congrès représentait la seule possibilité de ramener l'unité. Ceci bien entendu, à condition de tenir ce congrès dans des conditions normales. Pour cette raison, j'insistai pour que T. Buck assiste au Congrès provincial. Il va sans dire que les militants de langue française, ainsi que moi-même, avaient pleine confiance en T. Buck.

La division de 1947 ne venait pas uniquement des accusations non fondées. Il y avait des conceptions différentes, de la lutte interne du parti et de ce que doit être un congrès. Ainsi, au cours d'une des rares assemblées générales en préparation au congrès, Oscar Roy déclarera:

«Sur le problème des relations fédérale-provinciale, je ne vois pas pourquoi les camarades discuteront de ces points de la ligne politique, puisque les camarades du centre (exécutif national) ont déjà décidé de ces points. » (1951, Estimation de la période, 1947-50, page 13)

Une autre source de difficulté avait son origine dans des conceptions différentes, sur le rôle des Partis communistes. Certains dirigeants tendaient à limiter le mouvement communiste, à la hauteur et la grandeur du 'trade-unionisme'. Pour plusieurs, tout ce qui pouvait être accompli en dehors du syndicalisme était: imbécillité, perte de temps et manque de compréhension politique. Cette tendance consistait à tout ramener au niveau de la lutte syndicale. Le plus surprenant, c'est que cette tendance ne provenait nullement du milieu ouvrier :

« Dès 1946 cette tendance s'exprimait avec force. Elle s'exprima par certains points de vue révélateurs. » « La lutte contre le danger de guerre se gagnera sur le piquet de grève. » (Danièle Cuisinier, Toronto, 1946)... « L'agitation anti-conscriptionniste et celle des nationalistes du Québec n'est que le reflet du

développement et des succès du mouvement trade-unioniste. » (Stanley Ryerson, Conférence Nationale, 1947).

(Id. Évaluation de la période, 1947-50)

N.B.: La remarque, ci-haut, de Stanley Ryerson répondait à l'affirmation de H. Gagnon, sur la nécessité de la lutte pour le droit à l'autodétermination nationale et sur la force sociale, que recelait le mouvement national au Canada français.

Dans leur livre sur les 'Communistes au Québec¹, les historiens Robert Comeau et Bernard Dionne laissent croire qu'un débat, Oscar Roy — Henri Gagnon, aurait précédé le 5^{ième} Congrès provincial de 1947. Il n'en fut pas ainsi. Ce qui, en l'occurrence, prête à confusion c'est que l'équipe Comeau-Dionne, dans leur étude du passé, dut s'en remettre aux textes officiels. Mais le gros des activités, en ce qui regarde la préparation au Congrès, se passa en coulisse et ne prit pas l'allure d'un débat. Oscar Roy eut la particularité d'écrire en toute honnêteté, sur la façon dont il comprenait le rôle du parti et surtout la façon de défendre la ligne juste, établie par les dirigeants de l'exécutif national. Ici au Québec il deviendra l'exécuter, celui qui est chargé des missions les plus hasardeuses.

UN MARXISME PYRAMIDAL

L'on ne saurait accuser Oscar Roy d'avoir précipité la division de 1947. Je crois pour ma part qu'il a été savamment utilisé. Quoi qu'il en soit, son article dans la revue Action laisse voir qu'il ira au Congrès, pour défendre une ligne politique préétablie. Pour lui la ligne du parti s'établit par en haut, pour ensuite être transmise à la base. Pour lui un congrès n'est rien d'autre, qu'une façon de transmettre aux membres les décisions de la haute direction. Ainsi, il apportera les conclusions suivantes en critiquant un article d'Henri Gagnon :

« Après l'article du camarade Gui Caron et la mise au point du camarade Buck sur cette question, l'article du camarade Gagnon exprime certains différends avec la ligne politique du parti. La position du parti, sur cette question des relations fédérale-provinciale, me semble assez claire. » « Puis, le camarade Gagnon donne des citations de personnes éminentes, justifiant la demande de réformes sociales et constitutionnelles. On ne saurait voir là de faute grave, si ce n'est qu'elles n'ont guère leur place dans un article de la sorte. Il s'agit ici d'un article développant une ligne politique communiste et on peut s'étonner que les opinions, qui y sont exprimées, ne trouvent à s'appuyer que sur des « autorités » bourgeoises... »

«Un marxiste ne se sert pas d'un auteur bourgeois pour prouver qu'il a raison, sur une question politique courante. Après tout, qui est l'autorité? Qui possède la politique juste? Qui garantit le bien-être immédiat et lointain de la classe ouvrière?... C'est le parti marxiste et, seules, les autorités marxistes ont le dernier mot. »

« On peut trouver pour le moins étrange qu'en traitant de la question nationale, d'un problème qui s'y rattache étroitement, un camarade ait recours à l'autorité d'un théoricien bourgeois-nationaliste. »

« Le camarade Gagnon dit que le nationalisme de Duplessis est un «faux nationalisme»... D'où on ne peut faire autrement que de conclure qu'il y a un « vrai nationalisme » qui, étant vrai, doit être supporté. Voilà un départ très sérieux de la théorie marxiste fondamentale. »

«Comme document marxiste, l'article du camarade Gagnon laisse beaucoup à désirer. Il n'avance pas de perspective marxiste. Il trahit chez lui des tendances nationalistes. Il hésite à placer des demandes concrètes devant Duplessis, pour la signature des ententes. Il sème même la confusion sur les problèmes, qui nous confrontent à l'heure actuelle. »

(Action, Septembre 1947, Les relations fédérale-provinciale, Discussion sur les points soulevés par Henri Gagnon, d'Oscar Roy).

Je ne crois pas que l'écrit, ci-haut, ait pu déclencher l'explosion du POP. Je suis persuadé qu'Oscar Roy a écrit en toute sincérité. De toute façon, il était loin d'être le seul à défendre un marxiste pyramidal. Si tous avaient eu le courage d'O. Roy pour écrire et défendre leur point de vue, il n'y aurait pas eu de division. La division, dont nous parlons, est venue de l'absence de discussion politique. Au lieu d'organiser les discussions nécessaires, l'exécutif national a pris des mesures organisationnelles, pour résoudre des problèmes politiques.

En 1947 j'ai espéré, jusqu'à la dernière minute, qu'il serait possible de résoudre les contradictions internes du parti, par la voie de la discussion. Cela devait s'avérer impossible. Le congrès du 17 octobre 1947 prendra une autre voie.

LA RÉOLUTION SURPRISE

Le matin du 17 octobre, Gui Caron m'apprend que des membres de l'exécutif national veulent me rencontrer à 10 heures. Étaient présents à cette réunion non officielle T. Buck, S. Ryerson, Gui Caron et moi-même. L'on me présenta, pour la

première fois, ce qui plus tard sera appelé la 'résolution surprise'. Dans ce document je n'étais pas au banc des accusés, du moins mon nom n'y paraissait pas. Seules, trois personnes étaient visées:

« Le Congrès condamne catégoriquement cette tendance néfaste et inadmissible, dont les représentants principaux sont les camarades E. Samuel, G. Pellerin et M. Lapalme et déclare, que ces camarades doivent cesser d'occuper des postes responsables dans le parti. » (Extrait, Résolution, 5ième Congrès, POP)

T. Buck, S. Ryerson et G. Caron voulaient savoir quelle serait mon attitude, envers cette résolution. Ils voulaient savoir ce que je dirais, à titre d'organisateur provincial. Car pour eux à ce titre, je devais supporter la résolution proposée. Je répondis n'être pas du même avis et qu'au congrès, je parlerais comme un membre du parti et que je m'opposerais, à une telle façon de procéder.

Je dis aux camarades de l'exécutif national, si vous croyez aux accusations portées, rien ne vous empêche de tenir un vrai procès après le congrès. Je proposai, même, la tenue d'un procès rouge contre les personnes visées. Dans ce genre de procès, l'accusé a la possibilité de se défendre contre des accusations précises. Je rappelai que même dans le cas de Côté, convaincu d'avoir servi d'indicateur de police, le parti lui avait offert la possibilité d'un procès où il aurait pu se défendre. Je leur dis que, dans les circonstances, la résolution dirigée contre Samuel, Pellerin et Lapalme ressemblait à une exécution politique et que je n'appuierais pas un tel geste. Je leur demandai de ne pas présenter cette résolution, qui transformerait le congrès en un procès. La seule réponse vint de Stanley Ryerson. Il déclara: «Si tu compares un congrès communiste à un procès, laisse-moi te dire que les accusés ont trouvé un drôle d'avocat en ta personne. » C'est sur cette dernière note que la réunion prit fin.

LE CONGRÈS DE '47

Le même soir, vendredi 17 octobre, Gui Caron dans son discours d'ouverture présentait la résolution surprise. Les dirigeants de l'exécutif national avaient décidé d'imposer leur point de vue. Historiquement, l'accusation la plus sérieuse contre les dirigeants du temps, c'est d'avoir sabordé la possibilité pour le POP d'entreprendre des transformations, devenues urgentes. Naturellement, rien ne prouve qu'avec la présence de ceux qui avaient été écartés de ses rangs, le POP aurait pu se transformer. Mais ce qui est sûr c'est que les militants, projetés

hors des rangs du parti, représentaient des possibilités de transformation. Ce qui par la suite s'avéra certain c'est que ces méthodes, à peine tolérables en temps d'illégalité, de guerre civile ou d'opération militaire, étaient inadmissibles au Canada dans les conditions de 1947.

LA SORTIE (WALK OUT)

Le Congrès commença en tourbillon. Oscar Roy en assurait la présidence. Son premier geste fut de proposer une résolution, destinée à changer la procédure d'élection du comité provincial. Je me suis levé pour proposer que la discussion sur ce sujet se fasse, dans le cours du congrès. Le président ne voulut accepter ni amendement, ni contre-proposition. Des délégués dont F. Boger et Jean Collon, deux syndicalistes, rompus aux procédures parlementaires demandent la parole. Le président refuse de la leur accorder. Évariste Dubé, le doyen du parti chez les Canadiens français, insiste pour avoir le droit de parler. Le président Roy déclare: «il est tard, nous n'avons pas le temps de discuter». Il demande le vote, déjà les délégués de langue anglaise (la majorité) ont la main levée pour voter. Tout cela se passe en présence de T. Buck, S. Ryerson, Caron et les autres dirigeants.

Les délégués au congrès étaient pris dans la manœuvre, que les syndicalistes appellent le rouleau à vapeur (steam roller). Le camarade Dubé se lève et déclare qu'il ne restera pas dans une réunion, où il n'y a pas de démocratie. Il sortira de la salle du congrès. La majorité des délégués de langue française, dont moi-même, sortiront à la suite de E. Dubé. Rendus à l'extérieur les protestataires reviendront à l'appel de T. Buck, qui veut leur adresser la parole. Revenus dans la salle, ils resteront debout jusqu'à ce que Buck leur annonce que la résolution contestée sera discutée, dans le cours du congrès. À la suite de cette intervention, le congrès se continuera.

Le lendemain, le président Oscar Roy s'excusera d'avoir commis une erreur de procédure. Plus tard T. Buck déclara que d'après son expérience, la sortie (walk-out) était un geste prémédité qui laissait voir l'existence d'une faction. La préméditation était à peu près impossible, car personne ne pouvait prévoir les gestes antidémocratiques d'Oscar Roy. Par contre, le 'walk-out' indiquait qu'il existait un fort groupe de militants de langue française, qui n'acceptait pas de se laisser charrier par des procédures antidémocratiques.

Vendredi soir, après le 'walk-out', le congrès se continuera avec le discours du chef provincial, Gui Caron. Avant même que personne ne se soit exprimé, il

déclarera: 'ces camarades vous trompent' en se référant aux personnes, accusées dans la résolution surprise. De cette résolution, il présentera une conclusion révisée:

« Le congrès condamne catégoriquement cette tendance néfaste et inadmissible, dont les représentants sont les camarades E. Samuel, G. Pellerin et M. Lapalme et déclare, que ces camarades doivent cesser d'occuper des postes responsables dans le parti. »

(Extrait de résolution, 5ième Congrès provincial, POP)

C'était la partie qu'on m'avait lue le matin même. Mais une phrase avait été ajoutée. Après mon refus de souscrire à l'assassinat politique de trois de mes camarades, mon nom avait été ajouté à la liste des accusés et la résolution se lisait maintenant comme suit:

« En plus, le Congrès critique sévèrement le camarade H. Gagnon qui a donné son appui à ce groupement, utilisant à cette fin son poste d'organisateur, et exige que le camarade Gagnon corrige dès maintenant son attitude et entreprenne une lutte, pour améliorer le caractère de son travail. » (Id, Extrait, Résolution du 5ième Congrès provincial)

La résolution surprise n'a pas été le fruit de discussions tenues avant le congrès. Elle fut élaborée et écrite sur le trajet, en chemin de fer, entre Toronto et Montréal. La deuxième partie de sa conclusion a été rédigée à la hâte, dans les heures qui précèdent le congrès, par les soins de T. Buck, Ryerson et Gui Caron. Dans la mesure du possible, je me borne à rappeler des faits. Car jusqu'à preuve du contraire, les dirigeants concernés croyaient agir dans l'intérêt du parti. Les moyens, qu'ils ont employés, faisaient partie de leur conception de la lutte interne du parti.

L'ACTE D'ACCUSATION

Au lieu d'ouvrir la discussion sur les tendances qui se dessinaient dans le parti, les dirigeants du (NEC) dressèrent une liste d'accusation contre ceux, qui ne pensaient pas comme eux. Ainsi les décisions précédaient le congrès, au lieu d'en être le résultat. Ils décidèrent, du même coup, qui devait occuper les différents postes de responsable. Dans ces conditions, le simple fait de penser en dehors d'une ligne politique préétablie était le commencement d'un crime. Après ça, il ne restait plus qu'à choisir des mesures organisationnelles, pour régler

des problèmes d'ordre politique. Les dirigeants en vinrent à prendre les moyens, pour noyer toute discussion sous un flot d'accusations. En l'occurrence, l'acte d'accusation disait :

«Ce 5ième congrès provincial du Parti ouvrier progressiste constate la présence, dans le parti, d'une tendance hostile au marxisme et cristallisée dans un groupement, qui prend le caractère d'une faction. La tendance en question, qui constitue une déviation nationaliste, antimarxiste, se caractérise par les traits suivants :

a) adopter dans la question des relations fédérales-provinciales le point de vue du nationalisme avec refus, dans la pratique, de lutter pour la ligne du parti sur cette question ;

b) au lieu de concentrer tous les efforts vers l'appui et la participation active aux luttes du prolétariat industriel, s'en isoler, négliger le travail industriel, porter l'attention surtout sur les rapports avec des groupements en dehors du prolétariat industriel et rejeter le travail conjoint dans la lutte des consommateurs parce qu'ici, comme dans le travail industriel, il faut travailler avec les 'Anglais' ;

c) exprimer ouvertement une attitude de mépris à l'égard de l'internationalisme, faire de l'antisémitisme, propager le séparatisme organisationnel et politique dans le parti ;

d) prendre une attitude de négligence et de mépris à l'égard de l'étude théorique, de la lutte pour maîtriser le marxisme;

e) rejeter en pratique le principe de l'unité internationaliste du parti dans le Québec et au Canada; prendre une attitude d'hostilité envers la direction du centre du parti: tenter d'organiser une faction en opposition à la direction du parti. » (Résolution au 5ième Congrès, POP, 1947)

La liste d'accusation, ci-haut, était suivie de la condamnation de Samuel, Pellerin, Lapalme et de la critique à l'égard d'Henri Gagnon. Ces accusations, la façon dont elles furent présentées, s'avérèrent un exemple frappant des méthodes stalinienne, qui furent dénoncées quelques années plus tard. Mais au moment où ça se passait personne ne le savait.

La résolution surprise fut fatale au secteur de langue française et à l'ensemble du POP. Pour comprendre sa pleine signification, il faut se rappeler qu'ici, au Québec, le POP comptait 2000 militants dont 1 500 étaient de langue anglaise. Ce qui à toute fin pratique signifie une forte majorité de membres, d'origine juive.

En 1947, le problème de l'antisémitisme demeurait des plus vivant. Les plaies laissées par la deuxième guerre mondiale étaient loin d'être cicatrisées. La plupart des militants d'origine juive avaient vu de leurs proches assassinés, dans les camps d'extermination nazis. Pendant le mois qui précéda le congrès, la majorité anglaise avait été préparée pour sauver le parti contre les ennemis de l'intérieur. Dans ces conditions, la résolution surprise transformait le congrès en une immense trappe, à l'intention des principaux organisateurs de langue française. En pratique, ce sont les manœuvres qui prirent le pas sur la discussion. Plus tard, j'écrirai :

« Que l'on me comprenne bien, j'avais le droit de parler, je l'ai d'ailleurs fait et peut-être trop longtemps. Émery Samuel aussi avait le droit de parler, il l'a fait. Mais par contre on ne discute pas avec une personne accusée d'antisémitisme, ni avec des personnes accusées de vouloir s'emparer de la direction du parti. » (Estimation de la période, 1947-50)

DES MANOEUVRES

Le Congrès de 1947 donna lieu à beaucoup de manœuvres, en regard du peu de discussion sur les divergences politiques. Ces manœuvres marquèrent le Congrès du commencement à la fin. Au cours de la discussion sur l'élection du comité provincial, T. Buck dit aux délégués de langue française qu'il fera une proposition, pour que cette année encore l'élection se fasse comme par le passé: les délégués de langue française élisent leurs représentants, tandis que les délégués de langue anglaise éliront un nombre égal de leurs représentants. Cette proposition trancha le débat et reçut l'assentiment des délégués, de langue française.

Les élections eurent lieu à la dernière assemblée plénière, clôturant le congrès. Tel qu'entendu, T. Buck fit la proposition que pour cette année encore, l'élection du comité provincial se fera comme par le passé. Ce qui fut accepté.

L'on proposa que les deux élections se fassent dans la même salle, afin de sauver du temps.

Ensuite, l'on insista pour que les délégués de langue française élisent leurs représentants en premier lieu. Avant de prendre les nominations pour les délégués de langue anglaise, l'on attendit le rapport des élections des représentants de langue française.

Le résultat montrait que deux membres de l'ancien exécutif provincial, Danielle Cuisinier et Oscar Roy, n'avaient pas reçu assez de vote, comme représentants du secteur de langue française.

Après que les résultats furent connus, l'élection des représentants de langue anglaise commença. Dans cette nouvelle élection, Danielle Cuisinier et Oscar Roy furent remis en nomination et élus, par le vote des délégués de langue anglaise. Leur élection, après qu'ils eurent été rejetés par les délégués de langue française, fut interprétée par plusieurs comme un accroc à la démocratie ethnique... Pour moi c'était simplement la négation de la proposition du camarade Buck, votée et acceptée quelques heures plus tôt.

LENDEMAIN DE CONGRÈS

À la fin du congrès, je dis à des membres désabusés : « nous aurons à travailler plus fort pour la démocratie interne du parti ». Un camarade répondit pour les autres « parle pour toi-même car, pour nous autres, ils ne nous verront pas souvent ».

Dans les jours qui suivirent le congrès, on pouvait mesurer le désastre. Des militants de la première heure laissaient le parti. Chez ceux qui avaient joint durant la réorganisation de 1946, c'était encore pire. Parmi les artistes, sculpteurs, peintres et ceux qui étaient devenus membres, par le biais de la Ligue des Vétérans, le coup porté laissait des marques terribles. Pour la plupart de ces derniers, ce fut la fin de l'appartenance.

Chez les anciens comme chez les membres les plus jeunes, personne n'avait, même, pensé qu'une telle lutte interne puisse se dérouler. Pour cette raison, près de 200 à 300 membres se retirèrent du parti, écoeurés par les événements qu'ils avaient vécus. Une centaine de militants demeurèrent dans le parti, espérant que tout reviendrait à la normale. Une autre centaine d'inconditionnels sont demeurés membres, indépendamment de tout résultat. Dans les journées, qui suivirent, comme j'allais récupérer mes effets personnels au bureau du parti, je croisai S. Ryerson. Je lui fis remarquer: «vous avez brisé le parti pour cinq ans », il me répondit : « pour vingt ans, mais c'était nécessaire ».

Les défections ne marquèrent pas la fin de la campagne de dénigrement. Les dirigeants avaient maintenant la tâche de prouver chacune de leurs accusations, à la satisfaction de l'ensemble des membres du parti. Ce qui n'était pas facile. Dès lundi, le lendemain du congrès, les journaux de Montréal

publiaient la résolution surprise. Tous rapportaient que le parti s'était divisé sur une question de race. Cette campagne ne dura qu'un jour. Mais de son côté le journal anglais «The Herald » continuait une campagne active, autour de la scission. Ce journal comptait le gros de ses lecteurs, parmi la population juive de Montréal. De plus le parti comptait quelques amis dans la structure du Herald. (J'avais moi-même travaillé de très près avec certains journalistes durant l'opération des squatters.) Or voilà que le Herald, au temps où la scission n'était plus une nouvelle, continuait le travail commencé au congrès. Trois jours après le congrès, on pouvait lire sur la première page du Herald :

'LE MARXISME ATTAQUÉ'

« S'éloignant graduellement du concept communiste de l'unité mondiale, la faction dissidente du Québec en est au point de favoriser publiquement une position provinciale bien tranchée, sur les relations fédérales-provinciales et conduit une campagne antisémite grandissante. » (Le Herald de Montréal, 21 oct. 1947)

Encore aujourd'hui, je reste convaincu que cette nouvelle émanait de la direction du parti. Lors d'une discussion avec Ed. Bantey, le journaliste par qui passait la nouvelle, je lui demandai qui le renseignait? Il me dit: «tu serais surpris si tu savais le nom », mais il refusa de donner la source de ses informations. Je lui dis: «puisque tu aimes les nouvelles je vais t'en donner une en exclusivité ! Si tu ne la prends pas, je vais aller ailleurs ». Il me demanda: «s'il pouvait dire que ça venait de moi ». M a réponse fut : « oui, à condition que tu me cites textuellement ». Le texte, que je lui ai donné et qu'il a titré « Trouble in Paradise », parut en première page:

« De toutes les accusations faites par ceux qui portent la responsabilité d'avoir brisé l'unité chez les communistes du

Québec, celle d'antisémitisme est la plus sale. Les communistes de langue française connaissent trop la haine raciale, pour se laisser guider par une telle insanité. La nature de cette accusation est trop grave, pour servir de petits intérêts personnels. Gagnon réaffirme son credo: comme un communiste, j'affirme ma loyauté à la classe ouvrière et reconnaît que les masses ouvrières sont la force principale, pour briser la résistance de Duplessis. » {Le Herald de Montréal, 22 octobre 1947)

Dès le lendemain, Caron me demanda au téléphone si j'avais donné une interview à un journal. Devant ma réponse affirmative, il dira: «dès demain, je demanderai ton expulsion». Je devais lui répondre: «c'est ton droit et peut-être

ton devoir, mais je t'assure que si les campagnes de calomnies du Herald ne cessent pas, je continuerai d'y répondre. De plus je ne me limiterai pas au Herald ». Je n'eus pas à le faire, car la campagne du Herald cessa immédiatement.

À la suite de ces derniers événements, un comité d'enquête fut appointé sous la direction de Beckie Buhay . Il devait étudier les cas de E. Samuel, Dubé, Gagnon et quelques autres. Une seule accusation était retenue contre moi, celle d'avoir donné une interview à un journal bourgeois. Le comité ne voulait pas discuter le contenu de l'article, pas plus que des raisons qui l'avait motivé. Dans les jours qui suivirent, je fus suspendu pour trois mois. Après quoi, mon cas devait être discuté à nouveau sur la base de mes activités.

COMITÉ D'ENQUÊTE

Dans un parti centralisé comme l'étaient les partis communistes, ce qui est appelé 'la commission de contrôle' demeure, sous la direction du pouvoir central. Dans ce comité, on place les personnes sur lesquelles le pouvoir centralisé peut compter. Il en est de même des comités d'enquête. En fait, c'était souvent un mélange de personnes fiables et d'autres très connues, tout dépendait des cas. Dans l'une des rares interviews qu'il donna Harry Binder dira, vers 1980, que le comité qui expulsa E. Samuel, E. Dubé et suspendit H. Gagnon avait été instruit, à l'avance, de ce que la direction voulait.

Durant ma suspension, une rumeur persistante voulait que Henri Gagnon soit un agent de police. Plus tard, Louis Rodrigue et Wilbrod Couturier m'affirmaient, chacun de leur côté, qu'au comité provincial Harry Binder avait affirmé que Henri était un agent de la GRC. Pressé de questions, il avait déclaré: 'nous en fournirons la preuve en temps et lieu'.

Durant cette même période, Napoléon Brizard, membre du comité provincial du POP, demanda à me voir. Ce camarade, digne de foi, me dit vouloir retirer la caution qu'il avait déposée pour moi, dans la cause de l'État contre les squatters. Il me dira franchement qu'il ne veut plus cautionner, pour un agent de police. Je lui dis: 'retire ta caution, dans les circonstances tu me rendrais service; ça m'aiderait grandement d'aller en prison'. Ce serait la meilleure façon de faire taire les accusations de GRC. Après discussion, Napoléon se ravisa et maintint sa caution en ma faveur.

À mesure que les mois passaient, il devenait évident que la direction du POP était incapable d'expliquer ses positions, sans recourir aux accusations les plus

risquées. Engagés dans le mensonge, certains dirigeants continueront dans cette voie pendant des années. En somme, ils avaient agi comme s'ils étaient déjà au pouvoir, avec la possibilité d'anéantir la dissidence et les dissidents. Mais, comme ils n'avaient pas la puissance de disposer physiquement des accusés, ils étaient pris avec la nécessité de les anéantir politiquement. Dans les circonstances ma suspension avait la valeur d'une expulsion. Pour cette raison je priai le comité provincial d'accepter ma démission, comme membre du parti. Dans ces années, le monolithisme était ancré dans le mouvement révolutionnaire, au point que personne ne pouvait s'en retirer. C'était tout simplement l'expulsion automatique.

LA LIGUE D'ACTION OUVRIÈRE

J'ai cru pour un temps qu'en cessant d'être membre du parti, les accusations cesseraient d'elles-mêmes. Il en fut autrement. Les attaques verbales reprirent de plus belle, dès que des ex-membres du POP formèrent une organisation. Pourtant il était normal que ces militants demeurent dans la lutte, pour les besoins immédiats des travailleurs.

La Ligue d'action ouvrière fut fondée. Elle reposait sur un exécutif de quelque 20 personnes. Dès sa première apparition publique, sa position fut clairement établie. Aux 250 personnes réunies au café l'Aiglon, il fut déclaré :

« La Ligue d'action ouvrière n'est pas un parti politique. C'est une organisation qui, comme plusieurs autres, luttera pour les meilleurs intérêts des travailleurs. Notre organisation est prête et anxieuse de coopérer, avec l'ensemble des groupements progressistes. » (Estimation, période de 1947-50)

La fondation de la ligue sera le signal d'une nouvelle série d'accusations. Cependant il fut possible d'organiser une rencontre exploratoire, entre moi-même et Tim Buck. Elle avait pour but une possible réunification. Elle prit place à mon domicile. L'entretien peut se résumer comme suit :

« Je déclarai que la résolution surprise était la seule base réelle de division. Le camarade Buck répondit: peut-être que nous pourrions la remplacer (supervisée!). Je répondis que si cela se faisait, je serais heureux de retourner au parti et que je croyais qu'il en était de même pour les autres anciens membres. »

(Estimation, période 1947-50)

Au cours de la discussion je déclarai n'être pas d'accord, avec certains aspects d'une lettre qu'il avait écrite, à l'intention des membres du club Sainte-Marie. Tim Buck déclara que 'dans ces conditions, il ne pouvait être question de retour au parti'. Je répondis: 'qu'à mon point de vue les différences n'étaient pas fondamentales et que, pour moi, la discussion des différences et des idées contraires était une des lois de développement, de tous les mouvements y compris le mouvement communiste.'

Le point de désaccord était contenu dans le paragraphe suivant:

« Dans le Québec même, les travailleurs français et anglais se battent côte à côte, dans des conditions et dans une période où les changements, qui surviennent dans le monde, accélèrent tous les développements historiques rapprochant le jour où la demande, pour le Canada français du droit de disposer de lui-même, deviendra une phase de la lutte pour le socialisme. »

(Lettre aux camarades de Ste-Marie, T. Buck)

Comme je le déclarai: «je ne voyais aucune raison de remettre à plus tard la lutte pour le droit démocratique du Canada français, à disposer de lui-même. »

Plus tard, au cours de la même discussion il fut convenu que je rapporterais aux ex-membres, du parti, la possibilité que la résolution surprise soit retirée ou remplacée. Chacune des personnes concernées pourrait réintégrer les rangs du parti, sur la base de l'acceptation de la ligne politique du parti, telle que votée à son dernier congrès. Buck, de son côté, devait me donner des nouvelles dans les jours suivants.

LA LUTTE POUR L'UNITÉ

Contrairement à l'attente des dissidents, il n'y eut pas de révision de la résolution surprise. Après trois jours, la réponse nous parvint par une déclaration du comité provincial, publiée dans 'Combat'. Elle accusait «Gagnon, Samuel et Dubé de trotskysme, de renégats et d'être des agents de la bourgeoisie », sur la trace de Pat Sullivan.

L'auteur Marcel Fournier, se fourvoie lorsqu'il écrit :

«Le départ de nombreux militants francophones oblige en effet le POP, à consacrer beaucoup d'énergie à panser les plaies et, à discuter longuement de

la possibilité et des conditions de réintégration des militants exclus. » (Communisme et anticommunisme au Québec, page 109).

Il y a bien eu des efforts afin de restaurer l'unité, mais ce fut une avenue à sens unique. Les efforts vinrent uniquement des membres exclus. Pour leur part, les dirigeants du POP prirent tous les moyens pour maintenir les dissidents, hors des rangs du parti.

La Ligue d'action ouvrière fut dissoute, afin d'éviter un conflit ouvert avec le POP. Tous les membres de la ligue furent invités à rejoindre le POP, individuellement. Après de longs mois, un comité de réintégration du POP fut formé et placé, sous la présidence d'Oscar Roy. Ce comité procédera par lettre. L'on demandera à la plupart des dissidents de reconnaître, qu'ils avaient fait partie d'une faction. À d'autres, on répondra après plusieurs semaines 'votre lettre n'est pas assez claire, écrivez de nouveau'.

Une seule personne, Mme Morand, comparaitra devant le comité de réintégration. Après quelques séances, on lui demanda une déclaration écrite où elle se désolidarisait du groupe antiparti, dirigé par Émery Samuel et Henri Gagnon. Elle refusa de faire une telle déclaration, qui aurait été un genre d'aveu. Ici, le but visé par les dirigeants du POP était de prouver l'existence d'une faction, opérant avant le congrès. Ce qui n'était pas possible, cette faction n'ayant jamais existé.

Après cinq mois, personne n'avait été réadmis dans les rangs du parti. Pire encore Oscar Roy, président du comité de réintégration, continuait ses attaques contre les anciens membres. Il écrira, dans Action du 13 mars 1947 : « Depuis que nous nous sommes débarrassés de la faction nationaliste ». Il est évident que chaque demande d'admission était interprétée, comme une tentative des demandeurs de s'emparer de la direction du parti. Dans ces conditions, ils s'en prirent même à certains de leurs membres, dont la loyauté était incontestable. Ainsi, Louis Rodrigue fut soupçonné et accusé d'avoir des sympathies, pour le groupe Gagnon. Pour ce crime il fut menacé d'être expulsé.

CHAPITRE 14

La lutte idéologique continue

Pendant des années, les demandes de réintégration furent reçues par de nouvelles attaques, contre ce qui était appelé le 'groupe dissident'. À chaque fois le genre d'accusations variait en conséquence. Il va sans dire que tout cela s'accompagnait d'une déformation des idées, qui étaient les nôtres. Il fut donc décidé, après discussion, de clarifier notre position sur les problèmes de l'heure et, surtout, sur celui des 'relations entre les deux nations du Canada'. C'est ainsi qu'apparut une revue, miméographiée, sous le nom de 'Contribution'. La revue était signée d'un groupe d'étudiants du marxisme. Les articles écrits s'accompagnaient d'études collectives, sur le problème en cours.

Comme il n'avait pas été possible de conduire la lutte idéologique de l'intérieur du parti, elle se fit de l'extérieur. L'étude sur le problème national, qui n'avait pu se faire dans le cadre du congrès de 1947, se fera entre les années 1947-50. À cet égard, 'Contribution' jouera un rôle important. En 1948, le troisième numéro de 'Contribution' traita exclusivement des 'relations fédérale-provinciale'.

Le travail idéologique (Contribution) se conduisait, en même temps que d'autres formes d'activités. Ainsi en 1948, comme le danger d'une troisième guerre grandissait, Tim Buck au nom du POP demandait aux ouvriers de former des comités, de résistance à la guerre. Au Québec, Gui Caron le chef provincial lançait le même appel. Les dissidents répondirent à l'appel par l'action.

Sans faire de bruit, les dissidents organisèrent la 'Ligue pour la paix et la démocratie'. Celle-ci se composait de travailleurs sans parti et de militants socialistes. Les catholiques y prédominaient en nombre. Au bout de quelques mois, la ligue comptait des sections dans Hochelaga, Montréal-Nord, le nord de Montréal et dans Montréal-Sud. Tout au cours des activités de 'la ligue', il n'était fait aucune mention du POP. Tout laissait croire que cette fois nous pourrions construire, sans être la cible de nouvelles accusations.

L'absence d'accusation ne devait pas durer longtemps. Après plusieurs semaines nous étions au 6ième congrès du parti, tenu fin 1948. Dès le lendemain de ce congrès, nous pouvions en voir le compte rendu dans les pages du Petit Journal. Parmi les points 'importants' y figurait l'expulsion d'Henri Gagnon, pour agissement 'produplessiste'. Pour compléter son rapport au Congrès, Caron accusait Henri Gagnon et Évariste Dubé d'avoir fondé une ridicule Ligue pour la paix et la démocratie. Ce fut la goutte qui venait de faire déborder le vase.

Cette nouvelle attaque, injustifiée, indiquait que tout ce que nous ferions serait condamné d'avance, par des gens qui n'avaient plus aucun sens de la réalité. Ce que défendaient les dirigeants du POP, ce n'était pas la ligne politique du POP, mais leurs affirmations antérieures. Chaque pas que nous ferions, serait-il le meilleur, serait immédiatement taxé de geste antiparti. La seule chose, qui aurait pu les satisfaire, aurait été, que l'on s'attache une corde au cou et de piquer une tête dans le Saint-Laurent. Comme il n'y avait personne de prêt à faire ce geste, il fut convenu de réexaminer toute la situation, cela dura deux semaines.

Les plus jeunes, parmi les 'dissidents', étaient d'avis que seule l'affirmation de notre force, en tant que communiste, pourrait imposer l'unité à ceux qui n'en voulaient pas. Pour eux, cela devait s'accomplir par la formation d'un parti révolutionnaire. Chez les membres plus âgés on apporta le point de vue 'qu'il ne doit y avoir qu'un seul parti communiste'. Selon ces derniers, la formation d'un deuxième parti ne devait se faire, qu'après avoir épuisé tous les moyens d'unité possible.

LA PÉTITION

Il fut convenu de demander au Comité provincial et surtout au Comité national du POP, de nous appeler à une conférence d'unité. Dans une pétition à cet effet, nous exprimions l'idée qu'une telle conférence pouvait et devait amener l'unité, des forces de gauche. Cette requête fut signée par nos membres et quelques membres du POP. Plus de 142 militants signèrent cette pétition sur laquelle reposait nos espérances. Pendant plus de deux mois, nous avons attendu une réponse qui n'est jamais venue.

Il restait la deuxième proposition: celle de s'affirmer en tant que force communiste. Cela fut fait, avec des mots et d'une façon qui portait l'empreinte du but final que nous visions, l'unité. Dans le 6ième numéro de Contribution, à la fin d'un article intitulé «Cette question d'unité »», on pouvait lire:

«... nous avons pris la responsabilité de demander au Parti ouvrier progressiste d'appeler une conférence. Pour nous, ce qu'il y avait d'important n'était pas de savoir qui avait raison, lors du Congrès de 1947. Ce qu'il y a d'important pour nous, c'est la lutte pour le socialisme en 1949. C'est pourquoi la porte reste ouverte, pour toute conférence où seraient discutées, franchement, les divergences politiques en vue de l'unification des 'forces militantes du socialisme'. » (Contribution, juin 1949)

LE PARTI COMMUNISTE DU CANADA FRANÇAIS

Le no 6 de 'Contribution' annonçait l'existence du Parti communiste du Canada français. Par la suite, la tâche de notre revue Contribution était d'engager la lutte, pour un éclaircissement de nos positions théoriques et politiques. À partir de l'étude de la question nationale, au Québec, la lutte idéologique se poursuivra avec plus de vigueur que jamais. Ainsi parurent trois écrits qui décrivaient notre position, sur la question nationale:

Contribution:

Vol. 1, no 8 Cosmopolitisme bourgeois ou internationalisme prolétarien ou nouvelle orientation de l'impérialisme...

Vol. 1, no 9 Cosmopolitisme bourgeois ou internationalisme prolétarien (suite)...

Vol. 1, no 10 Au diable la question nationale...

Ce dernier numéro fut traduit en anglais et tiré à plusieurs milliers d'exemplaires, dans les deux langues.

Le journal Le Devoir devait consacrer un éditorial, à l'existence du Parti communiste du Canada français. Gérard Filion, à la direction du Devoir, citera largement 'Contribution' dans un éditorial intitulé: les Titos du Canada français. Récritra:

« Il y a le groupe des communistes nationalistes qui se réclament de Marx, Engels et Lénine, mais qui prêche la nécessité d'un parti séparé pour le Canada français. Voici comment ils s'expriment dans leur bulletin 'Contribution': »
« Conscients de l'existence de deux nations dans l'État canadien, ils prennent leurs responsabilités en vue de gagner les masses populaires du Canada français à la cause du socialisme. »

« Le Canada français, nation authentique en lutte pour ses droits nationaux, pour le droit à la libre disposition nationale, a besoin d'un parti communiste. »

Et cela, dira Gérard Filion, continue sur le même ton :

« Le Parti communiste du Canada français lutte, pour la défense des intérêts économique et politique de la classe ouvrière et, pour les droits nationaux de la nation canadienne-française. »

Gérard Filion concluait son éditorial en écrivant:

« Il n'y a pas à se le cacher, nous sommes en présence d'une pure expression de titisme. Nos communistes vont plus loin dans la voie des réclamations nationales, que n'ont jamais osé le faire les nationalistes. » {Le Devoir, éditorial de mercredi, 13 juillet 1949}

Au cours des années 1948-49, les divergences entre le POP et le Parti communiste du Canada français étaient clairement établies. Pour nous, les divergences n'excluaient pas la possibilité de supporter certaines campagnes du POP. Au cours de 1949, il y eut une élection complémentaire dans le comté de Laurier ; le POP y présenta le candidat Pierre Gélinas. Une délégation du Parti communiste du Canada français offrait la formation de trois équipes, pour aider le comité électoral de P. Gélinas dans Laurier. Gui Caron et Johnny Switzman, agissant au nom du comité électoral, refusèrent cette aide. Dans une déclaration offrant notre support, il était dit:

« Mais d'aucune façon ce support ne peut être interprété, comme un 'mariage' où même 'un flirt'. Supporter le programme du POP ne veut pas dire que notre parti perd son identité. » « Les divergences qui divisent les militants socialistes restent les mêmes. Dans cette campagne électorale nous déplorons l'absence d'une position claire, sur le problème de l'unité canadienne et de la constitution. Nous déplorons l'absence d'une position marxiste, sur l'existence des deux nations du Canada et de la lutte, pour les droits démocratiques de la petite nation, le Canada français » (le droit à l'autodétermination nationale).

« Au comité électoral du POP pour le comté de Laurier, nous offrons notre pleine et entière collaboration et demandons à tous de militer dans cette campagne, contre les ennemis de la classe ouvrière et du peuple. » (Bureau politique, Parti communiste du Canada français, Contribution, automne 1949).

COMMUNIQUÉ DE LA DERNIÈRE HEURE'

Comme nous l'avons déjà rapporté précédemment, dès la fin d'octobre 1949, les dirigeants du POP adoptaient une nouvelle orientation, sur la constitution et le problème national. C'est pourquoi dans un communiqué écrit à la hâte, nous disions entre autres :

« Pour nous qui, depuis longtemps déjà, avons adopté le mot d'ordre «du droit des nations à disposer d'elles-mêmes,» les déclarations récentes de Tim Buck et d'Harry Binder nous arrivent comme un peu d'air frais. »

« L'application pratique de ses déclarations stimuleront le travail de tous les militants communistes, dans la lutte contre le système d'exploitation capitaliste. Cela leur permettra d'exposer, avec plus de force, les trahisons nationales et populaires des politiciens bourgeois du Parti libéral, du Parti conservateur et ceux de l'Union nationale. »

« Les déclarations de Buck et Binder, parues dans le 'Canadian Tribune', posent les conditions objectives pour l'unité des marxistes au Québec et au Canada. »

«Camarades ouvriers et militants communistes, notre tâche est de travailler dans le sens des propositions avancées, par le camarade Buck sur « la question nationale ». Notre tâche est de lutter pour l'application intégrale des thèses de Lénine et Staline, sur le droit de « détermination nationale ». Dans cette voie, les communistes trouveront le chemin qui conduit à l'unité. »

(Communiqué de la dernière heure, Bureau politique du Parti communiste du Canada français, ID. Contribution, automne 1949).

Au cours d'une assemblée générale, durant la première semaine de novembre 1949, il fut déclaré aux militants du Parti communiste du Canada français:

«Nous approchons, rapidement, d'une période que la plupart d'entre nous souhaitent depuis longtemps, d'une période où il sera possible pour les communistes de lutter ensemble, dans un seul et même parti. » (Déclaration H.G., Estimation période 1947-50)

Fin 1949, début 1950, toutes les conditions d'unité étaient réunies. Il y eut, même, un rapprochement et des pas dans cette direction. Cependant, l'unité des marxistes dans une seule organisation s'avéra impossible à ce moment. Du côté des « dissidents », le Parti communiste du Canada français fut dissout pour favoriser l'unité. Le dernier numéro de 'Contribution' fut publié en mars 1950. Il contenait une lettre ouverte à Guy Caron et appelait à l'unité, autour des principes du marxisme-léninisme. Mais il en était tout autrement dans le camp du POP.

UN ÉCHAFAUDAGE DE MANIPULATIONS

Loin d'être bien reçu, l'appel à l'unité déclenchera une levée de boucliers, de la part des dirigeants nationaux du POP. La correspondance échangée entre ces dirigeants est des plus révélatrice. Chacune des lettres montre de quelle façon les choses se passèrent, en 1949. Elles indiquent que la stratégie de l'exécutif national et du comité provincial reposait, sur un échafaudage de manipulations des plus stériles.

Lettre de T. Buck à G. Caron, datée du 4 novembre 1949:

«Pas une entrevue comme le propose Gagnon... mais une lettre de Stanley Ryerson, comme secrétaire à l'organisation du Parti, proposant à Henri Gagnon qu'il approche la direction du Parti au Québec. Je suggère que le ton de la lettre ne donne pas la possibilité à Henri Gagnon, de dire qu'il a été repoussé.»

(Signé T. Buck)

La réponse de G. Caron à T. Buck, datée du 14 novembre 1949:

«Cher Tim,

« Notre exécutif s'est réuni samedi matin, pour considérer la proposition apportée dans ta lettre du 4 novembre. » « Le premier point, avec lequel nous sommes venus d'accord, fut que le Parti au Québec doit intensifier son action, pour gagner à sa cause les éléments honnêtes sous l'influence de Gagnon. Ceci afin de contrebalancer l'influence de Gagnon, auprès d'un petit cercle de sympathisants du Parti. » « Le but de la lettre, que nous enverrons à Gagnon, et de nos visites aux personnes influencées par Gagnon est de gagner celles-ci, au Parti et de briser l'influence que Gagnon pourrait avoir. »

(Signé Gui Caron)

Lettre de Stanley Ryerson à Caron, datée du 24 novembre 1949 :

« Après avoir reçu la lettre que tu envoyais à Tim le 14 novembre, nous avons discuté votre lettre au secrétariat et sommes venus d'accord avec l'action proposée. » « Mais nous croyons qu'il y a un aspect à modifier, il ne faut pas opposer un rejet catégorique à toute discussion avec Gagnon. Ce n'est pas que la lettre aux supporters de Gagnon doive dire: «nous nous proposons d'ouvrir la

discussion avec lui »... mais une réponse négative jouerait en faveur de Henri Gagnon et contre nous-mêmes. Le point important de la lettre du 4 novembre de T. Buck est qu'il ne faut pas fournir à H. G. la possibilité de dire, qu'il aurait été repoussé. »

(Signé S.B. Ryerson)

À la suite de toute cette correspondance, je reçus une courte lettre de Stanley Ryerson, en date du 23 novembre 1949 :

« Cher Henri Gagnon, »

« Le camarade Tim Buck, chef national de notre parti, m'a prié d'accuser réception de la lettre que vous lui avez adressée, en date du 1er novembre. Je regrette que cette réponse soit quelque peu en retard. »

« Le secrétariat du comité exécutif, ayant discuté des questions soulevées dans votre lettre, a proposé au comité provincial de Québec de préparer, conjointement avec nous, une réponse détaillée. »

« Nous proposons donc que vous vous adressiez directement au parti au Québec. »

(Bien à vous, S.B. Ryerson, secrétaire à l'organisation).

DEUX VÉRITÉS

L'existence de toute cette correspondance et son contenu indique que, pour les dirigeants du POP, il existait deux vérités. L'une de ces vérités était secrète, au service de dirigeants qui se considéraient les dépositaires du marxisme et de la vérité absolue. L'autre était une vérité de façade qu'il est utile de faire croire à tout le monde. Cette dernière ouvrait la porte à toutes sortes de manipulations. Il est intéressant, aujourd'hui, de savoir ce qu'allait donner l'existence de ces deux vérités.

À la suite des demandes répétées des anciens dissidents, deux réunions conjointes furent tenues. Environ 40 personnes assistèrent à la première. Du POP étaient présents, quelques membres du comité provincial et un représentant de l'exécutif national. Ce dernier, Stanley Ryerson, au nom du POP clôtura la réunion en déclarant:

«Je ne vois aucun obstacle sérieux à l'unité, dans tout ce qui a été dit par Henri Gagnon et Johnny Piché. Nous sommes rendus à la fin d'une bataille longue et acerbe. Nous avons toutes les raisons de croire qu'elle sera réglée. » (Stanley Ryerson, Ire Assemblée d'Unité, 1949).

La deuxième réunion marquera un plus grand progrès. Il y eut même un accord sur une formule d'unité. L'unité devait trouver son expression, par « l'intégration de tous dans les rangs du POP. » L'entrée individuelle de chacun reposait sur « l'accord avec le programme du POP, le paiement des cotisations, la 'militance' et l'acceptation de la discipline fondée sur le centralisme démocratique. » À cette dernière réunion, les représentants du POP furent Harry Binder et Pierre Gélinas. Au nom du parti, ils déclarèrent :

« Il n'y a plus aucun obstacle. Tous ceux qui voudront entrer au POP n'auront qu'à le laisser savoir, à un membre du comité provincial. »

(Déclaration de Pierre Gélinas, Assemblée d'Unité, 1949).

Une exception fut faite dans les cas d'Évariste Dubé et d'Henri Gagnon. Il fut proposé que le comité national s'occupe lui-même de l'admission de ces deux personnes, qui avaient déjà été membres de ce comité. Cette dernière proposition fut acceptée par les deux personnes concernées, mais elles ne reçurent jamais aucune convocation.

C'est avec une lenteur incroyable que procéda une intégration avec laquelle tous s'étaient déclarés d'accord. Les procédures furent traînées en longueur pendant des mois. À l'automne 1950, je demandai à Caron et Binder de me permettre d'organiser un comité de paix. Ce comité eut même un départ et se préparait à publier un journal. Les membres du comité de paix étaient prêts à suivre les directives du POP. Ce comité, composé de nombreux militants, était désireux de s'affilier au Congrès canadien de la paix.

À la demande de G. Caron et d'Harry Binder, je me vis obligé de discontinuer les activités de ce comité de paix. À cette occasion, l'exécutif provincial fit circuler une lettre où l'on pouvait lire: « Quoique fasse Henri Gagnon, ce sera considéré comme une action antiparti >».

C'est, en octobre 1950, que Caron et Binder me dirent de dissoudre le comité de paix. Us m'assurèrent alors que le problème de la réadmission serait complété, au plus tard dans un mois. En conséquence, disait Caron, la lutte pour la paix serait faite conjointement et de l'intérieur du parti. Encore une fois s'exprimaient les deux vérités, dont l'une annulait l'autre. En pratique c'était la

stratégie esquissée, entre les dirigeants de l'exécutif national et du comité provincial.

À TORONTO — SPADINA

Aujourd'hui, la lutte pour l'unité au sein du POP nous semble enfantine; c'est qu'elle est complètement dépassée. Mais elle apparaissait autrement en 1953. Elle donna lieu à des situations surprenantes, à un point que l'on peut se demander aujourd'hui s'il faut en pleurer ou en rire. Ainsi, en 1952-53, mon métier d'électricien m'amena à travailler dans la région de Toronto. Il y avait à ce moment une élection dans le comté de Spa-dina, Toronto. J'offris mes services au candidat du POP, dont l'organisateur électoral était Oscar Kogan. Le soir, après ma journée de travail, je me rendais au comité d'élection pour y militer. Après quelques semaines, l'exécutif national me demanda de militer 6 mois sous la direction d'Oscar Kogan. Il fut convenu, qu'après ce temps, la direction du parti retirerait publiquement les accusations d'agent de police, de trotskyste, etc., qui pesaient contre Henri Gagnon.

Je travaillai pendant près d'un an dans la région de Toronto. À mon retour, on me fit savoir que l'entente proposée par l'exécutif national n'avait de valeur qu'à Toronto. Non seulement il y avait deux vérités, mais il devait aussi y avoir deux Henri Gagnon, dont l'un était acceptable à Toronto et un autre qui devenait un ennemi, lorsque résidant à Montréal. Je ne fus pas surpris lorsque plus tard j'appris d'Emery Samuel, qu'on l'avait invité à rejoindre le parti en Colombie britannique, où il était devenu un résident. Pour ceux qui auraient de la difficulté à comprendre cette double appréciation, nous publions une partie d'une lettre de Buck sur ce point.

Lettre de Buck à Gui Caron, datée du 2 février 1953:

Cher Gui

« En référence de votre déclaration sur l'admission d'Henri Gagnon dans le parti.
»

«Nous avons reçu une lettre d'Henri Gagnon. Il rappelait à l'exécutif national qu'une proposition lui avait été faite en février 1952, lui demandant de participer activement dans le travail progressiste pendant 6 mois, après quoi sa demande d'admission recevrait considération. Partant de là, il répétait son application pour être réadmis. »

« En bref, il me semble que nous avons rejoint une phase de décision, concernant Henri Gagnon. La recommandation de février qu'il travaille pour six mois, sous la direction du camarade Oscar Kogan, fut faite en anticipant qu'il continuerait à demeurer et travailler à Toronto. Il est bien évident que le cas d'Henri Gagnon est différent dans Québec, spécialement à Montréal, que s'il était demeuré à Toronto. Nous ne suggérons pas un seul instant que l'exécutif provincial, du Québec, se sente lié par ce qui nous semblait correct, au comité de ville de Toronto. »

(Tim Buck)

UNE ESTIMATION DE LA PÉRIODE 1947-50

Au cours de l'année 1953, le POP me demanda d'écrire sur les événements 1947-50. Ce document devant servir de base de discussion, sur l'unité du parti et mon éventuelle réadmission. Le document «Estimation de la période 1947-50 » fut, tel que réclamé, remis au POP en 1953. Il donna lieu, pour la forme, à une courte discussion. Celle-ci réunit trois (3) personnes; T. Buck, Pierre Gélinas et moi-même, Henri Gagnon. Dès le départ, T. Buck déclara que le document présenté était inacceptable. Je lui demandai quelles pages ou quelle partie du document ne correspondait pas à la réalité. Pour T. Buck, tout le document de 47 pages était rejeté, comme base de discussion. Devant ce refus, je dis «très bien mais ce rejet ne fera pas disparaître la réalité. Le fait demeure que ce document a été écrit à votre demande. » «J'ai déclaré, lors de ma demande de réadmission, que j'accepterais les décisions du parti et me soumettrais à la ligne politique du parti, telle que définie à son congrès. >»

La réponse à ma proposition vint de Pierre Gélinas, qui dira: « il n'est pas suffisant que tu te soumettes aux décisions du parti, depuis 1947 et avant, tu dois y croire ». Pour moi, ce fut le point final. L'on peut, au nom de la discipline et de l'unité, réclamer la soumission la plus complète, mais l'on ne saurait demander à un individu de croire ou de ne pas croire des choses à volonté. Car une tête n'est pas une simple machine enregistreuse, où l'on peut effacer et reprendre les pensées à volonté. Quoi qu'il en soit, cette réunion marquera la fin de la discussion, pour plusieurs années à venir.

Il devint évident pour moi que les dirigeants du PÔP, pris au piège de leurs propres erreurs, ne pouvaient que s'enliser. Il devenait non moins évident qu'à moins d'un cataclysme, l'unité ce n'était pas pour demain. Le cataclysme, que l'on n'attendait pas, se produira 3 ans plus tard en 1956. Pour le POP ce sera la

crise de catastrophe, à la suite des révélations du 20^{ième} congrès du Parti communiste de l'URSS, sur les erreurs et les crimes de Staline.

DÉCLARATION DE G. CARON, 1956

En 1956, lors de la commission d'enquête sur les événements de 1947, Gui Caron déclara, en parlant de la résolution surprise qui condamnait quatre camarades:

« Cela a été fait (écrit) par le camarade Ryerson et introduit par moi, le jeudi soir 16 octobre 1947, la nuit avant l'ouverture de la convention. »

«Je sou mets, camarade président et membres de la commission, qu'aucune action plus niaiseuse et plus nuisible n'aurait pu être entreprise. »

(Deuxième contribution de Gui Caron, à la commission d'enquête sur les événements de 1947).

Gui Caron, lors d'une première contribution à cette même commission d'enquête, avait commenté les demandes d'admission répétées de la part des dissidents:

«Je pense que ce refus systématique, apporté par le comité provincial et par le comité exécutif national à toutes ces demandes, était la continuation de l'erreur commise en 1947: la conception d'un parti de «purs», dans lequel il n'y a pas de place pour les divergences sérieuses, la conception que tout opposant serait ou deviendrait fatalement un traître. » (1^{ère} contribution de Gui Caron, à la Commission d'enquête du POP en 1947)

DE LA LUTTE INTERNE

Les racines théoriques de la scission de 1947, dans le POP, s'expliquent dans une large mesure par une mauvaise interprétation de la « lutte interne ». L'erreur de plusieurs dirigeants était de croire que la loi du développement par contradictions internes, ne s'appliquait pas au parti. À notre époque il est intéressant de regarder de près les concepts sur la lutte interne, lors des événements de 1947 et dans les années qui suivirent. Cela est d'autant plus important que certaines idées erronées continuent d'affaiblir la gauche québécoise.

En 1951, Stanley Ryerson posait le problème de la contradiction interne dans le parti de la façon qui suit :

« Sur la loi des contraires (On the Opposites) par S. Ryerson » «Quelles contradictions y a-t-il dans le parti de la classe ouvrière et quelle est la contradiction fondamentale? » « La semaine passée j'ai donné une réponse partielle à cette question ; elle peut se résumer comme suit : Le fait dominant qui détermine l'existence et le développement du parti est la lutte des classes: le conflit irréductible entre le capital et le travail. Le parti unit le socialisme et le mouvement des travailleurs, la théorie et l'action. Il grandit dans la lutte pour le règne des travailleurs et le communisme: son développement interne est gouverné par la loi du mouvement, de la critique et de l'autocritique. » (Canadian Tribune, On the Opposites par S. Ryerson).

Dans son article, publié aussi dans National Affairs Monthly (NAM), Stanley Ryerson écrivait des affirmations erronées sur mon interprétation de la loi des contraires. Il déclarait :

«Nos camarades n'ont pas pris l'offensive, pour réfuter les «théories insensées» répandues par Henri Gagnon, que le parti se développe par la loi de l'unité des contraires, par la lutte entre les tendances divergentes et groupements (groupings) dans le parti. » (N.A.M. Mai 1951, page 50)

« Mais nos camarades du Québec ne se sont pas attaqués, à la tâche d'expliquer cette question et de montrer que la lutte, dans le parti, n'est pas ce qu'en dit Gagnon, mais la résistance du parti devant la pression étrangère de l'idéologie bourgeoise (comme le nationalisme) et une lutte, pour l'idéologie ouvrière et pour le communisme. »

(Id. N.A.M. Mai 1951, page 50)

LA RÉPONSE

L'article de S. Ryerson, sur la loi des contraires, charriait une demi-vérité, qui méritait d'être relevée. Car, si j'ai affirmé que la loi du développement par contradictions internes s'appliquait au parti, par contre jamais je ne me suis fait le parrain de l'existence de groupes (grouping) à l'intérieur du parti. À l'encontre de ce qu'écrivait Ryerson, je mets qui que ce soit au défi de montrer un seul écrit de ma part, supportant l'idée de (grouping) faction à l'intérieur du parti.

Dès 1950, j'écrivais un article sur la « Loi du développement par contradiction interne ». Cette position théorique qui était une réponse aux allégations de S. Ryerson fut écrite à Sept-îles sur la Côte-Nord en 1950. Il fut tapé, de nuit, sur le clavigraph de la Iron Ore Cie, pour laquelle je travaillais comme électricien. En 1951, deux copies de ce document furent remises à Harry Binder et Gui Caron, avec demande de le faire publier dans N.A.M. Il ne fut pas publié.

Plus tard en 1956, mon écrit sur « Les contradictions internes dans le parti » fut publié, au cours de la discussion préconvention. Il fut aussi publié dans la revue Clarté, comme une clarification de mes opinions sur la « lutte idéologique dans le parti ». Aujourd'hui, le fait de publier une partie de ce document n'est pas une attaque contre S. Ryerson qui, pendant des années fut l'un des forts théoriciens dans le Parti communiste canadien. D'ailleurs le point de vue sous attaque était partagé par tout l'exécutif national du POP. Je crois qu'encore de notre temps une telle étude peut aider à comprendre le passé, afin de mieux préparer l'avenir. L'étude déclarait :

« LES CAUSES DE LA CONTRADICTION »

« Tout au long de l'article de S. Ryerson; « On the opposites », nous retrouvons la même tendance à limiter les contradictions internes à la seule pression de l'idéologie bourgeoise. C'est une erreur d'envisager la lutte interne sous un seul angle. Le danger est que les contradictions internes soient a priori considérées comme conçues et transportées par des agents de la bourgeoisie.

La lutte interne, dans toutes les organisations du peuple est bien un combat incessant contre la pression de l'idéologie bourgeoise, contre laquelle personne n'est immunisé. Mais ce n'est pas que ça. C'est aussi une lutte continue, pour suivre de près et influencer le développement d'une réalité objective toujours en mouvement. Une réalité aux multiples contradictions.

De nombreuses personnes croient que les contradictions verbales, dans les organisations du peuple, proviennent des faiblesses idéologiques et théoriques. Or, ces dernières ne suffisent pas à expliquer les contradictions. En dehors des faiblesses de la pensée humaine, il faut admettre que les contradictions ont leur point de départ dans les choses elles-mêmes. En d'autres termes les contradictions, s'exprimant dans la pensée des hommes et leurs consciences subjectives, ont un fondement objectif réel. S'il y a affirmation et négation, s'il y a du oui et du non c'est que les réalités ont, non seulement plusieurs aspects, mais des aspects changeants et contradictoires. »

(id. Loi du développement par contradictions...)

«CONFRONTATION D'IDÉES ET SYNTHÈSE »

«Tout développement se fait par confrontation et synthèse des opposés. Il en est de même pour toutes les organisations du peuple. Car, les aspects contradictoires d'une situation objective donnée ne peuvent être enregistrés de la même façon et en un même temps par tous les militants des organisations. Il s'en suit que toute situation politique fait naître des idées et des opinions variées et, souvent, des thèses contradictoires. Cela explique pourquoi des contradictions internes se font continuellement jour, dans les organisations populaires. » (Id. Loi du développement).

« La confrontation des idées et des opinions contraires n'est pas un simple accident de la recherche... Seul un pur esprit, pouvant se transporter dans les choses elles-mêmes, peut prétendre connaître d'un seul coup la vérité absolue. Mais le marxisme, comme le gros bon sens, n'a rien à voir avec les purs esprits et les vérités absolues. C'est pourquoi, nous continuerons à croire que tous les progrès de la connaissance humaine procèdent, à partir de la lutte des idées et des opinions opposées. »

« Il ne s'agit pas d'ériger le droit à la discussion, comme un principe absolu. Nous savons, par expérience, que les organisations du peuple ne pourront avancer dans l'action, à moins que leurs adhérents n'aient atteint une certaine unité de pensée. Mais, cette unité de pensée présuppose qu'il y a eu au départ une confrontation, une lutte d'opinions contraires. C'est pour ça qu'il y a des congrès. En fait, la force d'un mouvement se mesure par l'unité de pensée et d'action, des militants qui le composent. »

« Nous savons que l'unité de pensée et d'action, que nous recherchons, serait un vain mot si elle n'avait pas son point de départ, dans une confrontation issue de la réalité objective. Nous savons aussi que l'unité de pensée ne sera jamais atteinte, si l'on assume au départ que les contradictions internes viennent a priori ou uniquement, de la pression de l'idéologie bourgeoise. »

(Id. Loi des contraires, H.G.).

«LES CONTRAIRES ET LA LOI FONDAMENTALE DE L'ÉCHANGE»

« Il y a donc lutte de contraires à l'intérieur des corps mais, aussi, 'interchange' entre les éléments contraires. Et, la lutte des contraires n'est pas comme nous serions portés à le croire une lutte à mort, finissant toujours par la destruction de l'une des forces par l'autre. »

«Quoi qu'il en soit, la lutte entre les éléments contraires d'un même corps et la loi fondamentale de l'échange sont les faits, qui président aux mutations, changements et transformations. »

« Le fait fondamental de l'échange ne signifie nullement une évolution harmonieuse. À cet égard, il est nécessaire de déraciner la peur des contradictions, afin d'en trouver les solutions. C'est pourquoi, nous n'avons que faire d'une croyance métaphysique, qui veut que les contradictions soient évacuées ou enterrées, au nom de la tranquillité. Dans les organisations populaires, l'unité de pensée et d'action ne saurait s'accomplir par l'enterrement des contradictions ou leur réduction arbitraire. Au contraire, la méthode dialectique réclame la mise à jour des contradictions, mais elle nous indique aussi le moyen de les solutionner. Ce moyen c'est la discussion: la confrontation. »

(Id. Loi des contraires, H.G.).

« La méthode dialectique considère, que le processus de développement de l'inférieur au supérieur ne s'effectue pas, sur le plan d'une évolution harmonieuse des phénomènes, mais sur celui de la mise à jour de contradictions inhérentes aux objets, aux phénomènes, sur le plan d'une lutte de tendances contraires, qui agissent sur la base de ses contradictions. » (Marcel Prenant, « Biologie et Marxisme »)

« La pensée dialectique reconnaît « la lutte entre les tendances contraires comme base du développement. » Il en est de même pour les partis et les organisations du peuple. Mais, la dialectique ne dit pas que les tendances contraires sont exclusives l'une à l'autre. Mais, il arrive parfois qu'avant même une décision de la majorité, l'on cède devant le vieil axiome qui dit: « celui qui n'est pas avec moi est contre moi ». Et cela n'a rien de dialectique. En procédant de cette façon, au lieu de travailler à l'unité, nous nous en éloignons. » (Id. Loi des contraires, H.G.).

«CONCLUSION»

«Comme tous les corps vivants, le parti se développe sur la base des contradictions internes: dans la lutte entre les tendances opposées. Ces contradictions et tendances ne sont pas un signe de faiblesse, mais un signe de force, lorsque nous savons les résoudre à notre avantage. Dans l'effort pour trouver des solutions, il ne faut pas bloquer la confrontation des idées. Car de cette façon, on limiterait le terrain d'investigation de la pensée révolutionnaire. Il deviendrait alors impossible, de se tenir près de la réalité changeante et, par conséquent, d'influencer le cours des événements. » « Les contradictions internes, qui surviennent dans les organisations du peuple, ne sont pas le fait de personnes mal ou bien intentionnées. Elles sont le reflet intellectuel, dans nos cerveaux, des contradictions existant dans la réalité objective. Les militants socialistes n'ont pas accepté la loi du développement par contradictions internes, parce qu'ils ont un cerveau truqué. Les forces populaires doivent s'appuyer sur cette loi et l'ensemble de la dialectique, parce qu'elles fournissent la seule conception scientifique de la transformation sociale. C'est la seule conception, qui puisse conduire les forces du peuple et toute l'humanité à la victoire, sur les forces de la guerre et de l'exploitation capitaliste. »

(Id. Loi des contraires, H.G.).

Les écrits de Mao Tsé-Toung donnèrent une nouvelle lumière, sur la vie interne des partis révolutionnaires. Dans un style qui lui était propre, il écrira : «Au sein du parti, l'opposition et la lutte entre les différentes idéologies arrivent constamment: elles sont le reflet, dans le parti, de la contradiction entre les choses nouvelles et anciennes de la société. Si dans le parti il n'y avait ni contradictions, ni luttes idéologiques pour solutionner ces contradictions, la vie du parti verrait sa fin. »

(Mao Tsé-Toung, « Les Contradictions », 1952, p. 14)

LA RÉHABILITATION — UN PRÉCÉDENT

De 1953 à 1956, les querelles entre les dirigeants du POP et les dissidents s'effacent comme un souvenir trop amer. Tout lien se trouve brisé. Personnellement, je milite avec Réginald Lauzier dans mon syndicat, le Local 568 de la FIOE. Je suis délégué syndical au Conseil du travail de Montréal. Durant de

nombreuses années, mon travail d'électricien me conduira à l'extérieur de Montréal et, parfois, du Québec. La plupart des anciens dissidents militeront dans leur syndicat respectif, soit à la FTQ ou à la CSN.

Plusieurs membres des anciennes organisations dissoutes, au nom de l'unité avec le POP, ont mis sur pied une nouvelle association. Celle-ci opère sous la direction de Gilles Robert et Jean Fortin. Ces derniers, ainsi que la majorité des militants, n'ont jamais été membres du POP. C'est le cas pour André Bélanger, Marc Carbonneau et Hervé Landry, des militants syndicaux dans l'industrie de la sacoche. L'Université ouvrière, par l'entremise de Pierre Rouleau employé au bureau de commerce de Cuba, a des contacts avec ce nouveau pays socialiste. Le travail de l'Université ouvrière se fait parallèlement à celui du POP, mais sans qu'il n'y ait aucun contact entre les deux organisations.

Toujours en 1956 Gui Caron, par téléphone, m'apprend que les dirigeants provinciaux du POP veulent me rencontrer. Comme ils seront trois, par mesure de précaution, j'inviterai Johnny Piché à la rencontre. Comme j'étais devenu méfiant, j'insistai pour que la réunion ait lieu à mon domicile. Pour la même raison, j'ai pris toutes les dispositions pour enregistrer toute la discussion sur magnétophone, sans que mes invités ne le sachent. Je dois dire, au départ, que je n'avais aucune raison d'avoir une confiance débordante.

La réunion comprenait cinq (5) personnes. Pour le POP, étaient présents Gui Caron, Harry Binder et Frank Arnold, ces deux derniers étaient à cette époque les dirigeants, de langue anglaise, les plus en vue. Henri Gagnon et Johnny Piché représentaient les anciens dissidents. La réunion fut des plus édifiante. Ce n'était pas un nouveau traquenard comme je l'avais cru pour un instant. Cette réunion peut se résumer comme suit.

Parlant le premier Gui Caron dira: «tu apprendras d'ici peu ce qui s'est passé au vingtième congrès, du Parti communiste de TU RSS. Nous avons cru que tu serais mieux de l'apprendre de nous-mêmes » et de donner notre version des faits. «< Après avoir réalisé la façon dont Staline avait disposé de plusieurs bons camarades... nous avons réexaminé la période que nous venons de vivre. J'en suis venu à la conclusion que nous avons agi de façon incorrecte, en 1947 et après. Nous avons été incorrects envers toi et les autres camarades, en présentant une résolution surprise lors du congrès de 1947. Ce soir, nous sommes venus te demander de revenir au parti, où ensemble nous pourrions essayer de réparer les dommages causés. »

Harry Binder et Frank Arnold abondèrent dans le même sens. Harry devait ajouter: « Nous avons commis des erreurs effroyables pour lesquelles il n'y a aucune justification. Tout ce que nous faisons l'était pour plaire à l'exécutif national qui, lui, s'efforçait de satisfaire les points de vue du Cominform. Le problème n'était pas de savoir si ce que nous disions était vrai... le but visé était de satisfaire les moindres désirs des dirigeants, des paliers supérieurs. » Lui aussi demandait aux anciens dissidents, de prendre leur place dans le parti et de travailler à réparer les pots cassés.

L'intégration des anciens dissidents et des membres de l'Université ouvrière s'est faite, dans l'espace de quelques semaines. Au sein du POP, plusieurs des nouveaux membres seront des candidats du parti, aux élections de la même année. Pour ma part, je fus candidat dans un des comtés montréalais. Pour activer l'intégration des nouveaux membres, Évariste Dubé et Henri Gagnon furent cooptés sur le comité provincial, avec droit de parole mais sans droit de vote.

Un comité d'enquête sur les événements de 1947 fut institué. Mais ce n'était pas à la demande de Dubé, Gagnon et des ex-dissidents; ces derniers ne posèrent aucune condition à leur entrée au parti. Ce comité fut institué à la demande des dirigeants provinciaux, désireux d'en finir avec toute l'ambiguïté possible entre anciens et nouveaux membres. Ce comité fit un travail de géant, il siégea quelques mois et fut ouvert à tous ceux, qui désiraient se faire entendre. Ce comité fit un rapport, qui fut publié dans le journal du parti et porté à l'attention des membres, à travers le Canada. Ce rapport disait:

'RAPPORT SUR 1947'

« Après avoir examiné les preuves et écouté les opinions d'un grand nombre de membres du parti, intimement reliés aux événements de 1947... votre commission soumet maintenant le rapport intérimaire qui suit, pour discussion dans le parti. >>

« La cause fondamentale de la scission de 1947 repose dans la pratique incorrecte des comités dirigeants, de résoudre les différends idéologiques par le moyen de mesures administratives. »

« Cette pratique était fondée sur le concept, étranger au marxisme, que les dirigeants et les comités supérieurs du parti sont les dépositaires, d'une vérité absolue, et ont le droit et le devoir d'imposer cette « vérité » sur les autres, par

tous les moyens à leur disposition. » « La toile de fond des événements de 1947 se trouve, dans l'histoire du parti au Québec. Cela inclut la composition nationale du parti, les erreurs politiques de la période précédente résultant de l'influence du 'Browderisme', l'état de l'organisation du parti, le manque de maturité et de collectivité de la direction provinciale, tout autant que les attaques contre le parti résultant de la guerre froide. Durant cette période il existait, dans le parti, une grande confusion sur plusieurs questions politiques, idéologiques et organisationnelles, venant de sa position au Canada français. Ces points de vue étaient peu ou pas définis. »

« Les travaux de la commission ont révélé que la résolution du 3 mars 1956, qui restaura l'unité organisationnelle des communistes au Canada français, n'a pas et ne pouvait guérir complètement les blessures profondes laissées, par la scission de 1947. Il y a encore, dans le parti, de l'animosité aiguë pour ce qui est des causes et des effets, de cette division. Ces vieilles animosités empêchent la tenue d'un débat, sous le signe de la camaraderie. Elles bloquent, aussi, la recherche d'une solution communiste aux questions auxquelles le parti doit répondre, dans les temps critiques que nous traversons. » « Aujourd'hui, les intérêts du parti réclament que l'on mette fin aux querelles, aux résignations et aux menaces de punition contre ceux qui maintiennent des points de vue opposés. Nous avons besoin de calme, d'objectivité et d'unité dans la cause de la classe ouvrière et de la lutte, pour un Canada socialiste. »

«C'est pourquoi la commission recommande »:

1. « L'abrogation de la résolution de 1947, concernant l'existence d'une déviation nationaliste dans le parti, au Québec. »
2. « La réaffirmation de la résolution du 3 mars 1956, pour ce qui est du retrait de toutes les charges et accusations faites avant, pendant ou après la convention de 1947. »
3. «La réhabilitation de tous les camarades concernés par l'annulation de toutes les résignations, expulsions et autres mesures disciplinaires reliées à ces événements. »

(Rapport de La Commission sur les événements de 1947).

Le rapport sur les événements de 1947 fut la conclusion d'une lutte, qui avait duré neuf (9) années. Mais ce ne fut pas pour autant la fin d'une vision monolithique, qui avait causé la division. Quoi qu'il en soit, la réhabilitation des victimes de la résolution surprise de 1947 créa un précédent. En effet il n'y eut jamais d'autres cas de réhabilitation, dans le Parti communiste canadien. Même à l'échelle internationale, les rares réhabilités le furent à titre posthume, c'est-à-dire après leur mort.

CHAPITRE 15

(1956) Une crise de catastrophe

En 1956 la réhabilitation, des victimes de la résolution surprise de 1947, sera rendue possible grâce surtout aux témoignages de Gui Caron et Harry Binder. Ces derniers s'efforcèrent de réparer les torts, dont ils avaient une part de responsabilité. Rien ne les obligeait à poser un tel geste, ils le firent d'eux-mêmes. Ici, il est bon de noter que ces camarades furent durement frappés, par les révélations* sur la déformation de la démocratie socialiste, sous Staline. Ce qui les plongea dans une crise de conscience, qui devait amener leur retrait comme membres du parti. Au Québec cette crise de conscience, qui revêtait un caractère collectif, se manifestera par la résignation des membres de l'exécutif provincial. Ces derniers en étaient venus à la conclusion « que, devant l'opposition au changement de l'exécutif national sous la direction de T. Buck, » il était impossible de transformer le parti, comme la situation le réclamait. Leur exemple sera suivi immédiatement par plusieurs centaines de militants(es).

La crise, qui frappa le POP en 1956, ne fut pas une réplique des événements de 1947. Elle était d'une autre nature. Ce fut une crise de catastrophe, où l'une des deux tendances en présence se videra de son contenu humain. Tout au cours de la confrontation, de larges groupes de militants(es) résigneront officiellement ou autrement. En pratique, le parti non préparé à une telle situation s'écroulait comme un château de cartes. En conséquence, ce sera une victoire vide pour les vainqueurs d'une discussion 'préconvention', qui dura plusieurs mois. Le parti se trouva déchiré en deux, à partir de l'exécutif national, c'est-à-dire de haut en bas. Dans ces conditions les deux tendances, qui s'opposaient, eurent un égal accès à la presse du parti, afin de faire connaître leurs points de vue. À cet effet, un tabloïd de «National Affairs Monthly» fut utilisé pour la discussion, en préparation à la convention de 1957.

Pour le POP, la crise de 1956 fut le prix à payer pour avoir tourné le dos, aux réalités de l'après-guerre. En pratique, le parti était demeuré prisonnier des concepts, bâtis au temps de Lénine et de l'Internationale communiste. Aux yeux de plusieurs dirigeants, le concept de 'tout pour la défense de l'URSS comme pays socialiste' gardait sa pleine valeur. Pour eux, le Parti communiste soviétique demeurait 'le dépositaire d'une vérité marxiste mondiale'. Parce que le POP vivait dans l'ombre du Parti communiste soviétique, la crise de celui-ci le frappera de plein fouet. Dans ces conditions, les révélations sur les déformations de la démocratie socialiste, sous le règne de Staline, eurent comme résultat une crise de catastrophe, dont le POP ne s'est jamais remis.

DES SOLDATS DE L'ARMÉE ROUGE

La discussion 'préconvention' de 1956 montra, à quel point, plusieurs militants(es) socialistes étaient devenus(es) prisonniers de concepts, que le temps avait vidé de leur contenu révolutionnaire. Certains dirigeants réagirent comme de véritables soldats de l'Armée Rouge. Tom McEwen, dirigeant en Colombie britannique et éditeur du Pacific Tribune, refusa pour un temps de publier le rapport du 20ième congrès soviétique, sur les déformations stalinienne. Ceci au moment où la presse mondiale publiait ce rapport, dont personne ne pouvait nier l'authenticité. De cette façon, les militants socialistes du Canada furent les derniers à être informés de ces événements. À une échelle moindre T. Buck eut la même réaction, en cachant temporairement certains faits à l'attention des membres de l'exécutif national. Ce qui aggrava la division au sein de l'exécutif national.

La crise de 1956 eut comme fondement l'appréciation du Parti communiste soviétique et, de façon plus générale, les relations entre les différents partis ouvriers et socialistes, à travers le monde. Ainsi au cours d'une réunion du comité national, T. Buck fera part de son intention de demander aux camarades soviétiques de « rétablir une sorte d'internationale communiste, afin de nous aider à régler nos problèmes ». Cependant la réunion ne donnera pas suite à cette proposition. Un autre dirigeant influent, Leslie Morris, ne voyait aucune raison de retirer notre pleine confiance dans les camarades soviétiques. D'ailleurs, Leslie Morris avait depuis des années exprimé, dans la presse du parti, le point de vue que «le socialisme au Canada nous sera donné, par le courage et l'héroïsme des soldats de l'Armée Rouge soviétique ».

T. Buck n'y est jamais allé par quatre chemins, lorsqu'il s'agissait d'exprimer sa loyauté envers l'URSS. Après la Deuxième Guerre mondiale il fera des tournées au Canada, réclamant du peuple canadien les années de paix dont l'URSS avait besoin. Dans la même veine, il réclamait un élargissement du commerce canado-soviétique. Ce commerce, disait-il, assurerait la prospérité économique du Canada pour 25 années à venir, ici Terreur était de croire, que le commerce avec l'URSS serait une cure de rajeunissement, pour l'économie du Canada. C'était attribuer au commerce canado-soviétique un pouvoir qu'il ne possédait pas. À la base de cette appréciation, il y avait une surestimation des relations à maintenir avec le parti communiste de l'URSS.

La crise des années 1956-57, projetée de l'extérieur, mettait en jeu le genre de relations entre les partis ouvriers et socialistes. Dans une large mesure, elle passait par les difficultés d'un modèle que l'on avait accepté et copié, comme la seule voie vers le Socialisme. D'une certaine manière, elle mettait en jeu les concepts léninistes qui, jusque-là, avaient guidé les partis communistes du monde entier. Ces concepts s'étaient avérés une valeur éprouvée, du moins jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

La discussion 'préconvention' laissa voir deux tendances en opposition. Un groupe sous la direction de Buck, Morris, McEvven, Ryerson, Bill Kashtan et d'autres, défendait avec acharnement ce qu'il jugeait les fondements du mouvement socialiste mondial. Ce groupe homogène cristallisé dans le temps défendait les concepts léninistes, développés dans la première partie du XXIème siècle. En fait ce qu'il défendait, c'était les conclusions de Lénine sur un temps donné de la lutte pour le socialisme. Pour ces pionniers du socialisme au Canada, il s'agissait de tenir le coup au plus fort d'une tempête, comme ils en avaient traversé tant d'autres. Pour eux il s'agissait de défendre des acquis du passé, qu'ils considéraient comme fondamentaux. Ils accusaient leurs opposants de révisionisme, en s'appuyant sur les conclusions et les écrits de Lénine. En d'autres termes, ils voulaient répéter le combat contre le révisionnisme que Lénine avait conduit un demi-siècle plus tôt, en d'autres temps et sous d'autres cieux.

L'autre tendance, soutenue par un deuxième groupe, tenait un langage encore jamais entendu dans le milieu communiste. Il dénonçait la servilité (subservience) du POP à l'égard du Parti communiste de l'URSS. Composé de dirigeants plus jeunes, ce groupe accusait les tenants de l'autre tendance de se cantonner, dans un dogmatisme stérile. Mais ce groupe dénonçait surtout les accroc à la démocratie socialiste, plutôt que le monolithisme qui en était la cause.

Cependant le deuxième groupe, bien que de façon confuse, remettait en question les concepts léninistes, héritage de la troisième Internationale communiste. Furent ainsi remis en question les concepts de la dictature du prolétariat, du centralisme démocratique, du type léniniste de parti, etc. Il est malheureux que la période 'préconvention' n'ait pas servi surtout, à étudier en profondeur certains concepts qui, déjà, avaient cessé de correspondre à la réalité. Il est à noter que l'atmosphère, chargée d'émotivité, ne favorisait pas une telle étude.

LES RAPPORTS NOUVEAUX ET LEUR SIGNIFICATION

Toute proposition, qui tendait à changer les relations entre le POP et le Parti communiste soviétique, était considérée par plusieurs comme une déviation des principes léninistes. Comme je revenais au parti après neuf ans d'absence, je n'étais pas attaché à aucun des groupes en présence. Mais le simple fait d'avoir signé un article, réclamant des rapports nouveaux avec le Parti communiste de l'URSS, m'apportera l'étiquette de « révisionniste dangereux ». Pourtant l'article, publié dans le cadre de la discussion 'préconvention', n'avait rien d'une sévère critique à l'égard du Parti communiste soviétique. Cet écrit, dont nous citons quelques passages, déclarait :

« Il n'y a aucun doute, qu'au cours de son existence, notre parti a commis de nombreuses erreurs. Nous avons répété des expériences et accepté des enseignements, qui n'avaient de valeur que dans les conditions de l'URSS. Nous avons même supporté aveuglément des erreurs commises par le CPSU.* Sur les problèmes économiques, les questions de politique internationale et, à certaines occasions, sur le terrain de notre politique domestique nous nous sommes laissés entraîner à une « dépendance idéologique », vis-à-vis du Parti communiste de l'URSS. Il est nécessaire de reconnaître et de corriger ces erreurs, qui ont paralysé le développement de notre parti. »

« Des camarades scrutent les 35 années de service de notre parti, pour prouver sa servilité au CPSU. Je crois qu'une analyse de ses premières années prouvera, hors de tout doute, que si le travail de notre organisation canadienne comporte beaucoup de traits négatifs, il comporte aussi beaucoup d'achèvements positifs dont nous pouvons être fiers. La base fondamentale de notre lutte, au Canada, n'a jamais été la «servilité» (subservience) au CPSU, mais bien la défense des intérêts des ouvriers canadiens dans une période donnée de la lutte, pour l'établissement d'un monde socialiste. » « Il est nécessaire d'indiquer que plusieurs gestes posés par le parti, au cours des luttes passées, ne peuvent être compris qu'entourés des conditions qui leur ont donné naissance. Pour cette raison plusieurs positions adoptées dans le passé apparaissent, aujourd'hui, comme des erreurs. Il en est ainsi parce que nous jugeons ces anciennes positions, à travers les nouvelles conditions créées par les puissants changements internationaux, au cours des derniers dix ans (l'après-guerre 1945-56). »

(Les rapports nouveaux par H.G. National Affairs Monthly Avril 1957).

« Ce serait une erreur de croire, que le trait principal de notre lutte pour le socialisme fut la « subservience » envers le CPSU. Mais ce serait une erreur encore

plus grave, de ne pas comprendre la signification des grands changements, survenus à l'échelle mondiale et leur portée sur l'essence et la forme de l'internationalisme prolétarien... Ce serait une erreur grave de ne pas comprendre, que ces changements détermineront des nouvelles formes de lutte, pour le socialisme. » « L'apparition de 13 États socialistes à la fin des hostilités, en 1945, et celle de la Chine populaire (1949), représentaient un changement qualitatif, dans la lutte du mouvement socialiste international. D'un autre côté, l'existence du premier État socialiste se trouvait affermie, en vertu du développement interne de l'URSS et du développement externe dans le monde entier. Il serait incorrect, aujourd'hui, de rester accroché à une forme de l'internationalisme prolétarien, appartenant à une phase dépassée de la lutte pour le socialisme. Ce serait là une position dogmatique 'détrimentaire' au développement du so-cialisme. »

« Il faut comprendre, que la défense du premier et seul État socialiste a donné l'essence principale à l'internationalisme, pour plus de 30 ans. Mais, il nous faut aussi comprendre que l'internationalisme prolétarien a maintenant changé. »

(Id. Les rapports nouveaux, H.G.).

Une résolution de l'exécutif national indiquait qu'il y avait deux dangers, sans pour autant indiquer le principal. Elle rapportait sur l'existence d'une tendance révisionniste et celle représentée, par le dogmatisme doctrinaire. Pour moi, il était nécessaire de déterminer, quel était le danger principal et comment y remédier. C'est pourquoi, je m'efforçais de répondre à la question à savoir quel était le danger principal? En 1956, j'y répondais en écrivant :

« Nous verrons alors, que le dogmatisme doctrinaire ou sectarisme de gauche représente le plus grand danger, qui menace le parti. Le dogmatisme doctrinaire, qui s'est enraciné dans le parti depuis plusieurs années, a eu pour effet de nous éloigner de la réalité canadienne et de la classe ouvrière. » (Id., Les rapports nouveaux et leur signification)

L'article, publié dans 'National Affairs Monthly' en anglais, parut aussi en français dans les pages de Clarté de février 1957, organe officiel du parti pour le Québec. Il concluait en disant :

«Le socialisme au Canada sera une fleur canadienne se nourrissant du sol canadien, sous un ciel canadien. »

(Id. Les rapports nouveaux, NAM 1957).

UNE VICTOIRE DE L'ORTHODOXIE

La convention nationale de 1957 vit la victoire du groupe de T. Buck, qui favorisait le maintien d'étroites relations avec le Parti communiste soviétique. Cette victoire de l'orthodoxie, sur le changement, fut marquée par les résignations de milliers de militants(es) socialistes. Malgré les efforts de démocratisation, de la période précongrès, le parti est sorti de la confrontation diminué de moitié. La victoire du statu quo ne fut pas sans amener un certain retour, aux anciennes méthodes de luttes internes dans le parti.

Personnellement j'ai vu fondre le POP avant, pendant et après la convention de 1957. Loin de se résorber, l'hémorragie se continuera après la convention nationale. Après quelques années, le Parti des communistes canadiens n'était qu'un pâle reflet d'une organisation, qui avait compté 25 000 militants(es) aguerris(es) et des centaines de milliers de sympathisants(es) et supporters(es). À un moment donné, le parti comptait trois députés au parlement de l'Ontario; un député fédéral dans Montréal-Cartier (Fred Rose).

De plus il y eut plusieurs élus municipaux à travers le Canada. À Montréal Michael Buhay se fit élire conseiller à différentes reprises. À Toronto Charles Sims, Stewart Smith et Edna Ryerson furent élus à des postes municipaux. Dans l'Ouest (Winnipeg) les candidats POP Jacob Penner, Bill Kardash et Joseph Zuken furent élus. Cette dernière liste est loin d'être complète.

Au Québec, la désintégration des forces socialistes se continuera sur plusieurs mois. Il devint rapidement impossible de savoir, qui était encore membre et qui ne l'était plus. Pris devant une telle situation le comité provincial, par un vote majoritaire, reporta la date du congrès provincial. Une minorité de membres du comité provincial voulait un congrès immédiatement. Brisant avec tous les critères démocratiques reconnus, cette minorité s'érigea elle-même en comité provincial. Il y eut pour une période de temps deux comités provinciaux et une situation, où de nouveau les mesures organisationnelles prenaient le pas, sur le besoin de discussion et celui de l'unité. La minorité maintenait « que même si nous restons seulement quinze, les intérêts du parti réclament un congrès provincial immédiatement ». Devant une telle situation, il y eut intervention de la direction nationale.

Un représentant de l'exécutif national, Alfred Dewhurst, fut délégué à Montréal pour procéder, à l'enregistrement des membres et surveiller les préparatifs, du congrès. À la demande de plusieurs clubs de langue anglaise, le

représentant de l'exécutif national accepta de reculer d'une semaine l'échéance, pour leur permettre de tenir leur réunion d'enregistrement. Par la suite, sous la pression de la minorité, le représentant de l'exécutif national revint sur sa propre décision. Le résultat net de ces changements de date fut que, 22 clubs du « West Island » ne furent pas reconnus, pour des raisons purement techniques. Car l'exécutif national décida, que les délégués des clubs enregistrés en retard pourraient assister au congrès, mais n'auraient pas le droit de voter. À toute fin pratique entre 300 et 500 militants se trouvaient « défranchisés » sans le vote, qui leur aurait permis de s'exprimer.

Il va sans dire qu'ici au Québec la minorité, forte de son orthodoxie, pouvait compter sur l'exécutif national. Il y avait sûrement une parenté idéologique. Quoiqu'il en soit, le congrès provincial confirma la victoire du groupe minoritaire. Cette victoire marquera un retour à l'emploi de mesures techniques ou organisationnelles, comme moyen de régler les problèmes idéologiques.

Dans les jours, qui suivirent le congrès, je reçus une lettre m'ordonnant de fermer un local que nous avions rue Saint-Laurent. En plus, la direction provinciale fraîchement élue m'ordonnait de dissoudre les six clubs, qui conduisaient des activités au local concerné. Je répondis, immédiatement, qu'il ne m'appartenait pas de fermer un local et de dissoudre les six clubs. Je les invitai à procéder eux-mêmes à cette liquidation, à laquelle je me refusais. En réalité je venais de décider que, dans les circonstances, je serais plus utile au mouvement socialiste à l'extérieur, plutôt qu'à l'intérieur du POP. Je devais par la suite continuer mon travail de militant socialiste, surtout en milieu syndical, où je devins président de mon syndicat et vice-président, du Conseil du travail de Montréal.

Comme la poussière du passé est retombée, la conclusion qui s'impose est que les luttes internes, dans le POP, ne furent jamais une confrontation entre des bons et des méchants. Les deux tendances de 1956-57 défendaient des concepts léninistes, en voie de dépassement. Chaque groupe, à sa façon, défendait certaines conclusions de Lénine, qui avaient été élevées à la hauteur de principe absolu. C'est pourquoi il devint impossible d'achever l'unité, même la plus précaire. Il sera toujours impossible d'achever toute forme d'unité en partant d'idées (concepts), qui n'ont plus de fondement dans la vie matérielle. Or en 1956-57, l'humanité tout entière était déjà dans la première phase d'une extraordinaire 'mutation' qui se poursuit encore de nos jours.

Ce ne sont pas seulement les partis socialistes, mais bien l'ensemble de l'humanité qui se trouve prise dans un retard historique, qui n'a pas de

précédent. Ceci parce que nous vivons dans un monde, qui s'est développé trop rapidement pour que notre pensée puisse le suivre, du moins dans l'immédiat. C'est pourquoi, au milieu du siècle les partis socialistes ont rencontré des problèmes pour lesquels ils n'étaient pas prêts. Ils ont traversé des situations où il n'y avait ni expert, ni expertise. C'était pour eux le début d'une formidable 'mutation', où les icônes jusque-là vénérées se brisaient les unes après les autres. C'était un temps, où les militants(es) socialistes étaient devant la nécessité de remplacer des clichés, qui leur avaient toujours servi de poteaux indicateurs. Un temps où plusieurs concepts léninistes, indépendamment de leur valeur passée, se transformaient en autant de pièces de musée.

La crise des partis socialistes, dont le POP, fut d'autant plus sévère, qu'ils vénéraient les concepts léninistes comme des icônes. Cette vénération alimentait une pensée marxiste enchaînée, incapable de poursuivre et encore moins d'influencer le mouvement de la société. Nous oublions trop souvent que le propre des concepts est d'être toujours, en voie de dépassement. Ils sont au plus une représentation mentale, cristallisée dans notre cerveau, d'une société dont le développement n'arrête jamais.

Plus le développement de la société est rapide, plus l'idée qu'on se fait de cette même société devient dépassée, au point de freiner le développement lui-même. Ainsi depuis 1950 sous la pression de l'automation, l'informatique et plus tard la robotique, le développement du nouveau a atteint une vitesse phénoménale. Le monde des savants reconnaît, qu'il s'est produit plus de choses au cours du dernier demi-siècle, que durant des milliers d'années antérieures. Lénine, ce grand champion du socialisme, architecte génial de nombreux concepts de combat, est mort en 1924. Mais l'horloge de l'histoire ne s'est pas arrêtée pour autant. Ce n'est pas trahir la mémoire de Lénine que d'affirmer, que certaines de ses conclusions sont maintenant dépassées, par le temps. Lénine lui-même ne s'est jamais présenté, comme un champion de l'immuabilité' ou une poignée de porte.

Durant de longues années, les socialistes ont oublié que la 3ième Internationale communiste et ses conditions d'admission étaient nées, des besoins d'une époque. Il était normal qu'elles disparaissent avec l'époque, qui leur avait servi de fondement matériel. Il en est de même des concepts de Lénine, qui furent avant tout des armes de combat valables pour un temps donné, de la lutte pour le socialisme. Ils restèrent pleins de vigueur aussi longtemps, qu'ils correspondirent au développement de la société.

À travers les années, il est devenu évident que plusieurs concepts révolutionnaires développés par Lénine et Marx avant lui ne correspondent plus à notre époque. C'est maintenant la tâche des militants(es) socialistes de bâtir les concepts, qui correspondront aux besoins de notre temps. Naturellement tout le monde reconnaît que le changement, en général, est l'une des grandes lois de l'Histoire. Mais en pratique il est difficile d'accepter le changement, lorsqu'il s'applique à soi-même. Ainsi, il semble douloureux pour de nombreux socialistes de réaliser que des concepts, qui faisaient leur force, sont devenus autant de points faibles.

CHAPITRE 16

L'important

Il ne s'agit pas de crier au scandale, à propos des anciennes façons de procéder dans les milieux socialistes. D'ailleurs, ces façons de faire n'étaient pas exclusives aux seuls(es) militants(es) socialistes. Pour comprendre le passé, il faut le regarder avec les yeux de l'époque concernée. Alors nous verrons que le Parti des communistes du Canada, de 1921 à 1950, avait passé la plus grande partie du temps dans l'illégalité. Tout au cours de son existence, il dut subir la répression policière des autorités fédérale, provinciale et municipale. Il n'aurait pu accomplir son travail, sans une discipline de fer et une direction fortement centralisée. Il en fut de même de la Russie tsariste et la Chine des mandarins. La transformation de ces deux vieilles sociétés féodales n'aurait pas été possible, sans la mise sur pied d'un appareil de combat monolithique, fortement centralisé.

Pour ceux qui œuvrent au progrès et à la liberté, il est important de changer les concepts et les méthodes d'organisation, lorsque la situation l'exige. Ainsi, à notre époque et dans les conditions qui sont les nôtres, le concept monolithique du début du siècle a perdu sa verdeur. Car nous vivons dans un monde devenu pluraliste, à tous les points de vue. Le temps n'est plus aux partis de fer monolithiques, où le Politburo devait exercer un pouvoir suprême jusque dans la vie privée de ses membres. Le temps n'est plus au parti unique, où l'exécutif exerçant le pouvoir entre les congrès avait aussi celui d'assurer la bonne marche des congrès, au gré de la fantaisie des dirigeants. Notre époque est, plutôt, celle d'un monde polycentrique et de la décentralisation du pouvoir.

Il faut s'éloigner des anciennes façons de faire où l'Internationale, dessinée par Lénine, était considérée comme la dépositaire d'une vérité marxiste unique. Il faut éviter de créer des situations, où les décisions d'en haut n'étant pas sujettes à discussion, il ne resterait aux militants que l'obligation de les exécuter. À notre époque où tout se développe à une vitesse folle, les anciennes méthodes auraient comme résultat de faire taire les contradictions, au lieu de les solutionner. Déjà dans plusieurs endroits du globe, le maintien des anciennes méthodes a conduit à de véritables catastrophes et, parfois, à des holocaustes humains. À cet égard, la révolution culturelle chinoise a coûté des millions de vies humaines. Dans la même veine les politiques de Pol Pot au Cambodge, poursuivies au nom du « marxisme », furent une grosse facture à payer pour le peuple de ce pays.

Le présent écrit a soulevé la poussière du passé, mais ce n'était pas dans un désir de revanche. Il était nécessaire de soulever un coin du voile, qui couvrait d'anciens conflits idéologiques. Ceci, parce que l'étude du passé est devenue une partie intégrale de l'effort, pour comprendre le présent et préparer le futur. De là l'urgence d'analyser le passé aussi objectivement que possible. Si au cours de cette recherche nécessaire j'ai pu blesser certaines susceptibilités, je m'en excuse, car telle n'était pas mon intention.

Comme tous les anciens militants(es) consultés(es), je n'ai jamais regretté les années passées dans la gauche québécoise. J'ai trouvé dans le parti le meilleur groupe de citoyens, qu'il m'ait été donné de connaître. Naturellement des dirigeants comme Buck, Morris, B. Kashtan, Binder, Caron, Émery Samuel, Gérard Pellerin, Gerry Fortin, Danielle Cuisinier et des milliers d'autres n'étaient pas parfaits. C'est pourquoi l'unique façon de les évaluer, c'est de le faire à partir des moins et des plus de l'ensemble des gestes, qu'ils ont posés. Alors nous les retrouverons dans la colonne des plus: plus pour le progrès, plus pour la liberté et plus pour l'idéal socialiste, qu'ils ont défendu.

Le temps est venu, pour tous ceux qui se réclament du socialisme, de se libérer des concepts léninistes. Il est urgent de changer les clichés, qui depuis toujours ont guidé les actions des militants(es) socialistes. Ici, je ne parle pas uniquement du plus ancien parti politique identifié au marxisme-léninisme. Je parle de tous ces partis et groupes, comme En Lutte, le PCC (m-1), L'Union Bolchevick et autres formations vouées à la défense, des intérêts ouvriers et populaires. Le présent livre a été écrit, surtout, à partir de l'expérience du Parti communiste du Canada. Mais nous aurions pu prendre En Lutte ou le PCO (m-1), comme sujet d'étude, que les résultats auraient été à peu près les mêmes.

En 1985 ce ne sont pas les expertises qui manquent, pour étudier le mouvement marxiste de lutte pour le socialisme. Se réclamant de Marx, de Lénine et de Mao Tsé-Toung plusieurs groupes se sont formés, depuis 1970. Ces derniers furent fortement influencés par la révolution de la Chine populaire. Bien qu'ils se présentèrent en opposition au Parti communiste canadien de Bill Kashtan, ils suivirent une voie analogue. Ils se servirent des mêmes concepts léninistes que leurs aînés, entre eux la différence n'est que superficielle.

Les nouveaux groupes (m-1), maintenant disparus, étaient nés de la division de deux camps opposés, Mos-cou-Pékin. Fidèles au concept d'un monde socialiste monolithique, les groupes (m-1) dénoncèrent l'hégémonie du Parti communiste soviétique, pour mieux se souder à celle du Parti communiste de la Chine populaire. Comme leurs rivaux, ils oubliaient qu'au temps où il existe

plusieurs pays socialistes, ce qui compte est la défense des intérêts populaires, de chez nous. Oubliant cette primauté « En Lutte », après la débandade de la bande des 4, se réclamera de l'Albanie d'Henver Hoxa.

Comme leurs prédécesseurs socialistes au Canada, les militants(es) d'allégeance maoïste scrutèrent soigneusement chacun des concepts léninistes. Comme ils étaient plus instruits que les travailleurs-chômeurs des années 1929-30, ils ne se limitèrent pas à vénérer les concepts léninistes, comme des icônes. Ils apprirent à répéter de mémoire les conclusions de Lénine, Staline et, surtout, les pensées du petit livre rouge de Mao Tsé-Toung. Certains écrits du passé furent appris et répétés, comme autant de versets d'un nouvel évangile rouge.

Pour les maoïstes, il s'agissait de développer le volontarisme révolutionnaire au plus haut point. Ainsi, la foi dans le socialisme et sa victoire finale tenait la place de la connaissance et de la compréhension, des nouvelles situations. Dans cette voie, ils continuaient à leur compte les luttes anciennes qu'ils copiaient de leur mieux. Il s'agissait de suivre à la lettre les recettes du passé, sans y omettre un point ou une virgule. Dans ces conditions le « Que faire de Lénine », écrit au début du siècle, devint le livre de référence pour établir le socialisme au Canada. Cette façon de procéder résulta en un marxisme livresque. Ce marxisme estropié faisait résonner les échos lointains des luttes passées, au lieu de fournir des solutions aux problèmes sociaux actuels.

INTOLÉRANCE

Certains groupes, qui se réclamaient du marxisme et de la pensée du «président Mao», poussèrent l'intolérance du monolithisme à l'extrême. Prisonniers de concepts dépassés, ils refirent les anciens combats en marchant à reculons. Parfois ils s'infligèrent des purges et des expulsions, à la seule fin d'être au diapason de grandes purges staliniennes et de la révolution culturelle chinoise. C'est pourquoi lorsque la situation exigeait l'unité de tous, ces militants(es) socialistes se retrouvaient dans des 'luttes de ligne', meurtrières et interminables.

Au cours de leur existence, les groupes maoïstes passèrent autant de temps à se détruire entre eux, qu'à combattre les ennemis du peuple. Les quelques efforts d'unité socialiste étaient voués à l'échec. Ceci parce que le monolithisme de chacun était incompatible, à toute forme d'accord mutuel. Chacun se voulait la seule avant-garde, les seuls marxistes authentiques: les seuls dépositaires de la vérité marxiste. Sous le couvert de concepts léninistes

dépassés, ce fut la guerre ouverte au lieu de l'unité rêvée. Cette lutte fratricide se transforma parfois en bataille rangée, où l'on tentait de régler des différents d'ordre idéologique, à grands coups de bâton.

Après une dizaine d'années d'existence, les groupes En Lutte et le PCO (m-1) se sont sabordés. Ils n'existent plus comme organisation, mais leurs expériences demeurent. Ces dernières montrent que le maintien de concepts léninistes dépassés devient une entrave pour le socialisme. Les vieilles idées et les coutumes, lorsque vidées de contenu vivant, se transforment en dinosaures pour bloquer la route du progrès et de la liberté. Alors cela donnera lieu à une parodie du marxisme, où celui-ci apparaît comme une barrière entre l'homme et son futur. Tant que les socialistes demeureront prisonniers des concepts léninistes, ils se retrouveront invariablement en train d'enterrer le monde des vivants, sous les feuilles mortes du passé.

Avec la défection d'En Lutte et du PCO (m-1), des centaines de militants(es) sont sortis de leur aventure désabusés. C'est là une situation regrettable. Cela l'est d'autant qu'une bonne part de leurs efforts furent dépensés, dans une vaine tentative de faire passer la vie québécoise, dans le moule de la révolution chinoise. Cette tentative infructueuse eut, comme résultat, d'écœurer de nombreux militants(es) maoïstes et des milliers de membres, des comités et organismes populaires.

Suivant le chemin de la révolution chinoise, les maoïstes n'avaient plus qu'à s'accaparer la direction, des groupes populaires et d'y implanter la «pensée du président Mao ». Une telle approche eut comme résultat d'éloigner les membres de la base, au lieu de les aider dans leur cheminement. Prisonniers de solutions (a priori), décidées avant même toute discussion, ils voulaient imposer des comptoirs alimentaires et des garderies de lutte de classe. En pratique, sous le mot d'ordre de classe contre classe ils frappaient tout ce qui bougeait, en milieu populaire. En s'imposant de cette façon, ils détruisaient les formes d'organisation les plus élémentaires de la lutte populaire.

Les groupes maoïstes n'ont pas été les seuls à déformer le marxisme. Ils n'ont pas été les seuls non plus, à se coller aux concepts léninistes, au point de paralyser leur propre action. Le dogmatisme que comporte l'attachement aux concepts dépassés est une maladie, dont ont souffert tous les groupes et partis marxistes sans distinction. C'est pourquoi, chacune de ces organisations devra se persuader que ce n'est pas dans les manuscrits, que se trouvent les solutions recherchées. C'est dans la connaissance de l'époque actuelle et de ses

problèmes, que les hommes et les femmes trouveront les moyens de transformer la société.

Les déformations du marxisme sont venues de différentes sources. Dans les milieux de haut savoir, l'étude du marxisme s'est faite comme s'il était une nature morte. L'on a enseigné le marxisme, selon une grille d'analyse fabriquée à partir des conclusions et des analyses, des grands maîtres du socialisme. Mais le marxisme, comme méthode de pensée, ne se prête pas à une telle opération. Le système de grille n'est valable que dans l'étude des natures mortes, qu'à l'étude des concepts cristallisés dans un temps plus ou moins lointain. De par sa nature, une grille d'analyse ne laisse pas de place au nouveau et à l'inédit, toujours en pleine croissance. C'est pourquoi la meilleure des grilles ne peut que nous tirer en arrière. Il n'existe pas de grille assez flexible, pour nous permettre de saisir la réalité d'une 'mouvance' sociale, qui n'arrête jamais de s'ouvrir sur le futur.

Ici nous nous référons au marxisme, à la fois comme méthode de pensée et guide d'action. Nous faisons une grande différence, entre ce que nous considérons comme le « marxisme » et l'ensemble des écrits et des analyses, des penseurs socialistes. Plusieurs points de vue, énoncés par les meilleurs représentants du socialisme, se sont avérés incorrects et ne se réaliseront jamais. Ils n'étaient, au plus, que des conclusions sur un moment donné de la lutte, pour l'idéal socialiste. Mais il en est autrement de la méthode de pensée marxiste, dont le fondement repose sur les données de la science et ne peut, que s'enrichir de son développement. Ceci bien entendu à condition de demeurer ouvert, sur tout ce qu'il y a de nouveau. C'est pourquoi le marxisme, à condition de ne pas s'embourber dans une forme dogmatique, ne peut que s'enrichir des nouveaux matériaux, qu'apportent les situations nouvelles.

En quoi consiste l'héritage de K. Marx, F. Engel et ceux qui leur succédèrent? Il consiste surtout en une conception scientifique de l'homme et de l'univers. Il a comme fondement la philosophie matérialiste, le matérialisme historique et la méthode de pensée dialectique. Ces trois éléments réunis constituent la pierre angulaire du marxisme. Mais le marxisme laissé à lui-même, pris isolément de la vie, n'est qu'un contenant sans contenu. Il n'a sa pleine valeur que, lorsque relié au développement de la société et aux besoins des couches populaires. Autrement, il est comme les ampoules électriques de 100, 200 et 500 watts, qui n'ont d'elles-mêmes aucune puissance d'éclairage. Elles deviennent une source de lumière, dans la mesure où elles sont reliées à une source d'énergie. Il en est de même du marxisme qui, lorsque détaché de l'époque en cours et de la lutte pour les besoins populaires, se traduit par un discours vide de sens.

En 1977, lors d'une étude sur la crise du marxisme, nous écrivions sur le rôle négatif que peuvent remplir les concepts dépassés :

«La plupart des textes de Marx et de Lénine furent, avant tout, des armes de combat. C'est donc à travers les luttes du passé qu'ils parvinrent jusqu'à nous. Pour cette raison l'héritage marxiste comporte des mots d'ordre, des formes d'organisation et des conclusions, dictés par l'époque et la façon que se plaçait 'la lutte des classes', au temps où Marx et Lénine écrivaient. Cette partie des écrits marxistes est appelée à se scléroser. Loin de s'enrichir, elle se cristallise dans le temps à mesure que se poursuit le déroulement de l'histoire. »

« Les conclusions, les concepts léninistes ne sont pas tous devenus caduques du jour au lendemain. Plusieurs ont été largement dépassés, pendant que certains ont conservé leur validité. Chose certaine, Marx et Lénine n'ont jamais invité personne à suivre pour toujours les conclusions, de l'époque qu'ils vivaient. Ces deux grands penseurs n'ont jamais proposé de dogmes immuables. »

(La Confédération Y'a rien là, pages 183-184)

Pour ceux qui se réclament du marxisme, deux choix se posent s'excluant l'un et l'autre. Ils peuvent, d'un côté, suivre à la lettre les concepts léninistes du passé et défendre, ce qu'ils croient être des 'acquis'. Souvent, ces 'acquis' n'ont plus aucune emprise sur les événements actuels. Par ce premier choix, ils se placeraient devant la tâche impossible d'imposer les conclusions du passé, aux situations nouvelles. D'un autre côté ils peuvent, à partir de l'époque que nous traversons, tirer les conclusions qui s'imposent et agir sur les situations nouvelles. Par ce deuxième choix, ils pourraient dans l'immédiat changer un stock de clichés, devenus terriblement démodés. Ne pas faire la différence entre ces deux choix, c'est risquer de s'embourber dans un dogmatisme aussi encombrant que stérile.

Il n'y a pas actuellement de mouvement de gauche conséquent au Québec. Le socialisme québécois est embourbé dans un dogmatisme, qui ruine les efforts déployés. La plupart des militants(es), qui se réclament du marxisme, sont prisonniers des concepts léninistes. Ils utilisent une grille d'analyse réglée sur le passé. Ils n'ont pas encore pris conscience des situations nouvelles et des nécessités de l'époque, que nous traversons.

Les militants(es) socialistes du Québec, comme d'ailleurs l'ensemble de la population, sont pris dans un retard historique sans précédent. C'est seulement dans une claire compréhension de l'époque actuelle, qu'ils pourront se réaliser et influencer le cours des événements. C'est en fouillant dans les tripes et les

entrailles de notre époque, qu'ils trouveront la voie du progrès et de la liberté. La connaissance du marxisme n'a jamais relevé personne, de la nécessité d'étudier les nouvelles situations. Aujourd'hui plus que jamais, le succès de la gauche sera déterminé par l'habileté de ses militants(es) à étudier et comprendre ce qu'il y a de nouveau sous le ciel québécois. Car au Québec comme dans tous les pays industrialisés, nous traversons actuellement non une crise, mais une extraordinaire 'mutation'.

Conclusion

UNE EXTRAORDINAIRE MUTATION

Presque rien ne subsiste de ce qu'était la vie il y a cinquante ans (50). L'humanité est débarquée dans un monde nouveau où tout se fait autrement. Bien que la nouveauté nous submerge de tout côté, ce serait une erreur de croire que nous sommes devant une simple addition de changements, plus ou moins rapides.

Les peuples, en commençant par ceux des pays industrialisés, traversent une extraordinaire mutation. La production de biens matériels, fondement de l'ordre social, n'est pas seulement plus rapide; elle se fait autrement. L'automation du milieu du siècle a cédé le pas à l'informatique, la bureautique et la robotisation industrielle. Dans tous les domaines le rôle de la science, comme force productive, est en nette progression. Ainsi nous sommes déjà rendus à la deuxième et, parfois, troisième génération de robots et autres outils des plus sophistiqués. Les ordinateurs d'il y a dix ans sont déjà considérés comme dépassés.

UNE QUESTION DE DEGRÉ

C'est à partir de 1950 que la technologie se fera galopante. Mais ce n'est qu'à un certain degré de ce développement, que la société se met à basculer dans une nouvelle époque. À ce degré, tous les secteurs de la population sont projetés dans des situations, où les expertises et les règles du passé n'ont plus de signification. Naturellement, la mutation d'un régime économique n'a rien d'une création spontanée. Elle ne saurait, non plus, être commandée ou décommandée à volonté. Mais chose certaine les hommes et les femmes, qui vivent une telle mutation, ne la perçoivent qu'après coup. Car lente et faible au départ elle se précise en émergeant, avec toute la force d'une nécessité historique.

À un certain degré, la force de production de biens matériels fait que les possibles du passé deviennent irréalisables. Alors les 'experts' deviennent autant de marchands de recettes, qui ne collent plus à la réalité. Les anciens moyens d'interpréter et de contrôler l'économie perdent leur efficacité. Les équations apprises par cœur sur les bancs de l'université tournent au sur. Dans ce dernier milieu, les efforts d'interprétation montrent qu'il y a presque autant de réponses, qu'il y a d'économistes. L'on s'en remet aux 'boules de cristal' et aux indicateurs,

héritages du passé. Le résultat de ces démarches est de maintenir l'incertitude, comme si elle faisait partie du savoir économique.

Au plan politique, le 'nouveau rôle de l'État' exprime l'extraordinaire mutation que nous traversons. Déjà en 1980, nous pouvions dire :

« Dans les pays industrialisés et ceux en voie de l'être la transformation de l'État, comme appareil de gouverne et de pouvoir, s'est imposé avec force. Il est au centre de la mutation que traversent les peuples et les nations. »

«Au Québec, l'appareil d'État provincial est devenu un facteur décisif, de l'économie et de la politique québécoise. Sur le plan financier, le budget d'opération de 325 millions du temps de Maurice Duplessis s'établit, maintenant, à plus de 15 milliards de dollars. Le potentiel économique et politique de l'État québécois n'a pas cessé de se multiplier, depuis le milieu du siècle (1950). »

{Revue Possibles, Vol. 4, numéro 2, Hiver 1980, page 54}.

Au cours de quelques années (depuis 1980), le budget provincial a presque doublé pour passer à plus de 27 milliards, en 1985. De façon générale, ce budget d'opération détermine le rôle de l'État dans l'économie québécoise. Devant ce fait, les représentants du capital privé se ferment les yeux et l'esprit. Pour eux, le rôle de l'entreprise privée doit demeurer le même pour l'éternité. Ils croient que les difficultés de la PME ne sont que temporaires. Mais dans la réalité nous assistons à l'émergence d'une forme de société, où l'État assume le rôle de moteur de l'économie.

Le nouveau rôle de l'État est le problème principal de notre fin de siècle. Actuellement, il n'y a pas de conflit d'intérêts, pas de grève ou de revendication populaire, qui ne soient reliés au problème de l'État. Dans tous les domaines: celui des arts, des loisirs, des relations de travail, du commerce et de l'industrie, l'appareil d'État remplit un rôle important et parfois décisif. À notre époque, les rapports entre les différentes classes et couches sociales ont comme cadre un appareil d'État, en voie d'occuper tout l'espace politique.

UNE MUTATION SOCIALE

Les mutations, où les choses se transforment jusque dans leur nature, ne se commandent pas: elles se vivent. Ainsi la chrysalide se transformant en papillon subit sa transformation. Pour elle, seule la mort peut mettre fin à une mutation, qui se fera malgré toutes les difficultés. À peu de chose près, il en est de même

pour la mutation sociale que nous vivons actuellement. Personne n'a commandé ou souhaité la présente mutation, mais tous la vivront d'une façon ou d'une autre.

Cependant contrairement aux autres, l'espèce humaine n'est pas impuissante dans la mutation qu'elle traverse. Naturellement, les connaissances humaines ne peuvent arrêter la mutation, mais elles peuvent en influencer la direction générale. Toujours, la faculté de penser de l'Humanité lui a permis d'influencer le cours des événements. Cependant, la présente mutation sociale ne fait pas disparaître les oppositions d'intérêts, entre les différentes classes de la société. Ceci, bien qu'elle nous rapproche de cet objectif. À notre époque, les grandes luttes populaires pour une plus grande liberté auront, comme centre, le nouveau rôle que l'État doit assumer.

Il est urgent, pour les hommes et les femmes des milieux populaires, de se faire un idée juste de la mutation dans laquelle ils se trouvent plongés. Ceci, afin de pouvoir influencer cette mutation dans le sens de leurs intérêts. Ils doivent s'efforcer de comprendre en quoi consiste la présente mutation? Quelle en est la direction générale? Voilà autant de questions pressantes, qui réclament une réponse.

Que se passe-t-il derrière l'écran des vieux concepts, qui nous empêche de comprendre la marche du temps? Le vieux régime d'économie, fondé sur l'entreprise et le profit privés, est en train de se muer en une forme de capitalisme collectif. Par ses multiples interventions, l'appareil d'État a pris la place du capitalisme privé, comme moteur de l'économie. Cette mutation n'est pas à venir. Elle est déjà en progression. Plus encore elle a fait époque. De notre temps, il n'est pas de secteur de l'économie, de l'industrie et du commerce où l'État ne remplit pas un rôle majeur. Il n'est pas, non plus, de projet politique où les représentants de l'appareil d'État ne soient pas omniprésents.

La présente mutation acquiert une plus grande vitesse, à mesure qu'elle se réalise. S'imposant comme une nécessité historique, elle procède de son propre dynamisme. À moins d'un cataclysme mondial, non prévisible, rien ne pourra l'arrêter. Les classes et les couches sociales peuvent, au plus, ralentir ou accélérer cette mutation, qui affecte tous les peuples de la terre. Les organismes populaires, dont les besoins coïncident avec celui de la transformation de la société, devront s'unir pour réaliser la mutation dans le sens de leurs intérêts.

'GAUCHE, DROITE, GAUCHE'

L'ancienne division de gauche et de droite ne veut plus rien dire. Les forces sociales se définissent, maintenant, à partir du nouveau rôle de l'État; à partir de l'opposition entre d'un côté, l'entreprise privée en perte de vitesse et de l'autre côté, des entreprises publiques dont le nombre et la grandeur ne cessent de croître. Ceci, parce que le secteur public répond mieux aux grands problèmes, dont ceux de l'environnement.

Parce qu'il correspond aux intérêts de la collectivité, le secteur public d'économie a progressé au cours des dernières décades. Cependant cela n'empêche pas les pouvoirs, fédéral et provincial, de chanter les vertus de l'entreprise privée. Les hommes publics, pour la plupart, agissent par la force de l'habitude. C'est pourquoi ils sont prisonniers des vieilles idées, sur la valeur de l'entreprise privée. Dans ces conditions, il importe de faire la différence entre les discours officiels et la démarche réelle d'une société, où le capitalisme collectif se développe continuellement.

Jusqu'à présent, la plupart des penseurs et des économistes se sont enfermés, dans le cadre de l'entreprise privée. Ils raisonnent en se plaçant à l'intérieur d'une logique, taillée à la mesure du profit privé. Ils sont figés dans une façon de penser, que la vie est en train de tailler en pièces. C'est pourquoi tournant le dos à la réalité, ils se sentent à l'aise dans un passé sécurisant. C'est là un luxe que ne peuvent se payer la majorité des citoyens.

Depuis un quart de siècle tout a été fait, pour redonner force et santé à 'l'entreprise privée'. Les gouvernements fédéral et provincial ont créé des centaines de façons, d'aider la PME et sa grande sœur multinationale. Ces dernières n'ont plus rien de la 'libre entreprise' des débuts du siècle. Il n'y a pas actuellement d'entreprise qui ne dépende, d'une façon ou d'une autre, de l'assistance financière de l'État. À notre époque personne n'oserait se lancer en affaires, sans compter sur les subventions et l'assistance de l'État.

Pour les autorités, il est question de consacrer l'entreprise privée comme moteur de l'économie. Mais en réalité celle-ci a atteint son point de décadence, comme principale force directrice. Les souhaits, les meilleurs, ne peuvent rien contre l'érosion des choses qui ont fait leur temps. Cette dernière règle est valable pour l'entreprise privée grande ou petite. Plus celle-ci a besoin et reçoit l'aide de l'État, plus elle laisse voir sa fragilité. En d'autres termes, dans les relations entre l'entreprise privée et l'État c'est ce dernier, qui se fait des muscles.

LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

Au Québec, la mutation épousa la forme de la Révolution tranquille, des années 1960. Il revint au gouvernement libéral, de Jean Lesage, de doter l'appareil d'État québécois de nouvelles institutions économiques. Les différentes interventions de l'État dans l'économie avait, comme but, de favoriser le développement de l'entreprise privée locale.

Le «Maître chez nous», de Jean Lesage, visait la création d'une bourgeoisie nationale québécoise, capable d'assumer la direction de l'économie et de la politique. C'est dans ce but précis, que furent créées les sociétés publiques comme la SGF, la Régie des rentes, Soquip, Soquem, l'Hydro-Québec, la Caisse de dépôt et combien d'autres. Dans l'esprit des pères de la Révolution tranquille, le rôle des institutions économiques de l'État était de créer des opportunités, pour l'entreprise privée. C'est pourquoi des lois furent votées, pour que les nouvelles sociétés d'État ne puissent posséder plus de 20% du capital-actions, d'une firme ou d'un secteur économique dans lesquelles elles interviendraient.

Malgré les intentions de leurs initiateurs, les interventions de l'État dans le domaine économique n'ont pas eu les résultats escomptés. Après un quart de siècle d'efforts, le pouvoir public est encore attelé à la tâche de sauver la PME. Redonner à l'entreprise privée son rôle de moteur économique s'est avéré une mission impossible. Il en fut de même des efforts, pour redonner au régime d'entreprise et de profits privés toute sa vigueur d'antan. Par contre le rôle économique de l'État, malgré les limites qu'on lui a imposées, n'a pas cessé de grandir. Tout indique qu'il se continuera malgré, les efforts conjugués de Mme Thatcher d'Angleterre, de Reagan des États-Unis, de Brian Mulroney du Canada et de tous les champions de l'entreprise privée. Parce qu'il répond mieux aux nécessités de l'Histoire, le rôle de l'État comme moteur de l'économie s'accentuera.

DE LA PRIVATISATION

Certains experts ont souvent les pieds, dans le ciment de l'ère de l'industrialisation. Ils regardent comme temporaires les défauts de vieillesse d'un régime économique, fondé sur l'entreprise et le profit privés. Leurs œillères les amènent à considérer l'usure du 'système', comme résultant d'erreurs de parcours qu'il suffirait de rectifier. C'est pourquoi ils proposent un retour en arrière, comme s'il était possible de ramener une société à son point de départ.

Comme solution, les experts d'une autre époque proposent la privatisation des grands moyens de production, devenus propriété collective par le biais de l'État. Ils proposent que l'on remette aux mains de propriétaires privés les richesses collectives, sur lesquelles reposent la sécurité sociale et une plus grande liberté populaire. Dans la même veine, ils s'efforcent de mettre sur pied des cours de gestion et d'administration, à l'intention de la PME. C'est comme si l'on proposait de retourner les personnes âgées à l'école, afin qu'elles puissent retrouver leur jeunesse et leur vigueur d'antan.

Contrairement à ce qu'affirment les ténors de la privatisation, celle-ci conduit non à la création, mais à la perte d'emplois. Elle conduit inévitablement à une réduction de l'emploi traditionnel. L'entreprise privée n'a jamais eu comme but de créer des emplois. Son objectif a toujours été d'abaisser les coûts de production, afin d'être compétitif sur les marchés national et international. Or il n'existe qu'une seule façon d'abaisser les coûts de la production, c'est d'abaisser le nombre d'heures de travail et d'hommes, nécessaires à cette même production. Ainsi la réduction de l'emploi est la règle d'or, pour le développement et le maintien de l'entreprise privée.

Dans les conditions actuelles, la privatisation verrait se continuer la disparition d'emplois. Ce serait la continuation d'une farce sinistre, commencée il y a plusieurs années. En 1975, au moment où le nombre d'assistés sociaux québécois étaient de trois cent mille (300 000), nous pouvions dire :

« De demande populaire qu'il était, le « plein emploi » est devenu une farce sinistre. Dans son sens traditionnel i.e. travail salarié à 40 heures par semaine, il est devenu une blague monumentale faite par des hommes, incapables de comprendre ces nouvelles réalités ». (L'Entre 2 Révolutions, page 20).

Dix ans après, en 1985, les hommes publics se réclament toujours de la création d'emplois. Encore aujourd'hui, ils prétendent créer ces emplois par l'investissement de capitaux, dans la PME et les multinationales. Ceci bien que l'expérience ait prouvé, que l'investissement de nouveaux capitaux dans cette direction n'a pas créé les emplois escomptés. Il n'a même pas sauvegardé les emplois existants. Ainsi au cours des dernières années, nous avons assisté à une réduction graduelle des emplois traditionnels et ce, malgré d'énormes investissements. Les gouvernements fédéral et provincial ont, littéralement, bourré l'entreprise privée de cadeaux et de subventions. Mais cette générosité excessive n'a pas changé la réalité. Le nombre d'assistés sociaux est monté en flèche, pour rejoindre le chiffre astronomique de 700000, dans la seule province

de Québec. Cela sans compter le nombre de sans-travail, non inscrit au chômage ou au bien-être social.

CRÉATEURS D'EMPLOIS

Pendant plus de deux siècles, au temps de l'industrialisation, les investissements de capitaux furent créateur d'emplois. L'investissement de capitaux dans l'entreprise privée eut, comme résultat, de vider les campagnes et de favoriser la naissance des grandes villes. L'apparition de manufactures et d'usines géantes multiplia le nombre des travailleurs, tout en les rivant aux machines.

C'est au cours de la révolution industrielle (1650 à 1950) que s'est formé le concept, que l'investissement de capitaux crée de l'emploi. Cette règle demeura juste et valable jusqu'en 1950. Après cette période, cette loi économique devint inopérante. Il en fut de même pour la règle, selon laquelle, une croissance accrue de la production signifie un plus grand nombre d'emplois. À notre époque, la réalité est devenue autre. Arrivé à un certain degré du développement technologique, les investissements de capitaux et l'accroissement de la production n'entraînent plus la création de l'emploi.

Contrairement à l'ère de l'industrialisation, celle de la robotisation et de la science productive n'est pas créatrice d'emplois. Au contraire, les avances dans l'industrie de pointe et l'amélioration de l'équipement mettent en marche un système de rejet, de la force de travail de l'homme. Ainsi plus fort est le développement des techniques de production, plus il y aura de travailleurs rejetés du processus de production. Cela se place comme un simple problème de mathématique. Que le développement s'appelle automation, bureautique ou robotisation industrielle ne fait aucune différence. Il converge vers une réduction graduelle de l'emploi traditionnel, c'est-à-dire du travail dans l'entreprise privée.

La vieille équation, investissement égale création d'emplois, ne fonctionne plus. Le gouvernement du Canada, à travers son Conseil économique, a lui-même enregistré et catalogué la réduction de l'emploi :

« Selon le Conseil économique du Canada, le progrès technologique a eu comme résultat de faire perdre l'équivalent de 630000 emplois dans 39 secteurs industriels au pays, de 1971 à 1979. » (La Presse, jeudi 29 novembre 1984).

LA GRANDE SUPERCHERIE

Les experts du passé ne semblent pas comprendre ce qu'il y a de nouveau en économie. Ceux qui actuellement exercent le pouvoir continuent de supporter l'entreprise privée, à coup de milliards. Selon ces 'experts', le renflouage financier de la PME serait le moyen d'assurer le futur de l'humanité. Pour ces derniers, le maintien artificiel de la PME et la privatisation, qui s'en suit, seraient l'unique moyen d'enrayer la perte d'emploi.

C'est le droit des champions de la privatisation de prétendre sauver l'humanité, en se cramponnant aux anciens privilèges de l'entreprise privée. Ils peuvent présenter les PME et les multinationales, comme une nouvelle sorte de père Noël. Ils peuvent, aussi, proposer l'intégration sociale des jeunes dans un marché du travail, fondant au soleil de la robotisation et de la science productive. Comme le ridicule ne tue pas, ils peuvent continuer à fouetter le cheval mort du plein emploi et rêver d'un retour, aux beaux jours de l'entreprise privée. Nous leur reconnaissons même le droit de pratiquer la respiration artificielle, sur le cadavre de leur choix. Mais qu'ils nous permettent de ne pas prendre pour du 'cash' toutes les âneries, qu'ils débitent, sur la création d'emplois.

Ce n'est pas en reculant l'horloge de l'Histoire, que nous pourrions voguer vers des lendemains qui chantent. La privatisation: la remise de richesses devenues collectives, aux mains d'une minorité d'entrepreneurs privés, ne débouche pas sur le mieux-être populaire. Elle mènerait inévitablement à une plus grande réduction de l'emploi. Pour la majorité des citoyens, la privatisation ouvrirait la voie aux privations et aux sacrifices inutiles.

La privatisation est la grande supercherie du présent siècle. Malgré les efforts de sa mise en marché, elle ne comporte rien de nouveau. C'est simplement du très vieux sous une nouvelle couche de peinture.

Les jeunes se doivent à eux-mêmes de ne pas céder aux illusions d'une privatisation, présentée comme un nouveau bonbon. C'est leur droit de refuser de se laisser embarquer dans certains projets, qui sentent le 'cheap-labor', et le plan Bouchard des années '30-40. Ce dernier projet fut présenté au cours de la grande dépression. Il visait à faire travailler les chômeurs, pour compenser le 'secours direct' qu'on leur accordait. Il est inutile de dire que, même en ces temps éloignés, le plan Bouchard reçut un accueil plutôt froid.

DES SACRIFICES INUTILES

Le mouvement des femmes et celui des jeunes, tout comme le monde des travailleurs, ont fait preuve de lucidité. Chacun de ces importants secteurs de la population a refusé, à sa façon, de se laisser prendre au piège de l'abaissement des salaires et des conditions d'existence. Il semble acquis, dans les milieux populaires, que les bas salaires et les sacrifices inutiles n'ont jamais été une solution, aux problèmes de la société. Cependant, à cause des illusions qu'elle peut transporter la privatisation, acceptée ou non, est devenue l'outil préféré du conservatisme et de l'arriérisme social.

Contrairement à ce qui est souvent affirmé, les jeunes ne sont pas tout croches lorsqu'ils réclament un revenu décent et un avenir plus riche. Ils agissent correctement lorsqu'ils défendent leur liberté de penser et d'agir. Ce qu'il y a de croche ce sont certains projets qui, sous prétexte d'intégration sociale de la jeunesse, visent avant tout à sauver la PME.

Il faut dénoncer certains types de projets, dont le but principal est de remettre à flot les vieilles galères de l'entreprise privée et de la PME. Il ne faut surtout pas oublier, que nous récoltons maintenant les fruits amers d'un régime d'entreprise privée, rendu au bout de son rouleau. C'est pourquoi les coups de fouets, pour remettre sur pied les chevaux morts du passé, ne pourront jamais conduire à la création d'emplois.

CRÉATION D'EMPLOIS!

Il faut regarder par-dessus le mur des vieilles idées, pour voir ce qu'il y a de nouveau dans la société. Quelle est donc cette réalité, derrière le barrage de publicité sur la création d'emplois? Il y a premièrement le fait, que la création et la disparition d'emplois sont regardées isolément l'un de l'autre. Ce qui permet aux hommes publics de se vanter d'avoir créé des milliers d'emplois. Ce qui n'est qu'une demi-vérité, si l'on omet la disparition des emplois déjà existants. Cette pratique trompeuse n'a pas empêché le nombre d'assistés sociaux de doubler, au cours des dernières dix années.

Plus on avance, plus il devient difficile de cacher la vérité sur la création d'emplois. La connaissance de la réalité s'impose, à mesure que s'accroissent les nouvelles expériences. Ainsi dans l'expérience récente de la Domtar, tous les milieux concernés convenaient qu'il n'y aurait pas création de nouveaux emplois. Les investissements de près d'un milliard, par la Domtar et les

gouvernements provincial et fédéral, pourront au plus sauvegarder les emplois déjà existants.

Pris isolément, les injections financières à la Domtar régleront le problème de l'emploi, pour un certain nombre de travailleurs. C'est tant mieux. Mais les investissements ne seront pas, pour autant, une solution aux problèmes d'ensemble de l'économie. Une chose est certaine, la modernisation de la Domtar augmentera son pouvoir de production hors de proportion, avec la masse salariale que recevront les travailleurs de ces usines. Dans l'ensemble de l'économie, le fossé entre le pouvoir de production et celui de la consommation se trouvera agrandi au lieu de se rétrécir. Or c'est là le problème (la contradiction) majeur de tout système économique, fondé sur l'entreprise et le profit privés. Dans notre société, la production de marchandises ne crée aucune difficulté. Le vrai, l'unique problème, c'est celui d'écouler les marchandises avec profit: celui de disposer de la production.

LE SALARIAT, COMME SYSTÈME

Dans le régime économique fondé sur l'entreprise privée, le système du salariat constituait le principal moyen d'écouler les marchandises. Au plan local, c'était le moyen d'assurer une certaine redistribution de la richesse. Mais l'automation et la robotisation ont rompu l'ancien équilibre, entre le pouvoir de la production et celui de la consommation.

Prisonniers d'équations apprises par cœur et de la course au profit, les représentants du capital privé ne semblent pas comprendre la liaison, entre la robotisation et le salariat. Ils ne comprennent pas que ce n'est pas tant la disparition des emplois qui fait mal, que la disparition des salaires qui s'y rattachaient. Ce qui paralyse la société, c'est la réduction effarante du pouvoir d'achat populaire; l'absence d'un mode de redistribution, correspondant à la puissance de production actuelle.

Les champions de l'entreprise privée et de la privatisation continuent à se réclamer de la création d'emplois. Mais dans la réalité ils agissent autrement. À ce sujet, les statistiques de l'Office canadien pour un renouveau industriel (OCRI) sont des plus révélatrices. Dans un premier temps, cet organisme gouvernemental fait miroiter 1 milliard d'investissements,

« qui créeront ainsi plus de 3 800 emplois grâce à des investissements de plus de \$1 milliard, de 1985 à 1987 ».

« Les investissements prévus, pour les deux prochaines années surtout, totalisent jusqu'ici \$780 millions dans les entreprises aidées et \$240 millions, dans les zones spéciales. » (La Presse, mardi 12 février 1985, cahier C2).

Après avoir fait miroiter la création d'emplois en gros titre, le même article en viendra dans les dernières lignes à éclairer la vérité toute nue, elle rapportera:

« Les secteurs mous du Canada ne pourront malgré tout concurrencer les pays à bas salaires du Tiers monde, sans les accords bilatéraux de contingentement, qui dans la plupart des cas arrivent à échéance à la fin de 1986 ».

« Pour ce faire, il faudrait que la part de la main-d'œuvre dans le coût de production canadien tombe de moitié, de 25 ou 30 p. cent à 12 ou 15 p. cent. »

« Il reste toutefois inévitable, que la modernisation amènera de nouvelles baisses des effectifs, comme dans les autres secteurs industriels. »

(Id. La Presse, mardi 12 février 1985, cahier C2).

Le scénario ci-haut s'applique partout. Dans la seule industrie de l'automobile, la robotisation anéantira des milliers d'emplois, aux États-Unis et au Canada. La concurrence entre les producteurs et la réduction des coûts de revient sont des règles, qui opèrent aussi bien pour les grandes sociétés multinationales, que pour les plus humbles des PME. Actuellement la création d'emplois, fondée sur l'entreprise privée, est vouée à l'échec. À notre époque, la chose qui fonctionne le mieux dans l'entreprise privée est: un système de rejet qui élimine graduellement les travailleurs (ses), du processus de la production.

L'EXPANSIONNISME

Fondées sur l'économie marchande, les entreprises privées forment un système expansionniste. Ce dernier ne peut se maintenir qu'à condition d'avoir des marchés extérieurs, pour écouler son trop-plein de production. De la même façon, les entrepreneurs privés ne peuvent récupérer leurs profits, qu'à condition d'avoir des acheteurs en d'autres pays. Pendant plusieurs années, le Tiers monde fut la soupape qui permit aux pays industrialisés de ne pas s'étrangler, dans leurs propres contradictions. Ils trouvaient, dans les pays du Tiers monde, un terrain propice à leurs besoins d'expansion. Les entreprises privées trouvaient le moyen d'exporter, à la fois, une partie de leur production et de leur capital.

Le temps n'est plus, où les entrepreneurs des pays industrialisés trouvaient le moyen de vendre leurs vieux équipements démodés, dans les pays les plus pauvres. Plus encore, plusieurs pays du Tiers monde sont devenus eux-mêmes des exportateurs. Ce qui bloque les possibilités d'expansion de ceux qui, auparavant, étaient considérés comme les seuls pays industrialisés.

Avec les années, le nombre des pays exportateurs n'a fait qu'augmenter. À notre époque, la plupart des pays qui composaient le Tiers monde sont en voie de développement. À leur tour, ils réclament leur part d'un marché mondial devenu trop petit. La concurrence entre pays producteurs est devenue féroce. Cependant règle générale, nos 'experts' continuent de regarder le Tiers monde avec les lunettes du passé. Bien ancrés dans cette vision, ils comptent sur l'exportation dans les autres pays pour créer des emplois, au Canada et au Québec.

En Algérie, en Chine et d'autres pays qui ont accédé à l'indépendance, les peuples sont à l'aube de leur industrialisation. La plupart des anciennes colonies et des pays, considérés comme pauvres, sont devenus d'immenses chantiers de construction et de développement industriel. Dans ces pays, l'appareil d'État est devenu le moteur du développement économique. Ce qui leur permettra de traverser la période d'industrialisation, dans un temps relativement court. Suivant cette voie, les pays producteurs de pétrole ont diversifié leur économie. Dans des pays comme le Koweït et l'Arabie Saoudite, l'on est à mettre en place des infrastructures et procéder à la construction d'usines modernes qui, jusqu'à maintenant, étaient la marque des pays industrialisés.

LA PRODUCTION POUR L'EXPORTATION

De ce qu'était le Tiers monde s'écoule un flot incessant de marchandises. La production de Taiwan, de la Corée du Sud et de Bataan (Philippines) monte à l'assaut des grands marchés internationaux. Dans les parcs industriels de ces pays, l'effort est mis sur la production pour l'exportation. Dans ces endroits se joignent une technologie moderne et les bas salaires du Tiers monde. C'est pourquoi, la production d'acier et la construction d'un chantier maritime dans un pays, comme la Corée, a résulté en des fermetures d'usines aux États-Unis, au Japon et dans les pays industrialisés dont le Canada. Ce développement explique aussi les difficultés de la sidérurgie québécoise. Il explique la fermeture d'usines et de certaines villes de la Côte-Nord.

L'industrialisation, des pays en voie de développement, restreint d'autant les possibilités d'expansion de l'industrie canadienne. C'est donc aux plans international et local, que l'expansion industrielle se trouve freinée. Dans ces conditions, la création d'emplois additionnels est devenue mathématiquement impossible. La création d'emplois nouveaux et même le maintien des emplois existants ne peut venir, que de l'extérieur du circuit traditionnel de la production. Pour ce qui est de l'entreprise privée la venue d'autres robots, ainsi que chaque pas vers la modernisation de l'équipement, représente des pertes d'emplois additionnelles.

DES OCCUPATIONS D'UN TYPE NOUVEAU

La création d'emplois ne peut être le fait, que de la création d'occupations rémunérées d'un type nouveau. Elle ne peut venir que du domaine des services à la société, de celui de l'écologie, des travaux communautaires et d'un développement populaire de la culture et des arts. Le temps est venu d'investir directement dans les citoyens et, particulièrement, dans la jeunesse. Le temps est venu de rémunérer les universitaires pour étudier; de reconnaître financièrement les travaux ménagers et le soin des enfants. Le financement de ces activités sociales s'impose, comme autant de moyens de débloquer la société. Financer de nouvelles formes de vie serait plus profitable pour la collectivité, que de continuer à couler des milliards de dollars, pour renflouer l'entreprise privée.

Laissée à elle-même, sans l'assistance de l'État, l'entreprise privée ne répond pas aux besoins nouveaux de l'humanité. Elle ne peut résoudre les problèmes de la société moderne. Elle n'a ni la puissance ni la taille pour mener à bien la dépollution de l'eau, de l'air et mettre fin aux pluies acides, qui menacent notre environnement.

Comme système dominant, celui de l'entreprise privée ne peut que s'embourber davantage dans ses propres goulots d'étranglement, qui ont leur origine dans la recherche d'un profit privé.

L'appareil d'État, comme moteur de l'économie, est présentement le seul organisme qui puisse répondre, aux problèmes de l'heure. Le seul qui puisse défendre efficacement les intérêts des générations montantes. Malgré ses faiblesses, l'État est le seul organisme capable de réaliser les grands projets, sur lesquels repose le futur des forces populaires. C'est pourquoi la tâche première de ceux, qui veulent un monde meilleur, est de transformer l'appareil d'État en

un véritable instrument collectif, de la défense des intérêts populaires. Au Québec, cette voie est aussi la seule qui puisse conduire, à la libération populaire et nationale des Québécois.

L'ÉMERGENCE : UNE LOI !

De par la force des choses, l'État remplit déjà un rôle économique important. Pressé par toutes sortes de besoins, le développement historique a taillé le nouveau rôle de l'État, comme moteur de l'économie. De par cette transformation le volontarisme révolutionnaire, qui accompagnait les luttes du passé, a cédé le pas à la 'loi de l'émergence'. Cette dernière a le pouvoir d'animer et de faciliter une transformation sociale, rendue à maturité. Dans le passé, c'est toujours sur cette loi que reposait le passage à une nouvelle forme de société, que l'Histoire jugeait supérieure.

Naturellement comme par le passé, la transformation sociale ne se fera pas sans l'apport des hommes et des femmes, qui en ont un besoin pressant. Ainsi reconnaître la loi de l'émergence, comme force active, c'est reconnaître que ceux qui veulent changer le monde sont dans la bonne voie. Cela signifie que, comparativement au passé, ceux qui lutteront pour transformer la société auront le vent dans les voiles. Ceci, à condition d'interpréter correctement la présente situation.

Les présents conflits d'intérêts, entre les classes de la société, contrastent avec les expériences de la grande dépression des années '30. Le pouvoir des grands propriétaires d'entreprise ne se compare pas, à ce qu'il était dans le passé. À plus d'un point de vue, les propriétaires du capital privé se retrouvent sur la défensive. Au fil des ans, ils ont perdu une bonne part de leur puissance. C'est pourquoi les représentants de l'entreprise privée, apeurés par l'émergence d'une forme de capitalisme d'État, s'efforcent d'arrêter la marche du temps.

Pris dans une mutation, dont le sens leur échappe, les 'experts du passé' essaient de remettre l'entreprise privée, dans son ancien rôle de force dirigeante de l'économie. Mais malgré les recettes importées d'Angleterre et des États-Unis, l'État continue à se développer comme moteur de l'économie. Tous les efforts, pour la privatisation de l'économie, n'ont pas donné les résultats visés par ceux qui conduisent cette croisade, d'un nouveau genre.

UN PAS EN ARRIÈRE, DEUX PAS EN AVANT

Ceux qui rêvent de remettre les richesses collectives, à l'entreprise privée, n'ont pas la tâche facile. Prisonniers des œillères du passé, ils se guident sur des règles économiques propres à l'entreprise privée. Ils considèrent ces lois économiques, comme sacrées, et par conséquent inchangeables. Pour ces raisons, ils voient le développement de l'économie de l'intérieur d'idées préconçues, qui leur servent de prison mentale; ils sont gelés bien durs dans des idées bien arrêtées. Ainsi, ils ne comprennent pas que les sociétés publiques ne sont pas assujetties, aux règles de la rentabilité capitaliste. Les sociétés d'État, que certains voudraient faire disparaître, trouvent leur raison d'être dans les principes de la rentabilité sociale. C'est d'ailleurs ce qui assure leur supériorité sur l'entreprise privée.

Le capital, lorsqu'il devient propriété publique, échappe à la nécessité de récupérer une norme de profit. Sa fonction ne dépend plus de cette portion de profit, qui revenait au propriétaire privé. Pour être précis disons que ce capital tire son bénéfice, du seul fait d'agir comme capital d'État. En effet, le capital sous cette dernière forme permet à l'État de récupérer une part importante, des salaires payés aux travailleurs. Cette récupération a comme source principale l'impôt des particuliers.

Le capital, devenu public (collectif), échappe au goulot d'étranglement que représente l'obligation, pour chaque entrepreneur privé, de réaliser un montant de profits. Pour plusieurs, il sera difficile d'admettre les avantages marqués du capitalisme d'État, comme propriété collective des grands moyens de production. Quoi qu'il en soit, le véritable problème de l'avenir sera de faire en sorte que le secteur public d'économie soit géré de façon, à servir les intérêts de la majorité. Ce qui n'a pas toujours été le cas jusqu'à maintenant.

LES ENJEUX RÉELS

Remettre des richesses, devenues collectives, aux mains de l'entreprise privée serait une insulte à l'intelligence, un crime contre l'humanité.

C'est autour des problèmes d'une impossible privatisation, que se dérouleront les confrontations à venir. C'est précisément sur l'utilisation du trésor public, que se conduiront les luttes populaires. L'enjeu réel sera l'utilisation du rôle économique de l'État, soit pour maintenir les privilèges de l'entreprise privée, soit pour servir les véritables intérêts de tous les secteurs de la population.

Dans les luttes initiées par le mouvement des femmes, des jeunes, des retraités et du monde ouvrier et populaire, la loi de l'émergence remplit un rôle des plus important. Cette loi du développement social atteint sa pleine force, lorsque toutes les conditions d'une transformation sociale se trouvent réunies. Pour évaluer les possibilités de cette transformation, il faut faire la différence entre les efforts 'de marketing', pour mettre la privatisation à la mode et les possibilités réelles de sa mise en œuvre.

Au Canada, les vieux partis n'ont jamais cessé de clamer leur dévotion à l'entreprise privée. Au Québec, le PQ et le Parti libéral ont favorisé l'aide accrue à la PME, comme principal moyen de créer des emplois et de sauver la province du marasme économique. Sur ce sujet, ces deux formations politiques semblent sur la même longueur d'onde. Il en est de même des partisans de l'UN et de l'organisation provinciale des progressistes-conservateurs.

Dans un passé récent M. Robert De Coster, alors à la direction de Sidbec, proposait la privatisation de cette société publique. Pour un temps M. Rodrigue Biron, ministre péquiste, sembla favorable à l'idée de remettre l'aciérie québécoise, aux mains de l'entreprise privée. Devant l'énormité du geste à poser, cette politique de privatisation ne fut pas poursuivie. L'une des raisons est que l'on ne saurait disposer d'une société publique, comme d'une entreprise privée.

DES RECULS SPECTACULAIRES

Dans le secteur public il n'est pas facile de fermer les portes d'usines, comme cela se fait pour l'entreprise privée. Dans la métallurgie, il y avait une énorme différence entre la multinationale Iron Ore, dont Brian Mulroney était le président canadien, et la Sidbec propriété de l'État québécois. Dans le cas de l'Iron Ore, une simple décision des propriétaires américains amena la cessation de toute activité en sol québécois. Il en fut de même de la puissante multinationale ITT, dans le grand nord québécois. Là encore une décision, d'une direction privée américaine, et la clef fut mise dans la serrure pour geler toute activité.

C'est un fait, que l'entreprise privée ferme des départements et parfois des usines entières, lorsque la norme de profits n'est pas suffisante. C'est ce qui se produisit dans les cas des multinationales Gulf et Union Carbide. Ces dernières se retirèrent de plusieurs mégaprojets. De par sa nature, l'entreprise publique a une plus grande marge de manœuvre, ce qui lui assure une supériorité évidente. Elle a aussi d'autres obligations.

Au Québec, les quelques tentatives de privatisation n'ont pas été des plus heureuses. Même les plus ardents supporteurs de l'entreprise privée ont dû reculer devant une 'mission impossible'. La privatisation proposée comme mesure d'économie s'est vite avérée irréalisable. Il devient évident que, comme remède social, la privatisation créerait plus de problèmes qu'elle ne pourrait en solutionner. Ainsi il aurait coûté plus cher à l'État de privatiser Sidbec, que de continuer à supporter cette entreprise publique. Malgré un déficit officiel de plusieurs millions de dollars, l'on s'est vite aperçu que la rentabilité sociale l'emporterait de beaucoup, sur celle de la rentabilité capitaliste. Car cette dernière ne tient compte que des profits réalisés, à la vente des marchandises.

Le recul de la privatisation fut encore plus rapide, pour ce qui est de la pétrochimie québécoise (Péto-mont). Il y eut une courte campagne visant à la privatisation, sinon à la fermeture des usines concernées. Là encore, les solutions proposées auraient résulté en de nombreuses pertes d'emplois et la ruine, pour les localités avoisinantes. À toute fin pratique, il en aurait coûté plus cher de fermer Péto-mont que d'en assumer le déficit officiel.

DES RÈGLES ÉCONOMIQUES

Les entreprises publiques ne sont pas astreintes à toutes les règles du secteur privé. Le capitalisme d'État (collectif) dans son évolution développe des règles d'opération, qui lui sont propres. Certaines mesures, en usage dans le secteur privé ne s'appliquent pas dans les entreprises publiques. Ainsi les fermetures, les congédiements et compressions du personnel en usage dans le secteur privé, deviennent des armes à deux tranchants lorsque appliquées dans les entreprises d'État. Dans certaines conditions, l'emploi de ces mesures pourrait conduire un gouvernement au désastre.

Pour l'État, chaque emploi perdu dans un domaine d'activité représente une double perte. Il est une perte pour le trésor public, qui récupérerait une bonne partie du salaire par l'impôt et les autres taxes. Plus encore, dans les conditions actuelles, les nouveaux sans-emploi deviennent éventuellement des assistés sociaux. Ainsi chaque perte d'emploi est une charge nouvelle pour l'État, dont le Ministère des Affaires sociales devra assumer le coût. Aussi, il n'y a pas lieu de s'étonner des reculs des champions de la privatisation, du moins dans les dossiers les plus importants.

Les gouvernements fédéral et provincial pourraient difficilement s'accommoder des pertes d'emplois, qui suivraient la privatisation des grandes

sociétés publiques. Dans une telle aventure, ils risquent de perdre toute crédibilité et surtout le pouvoir. Il est à noter que dans le cas de la Société des alcools du Québec (SAQ), la privatisation s'est limitée à la vente des centres de distribution. Au lendemain de cette opération partielle, la SAQ continuera de réglementer les prix et l'ensemble de cette industrie. C'est pourquoi d'ailleurs, la privatisation à la SAQ n'a éveillé qu'une opposition relativement faible.

Les quelques expériences tirées de la privatisation et de ses implications sont des plus révélatrices. Elles indiquent que la prise de conscience des citoyens (nés) viendrait s'ajouter aux obstacles, qui se dressent devant les mordus de la privatisation. Car son application verrait une augmentation des privations, que subissent les secteurs populaires. Elle amènerait la mainmise des entrepreneurs privés sur les richesses collectives, héritage de tous les citoyens (nés). De quelque façon qu'on la regarde, la privatisation est la grande supercherie de notre fin de siècle.

DES RECULS STRATÉGIQUES

Pour ce qui est de la privatisation, c'est des conservateurs d'Ottawa que sont venus les reculs les plus spectaculaires. Cela est d'autant plus remarquable, que le premier ministre Brian Mulroney avait axé son programme électoral, sur la privatisation des entreprises publiques. M. Mulroney n'a jamais cessé de clamer sa dévotion à l'entreprise privée, 'moteur de l'économie canadienne'.

Le gouvernement d'Ottawa a du reculer précipitamment, dans le cas de la modernisation de l'entreprise mixte, qu'est la Domtar. Dans un premier temps, M. Mulroney s'opposait à subventionner une entreprise publique, dont le gouvernement du Québec était l'un des principaux actionnaires. Il déclara, entre autres, que jamais son gouvernement n'assisterait une entreprise publique, qui ne fût en grande difficulté financière. Il dut faire une volte-face, devant la levée de boucliers et le front uni des différentes localités, que menaçait la fermeture éventuelle des usines Domtar. Quoi qu'il en soit, dans un deuxième temps, Brian Mulroney devait opérer un recul stratégique, en trouvant moyen d'assister financièrement la modernisation de la Domtar. Naturellement il trouva, du même coup, le moyen de sauver son image.

La seule explication aux reculs des champions de la privatisation, c'est qu'ils n'ont pas le choix. À moins de placer l'industrie et le commerce canadien dans une situation impensable; à moins de courir eux-mêmes au suicide politique, ils doivent obéir à la dure réalité des nécessités immédiates. Autrement dit à notre

époque, les interventions de l'État et le maintien de son rôle de moteur économique ne sont pas un choix. Ils sont devenus une nécessité pressante. C'est pourquoi, d'ailleurs, M. Mulroney lui-même s'est vu forcé de prendre des mesures, qui renforcent le secteur public et le rôle économique de l'État.

Récemment la Société Polysar, contrôlée à 48% par l'État fédéral, prenait le contrôle absolu de Pétrosar Ltée, l'un des plus importants complexes pétrochimiques du pays;

«Polysar a déclaré hier qu'à la suite de la transaction, son intérêt dans Pétrosar était passé de 40 à 100 p. cent. »

« Les 60% qui lui manquaient dans Pétrosar étaient détenus à égalité par Canada Development Corp., Union Carbide Ltd. et Du Pont Canada Inc. » « L'acquisition renforce la première place qu'occupe Polysar dans l'industrie pétrochimique à l'échelle mondiale ».

(La Presse, mercredi 10 avril 1985, Polysar prend le contrôle de Pétrosar).

De cette intervention économique qui renforce le rôle de l'État canadien dans l'industrie pétrochimique, M. Robert S. Dudley de Pétrosar Ltée dira:

«Je suis heureux que nous ayons pu éviter la grande perte d'emplois, qui se serait produite, si nous n'avions pas pris la décision de procéder à la réorganisation de Pétrosar. » (Id. Polysar prend le contrôle de Pétrosar).

PETRO-CANADA: ÇA NOUS APPARTIENT

M. Mulroney n'a jamais caché ses intentions de remettre Petro-Canada, à l'entreprise privée. Mais dans ce dossier, comme ailleurs, le premier ministre conservateur a dû opérer un recul stratégique. En fait, le gouvernement d'Ottawa est pris dans l'engrenage d'un capitalisme d'État, en pleine émergence. C'est pourquoi, le régime conservateur est parfois forcé de mettre sa politique de privatisation, en veilleuse.

Malgré ses volte-face spectaculaires, M. Mulroney n'a pas changé de camp, il est demeuré un grand commis de l'entreprise privée. Il est toujours pour la privatisation, cependant dans les circonstances 'y veut mais y peut pas'. Ainsi récemment au lieu de procéder à la privatisation, le gouvernement fédéral permettait à l'entreprise publique, qu'est Petro-Canada, de se porter acquéreur d'une part importante des actifs de Gulf Canada:

« En vertu de l'arrêté ministériel, Petro-Canada est autorisé à emprunter jusqu'à concurrence de 1,6 milliard pour financer l'achat; les autres 200 millions proviendraient de ses propres coffres. En tant que société de la Couronne, Petro-Canada doit recevoir l'approbation gouvernementale pour toute dépense importante. » (La Presse, mercredi 17 juillet 1985).

UN REVIREMENT DE DERNIÈRE HEURE

Sans aucune explication, La Presse du jeudi 18 juillet annonçait que la transaction proposée avait échouée. Du même coup, il fut rapporté qu'elle aurait représenté « le plus important transfert, en mains canadiennes, de ressources en pétrole et en gaz naturel canadien auparavant détenues par des intérêts étrangers: »

« Une entente entre la famille Reichmann et Petro-Canada aurait fait, de la société de la Couronne, le géant de l'industrie pétrolière canadienne. » (ID. La presse, jeudi 18 juillet 1985).

Nous ne saurons, sans doute, jamais les réponses aux questions que posait La Presse du 19 juillet à savoir, qui a dit non? Mulroney? Les Reichmann?

«Entre mercredi après-midi et mercredi soir, il s'est passé quelque chose. Ce quelque chose, selon un représentant du milieu financier de Toronto, se trouve « plus près du côté politique, du côté du gouvernement. » (La Presse, vendredi 19 juillet 1985).

Le même article rapportera: « Du côté gouvernemental, le même désintéressement a succédé à l'intérêt manifesté du début, du moins pour certains ministres influents du cabinet ». L'on dira, que dans ce milieu l'on craignait « que Petro-Canada obtienne une part dominante, du marché de l'essence au détail et qu'elle devienne trop puissante ». (sic)

Il n'y a pas lieu de se surprendre si, en 1985, certains politiciens favorisent les multinationales du secteur privé, au détriment des intérêts de la collectivité canadienne.

Les revirements spectaculaires, sur Petro-Canada montrent que le gouvernement de M. Mulroney continue, en 1985, à défendre des points de vue en vogue au siècle dernier. Il continue à regarder les bénéficiaires de l'entreprise privée, comme une vertu qui, on ne sait par quelle sorte de magie, se transforme en péché mortel lorsqu'au service de l'ensemble de la population.

Une chose semble assurée, M. Mulroney et ses conservateurs n'ont pas fini de surprendre, par leurs reculs spectaculaires et leur façon d'avancer à reculons.

DIFFÉRENTS SCÉNARIOS

Pour des raisons historiques, le pouvoir économique de l'État s'est développé plus rapidement au Québec, que partout sur le continent américain. L'absence d'une bourgeoisie nationale conséquente explique bien ce phénomène. Au Québec français l'entreprise privée était, majoritairement, celle d'une minorité de langue anglaise et d'investisseurs étrangers (Américains). Chez nous le développement de l'État, comme moteur de l'économie, fut toujours accompagné de déclarations de foi dans l'entreprise privée. Quoi qu'il en soit avec le régime péquiste, sous la direction de René Lévesque, le capital collectif s'est puissamment développé. De fait, l'État du Québec n'a pas cessé de se donner des leviers économiques, plus puissants les uns que les autres. Ainsi récemment l'on apprenait, que la société d'État «Gaz Métropolitain » était devenu le seul distributeur gazier, dans la province.

«Gaz Métropolitain acquiert, au coût de \$75 millions, les sociétés Inter-Cité, Gaz Provincial du Nord du Québec et Champion Pipeline, devenant ainsi le seul distributeur gazier au Québec, sauf dans la région de Hull, et le quatrième en importance au Canada. (La Presse, mercredi 8 mai 1985).

La création d'un monopole du gaz, sous l'égide de l'État, ne signifie pas l'absence d'opposition entre les partisans de l'entreprise privée, à tout prix, et ceux d'un capital collectif au service de la population. La place qu'occupe l'État, dans les domaines de l'industrie et du commerce, montre que les luttes populaires se déroulent, en partant des conditions spécifiques du Québec.

Le développement du capitalisme d'État, dans les cas de Polysar et Gaz Métropolitain, ne constitue pas un arrêt des politiques de privatisation. Au contraire ces politiques, devant les résistances rencontrées, sont en train de prendre de nouvelles allures. Ces nouvelles démarches sont déjà perceptibles, chez les tenants de la privatisation en Angleterre, aux États-Unis et au Canada.

La privatisation peut donner lieu à différents scénarios. Elle peut s'exprimer par la vente des biens publiques, à des prix ridiculement bas. Ces biens collectifs peuvent, aussi, être vendus à l'entreprise privée pour être suivis, par l'octroi de généreuses subventions. Dans un cas comme dans l'autre, de telles ventes à rabais prépareraient les scandales de demain.

La privatisation peut aussi se manifester par la création d'entreprises mixtes. Dans ce type d'entreprises, les actionnaires privés pourraient en toute quiétude s'appuyer, sur la puissance économique de l'État. Enfin une autre voie serait celle, qui permet à l'État de drainer l'épargne populaire, pour ensuite le placer à la disposition des entrepreneurs privés. Cette dernière opération se fait par la vente, au grand public, d'actions de société dont l'État restera l'actionnaire majoritaire. Naturellement ces quelques formes de la privatisation ne sont pas restrictives; de fait elles peuvent varier à l'extrême.

LA PRIVATISATION EST PORTEUSE DE PRIVATIONS

Chose certaine qu'elle intervienne aux États-Unis, en Angleterre ou au Canada, la privatisation sera toujours porteuse de privations pour la majorité des citoyens. Indépendamment de la forme qu'elle prend, la politique de privatisation conduira, toujours, à une réduction du niveau de vie et des services sociaux. Les sacrifices que l'on voudrait imposer à la population sont aussi cuisants qu'inutiles. Qu'ils soient acceptés ou non, ils ne peuvent qu'ajouter au déséquilibre actuel. Ils contribueront au déchirement de la société entre d'un côté, un pouvoir d'achat tiré vers le bas et de l'autre côté, un pouvoir de production que la technologie a projeté vers les plus hauts sommets.

Jusqu'à présent les efforts déployés, en haut lieu, visaient l'accroissement de la production. C'était la formule miracle des experts. Ainsi le pouvoir financier de l'État a servi, en priorité, à renforcer le pouvoir de production. Au cours des dernières décades, la plus grande partie des subventions financières ont été à la base des programmes, visant à améliorer la production. Durant cette même période de temps des mesures ont été prises, pour réduire les dépenses à la consommation.

De partout, y compris dans l'appareil gouvernemental, ce furent des réductions d'effectifs et des coupures budgétaires de toutes sortes. Chacune de ces mesures rognait sur un pouvoir d'achat populaire, déjà trop faible. Cela ne pouvait qu'accentuer la distorsion, qui afflige la vie économique. Il en fut de même des tentatives fédérales de rogner sur l'indexation aux retraités, sous prétexte d'abaisser le déficit budgétaire. Au provincial, c'est la même politique de restrictions économiques qui maintient les moins de 30 ans, dans un état d'infériorité. Car cette politique à courte vue condamne les jeunes assistés sociaux à survivre, avec la moitié de la pitance allouée à leurs aînés. Voilà une

mince partie des sacrifices et des privations inutiles, qui s'inscrivent dans le cadre des politiques de privatisation.

Dans les conditions actuelles, le gros bon sens réclame que l'on investisse dans le mieux-être des citoyens, plutôt que dans l'accroissement de la production. Il devient de plus en plus évident, que la seule façon de rétablir un certain équilibre économique et social serait d'inverser l'ordre des priorités, suivi jusqu'à maintenant. Il s'agirait d'utiliser le pouvoir financier de l'État, afin de renforcer le pouvoir d'achat populaire. Il ne s'agit pas dans les circonstances de tout briser, mais bien de voir à ce que le nouveau rôle de l'État s'exerce, selon les intérêts du peuple québécois et de la majorité populaire.

En politique, les triomphes du gros bon sens ne sont pas toujours faciles. Ainsi, dans les jours qui suivirent le recul spectaculaire du gouvernement conservateur, sur l'indexation des pensions aux retraités, M. Mulroney devait déclarer:

«Nous allons procéder avec nos mesures budgétaires telles, qu'annoncées. » {La Presse, samedi 29 juin 1985}.

Dans la conférence de presse où il admettait avoir fait une erreur, M. Mulroney s'appêtait à continuer dans la même voie. Le premier ministre et numéro un de la privatisation au Canada déclarait :

«M. Mulroney a ajouté qu'il s'attendait à ce que la population canadienne accepte de faire les sacrifices, qui s'imposent, pour rétablir la situation économique, combattre l'accroissement du déficit et l'augmentation substantielle de la dette nationale. »

(Id. La Presse, samedi 29 juin 1985).

UNE NOUVELLE CATÉGORIE SOCIALE

La mutation, que nous traversons, a créé des situations inédites et permis l'émergence de nouvelles catégories sociales. En son temps, la révolution industrielle avait créé une catégorie sociale: la classe ouvrière, fruit de la manufacture et des usines géantes. À son tour la robotisation industrielle, comme période historique, a imposé ses propres catégories. Ainsi nous avons assisté à l'émergence d'une nouvelle couche sociale. Celle-ci, résultat de la technologie moderne, regroupe des centaines de milliers de citoyens, qui furent rejetés hors du circuit de la production.

Il devient plus évident chaque jour que la classe ouvrière, composée de travailleurs manuels, est en voie de disparition. Elle a fondu au soleil de la science, utilisée comme force productive. De fait, la classe ouvrière traditionnelle est graduellement remplacée par une armée d'assistés sociaux. Il y a peu de ressemblance, entre les sans-emploi du passé et les chômeurs permanents du bien-être social. Durant les crises cycliques du passé, les travailleurs étaient condamnés à un chômage temporaire. En 1985, il en est autrement des citoyens(nes) qui vivent, en permanence, hors des cadres ordinaires du présent régime de production.

La société a été profondément transformée dans sa composition organique. La nouvelle couche sociale, faible à ses débuts, est en pleine formation. Émergeant de l'époque précédente, elle n'a pas encore d'idéologie qui lui soit propre. Comme force sociale nouvelle, elle se cherche encore des formes de manifestation et d'organisation. Mais du fait même de son existence, elle constitue une nouvelle façon de vivre. Cette couche sociale est là pour y demeurer. Rien n'indique sa disparition prochaine; au contraire, elle ne peut que grossir en nombre et en importance.

LA NOUVELLE COUCHE SOCIALE!

C'est quoi la nouvelle catégorie sociale? C'était, à l'origine, les « objecteurs de conscience de la croissance pour la croissance ». I Ce furent aussi les hippies et les différents décrocheurs, qui refusaient d'embarquer dans la chasse pour un statut social.

Le refus pacifique des hippies laissa la place, à d'autres formes de manifestation. Les groupes populaires et les comités de citoyens, en prenant la relève, allèrent un cran plus loin. Leurs activités donnèrent naissance aux « avocats populaires » des cliniques, à des mouvements pour l'obtention de garderies populaires, etc. Cette vague humaine était liée à la création de nouvelles valeurs. Encore de nos jours, de nombreux comités de citoyens(nes) sont à construire les prémices, d'un nouveau genre de vie. Ils sont à préparer les fondements, sur lesquels s'édifiera un monde nouveau.

C'EST QUI?

De qui se compose la nouvelle couche sociale? Ce sont les déclassés, ceux qui furent rejetés de leurs lieux de travail, par l'accélération de la technologie. Ce sont, aussi, des familles entières qui n'ont plus de gagne-pain. Ce sont des «ouvriers» condamnés aux petits salaires du marché noir, d'une production parallèle. Ce sont des milliers d'habitants de bidonvilles un peu partout, au Québec.

La nouvelle couche sociale se recrute, aussi, parmi le nombre effarant de Montréalais, dont la majorité vit en dessous du seuil de la pauvreté. C'est, aussi, les recyclés d'hier et les gens présentement en recyclage. Ce sont les étudiants sans revenu; ceux qui ne débouchent nulle part. Ce sont de nombreux finissants d'universités qui, malgré l'obtention de diplômes prometteurs, viennent grossir les rangs de la nouvelle couche sociale.

NI EMPLOYEUR, NI EMPLOYÉ

Ceux qui composent la « nouvelle couche sociale » ne sont ni des employeurs, ni des employés. Ils ne sont pas non plus des artisans, des professionnels ou des rentiers. Ils n'ont pas de statuts ni de droits particuliers. Ballottés par des décisions prises à leur insu, ils ne participent pas à l'orientation de la seule chose qui leur appartienne: leur propre vie. Comme l'enfant qu'un couple ne désirait pas, rien n'a été prévu pour leur faciliter l'existence. Ils devront se charger eux-mêmes de leur avenir.

L'existence d'une nouvelle couche sociale est un problème, pour l'ensemble de la population québécoise. Le sort des assistés sociaux, jeunes et moins jeunes, ne peut se détacher du déséquilibre et des blocages de l'économie québécoise. Ces problèmes sont ceux de tous les Québécois. Pour cette raison, ils ne sauraient se limiter à un débat théorique pour intellectuel.

Aussi longtemps que les assistés sociaux se laisseront convaincre, qu'ils ne sont qu'un petit groupe marginal et temporaire, ils se condamneront eux-mêmes à n'être que des sous-hommes. Jusqu'à présent, les assistés sociaux n'ont pas pris conscience de leur nombre et de leur force. Pour cette raison leur influence dans l'orientation, d'une véritable politique sociale, est demeurée faible.

Pour ces citoyens, il ne suffit pas de constituer 30 ou 40% de la population. Ils devront défendre leur droit à une existence heureuse. Ceci, ils le feront en

s'imposant comme une entité politique nouvelle; en mettant de l'avant les intérêts qui leur sont propres.

LA NOUVELLE COUCHE SOCIALE ET LA TRANSFORMATION

Comme catégorie la 'nouvelle couche sociale', non encore cataloguée par les historiens, est au centre de la présente mutation. Elle apparaît à la fois, comme le contrepoids et le produit de la robotisation industrielle. Elle est dans la même position, qu'occupait la classe ouvrière aux 17^{ième} et 18^{ième} siècles. Dès sa naissance, elle se trouve projetée à l'avant plan du combat, pour changer le monde.

Naturellement au Québec, comme partout, la transformation progressive de la société sera le résultat des efforts des différents secteurs de la population. Comme toujours, la transformation viendra de ceux qui en ont le plus besoin. Elle sera le fruit des efforts concertés de ceux, que la paralysie de la société force à vivre sous le seuil de la pauvreté, dans une mer d'abondance. Mais, présentement, l'armée des assistés sociaux est le groupe dont les intérêts correspondent le mieux, aux besoins de changement. Ceci, parce que ces derniers pour mieux vivre et même survivre ne peuvent emprunter d'autre voie, que celle de la transformation sociale. Pour eux changer le monde n'est plus un choix; c'est devenu une nécessité.

La transformation progressive de la société demande que l'extraordinaire mutation, que nous vivons, se réalise suivant les intérêts de la majorité populaire. Dans l'immédiat, elle réclame que l'énorme pouvoir économique de l'État soit utilisé, en priorité, pour le bénéfice du peuple québécois.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE:

Avakumovic, Ivan, « The Communist Party in Canada: A History »,

Toronto, McClelland and Stewart Limited, 1975, 309 p.

Avery, Donald, « Dangerous Foreigners': European Immigrant

Workers and Labour Radicalism in Canada 1896-1932 », Toronto,

McClelland and Stewart Limited, 1929, 204 p.

Choko, Marc, «Le Mouvement des Squatters à Montréal 1946-47 », Les Cahiers d'Histoire de l'Université de Montréal, vol. II, no 2 (Printemps '82), p. 26-39.

Comeau, Robert, Dionne, Bernard, « Les Communistes au Québec 1936-56: sur Le Parti Communiste du Canada/Parti Ouvrier Progressiste », Montréal, Les Presses de l'Unité, 1981, 104 p. « Congrès de Tours », Paris, Éditions Sociales, 197 p. Filion, Gérard, « Le Titos du Canada Français », Le Devoir, mercredi, 13 juillet 1949).

Fournier, Marcel, «Communisme et Anticommunisme au Québec (1920-1950)», Laval, Éditions Coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 167 p.

Gagnon, Henri, «La Confédération Y'a Rien Là», Montréal, Éditions Parti-Pris, 1977, 233 p. Gaétan Piché pour le Caucus Ouvrier, 1973, 188 p.

Larivière, Claude, «Albert Saint-Martin, Militant d'Avant-Garde (1865-1947)», Laval, Éditions Coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 290 p.

Lipton, Charles, « The Trade Unions Movement in Canada, () Canadian Social Publication, 1966.

Mao Tsé-Toung, « De la Contradiction », Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967, 63 p.

Rodney, William, «Soldiers of the International : A History of the Communist Party of Canada, 1919-1929 ». Toronto, University of Toronto Press, 1968.

Ryerson, Stanley B., a Le Capitalisme et la Confédération: aux Sources du Conflit Canada Québec (1760-1873), Montréal, Éditions Parti-Pris, 1972, 549 p.

Supplément En Lutte, « Combattons pour l'égalité absolue des langues et des Nations », Montréal, En Lutte, 197 p. Weisbord, Merrely, « The Strangest Dream », Toronto, Lester and Orpen Dennys, 1983.

2 Documents, Journaux, Correspondances du Parti Communiste du Canada et de l'Internationale (3e) Communiste :

Buck, Tim, « Lettre aux camarades de Sainte-Marie », (S.L., S.N., S.D.).

Buck, Tim, « Lettre de Tim Buck à Gui Caron », 4 novembre 1949. « Lettre de Tim Buck à Gui Caron », 2 février 1953. « Thirty Years: The Story of the Communist Movement in Canada 1922-1952 », Toronto, Progress Books, 2nd, 1975, 224 p. «

Yours in the Struggle, Réminiscences », Toronto, N.C. Press, 1977. « Bulletin Communiste », 11 novembre 1920. « Canadian Independence and People Democracy », C.P.P., S.U. « Canada's Party of Socialism: History of the Communist Party of Canada 1921-1976 », Toronto, Progress Book, 1982, 319 p. Caron, Gui, Ire Contribution de Gui Caron à la Commission d'Enquête du POP, Ronéotype, 1947.

Caron, Gui, Lettre de Gui Caron à Tim Buck, 14 novembre 1949. « Convention Nationale de 1945 », Ronéotype, 1945, Toronto. Gélinas, Pierre, Déclaration de Pierre Gélinas, Ronéotype, (S.L., S.N!), 1949.

« Mémoire du Parti Communiste du Canada sur les relations fédérales-provinciales », Toronto, S.N., 1937. « Rapport sur 1947 », Ronéotype, S.L., S.N., 1956. « Résolution 5e Congrès du POP », Ronéotype, Montréal, 1947. Roy, Oscar, « Les relations fédérales-provinciales: discussion sur les points soulevés par Henri Gagnon », Action (septembre 1947). Ryerson, Stanley, B., « Lettre de Stanley Ryerson à Gui Caron », 24 novembre 1949.

« Lettre de Stanley Ryerson à Henri Gagnon », 23 novembre 1949.

« On the Opposites ». Toronto, Canadian Tribune, 1951. « On the Opposites », Toronto. N.A.M.. 1951.

3 Documents, Journaux et correspondance du groupe Gagnon:

« Cette Question d'Unité », Contribution, (juin 1949), vol. 1. no 6.

« Déclaration du Bureau Politique du Parti Communiste du Canada Français », Montréal, S.N., 195 p.

« Estimation de la Période 1947-50 », Ronéotype, Montréal, 195 p. Gagnon, Henri, « Les rapports nouveaux et leur signification », Ronéotype, Montréal, 1956. (Aussi dans N.A.M. et Clarté).

« Loi du développement par contradiction interne », Ronéotype, Montréal, 1950, 6 p. (Aussi dans N.A.M. et Clarté). The Herald, 21 oct., 1947. The Herald, 22 oct., 1947.

ANNEXE

Dans les quartiers ouvriers comme Saint-Henri, Pointe-Saint-Charles, le Plateau Mont-Royal et d'autres, les assistés sociaux constituent plus de 50% de la population. Il en est de même des comtés ouvriers de Sainte-Marie et Papineau. Dans plusieurs petites villes du Québec, les sans-emploi forment la majorité. À toute fin pratique ceux qui ont été rejetés du processus de la production sont en train d'expérimenter une nouvelle façon de vivre. Sur l'ensemble du territoire québécois naissent de nouvelles formes de vie. Il y a actuellement plus de mille organisations de conseils et de comités dont les efforts sont dédiés à la défense des intérêts populaires. En s'occupant des droits sociaux, de l'éducation et des loisirs populaires, les citoyens sont à créer une vie communautaire d'un nouveau type.

Dans le seul quartier d'Hochelaga-Maisonneuve l'on dénombre 260 organisations populaires. Le Pavillon d'Éducation Communautaire (P.E.C.) est un centre actif d'une vie communautaire aux diverses activités. Du P.E.C, rayonnent des organisations autonomes où les citoyens ont appris à se prendre en main et à diriger leurs propres activités. Ces organisations par leur existence et les multiples activités qu'ils conduisent sont à construire les fondements de la société de demain.